

## Namibie : les déceptions de la SWAPO

PARI perdu pour la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), dont le chef, M. Sam Nujoma, avait imprudemment prédit, à la veille du scrutin, une victoire écrasante, avec « 85 %, sinon 90 % » des suffrages exprimés. La vérité des chiffres est tout autre, puisqu'avec 57,32 % des voix, le principal mouvement indépendantiste est loin d'obtenir la fatidique majorité des deux tiers qui lui aurait permis de modérer à sa convenance la Constitution de la dernière colonie d'Afrique.

Désignée, en 1978, par l'Assemblée générale de l'ONU comme « seul et authentique représentant du peuple namibien », la SWAPO a dû, pour la bonne règle démocratique, se soumettre au verdict des urnes. Elle se voit contrainte de composer avec d'autres formations politiques, particulièrement la DTA (Alliance démocratique de la Turnhalle), qu'elle soupçonne « d'être sponsorisée » par l'Afrique du Sud voisine.

TOUTES les parties en cause et les nombreux observateurs étrangers se sont félicités du bon déroulement du processus électoral. La SWAPO s'est ralliée, du bout des lèvres, à cette appréciation, se gardant ainsi le libre, par des propos ambigus, de contester les résultats si ceux-ci ne correspondaient pas à son attente.

« L'idéal, ce serait une grande coalition nationale », avait suggéré M. Javier Pérez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies, averti que le scrutin ne tournerait pas forcément à l'avantage exclusif de M. Nujoma et des siens. Frustrée d'une large victoire, la SWAPO semble, aujourd'hui, résignée à jouer le jeu normal de la démocratie.

Certes, comme l'a reconnu M. Pérez de Cuellar, des constatations « gênantes » pour la crédibilité du scrutin ont été faites, par exemple l'inscription sur les listes électorales de Blancs venus d'Afrique du Sud. Pretoria, qui redoutait l'arrivée au pouvoir, à Windhoek, de la seule SWAPO, ne s'est évidemment pas privé d'appuyer plus ou moins discrètement la DTA afin d'éviter le règne sans partage d'un mouvement d'obédience marxiste.

Si la SWAPO a du mal à digérer cette demi-victoire, elle doit surtout s'en prendre à elle-même. Certes, pendant la campagne électorale, ses dirigeants, moins idéologues que jamais, ont multiplié les déclarations apaisantes, se ralliant à l'idée d'économie mixte et tendant la main à la minorité blanche. Il n'empêche que l'affaire des anciens détenus et des disparus de la SWAPO, jadis considérés par celle-ci comme des « espions » à la solde de l'Afrique du Sud, et traités comme tels, a probablement nui à l'image rassurante que le mouvement indépendantiste entendait donner de lui dans l'opinion publique.

La période qui doit conduire, dans quelques mois, à l'indépendance de la Namibie, sera-t-elle marquée par des affrontements prolongés pour le contrôle du pouvoir ? D'éventuels dérapages seraient d'autant plus à craindre que ce pays, en état de guerre depuis vingt-trois ans, est un véritable arsenal. Quoi qu'il en soit, de ce qui se passe du côté de Windhoek dépendra le retour de la paix dans toute l'Afrique australe, aujourd'hui soustraite par ceux-là mêmes qui, hier, y ont joué les pousse-au-crime.

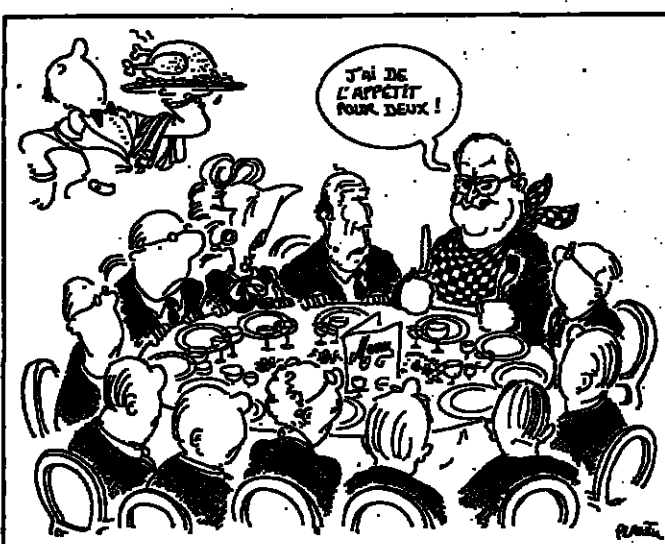
Lire page 6 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD



Les conséquences des bouleversements dans les pays de l'Est

## MM. Gorbatchev et Mitterrand vont se rencontrer pour discuter du nouvel équilibre européen

MM. Gorbatchev et Mitterrand devraient se rencontrer en décembre ou en janvier pour discuter notamment du nouvel équilibre européen. Tel est le résultat du voyage de M. Dumas mardi à Moscou et de l'entretien téléphonique que MM. Mitterrand et Gorbatchev ont eu le même jour. Recevant M. Dumas, le président soviétique a affirmé qu'il est « inutile de clamer victoire dans la guerre froide », mais qu'il est temps de « réaliser que le monde contemporain est une seule civilisation, où prédominent les valeurs de toute l'humanité et la liberté de choix ».



### « Une seule civilisation commune »

MOSCOU  
de notre correspondant

« Pleinement d'actualité », selon M. Gorbatchev, et allusivement évoquée par M. Roland Dumas, mardi 14 novembre, au terme d'une « dense » journée d'entretiens à Moscou, une rencontre au sommet devrait être prochainement organisée entre les chefs d'Etat français et soviétiques.

Essentiellement centrés sur les évolutions européennes qu'implique la démocratisation des anciens satellites de l'URSS, ces entretiens marqueront l'importance du rôle que le Kremlin espère voir jouer à la France dans la future redéfinition des équilibres continentaux.

Décidée dans son principe au cours de l'entretien téléphonique

qu'ont eu, ce même mardi, MM. Gorbatchev et Mitterrand, cette rencontre devrait se tenir très vite, en janvier au plus tard, puisqu'elle ne semble pas devoir mettre en question la visite en URSS que M. Mitterrand doit de toute manière effectuer au printemps prochain dans le cadre des sommets franco-soviétiques annuels.

L'un des points examinés au cours de cette « rencontre informelle » qui va, de fait, constituer un pendant européen à celle de Malte, pourrait être l'organisation d'un nouveau sommet des trente-cinq pays participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

BERNARD GUETTA  
Lire la suite page 4

### Le sens d'un septennat

par Jean-Marie Colombani  
et Jean-Yves Ithomeau

Jusqu'à ce que François Mitterrand reprenne l'offensive sur le terrain diplomatique (dîner des Douze samedi à Paris, et rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev), la France s'apprête à traverser le tumulte européen avec pour seul vantage les fortes paroles de de Gaulle sur « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » (1). Elle se consolait de n'être plus que spectatrice en pensant qu'elle avait en, un jour, un président visionnaire. Sans prendre garde qu'elle a aujourd'hui à sa tête un président architecte, qui se voulait l'artisan de notre destin européen et qui avait assuré en commençant son premier septennat

- Télécongrès : les réformes à petits pas
- Bulgarie : les débuts de la glasnost
- A Berlin, la fièvre retombe
- La fin de la visite de M. Kohl en Pologne
- Un entretien avec M. Brzezinski
- La préparation de la rencontre entre M. Gorbatchev et M. Mitterrand
- Les points de vue de François Fejtő et Gérard Fuchs

qu'il faudrait un jour « sortir de Yalta ».

M. Mitterrand est un européen de toujours. En 1946, jeune et obscur, il avait participé à la première conférence sur la construction de l'Europe qui réunissait à La Haye les vainqueurs et les vaincus de la dernière guerre, en présence de Winston Churchill.

Lire la suite page 10

(1) Dans sa conférence de presse du 9 septembre 1965, le général de Gaulle avait déclaré : « Nous n'hésions pas à envisager qu'un jour vienne où, pour aboutir à une entente constructive depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, l'Europe tout entière veuille régler ses propres problèmes et, avec tout, celui de l'Allemagne, par la seule voie qui permette de le faire, celle d'un accord général. »

## Retrouvailles électorales au Brésil

Vingt et un candidats s'affrontent  
pour le premier scrutin présidentiel depuis vingt-neuf ans

RIO-DE-JANEIRO  
de notre correspondant

Il y a cinq ans, le Brésil était descendu dans la rue pour crier ces deux mots : « Diretas já ! ». Des élections directes, dès maintenant ! C'était la fin du régime militaire. Le pays tout entier réclamait le droit d'élire son président au suffrage universel. Cette revendication fut bloquée à l'époque. Voici qu'elle est satisfaite. Les Brésiliens allaient aux urnes, mercredi 15 novembre, pour exercer un droit dont ils ont

été privés pendant vingt-neuf ans.

Dans l'euphorie des retrouvailles, les Brésiliens pêchent par excès : vingt et un candidats se disputent le poste de M. José Sarney, dont quatre avec des chances de succès (un deuxième tour de scrutin est prévu le 17 décembre). Chacun a eu son temps de parole à la télévision : du plus sérieux au plus fantasiste, un dénommé *Marronzinho* (le Brunâtre) s'étant présenté sous le surnom indiquant la couleur de sa peau. Au total, pen-

dant deux mois, deux heures et vingt minutes par jour de slogans électoraux dans les programmes officiels. Le trop-plein, après le trop-peu.

Les analystes ont longuement décrié ce Brésil qui allait voter et qui reste une énigme, malgré la précision des chiffres. Le droit de vote étant désormais accordé aux analphabètes et ayant été abaissé à l'âge de seize ans, on se demande comment allait réagir un électeur dont on sait que, dans sa majorité, il est jeune, pauvre, voire misérable, illettré, sans emploi régulier. Allait-il se fier aux éternels démagogues, qui promettent des miracles, ou se reconnaître dans le premier candidat ouvrier que le Brésil ait jamais produit ?

Les évaluations des instituts de sondage ont tellement différé entre elles, pendant la campagne que le mystère demeurerait à la veille du scrutin. Vingt pour cent des Brésiliens ignorent le nom de l'actuel président il y a encore quelques mois. A trois jours du vote, les sondés étaient légion. Bien des gens interrogés dans les bidonvilles ou dans les campagnes répondaient, en balbutiant, qu'ils choisiraient un nom au dernier moment.

CHARLES VANHECKE  
Lire la suite page 8

### Quatre jours d'offensive de la guérilla Près de mille morts au Salvador

De violents combats — qui ont fait près de mille morts en quatre jours — continuent au Salvador mardi soir 14 novembre. Prenant la parole, pour la première fois depuis l'instauration de l'état de siège, dimanche, le président Alfredo Cristiani a reconnu que le rétablissement de la situation par l'armée était « une question de temps ». Dans une conférence de presse organisée en « territoire libéré », dans la proche banlieue de la capitale, les dirigeants rebelles ont implicitement révélé avoir changé d'objectif, en annonçant qu'ils cherchaient maintenant à renverser le gouvernement, et plus seulement à lui imposer la négociation sur de nouvelles bases.

Lire l'article de notre envoyé spécial  
BERTRAND DE LA GRANGE page 8

## PIERRE VIDAL-NAQUET

### L'AFFAIRE AUDIN

(1957-1978)

Le 11 juin 1957, Maurice Audin, assistant à la faculté des sciences d'Alger, était arrêté par les paracultistes du 1<sup>er</sup> RCP. Le 21 juin, selon ses gardiens, il se serait évadé. Nul ne l'a plus revu vivant. En mai 1958, Pierre Vidal-Naquet écrivait, dans la première édition de *L'affaire Audin*, que Maurice Audin était mort au cours d'une séance de torture.

L'ouvrage, saisi en 1958, est réimprimé intégralement et mis à jour grâce aux archives conservées au ministère de la Justice.



59 F  
MINUIT

## Face à la raison d'Etat

UN HISTORIEN DANS LA GUERRE D'ALGERIE

Bien minoritaires furent les intellectuels qui s'opposèrent à la guerre d'Algérie, face à une opinion publique et une classe politique largement hostiles. Les textes essentiels de cette période sont devenus difficilement accessibles et c'est ce qui a incité Pierre Vidal-Naquet à réunir dans ce recueil ses principaux articles sur la guerre d'Algérie. Précédé d'une longue préface inédite, cet ensemble constitue un témoignage irremplaçable sur le parcours de cet intellectuel engagé.

95 F

LA DÉCOUVERTE

صحنه من الاحول

## DÉBATS

Europe

# Et si Metternich vivait ?

par François Fejtő

Et si Metternich vivait aujourd'hui, comment referait-il la carte de l'Europe ? Cette question m'a été posée récemment. Bonne question, d'abord, parce que je suis tout à fait d'accord avec Henry Kissinger pour considérer Metternich — malgré toutes ses erreurs de calcul, tous ses préjugés — comme un des hommes d'État les plus intelligents des temps modernes. Ensuite, parce que je crois que les problèmes posés à notre époque — post-communiste — ressemblent beaucoup à ceux qui se posaient à Metternich, veille du Congrès de Vienne de 1815, à l'aube de l'ère post-napoléonienne. Dans une perspective de longue durée, Metternich a pu considérer, après Waterloo, les avatars jacobins, les vagues et guerres révolutionnaires de Bonaparte, comme des déviations aventureuses et coûteuses après lesquelles il convenait de retrouver l'équilibre bouleversé par la Révolution. Une tâche pareille attend les Metternich d'aujourd'hui, après le Waterloo de l'hégémonie soviétique.

Le plus souvent, le progrès de l'histoire se réalise par des retours en arrière. Des retours qui ne sont pas des restaurations au sens strict du terme, car on ne peut ignorer que, pendant les périodes de perturbations, les esprits et les sociétés ont évolué. Aussi, si Metternich revenait aujourd'hui, il procéderait sans doute à une certaine autocritique pour ne pas avoir tenu suffisamment compte des forces positives nouvelles qui se sont manifestées pendant le quart de siècle de troubles. Il était si obsédé par sa méfiance — somme toute légitime — à l'égard du concept subversif et anarchique de l'État-nation qu'il ne reconnaissait pas dans les penseurs tels que Saint-Simon, Buchez, Cattaneo, Proudhon et le jeune Victor Hugo, qui lançaient l'idée du fédéralisme et des États-Unis d'Europe, des alliés possibles pour un conservatisme moins fermé aux innovations.

Il resterait cependant fidèle, l'imagine, à son principe fondamental qui était de fonder l'équilibre de l'Europe (aujourd'hui du monde) sur la légitimité. Esprit vif et subtil, il reconnaissait que, si en 1815 il ne percevait point d'autres légitimités que monarchiques, à présent, c'est la souveraineté populaire, la démocratie, qui apparaît comme dépositaire de la légitimité. Metternich pensait que c'est à partir de 1790 (non de 1789, il savait distinguer) que l'équilibre basé sur la légitimité des pouvoirs a basculé en Europe.

Le Metternich de 1989 serait en droit de penser que la déstabilisation a commencé par la guerre fratricide et absurde de 1914-1918 et que c'est en 1917 que les grandes puissances ont fait une paix qui aurait pu être fondée sur la légitimité démocratique et le principe fédéral. En effet, 1917, c'est la date de deux événements catastrophiques majeurs dont il s'agit aujourd'hui de réparer les effets : la décision de démembrer l'Autriche-Hongrie au lieu d'imposer sa fédéralisation (au prix de quelques ajustements territoriaux) et le détournement par les bolche-

viks de la révolution démocratique russe en faveur d'un néo-despotisme expansionniste.

C'est le Waterloo de l'impérialisme soviétique, avec ses conséquences multiformes — qui commencent seulement à se manifester dans leur plénitude, de Prague et de Berlin à Tachkent et Vladivostok — qui impose aux Metternich de notre temps (où sont-ils ?) la tâche de redessiner la carte de notre continent. Il ne suffit pas de revenir à Yalta comme certains le pensent, car à Moscou, Yalta, Potsdam, on n'a fait que mettre à jour, en les aggravant, les erreurs de Versailles et de Trianon, essayant de régler les problèmes surgis du fait de l'effondrement du Reich de Hitler et de l'avancée des troupes de Staline jusqu'au cœur de l'Europe, sans régler le problème le plus important : le problème allemand. Une des tâches — mais pas la plus urgente — que se fixerait Metternich serait probablement l'organisation de cette conférence de paix sur et avec l'Allemagne qui se fait attendre depuis quarante-cinq ans.

Mais avant de s'attaquer à ce problème difficile entre tous — Metternich comprendrait sans doute que la réunification de la nation allemande est inévitable, la question étant de savoir comment elle devrait être faite sans danger pour l'équilibre — il prendrait en considération les tendances qui se font jour, chez les peuples périphériques de l'empire stalinien, en vue de la transformation de l'Empire en un Commonwealth d'États souverains, comme déjà le préconisent des voix de la Baltique et de l'Ukraine.

Quant aux pays du « cordon sanitaire », successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise, satellisés par l'URSS, Metternich soutiendrait probablement leurs aspirations à l'indépendance et à la modernité, tout en leur conseillant de rétablir, sous

une forme ou une autre — ce serait aux peuples d'en décider, — une coopération régionale s'appuyant sur l'Europe en gestation et pour laquelle les liens de plus en plus étroits renoués entre la Hongrie ex-communiste et l'Autriche neutre offrent un modèle séduisant. Metternich comprendrait que l'Europe centrale existe sur la carte, dans les nostalgies, dans les aspirations et qu'il faut l'aider à se doter d'institutions.

### Libanisation yougoslave

Aux peuples de Yougoslavie, sur la pente de la libanisation, Metternich conseillerait de se reprendre avant de se précipiter dans l'irréparable : même le plus énergique, le plus sage des hommes politiques est incapable d'empêcher l'autodestruction d'États multinationaux qui n'auraient d'autre légitimité que la force brute. Enfin, aux Roumains, qui seraient rétablis de leur nuit de cauchemar ceausés-cuiste, Metternich suggérerait de se mettre d'accord avec les Hongrois afin de doter la province de Transylvanie d'un statut d'autonomie satisfaisant les revendications légitimes de leurs minorités hongroise et allemande.

En 1815, Metternich se rendait bien compte, à propos de la réorganisation de l'Europe, de la valeur opérationnelle du principe confédéral qu'il appliquait surtout à l'Allemagne. Aujourd'hui encore, c'est à la lumière de ce principe-là que ce farouche partisan de l'équilibre, cet illustre ennemi des légions politiques ou idéologiques se mettrait à l'œuvre pour repenser l'Europe.

Les historiens du dix-neuvième siècle ont loué Metternich pour son réalisme imaginaire. Le Metternich d'aujourd'hui serait-il taxé d'utopisme ?

► François Fejtő est journaliste et écrivain.

## Attention : danger !

par Gérard Fuchs

La désagrégation actuellement en cours à l'Est représente une formidable victoire pour ceux qui ont toujours considéré qu'il n'était pas de socialisme sans démocratie. Par sa rapidité, voire son imprévisibilité, elle appelle cependant à un effort d'analyse des évolutions possibles, en Europe centrale bien sûr, mais aussi en Europe occidentale.

En Europe centrale, l'image souvent utilisée de la fin d'une glaciation porte bien en elle-même tous les éléments du diagnostic. L'Est de notre continent se retrouve, après le dégel, avec la quasi-intégralité de ses problèmes des années 30 : problèmes de frontières, de nationalités, de niveau de développement. La transition vers la démocratie peut y être paisible. Elle peut au contraire, compte tenu des difficultés économiques,

déboucher à terme sur des régimes musclés imprévisibles.

Mais le scénario le plus dangereux concerne l'évolution de l'Europe occidentale. La Communauté européenne est, depuis ses origines, confrontée à une alternative : se réduire à n'être qu'une zone de libre-échange ou devenir une entité politique.

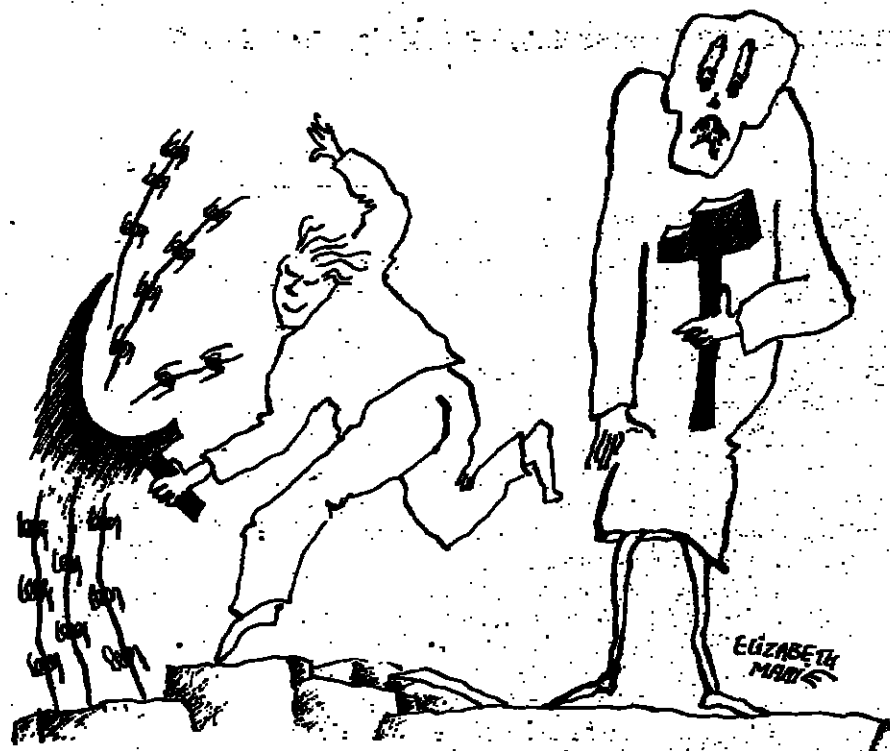
Le premier chemin peut être profitable à son commerce. Mais il conduit à subir la domination technologique, culturelle et, au bout du compte, politique des États-Unis et du Japon. C'est la fin des pays de l'Europe occidentale comme acteurs sur la scène mondiale.

Le deuxième chemin est plus exigeant. Il suppose une claire conscience que, pour éviter un affaiblissement progressif de nos souverainetés conduisant inéluctablement à l'impuissance, mieux vaut des délégations volontaires de ces souverainetés à des institutions communes qui auront leur poids.

### Le fil du rasoir

La dynamique initiale de la construction européenne conduisait clairement sur ce chemin-là. L'élargissement de la Communauté et les tensions internes créées par la crise économique nous ont remis sur le fil du rasoir. Aussi longtemps, cependant, que France et RFA partageaient le même objectif, le cap a pu être en gros maintenu : ainsi l'Acte unique, relance formidable de la construction européenne, a pu être signé grâce à l'accord Paris-Rome et malgré Londres.

Mais aujourd'hui l'évolution à l'Est risque de tout faire basculer. Les pays qui ont toujours été favorables à une zone de libre-échange vont en tirer argument en plaçant toute contrainte interne et externe qui rendrait plus difficile l'adhésion de nouveaux pays. Et, malgré les discours actuellement rassurants de ses dirigeants, la RFA peut demain changer de camp en considérant qu'une stratégie de réunification avec la RDA est contradictoire et non pas complémentaire au renforcement de la Communauté.



« La Nuit du général », de Gabriel Meretk

## Autopsie d'un coup de force en Pologne

AUJOURD'HUI, Wojciech Jaruzelski pose en famille et en survivant dans les bûches de Mazurie pour les magazines internationaux, et sa fille Monika joue, pour les mêmes photographes, les starlettes en déshabillé de soie. Mais c'est une tout autre image du général qu'éurent les Polonais lorsque, le dimanche 13 décembre 1981, il apparut à la télévision, plus raide que jamais dans son uniforme vert olive, pour leur annoncer que l'état de guerre était proclamé sur tout le territoire depuis la veille à minuit. Pour les Polonais ce jour-là, le général Jaruzelski représentait l'antépassant brutal de l'espoir d'une nation, un espoir turbulent, plein de risques en avance de quelques années : l'espoir de se libérer un peu du joug communiste.

C'est cette nuit-là, « la nuit du général », puis la journée qui a suivi, que Gabriel Meretk, journaliste français d'origine polonaise, ancien correspondant de TF1 et de Radio-France à Moscou, a reconstitué minutieusement, au terme d'une solide enquête de près d'un an, pour laquelle il a interrogé témoins et acteurs d'un événement qui choqua profondément l'opinion publique occidentale. Devant, visiblement, que les gouvernements.

De Varsovie à Paris, de Bruxelles à Washington, Meretk fait un récit à la fois scientifique et passionnant, parfois minute par minute, de ces vingt-quatre heures que le général, grand amateur d'art militaire, avait réglées comme du papier à musique.

Le coup du 13 décembre, dont les Polonais parlent maintenant comme du « coup d'État », avait été baptisé « opération W ». W comme *wojnia*, la guerre, puisqu'il s'agissait d'instaurer l'état de guerre. W comme *wiosna*, le printemps, nom de code d'une opération militaire, élaborée dès février 1981. Car, reprenant les révélations faites en 1987 à la revue d'émigration *Kultura* par un haut responsable de l'armée polonaise, le colonel Ryszard Jędrzejko, qui fit défection aux États-Unis quelques semaines avant le 13 décembre, Meretk soutient que les Soviétiques avaient prévu d'intervenir militairement en Pologne le 8 décembre 1980. Pourquoi ne le firent-ils pas ? La question demeure sans réponse à ce jour, mais les dirigeants militaires polonais auraient alors compris qu'il était de leur intérêt de préparer eux-mêmes la solution de force.

Trois hommes — trois généraux — sont les maîtres d'œuvre de la préparation de l'état de guerre : le général Jaruzelski, premier ministre et ministre de la défense, qui va devenir aussi chef du parti, dont véritable maître du pays au septembre 1981 ; le général Florian Siwicki, alors chef de l'état-major polonais ; et le général Czesław

Kiszczak, qui supervise les tâches confiées aux forces de police. Ces trois hommes tiennent encore aujourd'hui, face à un premier ministre de Solidarité, les rênes du pouvoir, puisque Jaruzelski est président de la République, doté de larges pouvoirs, Kiszczak est vice-premier ministre, ministre de l'intérieur, et Siwicki, ministre de la défense. Mais ils se sont pas tout à fait seuls, en 1981, à se préoccuper des préparatifs de l'opération W : selon Kuklinski et Meretk, le maréchal soviétique Koulikov, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, veille au grain, personnellement et d'une manière particulièrement pesante.

### Les larmes de la secrétaire

Reste à fixer la date du coup d'État. Ce doit être, impérativement avant le 15 décembre, date à laquelle le contingent doit regagner ses foyers, car attendre qu'une nouvelle classe d'appelés, contaminés par les idées de Solidarité, intègre les casernes serait désastreux. Ce sera donc le 12 à minuit, à une période où les tensions à la fois au sein de Solidarité et entre le pouvoir et Solidarité atteignent leur paroxysme. Le secret est, bien gardé : la classe politique, en particulier, a été tenue dans la plus parfaite ignorance. Meretk raconte notamment la désolée séance du conseil d'État, convoqué à 1 heure du matin pour faire voter par les membres de la direction collégiale de l'État polonais des décrets déjà entrés en vigueur et en vertu desquels plus de dix mille personnes ont été ou vont être arrêtées. Un homme, un seul, le catholique Ryszard Kieft, aujourd'hui sénateur de Solidarité, ose voter contre.

La Nuit du général, ce sont aussi les larmes de la secrétaire qui tape le discours de Jaruzelski, le simulateur d'exécution auquel est soumis Jacob Kuron, conseiller de Solidarité, les excuses polices des policiers à tel universitaire interné, l'arrestation des dirigeants de Solidarité réunis à Gdansk, les visites du préfet et du premier secrétaire de Gdansk à Wałęsa en pyjama, qui refuse de les suivre — il finira quand même par obtempérer, — la mollesse de la réaction du cardinal Glemp et celles, parfois étonnantes, des dirigeants occidentaux, avant tout soulagés que l'URSS ne soit pas mêlée à cette triste affaire. Aujourd'hui, le général, qui ressort finalement de ce livre sous un jour complexe, est un homme respectable, dont les responsables de Solidarité louent la modération et que les dirigeants occidentaux se plaignent à fréquenter. Mais, pour beaucoup de simples Polonais, il reste un objet de répulsion : la république que continue de leur inspirer cette nuit-là.

SYLVIE KAUFFMANN

► La Nuit du général, de Gabriel Meretk. Ed. Belfond, 286 p., 120 F.

PASSIONNÉ(E) PAR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE  
VOUS VOULEZ Y FAIRE UNE BELLE CARRIÈRE

rejoignez l'ISCAM



Formation automobile internationale  
Niveau d'entrée : Bac + 4  
Groupe ESCRA/ISCAM  
sous tutelle du Ministère du Commerce  
géré par la chambre de Commerce et d'Industrie du Mans

Notre Institut, unique en France et en Europe,  
vous prépare pendant une année d'étude spécialisée  
rémunérée par l'État, à des postes à responsabilité élevée  
(3 à 5 offres d'emploi par diplômé).

Écrire ou téléphoner à :  
ISCAM, 132, rue Henri-Champion - 72100 Le Mans  
Tél. : (06) 43 84 01 32

## Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Salles

Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONDPAF 650572 F; Télécopieur : (1) 45-23-08-81



## Les changements dans les pays de l'Est

## Tchécoslovaquie : les réformes « à petits pas »

Prague annonce un nouvel assouplissement de la réglementation des voyages à l'étranger

Le premier ministre tchécoslovaque, M. Ladislav Adamc, a confirmé, mardi 14 novembre, devant le Parlement de Prague que son gouvernement allait supprimer « prochainement » les visas de sortie pour les Tchécoslovaques désirant voyager dans des pays occidentaux et en Yougoslavie. Cette mesure de libéralisation avait été annoncée le 21 septembre, et l'organe du PC, *Rude Pravo*, avait alors indiqué qu'elle entrerait en vigueur « dans le courant de 1990 ».

M. Adamc n'a pas été plus précis. Il a toutefois rappelé que la Tchécoslovaquie avait déjà adouci sa politique de contrôle des voyages « conformément à ses engagements internationaux » pris dans le cadre des accords de la CSCE, au mois de janvier à Vienne. Près d'un million de touristes tchécoslovaques, sur un total de sept millions, ont choisi cette année une destination occidentale. Les visas de sortie obligatoires

pour les voyages professionnels avaient été supprimés le 1<sup>er</sup> septembre.

Selon le projet présenté, les touristes n'auront plus besoin de l'accord de leurs employeurs pour se rendre dans un pays occidental, et le visa de sortie sera remplacé par un simple « fiche » à des fins statistiques. Le contrôle des changes a déjà été allégé, et il n'est plus nécessaire aujourd'hui de justifier la provenance de devises occidentales. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des réformes « à petits pas » engagées par le pouvoir.

A Washington, le président Bush s'est déclaré mardi « très satisfait » de la décision de la Tchécoslovaquie. A ses yeux, c'est une nouvelle preuve que l'Europe sera un jour « unie et libre ».

## De nombreux intellectuels s'inquiètent de la dérive socio-économique

Longtemps, silencieux, les intellectuels tchécoslovaques vivent de plus en plus mal le carcan que leur impose le régime. Deux cent vingt-huit journalistes, notamment de la presse officielle, ont signé une pétition demandant la libération de deux confrères indépendants. Parallèlement, économistes et chercheurs s'inquiètent des conséquences de la stagnation de l'économie et de la société tchécoslovaques.

Lundi 30 octobre, le directeur de l'Institut tchèque d'agriculture et d'alimentation, dépendant du ministère de l'Agriculture, a annoncé à Milos Zeman, chef du département de prévision économique, qu'il était licencié. Officiellement, le département que dirige Zeman est dissout pour cause de réorganisation ; ses quinze collaborateurs seront réaffectés dans d'autres départements. Pour Zeman cependant, qui, à quarante-cinq ans, va se retrouver sans emploi au terme de son préavis de deux mois, ce licenciement n'a rien de mystérieux : il est l'auteur d'un article extrêmement critique sur le déclin de l'économie tchécoslovaque. Appuyé par une interview télévisée, cet article, publié cet été par une revue spécialisée, *Technický Magazín*, a fait grand bruit à Prague où on se l'est passé et repassé, original ou photocopié car le tirage de la revue a été rapidement épuisé.

M. Zeman, membre du Parti communiste de 1968 à 1970, déplore que son pays, qui fut avant la guerre l'un des pays économiquement les plus avancés, soit en passe de devenir, nous a-t-il expliqué, « le musée de l'Europe centrale ». « Si nous n'avons pas encore atteint le fond, c'est parce que nous sommes partis de plus haut », mais ce qui menace à présent la Tchécoslovaquie, si la gestion de l'économie n'est pas profondément modifiée, « c'est une situation à la polonaise ». Milos Zeman caractérise l'état socio-économique du pays par le mot « stagnation », un mot employé ailleurs, à Moscou, pour qualifier la période brezhnevienne, lorsque le niveau relativement correct d'approvisionnement des magasins

masquait les signes annonciateurs du désastre.

Ce que craint cet économiste, « ce n'est pas qu'il n'y ait pas de perestroïka de l'économie tchécoslovaque, c'est qu'elle arrive trop tard, lorsque nous aurons déjà atteint le point de non-retour, et que la perestroïka ne pourra plus servir qu'à préserver notre niveau de retard ». Pour Milos Zeman, l'état de « dégénérescence sociale » de la Tchécoslovaquie est décelable au simple examen des statistiques : en quarante ans, le pays est passé du dixième au quarantième rang mondial pour le PNB par habitant ; en vingt ans, depuis 1968, il est passé du vingt-deuxième au soixante-douzième rang pour la part du revenu national investie dans l'éducation ; il est tombé au cinquantième rang « derrière le Népal » — en termes de développement des qualifications professionnelles ; l'espérance de vie y est une des plus basses d'Europe, la pollution de l'air et de l'eau l'une des plus élevées.

## Un facteur potentiel de déstabilisation

Attaqué par *Rude Pravo*, M. Zeman estime qu'il relevait de son « devoir de citoyen » d'expliquer ces chiffres au public ; s'il a des ennemis aujourd'hui, dit-il, c'est précisément parce qu'il a rassemblé toutes ces données pour en dresser un tableau général. « Ils (les dirigeants) ne supportent pas les critiques globales, poursuivit-il ; chaque fois qu'une équipe de prévision économique a obtenu des résultats négatifs en simulant un modèle à partir de données réelles, elle a été dissoute ».

La réaction du pouvoir dans cette affaire montre à quel point, en dépit des apparences car la Tchécoslovaquie est, comme la RDA, un pays à niveau de vie décent, l'économie est pervenue comme un facteur potentiel de déstabilisation. La qualité de la production baisse, la croissance stagne, de plus en plus de discours officiels, et notamment ceux du numéro un, M. Milos Jakes, font état de difficultés, de « complications » imprévues dans la « restructuration » économique, dont certaines mesures affectant de grandes entreprises doivent entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier prochain. Un responsable économique,

M. Jaromir Matejka, estimait récemment qu'« un tiers de l'industrie tchécoslovaque est vouée à la perte, bonne seulement à fermer à moins d'être totalement transformée ».

Milos Zeman est membre du Cercle de l'intelligentsia indépendante, un mouvement créé il y a deux mois par un groupe de chercheurs, d'universitaires et de scientifiques inquiets de la dérive socio-économique tchécoslovaque. Selon l'un de ses fondateurs, M. Ivan Gabal, un sociologue de trente-huit ans, ce cercle compte à présent « quelques centaines » d'adhérents, dont 90 % employés par des structures officielles. Leur nombre précis et leur identité — hormis celle des huit membres du comité exécutif — ne sont pas pour l'instant rendus publics, dit-il, afin de laisser le pouvoir dans le flou.

Ces intellectuels sont partis d'un constat, celui de l'état catastrophique de l'environnement et de la stagnation socio-économique, et « doutent de la capacité du pouvoir à contrôler la situation », selon Ivan Gabal. « Notre avantage sur la Pologne se réduit de plus en plus ; nous risquons de perdre la possibilité d'une transition pacifique vers la démocratie ». Experts, ils voient le pré payé par la nation pour la mise à l'écart, dans tous les domaines, de dizaines de milliers de gens compétents après 1968, et regrettent que des décisions aux conséquences importantes pour le pays soient prises sans qu'aucune autre solution n'ait été examinée. « L'exemple du barrage de Gabčíkovo-Nagymaros (1) montre que cette pratique nous coûte beaucoup trop cher », relève M. Gabal.

Mais surtout, ces intellectuels ont des contacts professionnels avec leurs collègues hongrois ou polonais, qui leur font comprendre qu'un pays comme la Tchécoslovaquie, après tout le seul véritable démocrate et développé avant guerre, ne peut rester à la traîne de la nouvelle Europe. « Le Cercle, disent ses fondateurs, souhaite la réhabilitation des valeurs de la culture européenne susceptibles de mettre la Tchécoslovaquie sur la voie du développement démocratique. Il existe un réel danger que la Tchécoslovaquie en soit réduite à céder sa place parmi les pays européens avancés ».

Certains parmi eux pensent qu'il existe au sein de l'équipe dirigeante un groupe qui n'est pas loin de partager le même avis. Il lui reste à se faire entendre. Face à un Milos Jakes qui répète qu'il ne se laissera pas entraîner sur la pente hongroise ou polonaise, son heure pourrait venir au prochain congrès du parti, prévu au mois de mai. D'autres, plus optimistes, jurent que, le mûrissement de la situation et les événements dans les pays voisins aidant, « des changements interviendront bien avant ».

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Barrage sur le Danube, dont la construction a été décidée au terme d'un accord entre la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Autriche ; la Hongrie vient de décider l'arrêt des travaux pour des raisons écologiques.

## Bulgarie : début de glasnost

M. Mladenov a reçu plusieurs dissidents

Sofia. — Le nouveau numéro un bulgare, M. Petar Mladenov, a reçu, mardi 14 novembre, des intellectuels bulgares, dont plusieurs dissidents, a annoncé Radio-Sofia, qui a notamment cité les noms de Peter Beron, du mouvement Ecoglasnost, Stefan Proder, Kiril Vasilev et Radoi Raline, membres du Club pour le soutien de la glasnost et de la perestroïka.

« Une discussion animée sur la perestroïka a eu lieu », a indiqué la radio, ajoutant que M. Mladenov a souligné « le rôle immense que peut et doit jouer l'intelligentsia » et rappelé les principes de la reconstruction, notamment « la démocratie, la glasnost et l'égalité devant la loi ».

On relève encore parmi les participants à cette rencontre le nom de l'académicien Nicolas Popov, l'un des quatre universitaires licenciés en 1987 pour avoir dit que la perestroïka était trop lente en Bulgarie. Lundi, M. Popov avait été proposé pour le poste de recteur de l'univer-

sité de Sofia, à une écrasante majorité de son conseil académique.

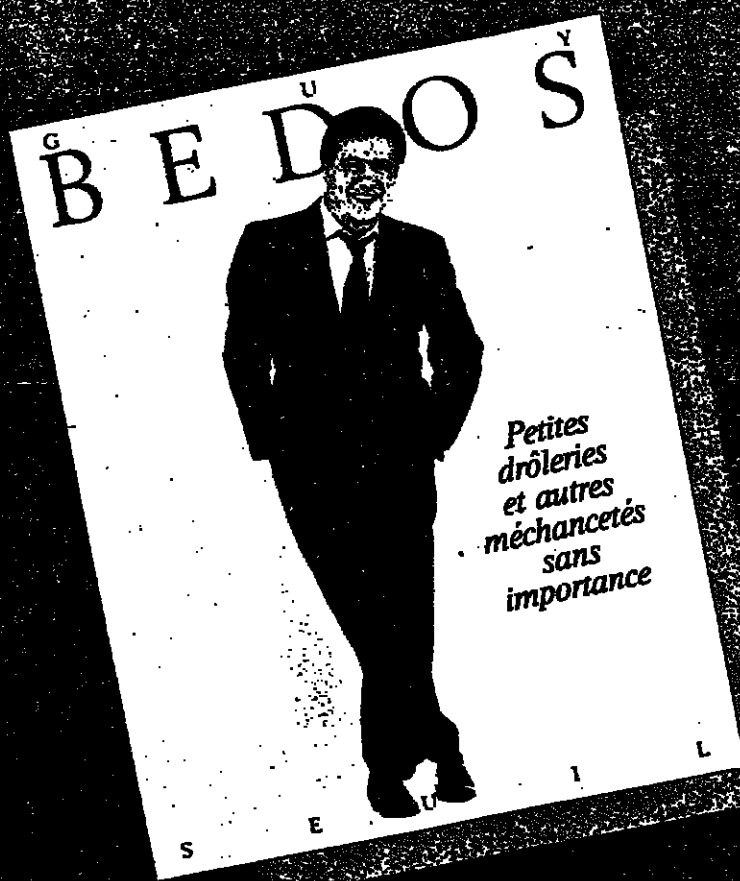
D'autre part, le conseil municipal de Sofia a autorisé une manifestation organisée à l'appel des groupes d'opposition et de personnalités indépendantes, a-t-on appris de source sûre. Cette manifestation aura lieu sur une place du centre-ville près du Parlement, où plus de quatre mille personnes avaient participé, début novembre, au premier défilé non officiel et autorisé depuis l'instauration du communisme en Bulgarie il y a quarante-cinq ans.

■ HONGRIE : le Forum démocratique appelle au boycottage du référendum du 26 novembre. — Le Forum démocratique (MDF), principal mouvement d'opposition hongrois, appelle à boycotter le référendum du 26 novembre. Selon le MDF, trois des quatre questions qui font l'objet de la consultation (élection présidentielle avant ou

Toutes ces mesures, qui font suite à la réhabilitation de onze dissidents annoncée lundi et à la quasi-reconnaissance officielle du mouvement écologique Ecoglasnost (le Monde du 15 novembre), sont « une preuve de la volonté de faire des réformes plus radicales », a déclaré M. Jelso Jelov, l'un des fondateurs du Club pour le soutien de la glasnost et de la perestroïka. « Il y aura d'autres événements de démocratisation sans phrases et paroles mais dans les actes », a-t-il ajouté. — (AFP.)

après les législatives, dissolution des milices ouvrières, présence des partis politiques sur les lieux de travail, répartition du patrimoine de l'ancien PC) ont déjà été réglées par le Parlement ; seule reste à fixer la date de l'élection présidentielle au suffrage universel, initialement prévue le 25 novembre. — (AFP.)

## BEDOS AU SEUIL



Bedos écrivain : il glisse de la rampe à la rame de papier avec le bonheur du gamin jouant sur un toboggan.

JÉRÔME GARCIN / L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

A vous faire monter les larmes aux yeux. De rire ! Du rire le plus fou, le plus tonique, le plus ravageur.

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Son art consiste à distiller satires et roseries. Bien venimeux, il fait merveille.

PATRICK GRAINVILLE / VSD

## Verdicts cléments à Bratislava

Un militant tchécoslovaque de premier plan, le philosophe Miroslav Kusy, a été condamné par le tribunal de Bratislava, mardi 14 novembre, à une peine de prison de huit mois avec sursis pour avoir « nué aux intérêts de l'Etat à l'étranger », a indiqué une source émigrée. A l'origine, accusé de sédition et de subversion, M. Kusy encourait une peine de cinq ans de prison.

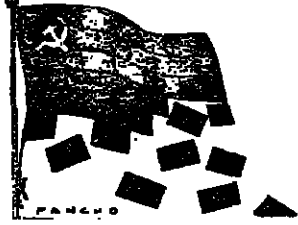
Trois autres militants, Hana Pánická, Anton Selecký et Vladimír Manak, ont été acquittés, alors qu'ils avaient été inculpés pour sédition, l'été dernier, en même

temps que M. Kusy et M. Jan Čižňanský, un militant catholique slovaque. Lundi 6 novembre, le tribunal de Bratislava avait ajourné sine die le procès de M. Čižňanský.

Les cinq opposants avaient adressé, le 4 août dernier, une lettre ouverte au gouvernement slovaque, dans laquelle ils avaient lancé un appel à la population pour que soit « honorée la mémoire des victimes fusillées » lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du pacte de Varsovie en 1968. — (AFP, AP.)

هكذا من الامم

سكنا من الاصل



## EUROPE

Les changements dans les pays de l'Est et leurs conséquences

### A Berlin, la fièvre retombe...

Le nouveau chef du gouvernement est-allemand, M. Hans Modrow, a poursuivi, dans le plus grand secret, ses consultations en vue de la formation d'un « gouvernement démocratique de coalition ». A Berlin-Est, on n'exclut plus de voir le Parti communiste (SED) et ses satellites s'allier avec des personnalités de l'opposition, toujours illégale, au sein de ce nouveau cabinet. Le SED a en effet multiplié les appels au « rap-

prochement » à l'adresse des organisations dissidentes, dont la plus importante, Neues Forum, espère réuni, samedi prochain près de 300 000 personnes pour le premier rassemblement politique public tenu par un mouvement d'opposition en RDA. Des dissensions sont toutefois apparues ces derniers jours à l'intérieur de Neues Forum entre représentants de la province et ceux de la capitale.

#### BERLIN

de notre envoyé spécial

Jour après jour, une vie « presque normale » s'organise entre les deux Allemagnes. A Berlin, vingt-deux points de passage fonctionnaient, mardi 14 novembre, pour permettre aux Allemands de passer d'un côté à l'autre du mur. Seuls les ressortissants d'autres nationalités ne bénéficiaient pas, jusqu'à présent, de ces nouvelles possibilités.

Deux nouveaux points ont été ouverts mardi et, déjà, la rumeur publique laissait prévoir, que la célèbre porte de Brandebourg pourrait elle-même être « libérée » prochainement. Des points de passage sont également ouverts tout au long de la frontière séparant la République fédérale de l'Allemagne de l'Est, dont le gouvernement a décidé de rendre à la vie normale une zone de 5 kilomètres située le long du rideau de fer, dans laquelle on n'avait accès, jusqu'à présent, qu'avec des permis spéciaux.

Avec son portique surmonté d'un char tiré par quatre chevaux et conduit par un archange qui lève, au-dessus de sa tête, une couronne de lauriers, la porte de Brandebourg est le symbole de Berlin. C'est là que le président Reagan vint réclamer, il y a trois ans, la

destruction du mur. Dès la première nuit, des milliers de personnes, les curieux et les équipes de télévision du monde entier avaient commencé à affluer pour ne pas rater l'événement. Située à l'ouest, au bout de l'avenue du 17-Juin, nommée ainsi en souvenir du soulèvement de 1953, la porte de Brandebourg s'ouvre sur la Pariser Platz, d'où part, vers l'Est, la grande avenue Unter den Linden.

#### Téléphone rouge

Une semaine après l'ouverture de la frontière, la zone de démarcation a perdu le pouvoir de faire peur. Ainsi à tous les passages, les soldats discutent avec les badauds, en surveillant d'un oeil distrait la circulation. On peut désormais flâner dans les zones situées le long du mur, dont l'accès était jusqu'à strictement réglementé.

La rue du week-end est retombée dans des proportions plus raisonnables depuis le début de la semaine. Des milliers de Berlinois de l'Est n'en continuent pas moins à passer tous les jours à Berlin-Ouest, le flot augmentant après la fermeture des bureaux. Le but reste de voir des amis, de la famille et, pour ceux qui ont les moyens, de faire quelques achats. Vêtements, sucreries, transistors à bon

marché s'arrachent dans les magasins de l'Ouest. Les Berlinois de l'Est ne sont pas encore allés tous chercher en RFA les 100 marks auxquels ils ont droit et il y a encore des queues devant les établissements bancaires de l'Est pour récupérer les 15 marks que l'on peut généreusement changer au taux de 1 pour 1.

Les responsables administratifs ont commencé à s'entendre sur une série de premières mesures visant à faciliter la vie quotidienne. Ainsi, les responsables de police des deux bords sont en contact par l'intermédiaire d'un téléphone rouge, et quelques lignes de bus frontalières ont commencé à fonctionner. Premières timides d'une réflexion sur une coopération ordonnée entre les deux villes. Les idées fusent dans tous les sens sur les possibilités de projets communs, et nombre de promoteurs doivent déjà longer sérieusement sur les terrains situés sur la ligne de démarcation.

Le maire de Berlin-Ouest, M. Momper, a dû, à ce propos, affirmer que la planification dans cette zone était du ressort des deux municipalités.

A Berlin-Est se renforce la hantise d'une reprise d'un marché noir qui rendrait l'équilibre économique de la RDA totalement instable.

HENRI DE BRESSON

### A Bonn, le gouvernement et l'opposition s'efforcent de mettre une sourdine à la controverse sur la « politique allemande »

En l'absence du chancelier Helmut Kohl, en visite officielle en Pologne, le ministre à la chancellerie, M. Rudolf Seiters, a présidé mardi matin 14 novembre, pour la seconde fois, une réunion des secrétaires d'Etat en vue de préparer les entretiens entre Bonn et Berlin-Est. Lundi 20 novembre, M. Seiters doit en effet rencontrer le secrétaire général du Parti communiste est-allemand (SED), M. Egon Krenz, ainsi que le premier ministre, M. Hans Modrow, à Berlin-Est. Le chancelier avait déclaré samedi qu'il voulait « bientôt » s'entretenir avec le numéro un est-allemand.

#### BONN

de notre correspondant

Aucune information n'a filtré de cette rencontre à Bonn, mais la participation de M. Heide Pfarr, sénateur social-démocrate (SPD) de Berlin-Ouest pour les affaires fédérales, donne à penser que le gouvernement ne veut pas limiter son champ de réflexion aux trois partis de la coalition gouvernementale (CDU-CSU-FDP) mais cherche à s'assurer le soutien des sociaux-démocrates du SPD, principal parti de l'opposition.

La violente polémique qui avait éclaté samedi et dimanche entre le chancelier et le maire SPD de Berlin-Ouest, M. Walter Momper, sur les événements en RDA semble donc avoir été mise sous le boisseau au nom de l'intérêt de l'Etat, voire de la nation allemande.

Le président du SPD, M. Hans-Jochen Vogel, s'est d'ailleurs déclaré hostile à la poursuite des querelles partisans, car « l'ampleur des problèmes en RDA nécessite le rassemblement de toutes les forces politiques et sociales » en Allemagne de l'Ouest.

Néanmoins, M. Vogel a invité le gouvernement à cesser sa politique consistant à dire qu'« il faut d'abord que la RDA se démocratise et adopte les principes de l'économie de marché avant que nous venions à son aide ». Pour les sociaux-démocrates, en effet, l'opposition en RDA a déjà conquis une bonne part des libertés qu'elle revendiquait au début du mois de novembre, et le cours de l'histoire va inexorablement vers l'organisation, à plus ou moins longue échéance, d'élections libres.

#### Travailler à l'Ouest et vivre à l'Est

En revanche, sur le plan économique, le SPD, rejoint en cela par les Verts allemands, craint de voir la RDA, rapidement saignée à blanc si elle maintient ouverte sa

frontière avec la RFA sans procéder à une réforme monétaire. De fait, si les Berlinois de l'Est peuvent sans formalité passer à l'Ouest, ils pourront aussi y travailler, gagner des deutschmarks et continuer de vivre à l'Est, où le gouvernement subventionne les loyers, les services et quantités de biens alimentaires et de consommation courante. Un tel cas de figure constituerait un véritable retour à la case départ, à une situation comparable à celle qui prévalait avant la construction du mur de Berlin, en 1961.

Pour toutes ces raisons, le SPD estime qu'il est urgent d'agir et de régler en premier lieu la question du change du mark de l'Ouest avec le mark de l'Est (officiellement de un à un en RDA, mais de un à dix en RFA).

Plusieurs membres du SPD ne cachent pas leur déception de voir l'Union chrétienne-démocrate du chancelier Kohl tirer aujourd'hui le plus gros bénéfice du rapprochement Est-Ouest issu de l'Orspolnik du chancelier Brandt et de sa philosophie de l'Etat illustrée par le « Wandel durch Annäherung » (« le changement par le rapprochement »). Les sociaux-démocrates posent les jalons de leur future politique allemande lors de leur congrès du 18 au 20 décembre. Il devrait initialement avoir lieu à Brême, mais en raison de l'actualité il se tiendra à Berlin-Ouest. — (Infrin.)

### « Une seule civilisation commune »

Suite de la première page

A en croire l'agence Tass, MM. Dumas et Chevvardnadze sont en effet parvenus à un « consensus » sur le fait que la « stratégie du mouvement européen pourrait être mise au point » dans un tel cadre.

Le fait est, en tout cas, que les Soviétiques ne cachent pas, depuis le départ de M. Honecker (Le Monde des 29-30 octobre), leur désir d'obtenir de l'ensemble des puissances européennes et des Etats-Unis une réaffirmation solennelle de l'intangibilité des frontières issues de la guerre. Une telle réaffirmation n'aurait pas sans problème puisqu'elle induirait notamment le refus d'une réunification allemande et la reconnaissance de l'annexion des pays baltes. Elle serait donc improbable, mais l'URSS peut, en revanche, espérer obtenir, tant des pays neutres que de l'Alliance atlantique, l'engagement politique de ne pas chercher à

modifier les équilibres actuels en dehors de mouvements concertés.

Concrètement parlant, il s'agit pour Moscou d'empêcher des dérivés trop brutales de ses anciens satellites qui viendraient menacer, par une remise en cause du Pacte de Varsovie, l'équilibre militaire sur lequel repose la sécurité de l'URSS. Pour le Kremlin, cet équilibre doit, pour empêcher toute désintégration, être redéfini, non pas par un éclatement des alliances, mais par un accord entre elles. Premier grand fruit de la détente, réunissant à la fois l'Europe et les Etats-Unis, la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) est, en conséquence, vue ici comme le cadre idéal dans lequel pourraient être ébauchées les lignes directrices de cette « stratégie du mouvement européen ».

Extrêmement prudent, malgré sa certitude que « le mouvement en Europe centrale va s'étendre en surface et en profondeur », M. Dumas s'est toutefois gardé de faire la moindre allusion devant la presse à ce « consensus » atteint par M. Chevvardnadze. Indiquant simplement que, « à en juger par leurs propos, il ne déplaît certainement pas aux dirigeants soviétiques » que soit réaffirmé le statu quo européen, le ministre des affaires étrangères s'est, en revanche, attaché à montrer qu'il comprenait le souci soviétique, et que ce souci devait être pris en compte.

#### « Droit à l'espérance et à la sécurité »

Le toast qu'il a prononcé au cours du déjeuner officiel avait, à cet égard, de quoi ravir ses interlocuteurs, puisqu'il leur a tout simplement reconnu la paternité du mouvement démocratique en Europe centrale et, par là même, un statut de partenaire de ce changement. « Votre pays, a-t-il dit après un hommage appuyé à l'immense chantier de réformes » ouvert par la perestroïka, « a donné l'exemple

du changement. (...) L'appel à plus de liberté a été entendu, hier à Budapest et à Varsovie, aujourd'hui à Berlin. Voilà qu'apparaît, proche de nous, cette chance historique de surmonter les divisions [et de] rendre à l'Europe son unité ».

Affirmant alors que « le droit à décider librement de son destin appartient à tous les peuples », M. Dumas a ajouté : « Mais le destin d'un peuple ne doit pas être perçu par d'autres comme un danger, une menace, un risque. Il faut qu'avec le temps et des assurances formelles la réconciliation fasse passer de l'incertitude à la confiance, que l'exercice par un peuple de son libre choix ne soit perçu par quiconque comme une cause d'insécurité ou d'instabilité. La France ne prêterait pas la main à ce qui réssemblerait à un risque de cet ordre [et] droit à l'espérance et droit à la sécurité doivent se conjuguer (...) ».

Déjà, le processus de la CSCE nous a permis de progresser dans cette voie. Notre action commune doit permettre d'aller plus vite et plus loin (...). », a conclu M. Dumas avant de lever son verre à la « contribution décisive que la coopération entre la France et l'URSS » pourrait apporter à la « construction de l'Europe de demain ». On ne savait plus, après cela, qui, de MM. Gorbachev et Chevvardnadze, était le plus zélateur, mais, « dense », les entretiens ont visiblement été aussi chaleureux, et le ministre soviétique a profité de leurs débuts pour faire aux journalistes présents un petit cours accablé de politique étrangère perestroïka.

#### « Prudence, calme et sang-froid »

« Il n'y a pas matière à s'alarmer des bouleversements politiques en Europe de l'Est, leur a-t-il dit. Les changements les plus importants et les plus essentiels ont commencé en URSS. C'est nous qui avons commencé cette révolution pacifique. Elle a eu lieu, et elle continue, a insisté M. Chevvardnadze, en expliquant encore que « cette politique de (...) rapprochement entre les deux Etats souverains allemands » constituait « la politique idéale qui correspond aux intérêts de [ces] deux Etats et à ceux de l'Europe tout entière ». Seul obstacle au bon déroulement de ce processus, a ajouté le ministre soviétique : « le respect de l'ensemble des accords et engagements signés après la guerre ».

Cette « nécessité » a été martelée tout au long de la journée. Elle n'a pas fini de l'être, mais elle ne l'est en fait que pour demander que ces accords ne soient revus que par la négociation et non par la force des faits. C'était le thème qu'il revenait à M. Gorbachev de développer, et il l'a fait en expliquant

que, au-delà de leurs particularités découlant des différences historiques, économiques et culturelles, les changements en Europe de l'Est favorisaient, tous la « construction d'une maison européenne » en rapprochant les pays et en créant de nouvelles possibilités.

Les « hommes politiques responsables » doivent cependant rester conscients de l'importance encore plus grande d'une conduite équilibrée et constructive, comprendre que ce n'est « pas le temps de détruire les institutions politiques et économiques internationales existantes » et qu'il est « inutile de clamer une victoire de la guerre froide à propos de la désintégration de tel ou tel autre système social ». « Il est au contraire, a encore dit le président soviétique, de réaliser que le monde contemporain, ce n'est pas deux civilisations qui s'affrontent, mais une seule civilisation commune où prédominent les valeurs de toute l'humanité et la liberté de choix ».

Souvent considérées comme débordées, prises de court par l'éclatement de l'Europe centrale et de l'Allemagne, les autorités soviétiques avancent en réalité pion après pion dans une partie périlleuse, imposée par la faillite du système communiste mais, jusqu'à présent, contrôlée. Après avoir laissé se faire les changements polonais et hongrois, elles souhaitent que le profond des réformes politiques en RDA permette d'y sacrifier le régime pour mieux y sauver « quelques années encore » l'Etat.

C'est ce qui se passe, et, du sommet de Malte, à la prochaine rencontre avec M. Mitterrand, le moins qu'on puisse dire est que leur demande de « prudence, calme et sang-froid » est parfaitement comprise et admise par les Occidentaux qui n'ont pas plus envie que l'URSS d'aventures en Europe. « Sur l'Allemagne, j'ai prouvé, déclare mardi soir M. Dumas, que j'accompagnais pas moins de dix des directeurs du Quai d'Orsay, quelqu'un de très sérieux, très maître de son discours, lucide et conscient de sa démarche (...) ».

Accessoirement — mais cela est important aussi — cette visite a été l'occasion de signer un accord sur l'ouverture de consultations, soviétique à Strasbourg et français à Kiev, de se mettre d'accord sur les sites des futurs centres culturels français et soviétiques de Paris et Moscou et de signer enfin une déclaration commune sur le Proche-Orient. — l'un des grands sujets du sommet de Malte.

L'URSS et la France y affirment à la fois leur soutien à l'organisation d'une conférence internationale et aux « efforts en cours pour l'établissement d'un dialogue politique entre les parties immédiatement concernées ». Il s'agit évidemment là des efforts de M. Baker, secrétaire d'Etat américain.

BERNARD GUETTA

#### URSS

### « Entière réhabilitation » des groupes ethniques déportés sous Staline

Moscou. — Le Soviet suprême a voté mardi 14 novembre « la pleine réhabilitation des droits » des groupes ethniques déportés en masse sous Staline, sans toutefois adopter de motion spécifique les invitait à retourner sur leur territoire d'origine. Le texte, adopté avec 370 voix pour, 5 contre et 18 abstentions, ignore en effet la proposition de la rattachement d'Andrei Sakharov et d'autres députés d'offrir aux familles déportées la possibilité d'un retour au pays en guise de compensation matérielle et morale.

La résolution, qui condamne l'illégalité « déportation des Tatares de Crimée, des Allemands de la Volga, des Tatars Mésakiens, des Bulgares, de plusieurs du Caucase du Nord et d'autres nations », ordonne leur « entière réhabilitation » et lève toutes les accusations de collaboration avec les nazis pesant sur eux.

Plus d'un million de personnes de ces nationalités avaient été déportées durant la guerre, principalement vers l'Asie centrale. Une commission de la Cour suprême étudie actuellement un projet de restauration d'une république autonome des Allemands de la Volga, et les Tatars de Crimée, qui affirment que quatre cent mille d'entre eux ont été déportés en 1944, militent depuis deux ans pour la réhabilitation de leur république autonome. — (AFP.)

### Le Saint-Synode orthodoxe russe excommunique un évêque uniaste ukrainien

Le Saint-Synode de l'Eglise orthodoxe russe a excommunié l'un de ses évêques pour « dissidence » à cause de son appartenance à l'Eglise catholique ukrainienne (uniaste), dont le Vatican réclame la légalisation.

L'évêque, Mgr Zinobiy Iosad, avait annoncé au patriarche orthodoxe de toutes les Russies la reconnaissance de l'Eglise Uniaste et s'était présenté comme son chef.

L'Eglise uniaste, qui regroupe selon le Vatican quatre à cinq millions de fidèles, a été intégrée de force à l'Eglise orthodoxe en 1946 par Staline.

Ce sujet devrait être au centre des entretiens que M. Mikhaïl Gorbatchev aura avec Jean-Paul II au Vatican à la fin du mois. — (AFP.)

## LE GÉNIE D'UN ROI ET D'UN PEUPLE

PARUTION OCTOBRE 1989

### LE MAROC DES POTENTIALITÉS

60 ans d'Histoire de l'existence du ROI HASSAN II se confondent avec 60 années du MAROC et du devenir du peuple marocain. Un hymne à la jeunesse, un magnifique ouvrage qui a pour ambition d'offrir un panorama sur les expressions et les multiples réalisations du génie national du MAROC.

Sous la direction de :  
DRISS BASRI, JACQUES CHABAN DELMAS, MAURICE DRUON, JEAN-RENÉ DUPUY, M.Z.A. EL-ALAOUI, H. EL MALKI, M.J. ESSAÏD, MICHEL JOBERT, A. LAROUÏ, A. RADJ.

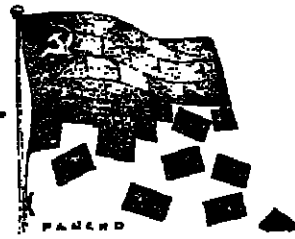
ALBUM relié sous jaquette 25x34 cm 316 pages illustrées en noir et en couleurs de photographies, de cartes etc... 290 F TTC

DIFFUSION CHÈNE-HACHETTE



# EUROPE

Les changements dans les pays de l'Est et leurs conséquences



## Les ambiguïtés demeurent entre Bonn et Varsovie sur la question de la ligne Oder-Neisse

Le chancelier Helmut Kohl a achevé, mardi 14 novembre, sa visite officielle de cinq jours en Pologne. La remise d'une part importante de la dette polonaise à la RFA s'accompagne de concessions polonaises sur le statut de la minorité allemande de Haute-Silésie. Des ambiguïtés demeurent sur la reconnaissance officielle de la frontière Oder-Neisse.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« En visitant la Pologne, a-t-on dit, on a vu la Pologne à travers les yeux d'un ami », s'est exclamé le premier ministre polonais, Tadeusz Mazowiecki, en prenant congé d'Helmut Kohl, qui a regagné son pays après une visite de cinq jours en Pologne. Cinquante ans après l'attaque nazie, et après dix ans de stagnation liée à la proclamation de l'état de guerre à Varsovie, les fils se sont en effet remis à tisser entre une Pologne engagée sur la difficile voie des réformes politiques et économiques et une République fédérale qui vit un moment décisif de son histoire.

Il ne fallait cependant pas attendre du chancelier Kohl qu'il marquât sa présence à Varsovie par un geste rappelant l'engagement de son prédécesseur Willy Brandt devant le monument aux morts du ghetto de Varsovie : cela ne correspondait ni au style de l'homme ni à l'idée qu'il se fait de l'image que doit aujourd'hui donner son pays au monde. L'ambassadeur germano-polonais, le chancelier allemand est plutôt symbolisé par le contraste physique de deux hommes : aux côtés d'Helmut Kohl qui met d'un pas décidé son corps imposant, Tadeusz Mazowiecki, intellectuel fragile et un

peu emprunté dans ses gestes, fait presque pitié. La proximité idéologique des deux hommes, leur commune référence aux valeurs chrétiennes, ont certes, rendu plus facile un dialogue sur le contentieux existant entre Bonn et Varsovie : lorsque l'on va à la messe ensemble, et que la liturgie de l'Eglise conciliaire invite les fidèles à se donner « le signe de paix », à la fin de l'office religieux, cela aide ! Mais la logique des relations internationales n'obéissent pas uniquement aux préceptes de l'Evangile, le bilan de la visite du chancelier Kohl à Varsovie est largement contrasté. L'ambassadeur germano-polonais est aujourd'hui celle qui porte le fort au faible, le riche au pauvre. La déclaration commune adoptée à l'issue de la visite peut être ainsi considérée comme une victoire du chancelier face à une Pologne qui se trouve dans une situation économique catastrophique.

### Sous-entendus électoraux

Les deux principales préoccupations polonaises — la reconnaissance du caractère définitif de la frontière Oder-Neisse et celle du droit aux réparations des Polonais contraints au travail forcé par les nazis — ne figurent pas dans la déclaration. Sur le premier point, le texte fait référence au traité de Varsovie du 7 décembre 1970, qui constitue « le fondement des relations entre les deux pays ». Ce traité, qui garantissait l'intangibilité des frontières issues de la seconde guerre mondiale, ne vaut cependant pas reconnaissance juridique de ces frontières par la République fédérale. L'affirmation dans la déclaration commune que « l'intangibilité des frontières et le respect de l'intégrité territoriale et

de la souveraineté de tous les Etats en Europe sont la condition fondamentale de la paix » n'est pas non plus de nature à lever toutes les ambiguïtés : les Polonais auraient attendu du chancelier qu'il formule, à Varsovie, des propos aussi clairs et aussi nets que M. Genscher à l'Assemblée générale de l'ONU, ou que ceux du président fédéral Richard von Weizsäcker dans sa lettre du mois de septembre au général Jaruzelski. Il ne l'a pas fait, soucieux de ménager dans cette année électorale cette fraction de l'opinion ouest-allemande qui suit les mots d'ordre irrédentistes des associations de réfugiés.

Les droits culturels de la minorité allemande de Pologne seront désormais respectés. Ainsi les offices religieux dans les régions où existent encore des fidèles germanophones, notamment en Haute-Silésie, pourront désormais se dérouler en allemand en dépit de la résistance sur ce point du cardinal Glemp. La signature de onze traités de coopération dans des domaines aussi divers que la protection de l'environnement ou les échanges de jeunes a été rendue possible par l'acceptation, par la partie polonaise, de la dénomination allemande des localités concernées.

### Exigences

Cela constitue une partie du prix que Varsovie a dû payer pour obtenir le soutien financier de Bonn. Les 3 milliards de deutschemarks de crédits garantis par le gouvernement fédéral constituent l'aide la plus importante accordée à ce jour par un pays occidental au nouveau gouvernement polonais. Encore faut-il que les industriels, appelés à investir au nord de la Vistule, ne se laissent pas détourner de leurs pro-

jets par la perspective d'effectuer des investissements plus rémunérateurs à court terme dans une République démocratique allemande en qui ils voient un partenaire plus sûr que la Pologne. Le chancelier Kohl s'est attaché à calmer ces nouvelles inquiétudes polonaises en affirmant que « la stabilisation économique de la Pologne conditionne aussi le succès des réformes en RDA ».

La remise d'une partie de la dette polonaise à la RFA et la transformation d'une autre partie en zlotys, la monnaie locale, sont également de nature à donner un peu d'air à un pays qui se demande comment il va passer l'hiver. Cette « zlotysation » de la dette dans un pays où l'inflation atteint 600 % par an n'est cependant pas un cadeau sans contrepartie de la RFA : elle s'accompagne d'exigences très précises de Bonn sur l'usage que Varsovie doit faire de cet argent : construction d'habitations de jeunes, mesures en faveur de la minorité allemande, construction de monuments à la mémoire de personnalités allemandes originaires de régions aujourd'hui polonaises.

LUC ROSENZWEIG

La CEE accorde une aide de 300 millions d'euros à la Hongrie et à la Pologne. — Les ministres du budget des Douze ont décidé, mardi 14 novembre, à Bruxelles, l'octroi d'une aide de la CEE de 300 millions d'euros (2,1 milliards de francs) à la Pologne et à la Hongrie, l'an prochain. Les ministres ont également suggéré que la CEE pourrait faire davantage, en fonction des évolutions en Europe de l'Est. L'aide initialement prévue devait s'élever à 200 millions d'euros, mais le conseil des ministres a finalement accédé à la demande du Parlement européen de rajouter 100 millions. — (AFP.)

## Le Parti communiste italien va changer de nom

Le Parti communiste italien se prépare, sur proposition de son secrétaire général, M. Achille Occhetto, à changer de nom.

ROME

de notre correspondant

« Déshonoré par ceux qui ont bâti sur lui des régimes totalitaires », le communisme international, en pleine déconfiture, est sur le point de perdre sa filiale la plus puissante du monde occidental : le PCI, un million et demi d'adhérents et 23 % des voix aux élections européennes de juin dernier. En fait, ce n'est pas vraiment une surprise, dans la mesure où l'on en parle depuis plus de six mois, et pas vraiment non plus une perte sèche pour les derniers adeptes de la III<sup>e</sup> Internationale, puisque « les traités italiens », qui avaient inventé l'eurocommunisme, n'avaient plus de rapports avec eux depuis longtemps.

Cependant, en retard, pour une fois, sur les événements, M. Achille Occhetto, le jeune secrétaire général, qui pilote « le cours nouveau » du PCI depuis seize mois, a enfin franchi le pas. Mardi 14 novembre, à l'issue d'une interminable et « historique » réunion du bureau politique, le leader le plus social-démocrate jamais élu depuis soixante-huit ans par les disciples de Palmiro Togliatti à la tête de leur organisation, a annoncé l'impensable : « Je propose au parti d'ouvrir une phase constitutive, de manière à permettre la naissance d'une force politique qui, naturellement, ne pourra pas être fondée sur le centralisme démocratique et qui devra, en outre, changer de nom ». En clair : le PCI est mort, vive le « Parti du travail », le « Parti démocratique européen » ou le « Parti de la gauche unie ». Personne ne connaît encore l'identité de cette nouvelle force politique

en gestation, mais le débat est lancé et les idées circulent déjà.

Mis à part quelques vieux statuts nostalgiques et d'autre part un ou deux jeunes-turcs réformistes qui suscitent que le changement de nom de doit pas autoriser le parti à faire l'économie d'une autocritique en bonne et due forme, les membres du bureau politique sont, dans l'ensemble, d'accord avec le secrétaire général. Reste à convaincre le comité central, qui sera réuni à la fin du mois et puis, surtout, les militants qui ne partagent pas tous l'opinion du « camarade » Occhetto sur le « déshonneur du communisme totalitaire ». Un congrès extraordinaire, ouvert non seulement aux membres du PCI mais à tous ceux « qui veulent, comme nous, constituer une grande alternative de gauche, combattre, démocratiquement et socialement, le capitalisme » doit être convoqué à la fin du printemps prochain.

D'ici là, le débat va faire rage, et, déjà, les divers partis sociaux-démocrates italiens, qui voient arriver sans plaisir un nouveau et puissant concurrent sur leur flanc, font grise mine : « Facile de changer de nom, ironisait, mardi, M. Arnaldo Forlani, secrétaire général de la Démocratie chrétienne (DC), mais le révisionnisme doit aller plus loin et plus profond. » Nul doute que M. Bettino Craxi, chef du Parti socialiste (15 % de l'électorat), associé au pouvoir avec la DC, partage cet avis. Mais l'ancien premier ministre, qui ne déteste pas affoler de temps en temps ses partenaires démocrates-chrétiens, a décidé, pour une fois, de faire dans la modération. « Le changement de nom, dit-il, est une bonne et juste voie. » Suffisante pour autoriser l'adhésion du futur ex-PC d'Italie à l'Internationale socialiste ? C'est là, on le sait, le vœu le plus cher de M. Achille Occhetto et il l'a d'ailleurs réitéré avec force, mardi, à Rome.

PATRICE CLAUDE

Un entretien avec M. Zbigniew Brzezinski

## « En cas d'explosion en RDA, les troupes soviétiques feraient sentir leur présence »

nous déclare l'ancien conseiller du président Carter

M. Brzezinski est optimiste sur l'avenir de l'Europe de l'Est, beaucoup moins sur le succès de la perestroïka en URSS, et considère avec beaucoup d'indulgence la politique de l'administration Bush à l'égard de l'Est.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'ancien conseiller pour les affaires de sécurité du président Carter, et l'ex-« bête noire » des Soviétiques, revient d'un voyage à Moscou, où il a rencontré certains hauts dirigeants du Kremlin. Au retour, il est allé confier ses impressions au président Bush, qui sollicite régulièrement ses avis. Ce « vétéran » anti-communisme, qui s'inspire de la *Pravda* et a publié une interview de lui, incarne, au sein de l'establishment intellectuel et politique de Washington, une sensibilité est-européenne, par ailleurs pauvrement représentée ; à l'heure où Lech Walesa se trouve à Washington, ce Polonais d'origine est de ceux qu'on écoute avec un intérêt particulier.

Le soudain réveil de la RDA, et donc du problème allemand, ne vient-il pas trop tôt, au risque de compliquer, sinon de compromettre, les efforts de la Pologne et de la Hongrie ? M. Brzezinski admet que « dans un monde idéal », il aurait peut-être mieux valu consolider les transformations polonaises et hongroises, attendre qu'elles s'étendent à la Tchécoslovaquie, et ensuite seulement à la RDA. Mais il préfère voir le bon côté des choses. Les événements d'Allemagne de l'Est « vont accroître l'intérêt porté par l'administration américaine à l'Europe de l'Est » et, d'une manière plus générale, contraindre l'Occident « à apporter une réponse qui soit à l'échelle » de ces changements. « Jusqu'à une période récente,

on pouvait avancer qu'une réponse limitée aux événements de Pologne et de Hongrie était justifiée. » Maintenant, on commence à comprendre que cette réponse « économique, géopolitique et stratégique doit impliquer collectivement l'Europe de l'Ouest, l'Amérique et même le Japon ».

Pourquoi l'administration Bush est-elle si parcimonieuse dans son aide économique à la Pologne et à la Hongrie ? M. Brzezinski note que cette aide sera finalement huit fois plus importante que les 100 millions de dollars annoncés initialement par M. Bush et qu'au total l'effort des Etats-Unis se place à mi-chemin entre celui, considérable, de la RFA ou de l'Italie et celui, misérable, du Canada ou du Japon. Et il est persuadé que les hommes d'affaires américains investiront en Europe de l'Est — comme M. Walesa ne cesse de les y inviter.

### Les limites du nationalisme russe

Malgré tout, et au-delà de l'aide économique, pourquoi cette administration a-t-elle paru réagir avec tant de retard aux bouleversements en cours ? Loin de joindre sa voix aux critiques, M. Brzezinski préfère noter que M. Bush s'intéresse plus à l'Europe de l'Est qu'aucun de ses prédécesseurs. Mais les responsables américains « pensaient que les choses iraient plus lentement ». Leur réponse n'en sera que « plus large et plus ambitieuse ». Et même s'il refuse d'en dire plus, M. Brzezinski laisse entendre que M. Bush et ses collaborateurs ont dès à présent à ce sujet des idées plus précises qu'il n'y paraît.

L'ancien conseiller de M. Carter (qui a apporté son soutien à M. Bush pendant la campagne électorale) concède tout de même que l'actuelle administra-

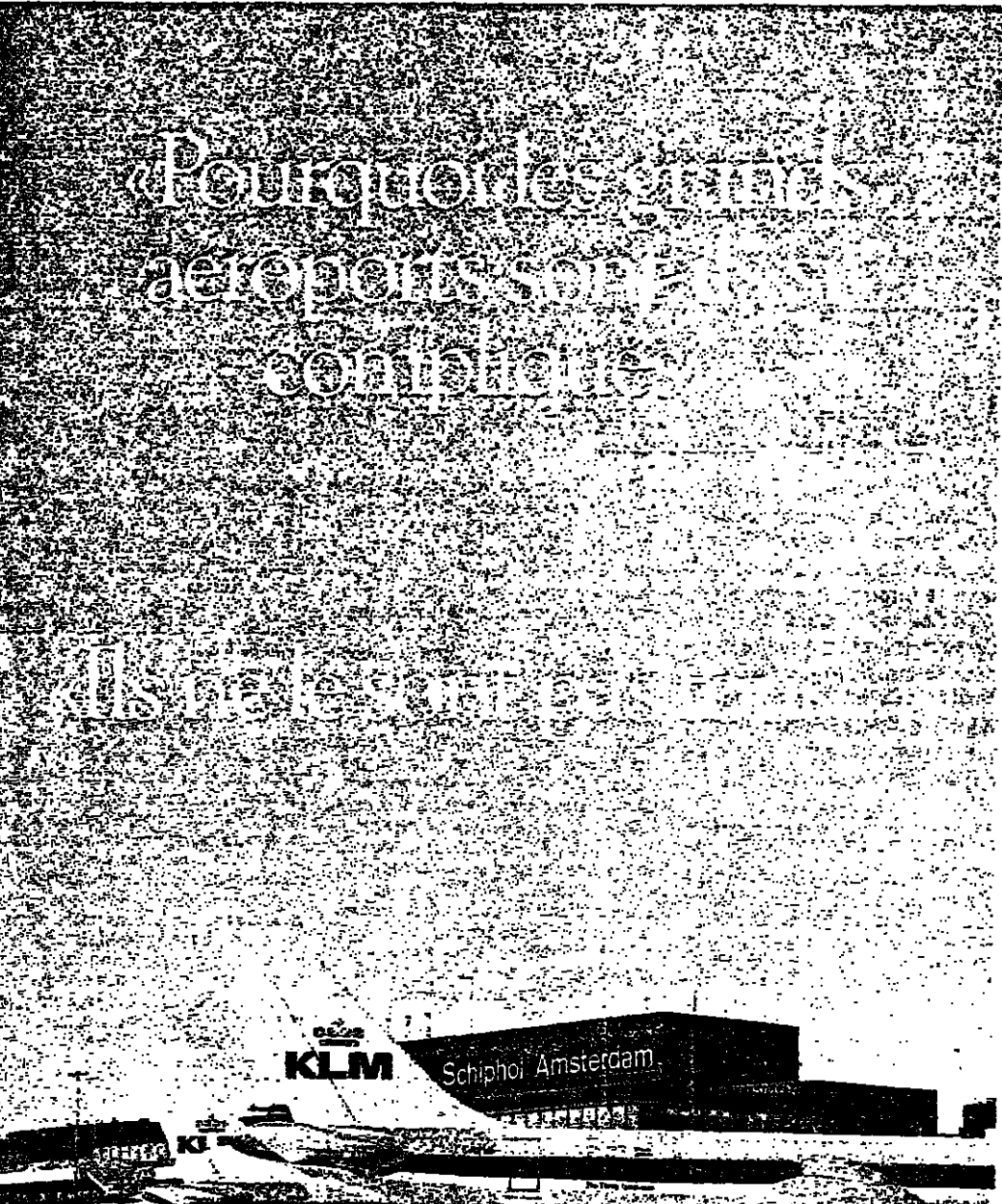
tion n'est pas encore arrivée au bout de ses réflexions, mais il a aussi le sentiment que « les Soviétiques ne savent pas exactement où ils vont ». Et ce sont évidemment eux qui sont « dans la situation la plus difficile : leur empire est en train d'être détruit ».

D'ailleurs, M. Brzezinski est « sceptique quant à l'avenir de la perestroïka », dont il « souhaite pourtant le succès », mais beaucoup plus confiant à propos de l'évolution de l'Europe orientale. Même en cas d'échec des réformes chez eux, les Soviétiques auraient le plus grand mal à faire revenir en arrière les pays de l'Est. « On serait la source d'énergie intellectuelle nécessaire pour imposer ce retour au système précédent maintenant que l'idéologie communiste est morte ? Ce ne pourrait qu'être le nationalisme russe », et ce nationalisme peut être utilisé avec des chances de succès qu'à l'intérieur des frontières de l'URSS.

Cela dit, toute inquiétude n'est pas écartée : « En cas d'explosion en RDA, je persiste à penser que les troupes soviétiques feraient sentir leur présence. »

Par contre, M. Brzezinski semble considérer qu'une réunification de l'Allemagne, même « si elle n'est pas pour demain », pourrait se faire sans drame et sans conséquences néfastes sur l'évolution des pays d'Europe orientale, à condition qu'elle s'opère « graduellement » et soit accompagnée d'« assurances plus solides concernant les frontières ». Mais il convient aussi pour cela que « l'union de l'Europe se fasse rapidement ». C'est pourquoi M. Brzezinski juge très sévèrement l'attitude britannique qui peut avoir pour conséquence un « accroissement de la liberté d'action d'une Allemagne réunifiée ».

JAN KRAUZE



Simplicité et confort caractérisent l'aéroport de Schiphol à Amsterdam, port d'attache de KLM. Plaque tournante internationale, il offre des liaisons particulièrement favorables avec quelque 180 villes dans le monde.

Ce qui prouve que les meilleures solutions sont aussi les plus simples.

Simple — le concept de terminal unique regroupant un grand nombre de services sous un même toit.

Simple — les transits avec un nombre croissant d'appareils à grande capacité, grâce à la récente extension du quai C.

Simple — le shopping dans le centre commercial hors-taxes le plus grand et financièrement le plus favorable d'Europe.

Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: KLM

Handwritten text in Arabic script: "هذا من الاجل"

## AFRIQUE

NAMIBIE : les élections à l'Assemblée constituante

## La SWAPO est prête à partager le pouvoir avec ses adversaires politiques

Après sa demi-victoire aux élections constituant, qui ne lui a pas permis d'obtenir la majorité des deux tiers, la SWAPO, le principal mouvement indépendantiste, s'est déclarée, mardi 14 novembre, prête à partager le pouvoir avec ses adversaires politiques. « C'est l'exercice normal de la démocratie », a déclaré son chef, M. Sam Nujoma. Le dépouillement des bulletins de vote s'est déroulé dans le calme.

## WINDHOEK

de notre envoyé spécial

Percé sur le perron du quartier général des Nations unies, M. Marti Ahtisaari, représentant spécial, est rayonnant. Ce Finlandais, qui avait pour mission de réussir l'entreprise difficile des élections, est tout à la joie, et avec lui son équipe qui l'entoure en ce moment tant attendu. Il peut enfin prononcer cette phrase rituelle, espérée depuis dix ans : « Je certifie que le processus électoral en Namibie a été libre et régulier et qu'il a été mené à son entière satisfaction. »

Mardi soir 14 novembre, les bouillons de champagne ont sauté au siège de l'ONU pour fêter « cette éclatante leçon de démocratie », selon la formule de M. Ahtisaari pour qui « il n'y a pas de perdants. Le peuple namibien tout entier est victorieux, uni dans sa volonté de paix, de réconciliation et d'avenir ». Une heure plus tôt, l'administration sud-africaine dans le territoire avait proclamé les résultats officiels de ce scrutin quasi d'histoire par tous. Des résultats qui sont sans grande surprise. L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) n'a pas obtenu la victoire « écrasante » qu'elle espérait. Le mouvement indépendantiste est même loin de la majorité des deux tiers qu'il était convaincu de recueillir sous sa bannière bleu, rouge et vert de « libérateur » du territoire.

Avec un peu plus de 57 % des suffrages exprimés, l'organisation de M. Sam Nujoma est assurée de pouvoir former le premier gouvernement de la Namibie indépendante, mais elle ne pourra pas imposer la Constitution de son choix. En ne gagnant que 41 des 72 sièges de l'Assemblée constituante, la SWAPO devra composer avec les autres partis pour rédiger la Constitution et notamment avec l'Alliance démocratique de la Turnhalle (DTA), qui en a obtenu 21. Seules cinq autres formations ou coalitions sur les dix en lice

auront des représentants au sein de l'Assemblée, dont trois pour l'Action chrétienne nationale (ANC), le parti des Blancs, homologue du Parti national sud-africain de tendance plus conservatrice, et 4 pour l'UDF, le Front démocratique uni, sans similitude avec le mouvement anti-apartheid de la puissance de tutelle.

## Un rôle « constructif »

A eux seuls, ces six partis peuvent assurer une minorité de blocage et opposer un droit de veto au moment de la rédaction des différents articles de la Constitution et lors de l'adoption définitive du document. Un contre-pouvoir capital qui sera le garant de la démocratie retrouvée en Namibie. L'Assemblée se réunira pour la première fois au début de la semaine prochaine, son président sera M. Sam Nujoma qui, après presque trente ans d'exil, deviendra, fin mars ou début avril — ou peut-être plus tôt si les travaux de rédaction de la Constitution avancent rapidement — le premier chef d'Etat de la Namibie. Une belle revanche pour cet ancien employé

des chemins de fer qui, après vingt-trois ans de lutte armée, peu concluante, fait aujourd'hui figure de vainqueur.

Une victoire qu'il doit surtout à l'apport de 80 % des suffrages recueillis dans son fief de l'Ovamboland au Nord, la région la plus peuplée où la SWAPO a obtenu près de 200 000 voix sur 384 000 au total. Dans ce bastion de l'organisation, la DTA n'a totalisé que 9 000 votes, bien en deçà de ses espérances. En revanche, dans la capitale, le score est beaucoup plus serré, et la SWAPO n'arrive en tête qu'avec seulement 37 % des suffrages exprimés.

Ce scrutin a démontré la polarisation de l'électorat autour des deux mouvements rivaux de la DTA et de la SWAPO qui, ensemble, recueillent près de 86 % des votes, les autres partis ne recueillant de soutien pratiquement qu'au sein de leur ethnicité. Avec 191 000 voix, le mouvement de M. Dirk Mudge a démontré qu'il représentait une force avec laquelle il faut compter bien qu'accusé d'avoir collaboré avec l'occupant sud-africain. La DTA a prouvé que la SWAPO n'était pas « le seul et

authentique représentant du peuple namibien », label attribué par l'ONU en 1975 à l'organisation de libération. C'est sans doute pourquoi M. Mudge ne se déclare pas « déçu » bien qu'exprimant un léger regret pour sa maigre prestation en Ovamboland. Fair play, la tête de liste, M. Mishake Muyongo a félicité le vainqueur assurant que la DTA « ne jouera pas un rôle négatif mais constructif ».

## Civisme et tolérance

Le climat général était à la satisfaction mardi soir à Windhoek, tant du côté de l'ONU que de celui de l'administration sud-africaine, dont le représentant, M. Louis Pienaar, s'est déclaré « confiant dans l'avenir du pays ». Le taux de participation de plus de 97 %, la faible quantité de bulletins nuls (1,4 %) chez une population peu habitée, pour ne pas dire pas du tout, pour une grande majorité, à participer à une consultation électorale, sont pour beaucoup considérés comme un enseignement encourageant pour le futur. Cette démonstration de civisme et de tolérance est, aux

yeux de beaucoup, une preuve éclatante d'une certaine maturité politique après cent cinquante années de colonialisme.

Pour l'instant, seule la SWAPO n'a pas fait connaître officiellement son sentiment. Les dirigeants du mouvement avaient déserté le quartier général. La conférence de presse prévue dans la soirée a été reportée au mercredi matin. Mais les supporters, eux, ont parlé. Dès l'annonce officielle des résultats en fin de matinée, les militants, drapeaux au vent, ont envahi le centre-ville, bloquant la circulation sous les regards ébahis des passants. Une foule joyeuse dansait dans Kaiser Strasse aux cris de « Viva SWAPO ! ». Les ouvriers d'un grand bâtiment en construction ont déposé leurs outils pour participer brièvement à ce carnaval improvisé. « La lutte continue », criaient, le poing levé, ces employés de la construction.

A Katutura, la township noire, la population est descendue dans la rue pour saluer l'événement. Ce n'était qu'un concert de klaxons et une multitude de poings levés. La DTA aussi, mais plus discrètement, a célébré le jour historique. La bouffée de contentement n'a duré qu'à peine deux heures. En fin d'après-midi et dans la soirée, le calme habituel était revenu. Quelques passants levaient encore le poing de temps à autre en se remémorant que la journée finissante avait vu la victoire de la SWAPO et qu'une étape importante sur la voie de l'indépendance avait été franchie. D'un seul coup, la liberté s'était rapprochée. La Namibie, que l'on avait l'habitude de présenter comme la cinquième province sud-africaine, venait inexorablement de se détacher de son tuteur. Dans un grand hôtel de la ville, le responsable des élections de l'ONU pour le territoire, M. Hisham Omayad, un Ghanéen, saluait le succès, fier de sa mission accomplie. Il ne fut certainement pas le seul.

MICHEL BOLE-RICHARD

OUGANDA : premier bailleur de fonds

L'Italie suspend son aide NAIROBI

correspondance

L'université de Makerere à Kampala vient d'être fermée « pour une durée indéterminée » sur l'ordre des autorités gouvernementales. Les deux mille cinq cents étudiants, en grève depuis une douzaine de jours, ont dû quitter le campus. L'évacuation, organisée sous le contrôle de l'armée, s'est déroulée sans incident. « Les étudiants n'avaient guère le choix : les soldats et les policiers quadrillaient le camp sur lequel avaient pris position quatre automitrailleuses », précise un enseignant.

Les grévistes, qui protestaient contre la récente suppression de leurs allocations d'étude, ont été accusés d'« arrogance » par le gouvernement. Bien que le versement de ces allocations ait été officiellement stoppé en août, la plupart des étudiants « ne touchaient plus un shilling depuis le mois de mai », indique un enseignant.

L'économie ougandaise, malgré les efforts faits par les autorités, est confrontée à des difficultés grandissantes. L'Italie, premier bailleur de fonds, a ainsi décidé de suspendre son soutien financier au pays. Kampala a été incapable, explique-t-on, d'honorer ses arriérés dont le montant est estimé à 700 000 dollars. Ce gel de l'aide italienne, bien que qualifiée de « provisoire » par l'ambassade d'Italie en Ouganda, constitue un sérieux coup de semonce pour le gouvernement du président Yoweri Museveni qui fêtera, en janvier, le quatrième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

C. S.

■ TUNISIE : le président Ben Ali repart à l'élysée. — De passage à Paris pour quelques heures, M. Ben Ali devait avoir un entretien avec M. Mitterrand à l'Élysée le mercredi 15 novembre. Le chef de l'Etat tunisien a passé le début de la semaine à New-York, où il a fait un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il a été reçu mardi à Washington par le président Bush, qui l'a invité à se rendre en visite d'Etat aux Etats-Unis en mai 1990. — (AFP.)

## Les résultats

Les résultats des élections de l'Assemblée constituante tels qu'ils ont été publiés par les Nations unies sont les suivants :

PARTI	SIÈGES	VOIX	%
Organis. du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) ...	41	384 567	57,32
Alliance démocratique de la Turnhalle (DTA) .....	21	191 532	28,55
Front démocratique uni .....	4	37 874	5,64
Action chrétienne nationale .....	3	23 728	3,53
Front patriotique de Namibie .....	1	10 693	1,59
Convention nationale de Namibie .....	1	10 452	1,55
Front national de Namibie .....	1	5 344	0,79
SWAPO-Démocrate .....	0	3 181	0,46
Action démocr. chrétienne pour la justice sociale ..	0	2 495	0,37
Parti démocrate national de Namibie .....	0	984	0,14
TOTAL .....	72	670 830	100

## PROCHE-ORIENT

Détérioration des relations entre le Caire et Bagdad

## Les travailleurs égyptiens quittent en masse l'Irak

Les relations égypto-irakiennes ne sont plus au beau fixe. L'ambassadeur d'Egypte en Irak a été rappelé en consultation au Caire. La cause de ce refroidissement tient aux problèmes croissants que rencontrent les quelque un million et demi à deux millions de travailleurs égyptiens établis en Irak qui affirment être victimes d'exactions diverses.

## LE CAIRE

de notre correspondant

Ils sont plus de deux cent mille à être revenus dans leur étroite vallée du Nil depuis le début d'octobre. Des dizaines de milliers d'autres ne trouvent pas de place sur les avions en partance vers le Caire et plusieurs centaines d'entre eux couchent dans la rue Saadoun, à Bagdad, devant les portes d'Iraq Airways ainsi qu'à l'aéroport international.

Le reflux qui a commencé début octobre a des causes économiques aussi bien que politiques, mais il est essentiellement dû à la fin de la guerre irano-irakienne. Le régime irakien a besoin en effet de procurer des emplois à tous les militaires démobilisés, maintenant que l'éventualité d'une reprise des hostilités semble écartée.

Pour éviter la grogne des démobilisés, le régime de Bagdad s'est retourné contre les travailleurs étrangers pour la plupart égyptiens, afin de libérer des emplois. Depuis deux mois, les cas de licenciements sans préavis ne se comptent plus et les conditions de travail des Egyptiens se sont détériorées. Deux mois de salaire par an de donation obligatoire pour la reconstruction de Fao, heures de travail supplémentaires non payées et rapatriement au moindre signe d'insatisfaction sont devenus monnaie courante.

Début octobre, les Irakiens ont réduit les sommes mensuelles que ces travailleurs étaient autorisés à

transférer en Egypte au cours officiel (un dinar à plus de trois dollars alors qu'il faut cinq dinars pour un dollar au marché noir). Les versements mensuels sont passés de trente dinars à dix dinars seulement. En outre, les versements commencent un retard allant de six mois à un an.

## Le rapatriement des cadavres

La presse égyptienne, qui s'est saisie de l'affaire depuis le début du mois, a haussé le ton depuis quelques jours après l'annonce par le quotidien officiel *Al-Ahram* de « l'accroissement important du nombre de cadavres d'Egyptiens rapatriés d'Irak ». Cent deux cadavres pour le seul mois d'octobre et mille quarante-huit depuis le début de l'année. Selon le journal, la plupart des cadavres sont ceux de jeunes de vingt à trente ans dont une bonne partie ont subi une mort violente (coups de feu et accidents mal étudiés). Selon des témoignages, il s'agirait d'agressions de la part de gangs de jeunes démobilisés irakiens. Des témoins, de retour en Egypte, se plaignent des mauvais traitements qu'ils ont subis de la part des autorités irakiennes.

On note également au Caire que les problèmes auxquels font face les travailleurs égyptiens ont coïncidé avec l'amélioration des rapports égypto-irakiens. Une amélioration que Bagdad voit d'un mauvais œil. Le président Mubarak, contrairement aux autres membres du Conseil arabe de coopération (CCA) a en effet adopté une position modérée en ce qui concerne la présence syrienne au Liban, lors du dernier sommet arabe, alors que Bagdad exigeait le retrait pur et simple des troupes de Damas.

ALEXANDRE BUCCIANI

Le premier anniversaire de la proclamation de « l'Etat de Palestine »

## Un tué et quinze blessés dans les territoires occupés

Un Palestinien a été tué par balles et quinze autres ont été blessés, mardi 14 novembre, au cours de manifestations organisées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza à l'occasion du premier anniversaire de la proclamation de l'Etat de Palestine » par le Conseil national palestinien (CNP), jouant le rôle de Parlement en exil, à Alger, le 15 novembre 1988.

Selon des réfugiés du camp cisjordanien de Kalandia, au nord de Ramallah, Odeh Hussein Zayed a été tué alors qu'il défilait, avec une quarantaine d'autres jeunes gens masqués, derrière le drapeau palestinien malgré le couvre-feu. Deux autres manifestants ont été blessés par les balles israéliennes. Dans la bande de Gaza, l'armée a blessé au moins treize Palestiniens.

Par ailleurs, le mouvement islamiste clandestin Hamas a revendiqué la responsabilité de l'embuscade qui a coûté la vie, lundi soir à Gaza, à un soldat israélien (le Monde du 15 novembre). Un autre militaire a été très grièvement blessé lors de cette action. Cette revendication a été faite, par téléphone, auprès de la radio israélienne. — (Reuters, AFP.)

## IRAN

## Le quotidien officiel « Keyhan » met la France en garde à propos d'Anis Naccache

Le journal iranien *Keyhan* a mis en garde la France, mardi 14 novembre, contre l'éventualité de la mort d'Anis Naccache, un Libanais pro-iranien emprisonné en France. Condamné en 1980 à la prison à vie pour un attentat à Paris contre l'ancien premier ministre iranien Chahpour Bakhtiar, qui avait fait deux morts, Anis Naccache poursuit une grève de la faim depuis plus de soixante jours. Le ministère français de la justice a indiqué la semaine dernière que sa santé se détériorait (le Monde du 12-13 novembre).

« La mort éventuelle d'Anis Naccache », écrit le quotidien, « entraînera sans doute des conséquences néfastes pour les pays occidentaux en général, pour la France en particulier (...) et les combattants libanais attendent maintenant de voir la suite de l'affaire. Les socialistes français se trouvent devant une bonne occasion d'effacer leurs erreurs du passé. »

L'officiel *Keyhan* poursuit : « Si la France persiste dans son refus de toute ouverture dans l'affaire Naccache, jusqu'où peut aller la patience des plus hautes autorités iraniennes ? », ajoutant en conclusion : « Si la France souhaite le maintien de bonnes rela-

tions entre des deux pays, il faut qu'elle prête plus d'attention aux souhaits de la République islamique. »

## Le fils de Khomeyni promue

M. Ahmed Khomeyni, le fils de l'imam, a été nommé, mardi, représentant de l'ayatollah Khomeyni au Conseil suprême de la sécurité nationale qui, selon la nouvelle Constitution, a pour mission de « sauvegarder les intérêts de la nation, la souveraineté et l'indépendance territoriale de la République islamique contre les menaces extérieures ». Depuis la mort de son père, il y a cinq mois, le fils de l'imam avait pratiquement disparu de la scène politique, ne s'occupant que de la gestion des fonds recueillis par l'Organisation du mousolée de l'imam dont il supervise l'édification. — (AFP.)

(Publicité)

Le numéro 157 de :

## FRANCE PAYS ARABES

viens de paraître.  
Liban : C'est parti !  
Cisjordanie : Ça suffit !  
Fondement islamique : Trop de bruit !  
Enquête :  
Le ministre syrien de l'Information  
Entrevue avec :  
Le député Jean de Lipowski  
Démocratie :  
Le vote intégral des accords de Taïf  
26 pages - 15 F.  
En vente chez les libraires et kiosques  
Spécialiser sur commande  
F.P.A., 14, rue Auguste, 75007 Paris  
Tél. : 46-86-27-32

ODOUL AGENT DE  
Garde-meubles  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas 75019 Paris

FIP - Cosmopolitiques, présidé par Jean Elleinstein  
et l'ISER, présidé par Colette Audry  
organisent un colloque les 22 et 23 novembre, à Paris, au Sénat

## URSS : CRISE D'UN SYSTEME, EMERGENCE DES REALITES

avec vingt cinq participants soviétiques :  
économistes, juristes, sociologues, journalistes, écrivains, députés.

Tables rondes dirigées par  
Georges Sokoloff, Marc Ferro, Paul Thibaud, Pierre Hassner

FIP, 71 bd R. Lenoir - 75011 Paris - ISER, 10 rue de Solferino - 75007 Paris  
Renseignements et inscriptions : 43.36.36.92



**Reliez ces points entre eux.  
Vous verrez que ça ne représente rien  
si ce n'est la densité  
de notre réseau en Afrique.**



AVEC 331 LIAISONS INTER-ÉTATS HEBDOMADAIRES, AIR AFRIQUE EST AUJOURD'HUI  
LE MOYEN LE PLUS SIMPLE POUR RELIER ENTRE ELLES LES PRINCIPALES VILLES  
AFRICAINES\* ET POURSUIVRE ENSUITE SON VOYAGE VERS L'EUROPE OU LES U.S.A.  
LES CORRESPONDANCES S'EN TROUVENT BIEN SÛR SIMPLIFIÉES ; CAR NOUS  
SAVONS QUE PARMI NOS PASSAGERS, NOMBREUX SONT CEUX POUR QUI LE TEMPS  
REPRÉSENTE DE L'ARGENT. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE  
COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN  
FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

\*ABIDJAN, ACCRA, AGADES, BAMAKO, BANGUI, BRAZZAVILLE, CASABLANCA, CONAKRY, COTONOU, DAKAR,  
DOUALA, LAGOS, LIBREVILLE, LOME, MONROVIA, N'DJAMENA, NIAMEY, NOUAKCHOTT, OUAGADOUGOU.

**AIR AFRIQUE**

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

هكذا من الاجل

حکذا من الاصل

## AMÉRIQUES

SALVADOR : changeant apparemment de stratégie

### Le FMLN déclare vouloir renverser le gouvernement

Après quatre jours de combats, le capitale salvadorien ressemble de plus en plus à Beyrouth. Les guérilleros se sont faits plus intransigeants en déclarant, mardi 14 novembre, une grande partie du pays « territoire libéré ». Le nombre des victimes atteindrait, selon les sources, entre cinq cents et mille morts.

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

La combativité du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a surpris les autorités, qui annoncent régulièrement sur les ondes de la seule radio autorisée à diffuser des informations que les insurgés ont abandonné la plupart de leurs positions et cherchent désespérément à s'enfuir. Les faits démontrent l'inverse : les rebelles étaient plus nombreux dans la capitale mardi que les jours précédents — ils seraient environ mille cinq cents — et dans certains cas ils ont même consolidé leurs bastions dans les quartiers de la banlieue nord, où vit environ la moitié de la population de San-Salvador (plus d'un million d'habitants). Le gouvernement du président Alfredo Cristiani (droite) a reconnu implicitement cette progression en décrétant un couvre-feu de vingt-quatre heures renouvelable dans plusieurs secteurs : Mejicanos, Zacamil, Soyapango, etc. Tous ces quartiers ont été soumis à des bombardements aériens mardi tandis que l'armée envoyait des renforts pour tenter de resserrer l'état autour des insurgés.

Un porte-parole de l'état-major, le colonel Raul Lopez, a démenti formellement que l'aviation ait bombardé la capitale, affirmant qu'elle utilisait seulement des mitrailleuses à bord d'hélicoptères.

En fait l'ensemble de la presse internationale a pu constater sur le terrain qu'un avion C-47 lançait des bombes de 150 livres sur les HLM de Zacamil, un des camps retranchés de la guérilla.

A quelques minutes à peine du centre ville, Zacamil est une immense cité-dortoir où vivent 120 000 personnes dans un décor hallucinant : plusieurs centaines de petits immeubles en béton, tous identiques et sinistres, plantés au pied du volcan San Salvador qui domine la capitale. Dès la levée du couvre-feu — en vigueur jusqu'à 6 heures à 6 heures, — cinq véhicules de la presse étrangère, roulant en cortège et arborant des drapeaux blancs, se dirigeaient mardi matin dans les rues désertes de la capitale vers ce quartier, pour un rendez-vous peu banal : une conférence de presse organisée dans l'un de ces HLM. Un des dirigeants les plus brillants du FMLN, le commandant Carlos Argueta, nous attendait pour nous annoncer la bonne nouvelle : « Notre moral est excellent et les jours de Cristiani sont comptés. »

Des combats intenses

Devant l'incrédulité de la presse, il a ajouté que « l'objectif était désormais de renverser le gouvernement Cristiani » et non plus seulement de l'obliger à négocier pour trouver une solution politique. Prê de s'expliquer sur ce changement, il a évoqué la déclaration prononcée quelques heures plus tôt sur Radio Venceremos (la station de la guérilla) par le principal dirigeant du FMLN, le commandant Joaquín Villalobos. Ce dernier avait, en effet, appelé les insurgés à maintenir leur position et à « préparer une insurrection générale de tous les secteurs ». Il avait également déclaré que les zones contrôlées par les insurgés dans huit des quatorze

départements du pays seraient désormais considérées comme des « territoires libérés » dotés de « gouvernements municipaux populaires ».

Que s'était-il passé pour que la guérilla modifie ses objectifs ? Parmi les hypothèses avancées on évoque les effets de l'isolement diplomatique du Nicaragua qui aurait incité ses alliés du FMLN à faire monter les enchères au moment où ce pays est confronté à une situation difficile sur le plan international. Les insurgés, exaltés par un succès plus important que prévu sur le terrain (comme ils le reconnaissent eux-mêmes), auraient opté pour la fuite en avant, estimant que M. Cristiani ne prendrait pas le risque politique de sacrifier des milliers de civils en utilisant l'artillerie lourde dans la capitale.

« L'armée avance »

Dans un discours radiotélévisé, le président de la République a reconnu mardi soir que la présence de nombreux civils « détenus en otages par le FMLN » dans les

quartiers populaires, posait de sérieux problèmes pour organiser la contre-offensive. « L'armée avance lentement mais sûrement », a-t-il déclaré. Un peu plus tôt, il avait affirmé que la position de son gouvernement serait « plus énergique » en cas de reprise des négociations avec la guérilla.

L'intensité des combats mardi après-midi a convaincu beaucoup de civils qu'il était encore plus dangereux de rester près de la guérilla que de chercher refuge à l'extérieur. Des milliers de personnes, enfants dans les bras et petit baluchon sur la tête, ont donc entrepris de descendre vers le centre de la ville. Ces tristes cortèges, affolés par l'explosion des roquettes et des grenades, agitaient désespérément leur drapeau blanc.

En fin d'après-midi un peu avant le couvre-feu, c'était l'enfer dans Zacamil. Un avion bombardait pendant que deux bataillons d'élite prenaient position. Malgré la puissance de feu de l'armée, la guérilla a réussi une fois de plus à repousser l'assaut. Mais l'euphorie pourrait être de courte durée.

BERTRAND DE LA GRANGE

M. Bush demande à l'URSS de cesser de livrer des armes en Amérique centrale. — Comme l'avait fait la veille le secrétaire d'Etat, M. James Baker, le président Bush a dénoncé, mardi 14 novembre, le Nicaragua et Cuba, qui, a-t-il dit, continuent de faire parvenir des armes du bloc de l'Est aux guérilleros salvadoriens. « Je dois dire combien je suis furieux qu'un moment où nous essayons tous de bâtir la paix par des moyens diplomatiques, le FMLN, malheureusement aidé et soutenu par le Nicaragua et le gouvernement cubain, ait choisi le bain de sang insensé et la violation grossière de tous les accords destinés à promouvoir la

paix en Amérique centrale », a déclaré M. Bush.

« Nous soutenons le président Cristiani », a-t-il affirmé, soulignant que le président salvadorien avait été démocratiquement élu et avait tenté de dialoguer avec la guérilla. Les États-Unis avaient indiqué lundi qu'ils continueraient de fournir une aide « appropriée » au Salvador, mais n'avaient pas l'intention d'intervenir dans le conflit.

Appelant l'URSS à cesser de livrer des armes en Amérique centrale, M. Bush a indiqué qu'il discuterait de cette question avec M. Gorbatchev lors de leur rencontre au large de Maïsk le 2 et 3 décembre. — (AFP.)

## Retrouvailles électorales au Brésil

Suite de la première page

La gauche ne s'étonne pas d'une telle situation. Depuis cette lointaine année 1960 où le chef de l'Etat a été élu pour la dernière fois, le Brésil a changé, certes — de pays agricole, exportateur de matières premières, importateur de produits industrialisés — il est devenu une nation industrielle, avec un haut degré (94 %) d'alphabétisation, mais les contrastes sociaux se sont accentués, d'autant plus choquants que le Brésil moderne coexiste, dans les mêmes périmètres urbains, avec celui des affamés.

Le favori...

Les lecteurs de journaux (la moitié des Brésiliens n'en ont jamais) auront appris à l'occasion de cette élection qu'ils vivent dans une des sociétés les plus inégalitaires du monde : les 20 % plus riches ont en moyenne un revenu trente-trois fois supérieur à celui des 20 % plus pauvres. Ils auront découvert aussi que les deux tiers de la population n'ont pas accès à la médecine sociale, que la moitié des salariés gagnent l'équivalent — ou moins — de 300 F par mois.

Alors que le mur de Berlin cesse d'exister, une image surgit spontanément, celle du « mur » qui coupe le Brésil en deux, séparant « les 30 % de citoyens qui font des études, lisent les journaux, et ont de l'argent pour aller chez le dentiste » des 70 % restants « qui ne terminent pas l'école primaire, travaillent sans être déclarés, et ne savent pas où se trouve l'Europe », ainsi que l'écrit l'hebdomaire *Veja*, sur la foi des études officielles.

Aussi le scrutin du 15 novembre n'offre-t-il pas seulement l'émotion de retrouvailles longtemps attendues, mais aussi l'occasion d'opter pour un changement véritable. Les années Sarney, coïncidant avec la démocratie retrouvée, ont désorienté le pays : elles lui ont présenté le brouillon confus, désespérant de médiocrité, des transformations à faire. Les candidats qui viennent en tête des sondages promettent tous la rupture avec le « modèle » existant, mais ils

n'ont pas tous la même crédibilité.

Le favori, M. Fernando Collor, qui a gagné les foules en se présentant comme un homme seul luttant contre les puissances et en prêchant la moralisation de la vie publique, est lui aussi une énigme, malgré huit mois d'intense campagne électorale. Son équipe, son programme, sont conformes à l'image qu'il donne de lui, mais pas ses appuis financiers, qui viennent de l'establish-

ment. On s'interroge sur ce qu'il ferait s'il était élu. Ses adversaires le traitent de populiste de droite, le populisme de gauche étant pratiqué par M. Leonel Brizola, qui fait de l'adhésion à sa personne le critère absolu. Les deux candidats les plus convainquants dans la prédication réformatrice sont le social-démocrate Mario Covas, et le président du Parti des travailleurs (PT), « Lula » (Luiz Ignácio da Silva). Le premier a l'avantage d'être bien entouré : du sociologue Fernando Henrique Cardoso aux anciens gouverneurs Franco Montoro et José Richa, il réunit ce que le Brésil a de meilleur, dans la compétence, l'intelligence et la moralité. Autre avantage : les transformations qu'il propose sont ajustées au capitalisme moderne qu'ambitionne le pays et à la capacité d'acceptation de sa bourgeoisie.

Le projet de « Lula » est plus radical et la faune en revient

moins au PT qu'aux classes dominantes qui ont refusé jusqu'à présent les changements sociaux nécessaires. Un radicalisme qu'un des dirigeants « pédistes », M. Plínio Arruda, explique en disant qu'il a été pour bien des militants, au temps de la répression, « une question de survie ».

Au début de la campagne, Lula et Brizola étaient seuls en tête : les possédants se voyaient déjà menacés d'un duo de gauche au deuxième tour de scrutin, le 17 décembre. Aussi ont-ils accueilli avec soulagement la montée de Collor, « énergumène » devenu phénomène populaire. Ils ne se fient pas entièrement à lui, car ils le jugent

« imprévisible », mais comptent sur son succès pour couper la route aux deux candidats qui les effraient. M. Collor a atteint jusqu'à 45 % des intentions de vote, puis s'est stabilisé à un étage plus modeste. Lula a baissé, avant de rebondir ces dernières semaines. M. Covas, parti en queue du peloton, fait figure d'outsider dans la dernière ligne droite. Autant de va-et-vient qui montrent bien les incertitudes, l'expectative d'une grande partie de l'électorat.

Emotions...

Jusqu'au bout, les émotions n'ont pas manqué. Il y a une dizaine de jours, le président Sarney a tiré un lapin de son chapeau : un candidat de dernière minute, M. Silvio Santos, animateur de télé aussi populaire dans ses apparitions dominicales qu'indigné dans ses projets politiques. A l'étonnement général, jusqu'à ce que la justice électo-

rale le déclare inéligible. M. Santos, monté tout de suite en flèche dans les sondages, avait des chances d'être élu !

M. Sarney n'est pas sorti grand d'une affaire qu'il a manœuvré de bout en bout. Depuis plusieurs mois déjà, il tentait de trouver un candidat à son gré, susceptible de protéger, ultérieurement, ses intérêts. Parmi les personnalités pressenties, il y eut Janio Quadros. Si ce dernier s'était mis sur les rangs, la boucle aurait été bouclée.

Car c'est Janio Quadros qui, en 1960, a été le dernier chef d'Etat élu au suffrage universel. Celui qui, par sa démission inopinée sept mois après son entrée en fonctions, a jeté le Brésil dans

une crise dont il n'est pas encore tout à fait relevé. Ce démagogue ultra-conservateur obtint un score exceptionnel (48 % des suffrages exprimés) dans une élection qui ne comportait alors qu'un seul tour de scrutin. La frustration de ses compatriotes fut à la dimension des espoirs qu'il avait soulevés.

Le Brésil n'eut, cette année-là, que trois candidats à la présidence. Il possédait trois partis bien structurés, mais aucun avec la base populaire du PT. De ses 70 millions d'habitants, 22 % seulement étaient aptes à voter. Aujourd'hui, l'électorat brésilien compte 82 millions de personnes, soit 58 % de la population. Six Brésiliens sur dix, au lieu d'un sur cinq, peuvent décider de leur sort. La mutation est d'importance, même si, à trente ans d'intervalle, les aspirations sont identiques, les mêmes besoins restent insatisfaits.

CHARLES VANHECKE

## EUROPE 93

PORTRAITS D'EUROPEENS

Vice-président de la Commission

### M. Bangemann : libéral pragmatique, ambitieux...

BRUXELLES

de notre correspondant auprès des Communautés européennes

On le prétendait impatient de succéder à M. Jacques Delors. Selon la rumeur, il caresserait maintenant l'idée de remplacer M. Hans Dietrich Genscher à la tête de la diplomatie ouest-allemande. M. Martin Bangemann, cinquante-cinq ans, vice-président de la Commission européenne chargée de la politique industrielle et du marché intérieur, ancien ministre de l'économie, ancien président du Parti libéral (FDP), n'est pas dépourvu d'ambition. En moins d'un an, il est parvenu à occuper une place à part au sein du collège européen, celle d'un homme d'équilibre, plus allié qu'adversaire du président Delors. Les événements d'Allemagne donnent à ce vieil européen une occasion supplémentaire de s'affirmer.

L'évolution a été rapide. En janvier dernier, dès l'entrée en fonction de la nouvelle Commission, son entourage expliquait volontiers qu'il n'était pas là pour faire de la figure. Son intention, expliquait-on, était de prendre la place de M. Delors dès 1991. Au reste, ce dernier semblait alors comme enclavé par une coalition de marchés libéraux déterminés à contrebalancer une présidence jugée trop ambitieuse. Elle était composée des vice-présidents, MM. Frans Andriessen (Pays-Bas), Leon Brittan (Royaume-Uni) et Martin Bangemann (RFA). La manœuvre fit long feu, ne serait-ce qu'en raison du poids acquis durant le printemps par M. Delors.

Chargé des relations extérieures, M. Andriessen, plus gestionnaire que politique, a déçu. Il lui est notamment reproché son incapacité à formuler pour la Communauté une politique vers l'Est à la hauteur des circonstances. En porte à faux par rapport à M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, M. Brittan donne l'impression d'encore chercher ses marques bruxelloises. M. Bangemann a trouvé les siennes. Celles d'un libéral pragmatique capable, au-delà de son goût pour la provocation, d'entendre les arguments des patrons, des syndicats, voire des dirigeants socialistes.

« Sans lui, Pöhl n'aurait pas obtenu le feu vert pour construire ses nouvelles usines à Dunkerque avec EDF. Ce jour-là, la Commission avait commencé sa réunion pro-Brittan, favorable à l'ouverture d'une procédure contre Pöhl », elle l'a achevée par Bangemann, « partisan de la conciliation ». La haute fonctionnaire bruxelloise qui raconte ce récent épisode important pour l'évolution des relations entre Paris et l'exécutif européen, est visiblement acquiescente au réalisme du vice-président Bangemann.

Celui-ci s'apprête-t-il à brader les intérêts des constructeurs automobiles européens sur l'autel du libre-échange, à recommander l'élimination rapide des barrières qui dans plusieurs Etats membres, et en

particulier en France, empêchant le déferlement des voitures japonaises ? « Nullement », répond notre interlocuteur : « Il a beaucoup évolué. Il souhaite certainement l'ouverture du Marché commun, mais en comprenant que, dans le cas d'une industrie aussi sensible, il faut prévoir des aménagements et des délais. » De fait, la Commission ne semble plus pressée de définir le régime d'importation



à appliquer aux voitures japonaises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Comme si les prises de position résolument libéralisantes du printemps étaient en train de se nuancer.

« Un vrai démocrate »

« Il est beaucoup trop hétéroclite pour être militant », plaisante une de ses amies politiques. Une absence de dogmatisme qui peut grandement faciliter le débat au sein du collège européen. D'autant qu'après onze mois de vie bruxelloise l'image du vice-président Bangemann est nettement positive. Il est volontiers décrit comme un homme ouvert, intelligent, chaleureux, cultivé — bon orateur, bon européen (n'a-t-il pas passé onze ans au Parlement de Strasbourg ?) et de surcroît francophile. M<sup>me</sup> Edith Cresson, qui l'a connu à Strasbourg, lui téléphone, vient le voir pour tacher de le convaincre. Leur dialogue paraît facile ; il n'est assurément pas guidé.

L'ancien ministre de l'économie a les défauts de ses qualités. « Ce n'est pas un homme de dossiers », convient-on pudiquement. Sur de son sens politique, de sa capacité à séduire, il réagit sur-le-champ, quitte à corriger par la suite.

Ce généraliste, par vocation et par ambition, intervient sur tout, ce qui irrite parfois certains de ses collègues. Ainsi en a-t-il été de son récent voyage à Berlin-Est. Revendiquant avec force le droit pour ses compatriotes et pour lui-même d'être à la fois européens et sociaux, il a alors invité la Communauté à appuyer la politique de réformes (c'était avant la chute du mur). « C'est un vrai démocrate, un Allemand de l'après-guerre, sans complexe », souligne l'amie politique précédemment citée.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire aussi

La construction de l'Europe financière des deux premières banques danoises décide de fusionner... page 37

PIERRE-BLOCH

ALGER, CAPITALE DE LA FRANCE EN GUERRE

Préface de Jacques CHABAN-DELMAS

En vente dans les drugstores : 100 F

Editions UNIVERSAL

3, rue de Choiseul 75002 Paris



# POLITIQUE

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

## Culture : Lang I et Lang II

Le budget de la culture a été adopté le mardi 14 novembre par l'Assemblée nationale. Seuls les députés socialistes ont approuvé les crédits de M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux. L'UDC, l'UDF et le RPR ont voté contre, tandis que les élus communistes choisissaient de s'abstenir. Pour la première fois, le seul de 10 milliards de francs a été franchi. Les crédits de ce département ministériel s'élèvent en effet à 10,46 milliards de francs (+5,5 %) et représentent 0,85 % du budget général de la nation.

Jack Lang I contre Jack Lang II ? Alors que le ministre de la culture s'était affirmé durant le premier septennat comme le ténor artisan d'une déconcentration de la culture vers la province, les députés de l'opposition ont reproché au ministre de la culture du second septennat de s'être laissé un peu trop séduire par la capitale, ses pompes et ses grands travaux. « Quand je vois que l'Italie ne consacre à la Scala de Milan qu'un cinquième des subventions de l'Etat et que les douze Opéras de la RFA ont tous des budgets importants, je m'interroge sur la réalité de notre déconcentration

culturelle », a lancé M. Jean-Paul Fuchs (UDC, Haut-Rhin), bientôt suivi par M. André Sautou (UDF, Hauts-de-Seine) : « La politique des grands travaux est un facteur inévitable de déséquilibre au détriment des provinces. » Cette politique d'industrialisation - ensemble, le Grand Louvre et les Opéras absorberont 10 % des crédits - est d'autant plus critiquable que la réflexion sur le fonctionnement et la vocation des grandes institutions n'est pas à la hauteur des moyens, sans cesse accrus, qu'elles absorbent », a déclaré M. François de Panafieu (RPR, Paris).

M. Michèle Barzach (RPR, Paris), rapporteur de la commission des affaires culturelles, n'a pas contesté le fait que Paris, capitale internationale, concentre une part importante des crédits de l'Etat. Mais l'ancien ministre de la santé a relevé « la forte inertie » de la dépense culturelle en région parisienne liée « aux coûts de fonctionnement croissants des grands équipements ». « Dans le domaine de la déconcentration, a estimé M. Barzach, beaucoup de chemin reste encore à parcourir. Au moment où les collectivités locales multiplient les initiatives en faveur de la culture, l'heure est venue de mettre en place un nouveau partenariat entre elles et l'Etat ».

Le rapporteur de la commission des finances, M. Charles Josselin (PS, Côte-d'Or), s'est également montré préoccupé par « le déséquilibre structurel » entre la

province et Paris. « Nous ne pouvons nous satisfaire de cette situation, même si elle s'explique par le coût de fonctionnement des grands équipements parisiens. Incontestablement, le budget va dans le bon sens, notamment au travers des moyens déconcentrés affectés aux directions régionales ou encore du doublement des crédits affectés aux musées classés et contrôlés, qui va d'abord bénéficier à la province. Mais il faut aller plus loin », a-t-il affirmé, en insistant sur le fait que culture et développement local étaient liés, dans la mesure où les investisseurs tenaient compte, bien évidemment, du niveau culturel d'une région avant de s'y implanter.

Piqué au vif, le ministre de la culture a rappelé que « l'une des grandes originalités » de ce budget était justement le réajustement opéré entre Paris et les autres villes de France : « Parallèlement à la poursuite de la déconcentration des crédits, 70 % des mesures nouvelles sont consacrées à la province », a-t-il expliqué, en ajoutant : « M. Barzach a parlé du poids des grandes institutions. Or le Centre Pompidou absorbe en 1989 6 % du budget de la culture, ce n'est pas plus que 3 % aujourd'hui. La part de la Comédie-Française est tombée, dans le même temps, de 2,2 % à 1,1 %. Seule exception à cette évolution, le Louvre. Mais n'était-il pas honneur, inacceptable, incompressible que l'ancien palais des rois, qui abrite ces prestigieuses

collections nationales, soit aussi sale, inhospitalier, vieillot ? Le président de la République a souhaité en 1981 mettre un terme à ce scandale et faire du Louvre un musée accueillant, ouvert et moderne. Je crois pouvoir dire que le pari a été tenu ».

Le ministre de la culture a, en outre, réaffirmé que son souhait était d'abaisser « les frontières géographiques » entre Paris et la province et « les autres barrières sociales entre les différentes disciplines », et enfin « abattre les frontières entre les pays ». M. Lang s'est en effet montré partisan d'un grand métissage culturel en France, même si ce terme peut choquer certains, a-t-il dit. « La richesse de la culture française est faite précisément de ces apports multiples d'artistes, de créateurs du monde entier, qui sont comme un levain au ferment ».

Enfin, en réponse au vœu formulé par le groupe socialiste et rappelé en séance par M. Jean-Jack Queyranne (PS-Rhône), M. Lang a précisé qu'une rallonge de 8 millions de francs serait dégagée, par amendement, pour les orchestres et les théâtres lyriques de province. Malgré cela, M. Guy Herminier, pour le PC, a estimé que le budget « n'était pas à la hauteur des enjeux ». « Il marque plus de renoncements qu'il n'annonce d'ambitions », a affirmé le député de Marseille. Pour autant, le groupe communiste n'a pas souhaité sanctionner.

## GILLES PERRAULT



• Désormais légendaire, l'Orchestre rouge fut le réseau de renseignement le plus important et le plus efficace de la Deuxième Guerre mondiale.  
• A la tête du réseau, un homme exceptionnel, Léopold Trepper. On l'appelait le Grand Chef.  
• Passionnant récit d'espionnage, document historique indispensable à la compréhension du deuxième conflit mondial, ce livre est aussi le roman vrai de personnalités hors du commun.

Le budget de la justice a été adopté le mardi 14 novembre par l'Assemblée nationale. M. Bonnemaison (PS) critique le budget de la justice.

### M. Bonnemaison (PS) critique le budget de la justice

« L'opposition devrait voter pour le budget de la justice avec enthousiasme car nous », a constaté le député de la commission des lois, M. Gilbert Bonnemaison (Seine-Saint-Denis) sur le budget de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée pour 1990. Le député socialiste regrette que la politique Chelmond (ministre de la justice dans le gouvernement de M. Chirac) ait été continuée par son successeur place Vendôme. Les crédits de ce ministère devaient être examinés le 15 novembre à l'Assemblée nationale.

« Le choix politique et irréversible de réaliser le plan de construction de nouvelles prisons décidé par le précédent garde des sceaux (plan quinquennal de 2 000 places) pèse et pèsera lourdement dans l'avenir sur l'administration pénitentiaire. (...) Or la modernisation de l'administration pénitentiaire reste à faire, et son coût peut être évalué à plus de 500 millions de francs par an en fonctionnement », a déclaré M. Bonnemaison, mardi 14 novembre. Il a expliqué que le groupe socialiste voterait malgré tout, les crédits du garde des sceaux : « Il faut dans l'année que la machine judiciaire fonctionne ».

Le rapporteur, qui regrette que ces crédits ne correspondent pas à la nécessaire modernisation de l'administration judiciaire, veut lancer une nouvelle fois un cri d'alarme contre la surpopulation carcérale comme il l'avait fait au mois de février dans un rapport remis au premier ministre. Il estime, en effet, que si rien n'est fait, de nouveaux « soubresauts » pourraient se produire dans les prisons. Il a ajouté qu'il ne s'agissait pas de faire plaisir aux uns (les gardiens) et aux autres (les prisonniers) mais de permettre à l'Etat de remplir sa mission d'ordre public en utilisant notamment par tous les moyens contre la récidive.

P. S.

### P. et T. : les centristes s'associent aux socialistes

Le budget des postes, des télécommunications et de l'espace a été adopté par l'Assemblée nationale tard dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 novembre. Les députés socialistes et centristes (UDC) ont adopté les crédits de M. Paul Quilès. L'UDC a en effet estimé qu'elle se devait de voter le budget « courageux d'un ministre courageux ». Les députés UDF, quoique hésitants un moment, RPR et communistes ont voté contre. Les crédits de ce ministère s'élèvent à 190,66 milliards de francs (+5,1 %).

« C'est faux, archi-faux ! La privatisation, je n'en veux pas. Je défends le service public des P. et T. Mais, dans un pays, quand on laisse ce service public péricliter, on débouche sur la privatisation. Regardez ce qui se passe en Hongrie ! » M. Quilès a tenu un vain de réduire les prévisions des députés communistes à l'égard du

projet de gouvernement (il sera soumis au Parlement au printemps) transformant les P. et T. en deux exploitants autonomes (la Poste et France Telecom). Il a insisté sur le fait que ces deux entités autonomes resteraient « solidement ancrées » à l'Etat par l'intermédiaire d'un ministère « garant de l'unité sociale et humaine » des P. et T.

Le ministre des P. et T. a rappelé la concertation qu'il avait menée l'été dernier, dans le cadre de deux cent mille agents, dans le cadre de huit mille réunions. Il a souligné la qualité des discussions engagées avec les syndicats et les utilisateurs des P. et T. de septembre à octobre. Il a mis l'accent sur le volet social d'une réforme qui s'appuie sur un réexamen des qualifications et des classifications (les négociations s'ouvriront dès le 20 novembre). Enfin, il a mis en valeur le contrôle que le Parlement pourra exercer à l'avenir sur ce secteur-clé d'activité et le fait que le personnel des P. et T. conserverait son statut de fonctionnaire.

Ces arguments n'ont eu aucune valeur aux yeux du PCF. Le ministre reste suspect de vouloir aujourd'hui faire passer « en douceur » une réforme qu'il n'a pu imposer hier. « Grâce à leur lutte, les agents des P. et T. ont obtenu le rejet du rapport Longuet, qui était déjà une tentative de privatisation. Ils agissent de nouveau contre la nouvelle mouture du projet de privatisation du rapport Prévot », a affirmé M. Marcelle Berthelot (PCF, Seine-Saint-Denis).

L'UDF et le RPR ont campé sur des positions diamétralement opposées, tandis que les représentants de l'UDC refusaient de s'aligner sur la position « maximaliste » de leurs collègues et acceptaient de faire un bout de chemin avec M. Paul Quilès. M. Ladislav Poniatsowski (UDF, Eure) et Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire) ont estimé que le ministre s'était arrêté en chemin, sous la pression de la CGT. « Ne reforme pas qui veut un monstre comme les P. et T. Il faut une volonté politique ferme et des moyens », a affirmé M. Ladislav Poniatsowski, en qualifiant de « réformette » le projet de loi de réforme du cadre institutionnel de ce service public.

En revanche, M. Gérard Vigon (UDC, Nord) est tenté par l'expérience, même s'il souhaite plus de clarté sur le futur statut. « Nous croyons qu'il faut pousser la logique de déconcentration jusqu'au bout (...). Les futurs responsables doivent décider en toute liberté », a-t-il affirmé.

M. Quilès a insisté sur le fait que cette réforme n'était « pas un rêve de technocrate », mais, répondant bien à la nécessité pour ce service public, confronté à la concurrence en France et à l'étranger des télécommunications, de se transformer : « C'est un nouveau souffle pour ces organismes, qui doivent mettre un esprit d'entreprise au service de leurs missions d'intérêt public et avoir avec leurs usagers, leurs clients, des rapports contractuels plus équilibrés ». Enfin, le ministre a précisé que le gouvernement « concrétisera son engagement », dès 1990, par une mesure financière pour l'ensemble des agents (à valoir sur la future réforme).

« Le problème que nous traitons aujourd'hui n'est pas nouveau, il se pose en France de façon moins anxiante qu'ailleurs », a affirmé M. Pierre Joxe, mais il y jouit « d'une certaine popularité médiatique ». Au-delà de l'énocité de ce constat partagé sur tous les bancs du Sénat, la discussion générale a permis d'entrer directement dans le vif du sujet, après le rejet d'une question préalable déposée par le groupe communiste et défendue par M. Charles Lederman (Val-de-Marne) qui a dénoncé « la légalisation de pratiques

occultes » et la « mise sous tutelle étatique » auxquelles tend le dispositif présenté par le gouvernement.

Les différents intervenants n'ont pas fait l'économie d'un commentaire sur l'immistie, dont la suppression par l'Assemblée nationale devrait être confirmée au Sénat. M. Paul Masson (RPR, Loiret) s'est félicité que « personne » ne reprenne cette disposition, « monstruosité juridique » et « lourde faute contre la démocratie ». « Nous n'avons pas à nous prononcer sur l'article 18 [qui contient les dispositions relatives à cette amnistie], je le regrette, car je l'aurais voté sans trouble de conscience », a répliqué M. Daniel Percheron (PS, Pas-de-Calais), qui a reçu, sur ce point, l'appui de M. Joxe. Au cours de l'examen des premiers amendements, la majorité sénatoriale a adopté une disposition interdisant à tout candidat « des contributions ou aides matérielles » venant d'une personne étrangère.

« Le problème que nous traitons aujourd'hui n'est pas nouveau, il se pose en France de façon moins anxiante qu'ailleurs », a affirmé M. Pierre Joxe, mais il y jouit « d'une certaine popularité médiatique ». Au-delà de l'énocité de ce constat partagé sur tous les bancs du Sénat, la discussion générale a permis d'entrer directement dans le vif du sujet, après le rejet d'une question préalable déposée par le groupe communiste et défendue par M. Charles Lederman (Val-de-Marne) qui a dénoncé « la légalisation de pratiques

occultes » et la « mise sous tutelle étatique » auxquelles tend le dispositif présenté par le gouvernement.

Les différents intervenants n'ont pas fait l'économie d'un commentaire sur l'immistie, dont la suppression par l'Assemblée nationale devrait être confirmée au Sénat. M. Paul Masson (RPR, Loiret) s'est félicité que « personne » ne reprenne cette disposition, « monstruosité juridique » et « lourde faute contre la démocratie ».

« Nous n'avons pas à nous prononcer sur l'article 18 [qui contient les dispositions relatives à cette amnistie], je le regrette, car je l'aurais voté sans trouble de conscience », a répliqué M. Daniel Percheron (PS, Pas-de-Calais), qui a reçu, sur ce point, l'appui de M. Joxe. Au cours de l'examen des premiers amendements, la majorité sénatoriale a adopté une disposition interdisant à tout candidat « des contributions ou aides matérielles » venant d'une personne étrangère.

« Le problème que nous traitons aujourd'hui n'est pas nouveau, il se pose en France de façon moins anxiante qu'ailleurs », a affirmé M. Pierre Joxe, mais il y jouit « d'une certaine popularité médiatique ». Au-delà de l'énocité de ce constat partagé sur tous les bancs du Sénat, la discussion générale a permis d'entrer directement dans le vif du sujet, après le rejet d'une question préalable déposée par le groupe communiste et défendue par M. Charles Lederman (Val-de-Marne) qui a dénoncé « la légalisation de pratiques

occultes » et la « mise sous tutelle étatique » auxquelles tend le dispositif présenté par le gouvernement.

Les différents intervenants n'ont pas fait l'économie d'un commentaire sur l'immistie, dont la suppression par l'Assemblée nationale devrait être confirmée au Sénat. M. Paul Masson (RPR, Loiret) s'est félicité que « personne » ne reprenne cette disposition, « monstruosité juridique » et « lourde faute contre la démocratie ».

« Nous n'avons pas à nous prononcer sur l'article 18 [qui contient les dispositions relatives à cette amnistie], je le regrette, car je l'aurais voté sans trouble de conscience », a répliqué M. Daniel Percheron (PS, Pas-de-Calais), qui a reçu, sur ce point, l'appui de M. Joxe. Au cours de l'examen des premiers amendements, la majorité sénatoriale a adopté une disposition interdisant à tout candidat « des contributions ou aides matérielles » venant d'une personne étrangère.

« Le problème que nous traitons aujourd'hui n'est pas nouveau, il se pose en France de façon moins anxiante qu'ailleurs », a affirmé M. Pierre Joxe, mais il y jouit « d'une certaine popularité médiatique ». Au-delà de l'énocité de ce constat partagé sur tous les bancs du Sénat, la discussion générale a permis d'entrer directement dans le vif du sujet, après le rejet d'une question préalable déposée par le groupe communiste et défendue par M. Charles Lederman (Val-de-Marne) qui a dénoncé « la légalisation de pratiques

occultes » et la « mise sous tutelle étatique » auxquelles tend le dispositif présenté par le gouvernement.

Les différents intervenants n'ont pas fait l'économie d'un commentaire sur l'immistie, dont la suppression par l'Assemblée nationale devrait être confirmée au Sénat. M. Paul Masson (RPR, Loiret) s'est félicité que « personne » ne reprenne cette disposition, « monstruosité juridique » et « lourde faute contre la démocratie ».

« Nous n'avons pas à nous prononcer sur l'article 18 [qui contient les dispositions relatives à cette amnistie], je le regrette, car je l'aurais voté sans trouble de conscience », a répliqué M. Daniel Percheron (PS, Pas-de-Calais), qui a reçu, sur ce point, l'appui de M. Joxe. Au cours de l'examen des premiers amendements, la majorité sénatoriale a adopté une disposition interdisant à tout candidat « des contributions ou aides matérielles » venant d'une personne étrangère.

« Le problème que nous traitons aujourd'hui n'est pas nouveau, il se pose en France de façon moins anxiante qu'ailleurs », a affirmé M. Pierre Joxe, mais il y jouit « d'une certaine popularité médiatique ». Au-delà de l'énocité de ce constat partagé sur tous les bancs du Sénat, la discussion générale a permis d'entrer directement dans le vif du sujet, après le rejet d'une question préalable déposée par le groupe communiste et défendue par M. Charles Lederman (Val-de-Marne) qui a dénoncé « la légalisation de pratiques

occultes » et la « mise sous tutelle étatique » auxquelles tend le dispositif présenté par le gouvernement.

CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

L'homme le plus long s'habille chez CAPEL

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

• Publié pour la première fois en 1967, l'Orchestre rouge fut traduit en dix-neuf langues et connut un succès international. De nombreux cinéastes voulurent le porter à l'écran. C'est finalement Jacques Rouffio qui en a réalisé l'adaptation, avec Claude Brasseur dans le rôle du Grand Chef.  
• Cette édition, revue et augmentée, intègre tous les témoignages et documents rassemblés au cours des vingt dernières années.

FAYARD

سكز من الاصل

هكذا من الراحل

## POLITIQUE

L'élection d'un nouveau président de la commission des affaires étrangères

### Un socialiste, un UDF ou un centriste pour succéder à M. Valéry Giscard d'Estaing ?

Les députés socialistes se sont prononcés, mardi 14 novembre, en réunion de groupe, en faveur de la candidature de M. Michel Vauzelle, ancien porte-parole de l'Elysée par 82 voix contre 68 à M. André Bellon, actuel premier vice-président de la commission des affaires étrangères, pour l'élection du président de cette commission en remplacement de M. Valéry Giscard d'Estaing, jeudi 16 novembre dans la matinée. Dans l'opposition, deux candidats sont en lice : M. Jean-François Deniau (UDF) et M. Bernard Stasi (UDC).

M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, et M. Charles Millon, président du groupe UDF, ne sont pas parvenus à la désignation d'un candidat unique de l'opposition, et ils renvoient la décision mercredi 15 novembre dans l'après-midi aux commissaires de l'opposi-

tion. M. Bernard Pons, président du groupe RPR, a de son côté précisé que son groupe ne présenterait pas de candidat. M. Jean de Lipkowski (RPR), qui a finalement renoncé à se présenter, a déclaré dans les couloirs du Palais-Bourbon qu'il serait « déçu » et qu'il voterait comme son groupe.

On pouvait se douter que la succession de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale serait chose difficile. On n'imaginait pas toutefois qu'elle susciterait autant de débats stratégiques. Mardi 14 novembre, cette question figurait aux côtés tout de même des bouleversements à l'Est — en première place dans les ordres du jour des réunions de groupe.

Le groupe socialistes avait au départ trois candidats, MM. André Bellon, Michel Vauzelle et Alain Barrau. Ce dernier ayant finalement annoncé qu'il renonçait à se présenter, les 150 députés présents (sur les 271 que compte le groupe) se

sont prononcés, à bulletin secret, en faveur de M. Vauzelle. C'est donc l'ancien porte-parole de l'Elysée, élu des Bouches-du-Rhône, qui représentera jeudi 16 novembre la candidature socialiste.

« Nous avons désigné un candidat pour qu'il soit élu, il le sera jusqu'au bout, sauf circonstances imprévisibles », a déclaré M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, au cours de son point de presse hebdomadaire. Ces « circonstances imprévisibles » sont celles qui agitent tous les groupes depuis l'annonce du départ de M. Giscard d'Estaing. Faut-il ou non, cette fois encore, laisser cette présidence à un représentant de l'opposition ? M. Mermaz a rappelé mardi à ses collègues qu'il pourrait être « de bonne politique de faire une proposition à l'opposition », tout en précisant qu'il n'avait toutefois jamais été envisagé que les députés socialistes aillent jusqu'à voter pour un candidat de droite. Tout au plus les 34 membres socialistes de la commission des affaires étrangères pourraient-ils, comme en

1988, permettre son élection par une abstention conciliante.

Dès lors se posait la question de savoir quel serait le candidat de l'opposition susceptible de recueillir cette abstention. Très vite, le Quai d'Orsay officieusement et le groupe socialiste plus clairement avaient fait connaître leur opposition à l'élection éventuelle de M. Deniau, en raison notamment de ses prises de position sur le Liban. Celle de M. Stasi paraissait en revanche nettement mieux acceptée à gauche. Mais pour avoir des chances d'être élu, encore fallait-il représenter l'ensemble de l'opposition et recueillir en conséquence les voix des trois groupes RPR, UDF et UDC.

#### Pas d'accord dans l'opposition

Pour le président du groupe RPR, le débat était simple : hostile par principe à une candidature de l'opposition, il a dans un premier temps, tenté de convaincre ses homologues de rejoindre sa

position. En vain. Dès lors, il a abandonné à MM. Millon et Méhaignerie le soin de tenter un accord sur la désignation d'un candidat unique, en précisant que le groupe RPR se plierait à leur décision et apporterait ses suffrages à celui qui serait désigné. Y compris donc, a-t-il clairement précisé, si ce candidat était M. Stasi.

M. Méhaignerie a réaffirmé mardi son ferme soutien à la candidature de M. Stasi, en estimant qu'il était le « mieux à même de récupérer la présidence des affaires étrangères ». Pour M. Méhaignerie, l'élection de M. Stasi « serait excellente pour toute l'opposition » et permettrait en outre de faire oublier, « par un geste de solidarité », l'incident de 1988, lorsque la présidence de la commission des affaires étrangères lui avait échappé en raison de l'hostilité de certains députés RPR, cette division à droite ayant conduit finalement à l'élection de M. Roland Dumas. Ainsi le président du groupe centriste voit-il dans cette désignation un « test ». Quant à M. Stasi, qui a

toujours refusé de s'autoproclamer candidat, il a simplement précisé mardi qu'il ne souhaitait pas que « l'opposition se déchire sur ce sujet ».

Reste une dernière question : celle de l'opportunité politique, pour la majorité, de conférer une présidence de commission à l'opposition. En 1988, cette offre correspondait à la volonté d'ouverture du gouvernement. Mais alors que le débat budgétaire en cours montre chaque jour le souhait des centristes de se situer clairement dans l'opposition aux côtés de l'UDF et du RPR, certains membres du gouvernement et du groupe socialiste, et même dit-on l'Elysée, ne cachent pas leur hostilité à cette éventuelle « ouverture-bis ».

D'autant que, lors du renouvellement des présidences de commission au Sénat, la majorité de la Haute Assemblée (RPR-UDF) n'a, elle, pas jugé bon d'accorder une telle responsabilité à un sénateur socialiste...

PASCAL ROBERT-DIARD

Les bouleversements dans les pays de l'Est et le dîner des Douze à l'Elysée

### Les initiatives de M. Mitterrand approuvées dans la classe politique

Le porte-parole de la présidence de la République, M. Hubert Védrine, a annoncé, mardi 14 novembre en début d'après-midi, que M. François Mitterrand « recevra avant le sommet de Strasbourg les présidents ou secrétaires généraux, des formations politiques disposant d'un groupe parlementaire ainsi que les présidents des deux assemblées, pour s'entretenir avec eux de la construction européenne et des événements de l'Europe de l'Est ». Vont donc être reçus : MM. Georges Marchais, Pierre Mauroy, Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, Pierre Méhaignerie, président du CDS et du groupe UDC, ainsi que MM. Alain Fauriol et Laurent Fabius.

La réaction est, en général, positive devant cette initiative. M. Ladislav Poniatowski, député de l'Eure et porte-parole du PR, s'est « réjoui » de cette décision du chef de l'Etat tout en demandant

« très amicalement » à M. Mitterrand de remédier à un « oubli », puisque M. François Léotard, président du PR, n'a pas été invité. L'organisation d'une rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement européens, samedi 18 novembre à l'Elysée, est aussi largement approuvée par la classe politique. M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a estimé que M. Mitterrand était « dans son rôle » en procédant ainsi, mais il a demandé aussi au gouvernement « de prendre des initiatives pour le désarmement et la détente ».

M. Simone Veil a souhaité « que cette réunion soit suffisamment préparée pour qu'elle donne lieu à une déclaration politique importante, notamment sur la nécessité (...) de renforcer l'union politique ».

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée

nationale, a expliqué, lui aussi, que « nous ne devons pas avoir une attitude freluche, mais nous devons prendre conscience que seule la communauté européenne, en se construisant vite, pourra assurer les équilibres ». M. Pierre Méhaignerie a estimé que « nul n'a intérêt à évoquer sans arrêt cette crainte de la réunification [de l'Allemagne] en donnant l'impression que nous avons peur de l'avancer », mais il a jugé nécessaire « l'accélération du rythme de l'intégration politique et économique de l'Europe afin de la rendre plus attractive ».

M. Arlette Laguiller, dirigeante de l'organisation trotskiste de Luttes ouvrières, a déclaré que « la réunification de l'Allemagne, manifestement souhaitée par la population de l'Est, est totalement légitime », car sa division est « vestige odieux de l'Yalta et de Potsdam ».

### Le sens d'un septennat

Suite de la première page

Sincèrement engagé dans la voie d'une Europe supranationale, M. Mitterrand se trouve aujourd'hui à la jonction de l'histoire et de sa propre action politique. Or cet homme, qui a l'obsession de la trace qu'il laissera dans l'histoire, est menacé de voir tout à coup se dévider la toile qu'il était parvenu à tisser.

L'enjeu pour lui est double. Il concerne le sens et le sort de son second septennat d'une part, et le sort de son duel posthume avec de Gaulle d'autre part. Le premier septennat de François Mitterrand a laissé une trace hexagonale : il a légitimé la guerre au Vietnam, réussi et subi l'alternance, et réconcilié les socialistes avec la gestion économique. Le second septennat a pour seul enjeu — ou pour « grand dessein », comme dirait M. Fabius — la construction de l'Europe des Douze et l'adaptation de la France à cette nouvelle frontière.

En cherchant très profond dans les racines de la pensée mitterrandienne on trouve, résumé en trois phrases prononcées il y a plus de quarante ans, les éléments qui relient aujourd'hui ces deux septennats : « Nous échouerions dans notre tâche si nous essayions de bâtir un socialisme français. Il n'y a plus pour nous aucune possibilité de modernisation technique dans le cadre de nos frontières. Rien n'est possible, et surtout pas la paix si la France n'est pas chez elle jour davantage le premier agent de l'Europe » (2).

Chacun sait bien que la résurgence de la question allemande peut transformer, comme le prophétisait Alain Minc, le grand dessein de François Mitterrand en « grande illusion » en vidant de sa substance la construction européenne telle qu'elle se dessinait, en marginalisant la France face à une Allemagne de 80 millions d'habitants et en la contraignant à se replier sur l'Europe du Sud. Le scénario le plus rude, pour François Mitterrand, serait en effet, avec des nationalités retrouvant leur autonomie à l'Est et ressurgissant à l'Ouest, que se réalise l'Europe « à l'Atlantique et à l'Oural », c'est-à-dire, au fond, plus d'Europe du tout. Et qu'ainsi la vision gaullienne, nationale, l'emporte sur la mitterrandienne.

#### Les fruits d'un long travail

Dans ce contexte, François Mitterrand doit faire face à deux reproches : la France serait, selon M. Chirac notamment, silencieuse et inactive. Il est vrai que M. Giscard d'Estaing, parfaitement affirmé sur ces questions et qui a quelques titres européens à son actif, a pris de vitesse le chef de l'Etat en se

payant le luxe de fournir, clés en main, un catalogue d'initiatives possibles pour la France. Cette démarche de l'ancien président a renforcé le sentiment que la France tardait à prendre la mesure des événements et que ceux qui la dirigent sont inexistants sur la scène internationale. L'opposition, avait, aussi, beau jeu de souligner que la présidence française, dont on promettait monts et merveilles, n'avait, jusqu'à ce jour, guère brillé.

#### A situation nouvelle stratégie confirmée

Pourtant, M. Mitterrand recueille aujourd'hui, dans une relative discrétion, les fruits d'un long travail de pédagogie, exercé notamment auprès de Ronald Reagan, et d'un démarche européenne cohérente. Au printemps 1984, lors de sa visite aux Etats-Unis, il s'était efforcé de convaincre M. Reagan de ne pas prendre les Soviétiques bille en tête afin de ne pas contrarier les évolutions en germe en URSS. Il s'était même essayé à l'humour pour illustrer la leçon de psychologie administrée à son interlocuteur en lui racontant l'histoire de l'homme (le Soviétique) qui, se prenant pour un grain de blé, avait peur des peuples (les Américains). Soigné et apparemment guéri par un psychiatre, le malade rechuta et expliqua à son médecin : « Je sais que je ne suis pas un grain de blé mais les peuples, ne le savent pas ».

M. Reagan avait ri à tout hasard, mais la suite ayant montré qu'il n'était pas encore convaincu, M. Mitterrand avait dû continuer le travail entrepris. Dès le lendemain de son premier entretien avec M. Gorbatchev à l'occasion des obsèques de Constantin Tchernomirski, M. Mitterrand avait pris sa plume pour livrer au président américain sa conviction que le nouveau numéro un soviétique était un homme de son temps, et qu'il bouleverserait probablement la donne mondiale. A ce moment-là, M. Mitterrand était à contre-courant de la tonalité française (et occidentale), qui ne voyait en M. Gorbatchev qu'un apparatchik plus dangereux que les autres, cherchant habilement à endormir la méfiance de l'Ouest.

C'est à ce moment-là que M. Mitterrand prit le risque de troubler son jeune premier ministre en recevant à Paris le général Jaruzelski. Qui le lui reprocherait aujourd'hui ? Enfin, sans confondre M. Mitterrand avec Nostradamus, on peut le créditer, depuis le début de son second septennat, d'avoir eu l'intuition de la contagion gorbatchévienne dans une Europe de l'Est qu'il a entrepris de visiter systématiquement.

Mais l'essentiel reste, pour lui, la réponse que les Douze doivent don-

ner aux remises en cause qui menacent l'édifice commun. A situation nouvelle, stratégie confirmée : quoi qu'il advienne, M. Mitterrand pense que la meilleure porte de sortie pour les Européens est de renforcer leur cohérence. Seule une communauté solide et dynamique, estime-t-il, peut devenir un pôle d'attraction pour l'autre Europe. Le chef de l'Etat avait déjà développé cette thèse le 10 octobre dernier, à Caracas, lorsque, interrogé sur une éventuelle réunification de l'Allemagne, il avait déclaré : « La construction de la Communauté européenne peut apporter un élément de contribution, même de réponse, à ce que deviendront les problèmes allemands en cas de réunification. Il ne faut donc pas perdre de temps pour donner à la Communauté européenne les structures dont elle a besoin ».

M. Mitterrand a donc conscience qu'il est engagé dans une course contre la montre si possible par équipe, au bout de laquelle peut se prendre forme le rêve d'une Europe devenue « adulte » (comme il l'a dit à Bonn le 3 novembre) soit se dissocier, dans ce qui ne serait plus qu'une vaste zone de libre circulation des hommes et des marchandises, le travail d'une vie politique et le sens d'un septennat.

Dans de telles circonstances, M. Mitterrand n'est pas nécessairement mal à l'aise. La rencontre entre les derniers jours de sa présidence européenne et l'histoire constitue une chance de sortir des querelles hexagonales pour faire, enfin, de la politique. Il a manifesté, tout au long de sa vie, une capacité d'adaptation devenue, par la force de sa réflexion, légendaire. Avant de tourner ses regards vers l'Est, ne préchant-il pas, il y a trente-cinq ans (3), pour la constitution d'un « vaste continent qui serait « étalé sur 7 000 kilomètres de longueur et 3 000 de largeur », de « Lille à Brazzaville » ?

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES L'HOMEAU

(2) Discours prononcé le 18 octobre 1951 devant le 5<sup>e</sup> congrès de l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la République).

(3) « Du Congo au Rhin, le troisième continent s'étend autour de notre métropole. L'Europe ne peut rien sans la France. Or l'Europe de l'Est, le Sud s'ouvre largement à nos hommes, à nos machines, à nos marchandises, à nos capitaux, mais toutes les routes qui y mènent passent par chez nous. L'intérêt français, une fois de plus, commande celui de l'Europe » (début 1953).

M. Neuwirth n'a pas signé le « manifeste » de M. Carignon. M. Lucien Neuwirth, sénateur RPR, président du conseil général du département de la Loire, a démenti, mardi 14 novembre, avoir signé le « manifeste » du courant VIE (Vitalités, Imaginations, Environnement), créé par M. Alain Carignon au sein du RPR.

Un débat sur le sort du communisme

### « Les questions, ce sera pour le prochain mardi ! »

Il s'est passé une chose étrange, mardi 14 novembre, dans la salle B du palais de la Mutualité à Paris : une soirée irréelle et inachevée. Sous la médiocre autorité de M. Françoise Lazard, membre du bureau politique du PCF et directrice de l'Institut de recherches marxistes (IRM) et sous le patronage politique de M. Roland Leroy, membre du bureau politique du même parti et directeur de l'Humanité, les dirigeants du Parti communiste s'étaient proposés d'ouvrir un débat sur un thème à la mode : « Mort du communisme ou deuxième révolution dans le socialisme ? » Il s'agissait bien sûr de la perestroïka en Union soviétique et plus largement des bouleversements qui agitent les pays de l'Est. Ce que M. Georges Marchais, secrétaire général du parti déjà cité, résume par « crise de développement » en opposition à la « crise du système » que subissent, selon lui, les pays capitalistes.

Pour l'occasion, deux invités de marque étaient présents : Claude Julien, directeur du Monde diplomatique, et Serge July, directeur de Libération. La salle bourrée de crânes d'auditeurs attentifs — il y avait plusieurs centaines de personnes — a fini par comprendre au fil des interventions des quatre orateurs que le débat se limiterait à la tribune sur laquelle MM. Julien et July, côté à côté, faisaient face à M. Lazard et à M. Leroy. Le débat, avec les nombreux communistes, anciens communistes, compagnons, sympathisants et curieux

n'était pas inscrit au programme. Les dirigeants communistes réussissaient ainsi à organiser un débat externe au parti, alors qu'un nombre non négligeable d'auditeurs réclamaient un débat interne qui manifestement brûle les lèvres des adhérents mais qui ne semble pas vraiment souhaité par leurs dirigeants.

#### Bilan globalement positif

Si une partie majoritaire de la salle s'est silencieusement saisie de cet état de fait, en revanche, quelques personnes ont fait part, en élevant la voix, de leur volonté d'intervenir, d'interroger et de se soulager. « Les questions et la parole à la salle, ce sera pour le prochain mardi », a lâché sans précaution M. Lazard devant la fronde naissante. Cette remarque irréelle en a fait partir quelques-uns qui ont rejoint ceux qui avaient déjà lâché prise devant la chaleur de la salle ou les interventions pontifiantes. Au bout du compte, la directrice de l'IRM a tiré la conclusion du débat à quatre dans le brouhaha de la retraite générale d'une assemblée qui paraissait frustrée.

M. Julien, qui, de son propre aveu, « fréquente peu les journalistes », a souligné avec gravité que M. Mikhaïl Gorbatchev était « la dernière chance de l'URSS », pays qui a souffert trop longtemps de « l'économisme ». M. July s'est

déclaré « souffié » par le rôle que le PCF prétend avoir joué dans la perestroïka, ce qui a fait dire en substance à M. Leroy que les prémisses étaient déjà dans le Défi démocratique, ouvrage écrit par M. Marchais en 1973, avec l'aide de M. Charles Fiterman.

Le directeur de l'Humanité a repris à son compte le « bilan globalement positif » des pays de l'Est réaffirmé par M. Marchais, dimanche 12 novembre, sur Europe 1, il a insisté sur la « révolution économique » en admettant « c'est vrai que les choses vont mal du point de vue de l'approvisionnement dans les villes », il a réaffirmé son « refus du modèle prétabli ou à copier » et son inébranlable croyance pour le rôle du parti « avant-garde politique ».

A son tour, le directeur de Libération lui a fait remarquer que, dans un an, à l'issue d'élections libres, « il est peu probable que le SED (PC est allemand) sera en position d'avant-garde ». Quant au PC soviétique, il est bien difficile d'affirmer aujourd'hui avec l'accélération des événements dans les pays satellites si « dans trois semaines ou dans trois mois, il sera toujours l'avant-garde du processus ».

Face aux remarques de MM. Julien et July, les deux dirigeants communistes ont souvent parié sur la défensive ou accroché à des certitudes devenues incertaines.

OLIVIER BIFFAUD



## POLITIQUE

Les projets du mouvement gaulliste

### M. Chirac va préciser la nouvelle doctrine sociale du RPR

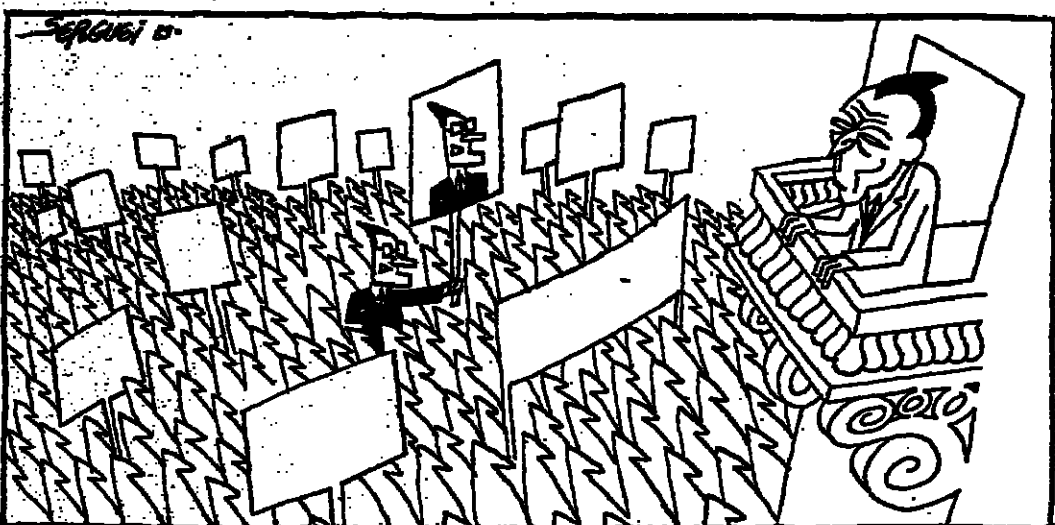
Le RPR cherche par tous les moyens à se distinguer de ses partenaires de l'opposition, centristes et surtout UDF, empêtrés dans leurs problèmes d'organisation, absorbés par la définition de leurs structures et encore dominés par leurs rivalités de personnalités. Le parti de M. Chirac veut convaincre qu'il a désormais totalement surmonté le malaise qui s'était répandu dans ses rangs et qui se serait terminé avec l'échec de la tentative d'autonomie des « rénovateurs ». Il va donc tenter d'apporter cette démonstration dans deux domaines : sa propre organisation et la préparation d'un projet en matière sociale.

Ainsi, le problème de la réforme des structures du mouvement gaulliste ne se pose plus depuis que ses statuts ont été modifiés le 20 juin dernier pour admettre la notion de pluralisme dans la désignation des instances. Dès lors, la reconnaissance des « courants » et la rivalité qui existe toujours entre diverses sensibilités au sein du mouvement sont présentes, non sans quelques tentatives, comme des signes de bonne santé démocratique et comme la preuve d'une vitalité interne retrouvée.

C'est pourquoi les avant-projets de motions qui seront adressés au secrétaire général avant le 17 novembre en vue du conseil national du 2 décembre, sont attendus sans appréhension. Aucune, en effet, ne remet en cause ouvertement les structures du mouvement, ni ne conteste l'autorité de ses dirigeants, et surtout pas celle de M. Chirac, qui pourra ainsi, sans risque, solliciter aux assemblées nationales du 11 février 1990 le renouvellement du mandat de président qu'il exerce depuis le 5 décembre 1976.

Toutes ces motions se présentent donc sous forme de contributions à la définition d'une ligne politique en proposant des solutions pour les problèmes du pays, en quelque sorte des projets de gouvernement. Certaines, chacune met l'accent sur un thème ou une sensibilité particulière. C'est le cas avec « Avenir et fidélité » de MM. Barot et Méziard, privilégiant l'identité du RPR et l'autorité de l'Etat. Il en va de même avec le courant « Vitalité, imagination, environnement » de M. Carignon, qui compte des « rénovateurs », et notamment M. Noir, parmi ses signataires (le Monde du 15 novembre).

M. Gabriel Kasperow, au nom de l'association Présence et action du gaullisme, a déposé un texte qui décrit « les nouveaux horizons » du



gaullisme pour que les références au père fondateur ne soient pas oubliées (1). M. Jacques Toubon, ancien secrétaire général, souhaite que le mouvement gaulliste anticipe les changements qui font inévitablement évoluer la société.

Les « rénovateurs » proches de M. Seguin préparent aussi un texte, et M. Girard également. On retrouve parfois les mêmes notions. D'autres, en revanche, passent de l'une à l'autre. Ainsi M. de Lipkowski a démenti avoir signé la contribution de M. Carignon, et il a officiellement apporté son soutien à celle de M. Kasperow, car, selon lui, la première « n'était pas assez sociale et ne parlait pas de participation ».

Certains de ces textes pourraient d'ailleurs se fonder entre eux, et d'ores et déjà des contacts sont pris entre les partisans de MM. Barot et Méziard et ceux de M. Kasperow. Quant aux « rénovateurs » proches de M. Seguin, ils sont attendus par ceux qui entourent M. Carignon. M. Jappé, secrétaire général du RPR, constate avec satisfaction que les idées foisonnent parmi les responsables du mouvement. Il retient de cette prolifération que les adhérents du RPR ne sont pas réfractaires à leur état actuel d'opposants ni obnubilés par les querelles d'ambition entre quelques leaders.

Le secrétaire général, qui présentera aussi une motion de la direction du parti, ne désespère donc pas d'aboutir à une synthèse car, pour le moment, rien dans les différents textes ne lui semble fondamentalement contradictoire avec ce qu'il pense lui-même. Toutefois, certains « courants » pourraient se compter afin d'être représentés en tant que tels au sein du conseil national, dont cent membres seront élus sur des listes par les délégués aux assemblées en février prochain.

Dans le même esprit, et pour souligner là aussi que le RPR, à la

différence de ses partenaires, s'intéresse en priorité aux problèmes de fond, le mouvement de M. Chirac organise, dimanche 19 novembre, au parc floral de Vincennes une « convention du monde du travail ». Ouverte par M. Juppé, cette réunion s'achèvera par un discours de M. Chirac qui devra esquisser la nouvelle doctrine sociale du RPR.

L'importance que le maire de Paris accorde à ce sujet sera confirmée par une interview qu'il accordera, la veille, à Libération. Déjà, le 16 novembre, à l'occasion d'un déplacement dans une ville à municipalité communiste, le Havre, l'ancien premier ministre aura lancé son offensive.

#### Pas de « miracle » de la méthode Rocard

Car, pour M. Chirac, l'actuel gouvernement n'a pas su résoudre les problèmes sociaux qui se posent au pays. Il affirme même que « la méthode Rocard tant vantée n'a réalisé aucun miracle » et qu'un contrat de travail s'est étendu et s'accroît notamment dans la fonction publique. Il en conclut que « les socialistes ont été incapables de gérer la sortie de la crise économique ». Or, cette sortie a été réussie, selon l'ancien premier ministre, grâce à la gestion qu'il a conduite à l'hôtel Matignon.

M. Chirac a, en effet, toujours soutenu que les fondements de l'assainissement économique qu'il avait alors posés ne pourraient se concrétiser en termes de bien-être sociaux que plus tard. Il reproche donc aujourd'hui aux socialistes non seulement de n'avoir pas pris son relais mais surtout d'avoir compromis les acquis de la période 1986-1988 et d'être, en conséquence, les seuls responsables de la détérioration du climat social.

M. Chirac va donc proposer une extension du principe de la « participation » en l'appliquant selon des techniques précises. Il demande

que soient développés les projets d'entreprises et que soient multipliés les cercles de qualité. Il souhaite également que la participation des salariés au capital des entreprises soit facilitée et que l'intéressement aux résultats soit étendu. Il veut donc généraliser les modalités dont il avait amorcé la mise en œuvre lorsqu'il était au gouvernement et que M. Balladur appelle le « libéralisme populaire ».

M. Chirac affirme que dans les secteurs où ces principes ont déjà été appliqués le climat social est maintenant et il cite en exemple les infirmières du secteur privé. Mais pour le président du RPR, ces réformes ne doivent pas seulement concerner le secteur privé. Elles peuvent et elles doivent s'étendre au secteur public.

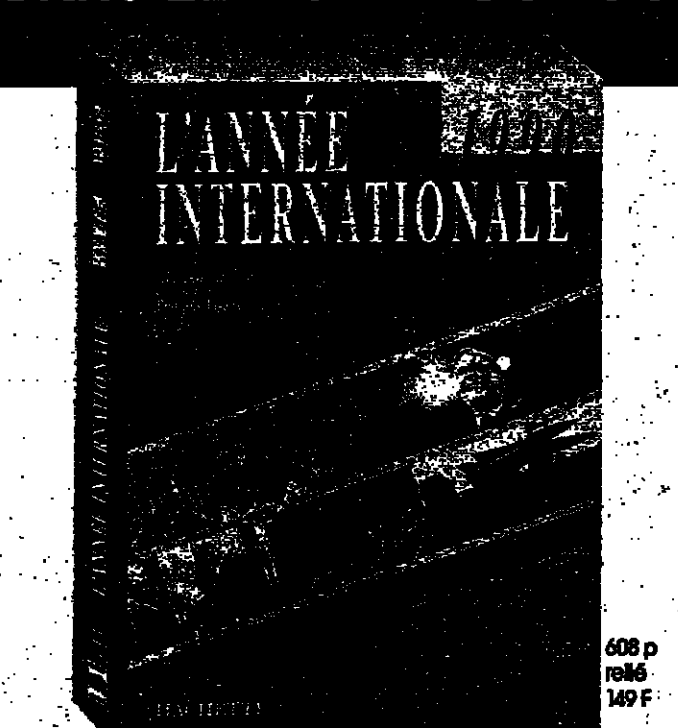
Les administrations d'Etat peuvent très bien intégrer des mécanismes techniques qui amélioreront la situation des fonctionnaires, non seulement en leur donnant des conditions de travail, mais aussi quant à leurs rémunérations. Cela peut être obtenu par le système des cercles de qualité et par la recherche de la rentabilité et se traduire par des formes particulières d'intéressement et d'amélioration des traitements.

En s'attaquant à ce secteur, M. Chirac veut d'abord montrer qu'il n'est pas à court d'idées afin de démentir le reproche qui lui est adressé depuis plusieurs mois en raison de ses silences.

ANDRÉ PASSERON

(1) Parmi les signataires de la motion « Nouveaux horizons » figurent huit députés : MM. Kasperow (Paris), D. Dubois (Oise), Jean-Louis Masson (Moselle), Claude-Gérard Marcar (Paris), Claude Labbé (Hauts-de-Seine), Jean de Lipkowski (Charente-Maritime), Didier Jullia (Seine-et-Marne) et M<sup>me</sup> Christine Papon (Val-de-Marne).

### L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90



Annuaire géopolitique mondial de la revue politique internationale HACHETTE

608 p.  
relé  
149 F

#### Le 72<sup>e</sup> congrès de l'Association des maires de France

### M. Joxe lance le débat sur le statut de l'élu

Pour les maires, les dossiers prioritaires sont la mise au point d'un statut de l'élu (69 %), une plus grande autonomie financière des collectivités territoriales (60 %) et une plus grande liberté en matière de gestion du personnel (53 %).

Ces indications sont tirées d'un sondage de la SOFRES pour le Quotidien du maire, réalisé entre les 7 et 9 novembre, par téléphone, auprès d'un échantillon national de quatre cents maires. La même enquête révèle que 60 % des maires pensent que la décentralisation n'est pas allée assez loin, et 62 % souhaitent que de nouvelles attributions soient transférées aux collectivités locales.

M. Pierre Joxe ne pouvait, dès lors, que satisfaire l'attente des quelque cinq mille participants au 72<sup>e</sup> congrès de l'Association des maires de France (AMF), qui s'est ouvert, mardi 14 novembre, à Paris, en présentant les grandes lignes d'un projet de loi sur le statut des élus locaux.

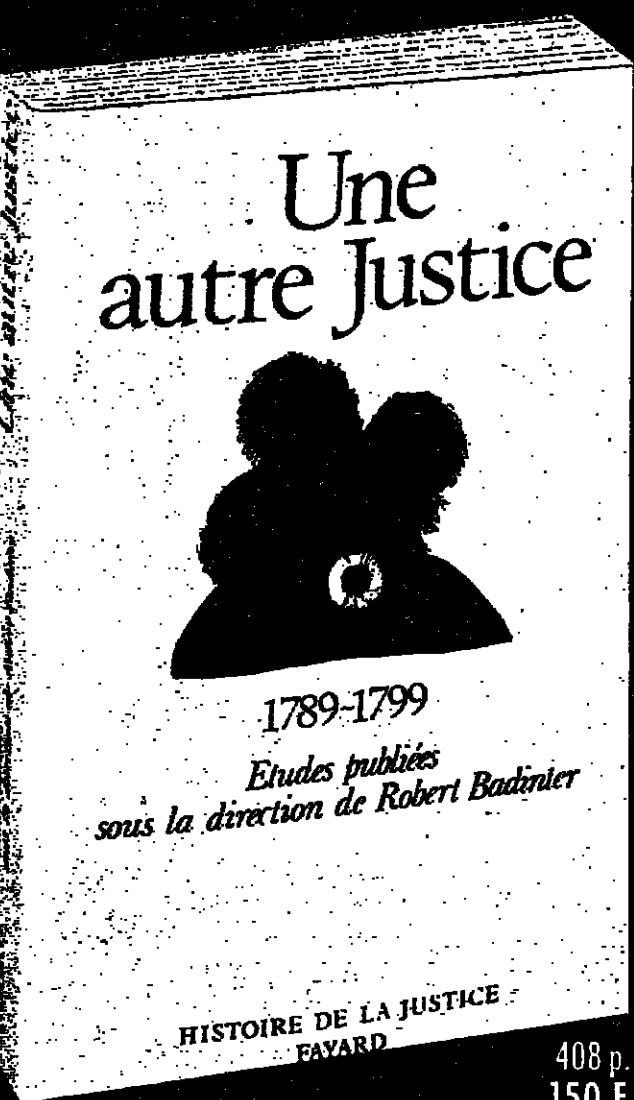
Le ministre de l'Intérieur souhaite soumettre ce texte « d'urgence démocratique » au Parlement lors de la prochaine session de printemps. Le projet, a-t-il précisé, ne sera rédigé qu'après réception des conclusions de la mission confiée à M. Marcel Debarge, sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, maire du Pré-Saint-Gervais et auteur d'un précédent rapport en janvier 1982.

Les principaux points devraient concerner les garanties à accorder aux élus dans l'exercice de leurs fonctions, qu'il s'agisse de l'extension des règles d'autorisation d'absence pour les salariés, de l'octroi d'un crédit d'heures forfaitaires et mensuel par les employeurs d'élus locaux ou d'assurances contre le licenciement ou le déassement professionnel.

Le nouveau statut devrait, en outre, permettre aux élus de bénéficier d'un droit à un congé formation. Troisièmement, il pourrait se traduire par la « remise à plat et une reconstruction du système de retraites des élus ». Enfin, la mise au point de ce statut s'accompagnerait d'une « rationalisation du régime des indemnités des élus ».

Le ministre de l'Intérieur a confirmé son intention de déposer prochainement au Parlement un projet de loi tendant à organiser la coopération intercommunale. En milieu rural, un nouveau type d'établissement public de coopération devrait voir le jour : les communautés de communes. Pour les grandes villes, le système actuel des communautés urbaines sera favorisé. Sur ce point, M. Joxe s'est défendu de toute « volonté jacobine » : en précisant que les nouvelles structures devront être le fait d'une « procédure volontaire » car, a-t-il observé, « toute structure obligatoire paraît vouée à l'échec », et les statuts « seront modulables et évolutifs ».

## Sous la direction de Robert Badinter



## Contributions à l'histoire de la justice sous la Révolution française

Ont collaboré à cet ouvrage :

J. Boedels, M. Boulet-Sautel, J.-D. Bredin, N. Castan, J. Commaille, H. Dantenwille, J.-L. Gazzaniga, J.-L. Halpérin, J. Hilaire, P. Lascoumes, A. Lebigre, J. Léonnet, R. Martinage, R. Martineau, F. Monnier, A. Moreau, P. Poncela, J.-P. Royer, B. Schnapper, G. Thuillier.

L'Histoire de la JUSTICE FAYARD

سكنا من الاصل

12 Le Monde • Jeudi 16 novembre 1989 ●●●

(63% du chiffre d'affaires à l'exportation).  
3 centres de production  
Bergerac, Sorgues et Toulouse.

SNPE Chimie.  
Passionnément Chimie.

**SNPE**  
*Passionnement,  
Chimie!*

*Chimie:*

**APRÈS AVOIR CONQUIS DANS LE MONDE  
QUELQUES PLACES DE LEADER,\*  
PERMETTEZ-NOUS DE VOUS PRÉSENTER  
NOTRE NOUVELLE CARTE DE VISITE.**





12. Le budget de la culture

13. La gestion de l'ancien maire d'Angoulême

14. La gestion de l'ancien maire d'Angoulême

24. Le budget de la jeunesse et des sports

Voie : la Course autour du monde

## Patrimoine : investir pour le passé

Les Rencontres d'Avignon ont souligné les difficultés du financement et esquissé des solutions

Vendredi 17 novembre, le Syndicat français des artistes interprètes appelle à manifester, rue de la Gaîté, devant le Théâtre Montparnasse-Gaston-Baty, menacé de destruction. À Avignon, un colloque réunissant des conservateurs, mais aussi des ethnologues, des architectes, des hommes politiques, des éditeurs, des gestionnaires et des mécènes vient de s'achever. Son thème était « Le patrimoine et l'argent ». Prochainement, M. Jack Lang, qui a décidé de protéger la piscine Molitor comme le Fouquet's, doit présenter un plan de rénovation qui concerne les musées de province. Pour fêter le cent cinquantième de l'invention de la photographie, le Musée d'Orsay met en valeur cent ans de patrimoine photographique. Le patrimoine, longtemps cantonné aux vieilles pierres, s'étend aujourd'hui à tous les domaines : jardins, usines, bateaux, photos et lieux de mémoire.

AVIGNON

de notre envoyé spécial

Les Rencontres internationales du patrimoine, qui, depuis cinq ans, ont lieu à Avignon, sont sans doute parmi les nombreuses réunions professionnelles de l'automne les plus directement tournées vers le public. Elles avaient pour thème, du 10 au 12 novembre, « Patrimoine et argent », un problème sans fin, et plus précisément sans fond, comme le tonneau des Danaïdes. Les Rencontres d'Avignon cherchent leur rentabilité intellectuelle et financière dans la confrontation des expériences ou des solutions apportées par des univers qui, à force de mal se connaître, finissent par s'ignorer. On y croise de plus en plus d'élus — ils sont, il est vrai, singulièrement concernés depuis la décentralisation — des architectes, des ethnologues, des éditeurs, des gestionnaires, des mécènes. Les thèmes s'articulent généralement dans le concret : les mémoires, dus aux hommes, du patrimoine (1985), ceux dus à la nature (1986), les problèmes et avantages de l'exploitation touristique (1987).

En 1988, en revanche, les organisateurs ont pu fêter le vingtième anniversaire d'un mois de mai iconoclaste, avaient sauté le pas et plongé dans le théorique : patrimoine et modernité. La pesanteur de l'architecture a cependant permis d'apporter des exemples bien matériels de ce qui peut ou ne devrait pas se faire en matière d'intervention contemporaine sur les monuments anciens. Le sujet était précautionneux. Car Avignon ne

bruit en effet, cette année, que des « malheurs » du Musée Calvet.

Avignon, décidément, a du mal à gérer son héritage. Faute d'une fortune suffisante pour gérer un patrimoine croissant ? Sans doute. Plus certainement parce que, depuis la création du Festival, la ville a acquis peu ou prou un rôle de capitale culturelle et qu'elle tend à y répondre avec des mécanismes provinciaux, fondés en partie sur l'opportunisme financier et l'imitation des modèles parisiens.

On l'a vu avec le lamentable quartier de l'Horloge, dans le plus pur esprit de ce que Paris aura produit de pire, par exemple, l'ensemble du Parc Royal dans le Marais.

Il existe, malgré tout, dans la cité des papes, une certaine retenue qui permet à Avignon d'échapper pour l'essentiel à l'archaïsme édilitaire de la ville comme Aix-en-Provence, où l'incompréhension du patrimoine le dispute à un urbanisme de façade, sans même l'excuse de l'architecture contemporaine. Ce en quoi une ville,

initialement plus mal lotie, comme Nîmes, entreprend d'exceller.

On le voit, derrière le jugement critique ou la réflexion théorique sur le patrimoine des villes — Avignon, Aix, Nîmes, et tant d'autres — il y a toujours la même question d'argent ; ou, pour être poli, d'équilibre entre les exigences du patrimoine et l'engagement des dépenses pour l'avenir.

En toute logique, au cours de ces cinquantes Rencontres, Avignon a servi à plusieurs reprises de cadre et

d'exemple. Mais cela, pour mieux s'ouvrir aux multiples aspects du patrimoine, dans son acception la plus internationale, la plus complexe. Les trustees anglais, la Caisse nationale des monuments historiques, ou encore le financement des grandes expositions nationales par le mécénat, sont des exemples connus, et qui obéissent à la logique simple du patrimoine d'État. Or on aura pu mesurer cette année comment les collectivités peuvent intervenir, non pour l'immédiate rentabilité, mais pour la qualité, l'exemplarité d'une action.

Ainsi la revue 303 consacrée aux pays de la Loire, dont les seuls abonnements sans l'aide de la région ne permettraient pas la rare perfection. On aura pu voir comment le prix Agha-Khan pour l'architecture parvient à défendre, par l'exemple, le patrimoine de l'architecture islamique. Ou encore, comment, à Courson, la renaissance d'un parc et son exploitation judicieuse permettent non seulement la survie d'un ensemble, mais de lui donner une nouvelle fonction, une nouvelle vie.

La première leçon de ces Rencontres d'Avignon aura été ce à quoi on pouvait s'attendre : les plus belles réussites sont là où l'intelligence de l'argent rencontre celle du savoir-faire. On comprend aussitôt que le corollaire d'un tel constat est l'exigence d'une morale ou, comme le veut le langage contemporain, d'une éthique. Le thème d'un prochain colloque ?

FRÉDÉRIC EDELMANN

### La restauration du musée Calvet

#### Une affaire mal engagée

C'est une affaire mal engagée que celle du musée Calvet. Comme tant et tant d'autres dans tant de villes de France, mais qui, localement, est en train de prendre un désagréable tour politique, au-delà d'une polémique par ailleurs justifiée. Le bâtiment, construit au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle abrite depuis 1833, la collection léguée par Esprit Calvet, au prénom si judicieux. Antiquités, sculptures, peintures, une collection assez riche pour avoir suscité la construction en 1894 d'une grande galerie à voûtes, typique des musées du siècle dernier. En 1986 le Conseil municipal a voté la rénovation du musée. Le musée Calvet fait donc actuellement l'objet d'une

rénovation complète qui n'épargne que les façades et une partie des salles classées. Celles-ci ont droit à une restauration trois étoiles, due à l'architecte en chef des monuments historiques locaux, M. Dominique Ronsavay (un des inspirateurs des rencontres). Ce qui n'est pas classé a été confié à l'impudence naturelle d'un architecte parisien, Philippe Dubois qui, à l'heure d'Orsay et du musée Picasso, a estimé très utilement qu'il fallait frapper fort dans le sens de la « modernité ».

Peut-être, s'il avait été présent aux rencontres de 1988, ou plus attentif à l'air du temps, il aurait compris que toutes les

audaces ne sont plus aussi bien supportées en 1989, que l'histoire des musées, leur patine, leur charme, font désormais partie du discours et de l'arsenal muséographiques. Sous réserve d'autres surprises, l'erreur, à l'origine, n'était donc que théorique. Mais la théorie de référence choisie impliquant une intervention radicale, sinon brutale, la réponse des milieux culturels avignonnais est, elle aussi, en toute logique, brutale.

Sauf coup de génie architectural, ou à moins d'une mise à plat intelligente des problèmes, le musée Calvet n'a pas fini de faire parler de lui.

F. E.

### Au Musée d'Orsay : 1839-1918

## La photo a changé notre façon de voir



Meyer et Pearson : « La comtesse de Castiglione en buste l'œil rehaussé d'un cadre » (vers 1894)

### Versailles

#### Jean-Pierre Babelon un nouveau patron

Versailles a désormais un responsable unique : Jean-Pierre Babelon, inspecteur général des Archives de France. Depuis un mois, il est à la tête du musée (le contenu du château), des bâtiments et des jardins. Son premier objectif est d'ordre administratif : trouver un adjoint pour pallier le sous-équipement de ses services. Il doit veiller ensuite à ce que ses nouvelles responsabilités n'amoindrisent pas la vie du musée.

« La politique d'acquisition entamée par mes prédécesseurs sera poursuivie, affirme Jean-Pierre Babelon. Nos feuillets sont à jour. Nous savons parfaitement où se trouvent les différents plans qui meublent le château. Certaines d'entre elles sont gelées, dans les musées. D'autres passent régulièrement en vente et nous comptons sur une action conjointe de l'Etat et du mécénat pour repeupler nos salles encore vides. » La rénovation des bâtiments doit bien sûr se poursuivre. Les trophées qui couronnaient l'aille nord retrouveront bientôt leurs places.

Sa troisième tâche est plus délicate. Il s'agit de rénover et d'uniformiser le parc. La végétation vieillit régulièrement. En 1780, la plupart des arbres furent abattus et replantés. L'opération fut répétée, cent ans plus tard, vers 1880. Aujourd'hui, Jean-Pierre Babelon est confronté à la même situation. Des saignées seront donc nécessaires. Il devra aussi rénover les bosquets dont la plupart sont dans un triste état et se préoccuper des sculptures, elles aussi menacées par l'âge. Le nouveau directeur s'appuiera sur l'ensemble de musées baroques de Versailles pour animer le parc. Il devra, enfin, veiller à la modernisation des accès du château : aménagement d'un parking, aménagement d'un parking, et d'un accès digne de ce nom.

Il devra surtout mettre un peu plus un programme de circuits variés pour que les trois millions et demi de visiteurs ne prennent pas tous, en même temps, le chemin de la galerie des Glaces.

EMMANUEL DE ROUX

La grande originalité de cette rétrospective, qui restitue l'évolution d'un art nouveau sur un siècle est de se consacrer tout entière à l'examen de ses potentialités sans aborder les rapports de compétition avec la peinture. Art moderne et révolutionnaire, la photographie diffère intrinsèquement de la vision humaine. A peine inventée, elle se tourne vers son avenir et développe une esthétique propre qui accompagne et modifie l'histoire des formes.

Apte à voir au-delà du visible, la photographie est un art solitaire au service de la nuit. Dans la chambre noire, elle mue le négatif en positif ; le jour devient nuit. Comme le montre l'atelier d'Hippolyte Bayard (vers 1845), un nu de Nègre (1848) ou l'étude d'un vieux chapeau par George Shaw (1852), la vision négative offre une image inversée du monde et révèle des formes spectrales surgies des ténébreux. De ce point de vue, une image est fondamentalement éclairante. Il s'agit d'*l'invention du Rhéon* (1856-1857) par Baldus,

paysage d'outre-tombe noyé par une lumière noire.

Le négatif, essence même de la matière photographique, n'est pas une étape chimique obligée. Il est aussi un objet esthétique en soi, repéré très tôt par de nombreux photographes et prolongé sous forme de « rayogramme », réalisé sans appareil, par les avant-gardes dans les années 30. Un des atouts de l'image fixe est d'avoir su tirer parti des incidents techniques, involontaires ou provoqués. Ainsi, du panoramique de la *Pointe des Foulaines* (Quiberon), allégorie optique de la rondeur de la Terre. De la *Découverte du cadavre de la dame Bertrand* (5 juin 1898), perversion policière de la perspective au grand-angulaire. Ou encore cette composition spiritualiste du tourmenté O.G. Rejlander, *Temps difficile* (1860), surimpression du monde réel et du monde rêvé, selon un procédé largement exploité ensuite par les surréalistes.

A côté d'opérateurs connus, « l'invention d'un regard » fait la

part belle aux amateurs, inconnus et anonymes, qui, par les anachronismes et les dérives optiques, ont célébré malgré eux l'inconscient de la vue. C'est le cas de ces badauds partis en fumée que surprend Collard devant l'Hôtel de Ville de Paris, incendié en 1871. Ou de cette contre-plongée vertigineuse du *Paix de Paris* (Loz), 1889, qui apparaît ce puits de lumière à un globe oculaire vu du crâne.

Le point de vue, le cadrage, le choix du motif et, bien sûr, la lumière qui crée, architecture, personnalise, sont autant de moyens qui ont aidé l'homme à appréhender le monde. De Zola à Bonnard et Degas, prestigieux amateurs, ou Lartigue fixant à Rouzat le saut d'un chat, les photographes ont déployé des ressources inépuisables pour enfin fixer sur une image statique cette réalité éphémère qu'est le mouvement. Décomposant scientifiquement le mirage de l'instantanéité, et par là même le temps, et la durée, Marey et Muybridge ont produit tous deux une iconographie poétique, d'une modernité rare. Par sa rythmique synchrone, presque abstraite, elle prévient l'art cinématique et le futurisme figuré par le *Violoncelle* (1913), de Bragaglia où le mouvement n'est plus qu'une trace floue, un tourbillon évanouissant de lignes inconcevables.

Les photographes sont des oculistes qui ont changé notre regard, et leur réussite est d'autant plus saisissante qu'ils ont investi, avec une homogénéité sans faille, chaque branche de l'activité humaine. Qu'il s'agisse d'un trivial urinoir, des épaules de Paris ou d'un lion en cage, ces virtuoses du détail ont authentifié des pans inaperçus de la réalité visible. Par eux furent données la certitude de la présence et celle du passé, à l'exemple de ce portrait inouï, visiblement posé, du président Lincoln et de celui du général MacClellan à la bataille d'Antietam (1862). Confiant au reportage historique ou social le soin de documenter les événements (guerre, catastrophes naturelles) et de faire découvrir des lieux alors inaccessibles (asile, hôpital, prison), la photographie scientifique ou médicale reprend l'archivage des accidents et des aberrations de la nature humaine, jusqu'à confier au dessin et à la gravure.

« L'artiste est le seul savant vrai », disait Man Ray. La photographie, trop souvent décrite comme une simple technique de reproduction, est un fabuleux moyen d'accès à l'insaisissable. De l'infiniment grand à l'infiniment petit, du microscope au télescope, l'expérimentation scientifique ou technologique cagende une plasti-

ciété propre. Elle bascule dans la troisième dimension sous la lunette d'Auguste Adolph Bertsch, constructeur optique, épique de pout, de mouches et de cristallins, qui dès 1856 enregistre une éclipse de la Lune.

Cette exposition vante les prodiges d'un art en quête de son autonomie. Passionnante, formidablement pensée, elle consacre l'hégémonie du document sur l'œuvre déclarée artistique. Même si elle adopte un point de vue radicalement différent, elle est un complément idéal de l'exposition de Beaubourg (*Le Monde* du 4 novembre), qui fait du huitième art « un enfant légitime de la tradition picturale ». « L'invention d'un

regard » est une des expositions photographiques les plus importantes de ces dix dernières années. Son seul défaut est d'être présentée dans des lieux un peu froids, que le public en venant nombreux devrait réchauffer de sa présence.

PATRICK ROEGERS

► « L'invention d'un regard » (1839-1918), cent cinquante ans de la photographie, 280 photos provenant de grandes collections publiques, françaises et étrangères, sous la direction de François Halbrun, Philippe Néagu et Bernard Marbot. Musée d'Orsay, quai Anatole-France, jusqu'au 31 décembre. Catalogue : 271 p., 280 F.

VO GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT OPÉRA - GAUMONT LES HALLES  
GAUMONT PARNASSE - GAUMONT ALÉRIA - 14 JUILLET ODÉON  
LA BASTILLE - VF GAUMONT CONVENTION - LE BRETAGNE

PETER GREENAWAY

Le Cuisinier

Le Voleur

sa femme

et son oncle

AVEC RICHARD BOHNER, MICHAEL GAMBON, HELEN MIRREN, SALAN HOWARD

## COMMUNICATION

250 000 foyers abonnés à travers la France

## Les réseaux câblés privés progressent plus rapidement que ceux de France Telecom

Les abonnements au câble semblent, depuis quelques mois, s'accroître. Mais les réseaux construits par l'Etat dans le cadre du plan-câble de 1982 ont moins de succès que les réseaux privés, plus souples commercialement. Un développement à deux vitesses qui suscite les critiques des opérateurs et des élus locaux.

Décrié, coûteux, en retard, le câble n'en creuse pas moins son trou en France. Par le simple effet de l'inertie et de l'accroissement massif des prises installées, la lourde machine du plan-câble commence à porter quelques fruits. Ainsi, à Paris, les responsables de la Lyonnaise des eaux notent que le rythme des abonnements est passé, en un an, de trois cents à mille par semaine.

Pour la Lyonnaise des eaux, dont la moitié des abonnés sont à Paris, ce « frémissement » est encourageant et permet d'envisager la rentabilité pour 1995. Communication Développement (filiale de la Caisse des dépôts) et la Générale des eaux, les deux principaux opérateurs français, notent aussi une accélération des abonnements, en particulier sur les réseaux qu'ils

construisent eux-mêmes. Le phénomène n'a pourtant rien de miraculeux. Au plan national, si l'on en croit les chiffres de la lettre spécialisée *Télécoop* et ceux de l'Association des villes câblées (voir tableau), seuls deux cent cinquante mille foyers français s'initient aux joies du « zapping » sur quinze à vingt-cinq chaînes et découvrent les programmes thématiques préparés par les opérateurs. Et, surtout, la lecture de ces chiffres montre clairement l'apparition d'un câble à deux vitesses.

D'un côté, les nouveaux réseaux privés, autorisés depuis 1986. Construits et gérés par la même société, ils affichent partout des taux d'abonnement supérieurs à 20%. De l'autre côté, la cinquantaine de réseaux du plan-câble, construits par France Telecom et gérés par un opérateur privé. Leur taux moyen d'abonnement vient tout juste d'atteindre 10%.

Pourquoi cette différence ? La divergence des intérêts entre opérateur et constructeur du réseau, organisée par le plan-câble, est en cause. Elle est source de lourdeur commerciale, de manque d'adaptation du terrain, de rigidité tarifaire, autant de handicap à la réussite. Dans la plupart des réseaux du

plan-câble, le tarif d'abonnement reste dissuasif parce que, disent les opérateurs, la redevance versée à France Telecom pour chaque abonné interdit de tirer les prix vers le bas. Et les efforts pour sortir de ce schéma rigide sont laborieux, même s'ils commencent à donner des résultats. Il aura ainsi fallu plus d'un an à Communication Développement pour obtenir, à Rennes, une révision des conventions avec France Telecom, et pouvoir ainsi proposer différentes formules d'abonnement, dont les prix s'étagent de 69 F à 148 F par mois.

Toutes ces difficultés incitent aujourd'hui certains à hausser le ton. Une note interne de la Générale des eaux, dont la direction refuse d'endosser la responsabilité, suggère de « repenser complètement et très rapidement les dispositions du plan-câble ».

En face, le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace ne veut pas dévier de la ligne pragmatique adoptée à l'automne 1988. Cette politique des « petits pas », des avancées partielles, tant pour le câblage des logements collectifs que pour l'augmentation du nombre de canaux disponibles, commence à porter ses fruits, pense-t-on avenue de Ségur. Même si les opérateurs se plaignent de la lenteur avec laquelle ces instructions sont mises en œuvre sur le terrain, ils ne semblent pas prêts à ouvrir les hostilités tous azimuts.

Critiquée par la Cour des comptes, chargée de tous les maux alors qu'elle investit quelque 25 milliards de francs sans grand espoir de rentabilité, l'administration plaide la bonne volonté. Mais la bonne volonté ne sera peut-être pas suffisante, si l'écart continue de se creuser entre deux types de réseaux. Ce développement inégal risque en effet de mécontenter les élus locaux, premiers concernés par le succès ou l'échec du câble.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

## Quand Canal J et TV Sport rivalisent avec les chaînes nationales

Faute d'abonnés, l'audience du câble est encore insignifiante à l'échelle de la France. A côté des six chaînes hertziennes nationales, les « autres télévisions » ne représentent que 1,7% des parts d'audience dans les sondages de l'institut Médiamétrie. Mais la situation pourrait évoluer rapidement...

Aux Etats-Unis, où le câble touche 54% des foyers, les programmes du câble captent déjà 22% de l'audience totale (dont 7% pour les chaînes payantes). Les grands réseaux, dont l'audience rétrécit d'année en année (de 81% à 66% du marché, aux heures de grande écoute, entre 1976 et 1988), ne peuvent plus ignorer la menace sur leurs recettes : les revenus publicitaires du câble approchent les 2 milliards de dollars...

En France, aucune étude générale ne permet encore de savoir précisément quelle est l'audience réelle des chaînes câblées spécifiques. Cette lacune commencera à être comblée en 1990, Médiamétrie réfléchissant avec les opérateurs aux méthodologies adéquates de mesure. Mais d'ores et déjà, des sondages partiels et mesurés dans les réseaux de la technologie le permettent : ils indiquent que l'abonné au câble regarde moins les grandes chaînes nationales.

Ainsi, sur le réseau de Saint-André, dans le Nord, les programmes du câble ont une part de marché oscillant entre 20% et 40%. Même entre 19 heures et 22 heures, quand la concurrence des chaînes nationales est la plus vive,

cette part atteignait 23,6% pendant la dernière semaine de septembre. Il est vrai que RTL, chaîne généraliste, est responsable de plus du quart de cette audience. Mais les chaînes thématiques, Canal J (pour les enfants) en tête, puis TV Sport et la SEPT culturelle, et enfin Planète (documentaires) et MTV (musique) font aussi des scores corrects. C'est notamment le cas le mercredi, qui apparaît comme « la soirée du câble », faute de concurrence des films sur les télévisions généralistes.

Ces chaînes thématiques réalisent leurs meilleurs scores à d'autres horaires, plus adaptés à leurs publics spécifiques. Canal J dépasse ainsi FR 3 entre 10 heures et 18 h 30, avec plus de 5% du marché. Et la chaîne des enfants fait même un tabac le samedi, en prenant à 12 h 30, avec 13% du marché, la deuxième place derrière TF 1. Un score remarquable puisque, par définition, la chaîne ne s'adresse qu'à environ 40% des foyers, ceux où résident des enfants de moins de treize ans.

Même s'ils ne peuvent être étendus à l'ensemble du pays, ces chiffres corroborent les sondages réalisés sur d'autres réseaux, montrant que les chaînes câblées, encore adolescentes, captent déjà entre 15% et 30% des audiences. Elles sont loin d'en tirer des revenus publicitaires conséquents. Mais en se multipliant, en musclant leurs programmes et en élargissant leurs bases d'audience au rythme du câblage, ces chaînes câblées seront bientôt une menace réelle pour les chaînes généralistes.

M. C. I.

Opposé à la présence de M. Robert Hersant

## Le directeur du « Soir » de Bruxelles a présenté sa démission

BRUXELLES

de notre correspondant

M. Yvon Toussaint, directeur-rédacteur en chef du premier quotidien francophone belge, *Le Soir*, a annoncé, mardi 14 novembre, sa démission. Opposé depuis toujours à la présence de M. Robert Hersant dans le capital de la société Roscel, éditrice du *Soir*, M. Toussaint avait vivement critiqué l'accord intervenu le 26 octobre entre les dirigeants du groupe et les représentants du magnat de la presse française.

Aux termes de cet accord, M. Hersant, qui acceptait de ne plus siéger personnellement au conseil d'administration de Roscel, avait aussi admis une très légère diminution (de 42 à 40%) de sa participation au capital de Roscel, participation qui avait été confirmée par un jugement du tribunal de commerce de Bruxelles.

M. Toussaint souhaitait, pour sa part, que le groupe Roscel épuise d'abord toutes les possibilités juridiques pour tenter d'empêcher le patron de presse français d'accroître son influence dans le groupe belge.

La société des journalistes du *Soir*, également hostile à la présence de M. Hersant, a exigé, quant à elle, la signature d'une convention garantissant l'indépendance et l'image du journal, et souhaitait que cette convention soit mise au point avant la désignation du successeur de M. Toussaint, faute de quoi une grève pourrait être envisagée.

J.-A. F.

## Les performances des réseaux

	Prises raccordées	Abonnés	Pénétration (abonnés/prises)
Anciens réseaux privés (avant 1982)	126 606	76 631	61 %
Réseaux du Plan Câble (1982-1986)	1 299 359	129 977	10 %
Réseaux privés (depuis 1986)	203 558	46 821	24 %
TOTAL .....	1 629 523	255 675	16 %

Source : Télécoop-Avica. Fin septembre 1989, sur 62 réseaux.

## UNE LOI

3 juillet 1985

## DES DROITS

rémunération pour copie privée et rémunération équitable (communication au public de phonogramme du commerce)

## DES ARTISTES - INTERPRETES

chefs d'orchestre, musiciens, danseurs, chanteurs, comédiens...

## 2 SOCIETES POUR DEFENDRE ET GERER LEURS DROITS

43, rue de Douai



SPEDIDAM

les droits de l'interprète

75009 Paris

La SPEDIDAM, Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes Interprètes de la Musique et de la Danse, représente les artistes interprètes dont le nom n'est pas mentionné sur l'étiquette des phonogrammes ou au générique des films et vidéogrammes.

12, rue de Berri



ADAMI

75008 Paris

L'ADAMI, Société pour l'Administration des Droits des Artistes et Musiciens Interprètes, représente les artistes interprètes dont le nom est mentionné sur l'étiquette des phonogrammes ou au générique des films et vidéogrammes.

Elles contrôlent les utilisations du travail enregistré des artistes interprètes. Elles perçoivent, gèrent et répartissent les rémunérations versées pour ces utilisations ; elles agissent et négocient pour que ces nouveaux droits soient respectés. Artistes interprètes, faites-vous connaître ! N'hésitez pas à adhérer à l'une ou à l'autre de ces deux sociétés.

La SPEDIDAM et l'ADAMI seront au MARS 90 (stand A1 et B2)

conception : CENTRALES DES ARTS DE LA SCÈNE



## JUSTICE

Aux assises de Paris

## Des « semi-preuves » contre Serge Livrozet

M. Georges-Antoine Chrestel, conseil de la Banque de France, est catégorique : l'écrivain Serge Livrozet, fondateur du Comité d'action des prisonniers, « est intimement lié » à l'affaire de contrefaçon de billets de banque pour laquelle il comparait depuis le 13 novembre devant la cour d'assises de Paris (le Monde du 15 novembre).

Victime des faux-monnayeurs, la Banque de France est bien évidemment partie civile dans ce procès où deux de ses associés, Bernard Chabron et Pierre Ciron, ne contestent pas avoir fabriqué près de 70 millions de faux billets de 100 francs. Mais dans sa plaidoirie, M. Chrestel s'est aussi présenté comme le défenseur de chaque détenteur de billets de banque susceptible de se voir refuser une fausse coupure qui ne lui sera pas remboursée et pour laquelle il vaudrait « quelques tracas » avant que sa bonne foi soit reconnue. Aussi

l'avocat s'est-il montré peu sensible aux arguments de Serge Livrozet, qui s'affirme innocent. Les débats du mardi 14 novembre n'ont pas véritablement permis de lever le doute. La seule preuve matérielle contre Livrozet est constituée par ses empreintes digitales découvertes sur des films nécessaires à la préparation du travail d'impression. A cela, l'écrivain fournit une explication : un jour, Chabron lui a montré les films. « Je les ai pris en main, je les ai regardés, et quand j'ai vu ce que c'était, j'ai explosé. Pas de ça ici ! Ça a été un refus formel, net et précis. » Selon sa version, Chabron aurait donc attendu qu'il parte en vacances pour faire des faux billets.

« Face nord, face sud »

Les écoutes téléphoniques de la ligne de l'imprimerie ne sont pas plus convaincantes. On peut seulement se demander pourquoi Livrozet appelait si souvent

l'imprimerie pour tenir des propos essentiellement météorologiques avec Ciron, « l'homme à tout faire ». Une seule phrase peut donner lieu à diverses interprétations. C'est lorsque Ciron dit à Livrozet : « On a franchi la face nord par temps très dur, mais c'est satisfaisant (...). La face sud, ça va être autre chose. A mon avis, c'est raté, on s'y est trop mal pris. » Cette phrase apparemment codée n'étonne pas Ciron, qui ne conteste pas qu'il s'agit vraisemblablement du recto et du verso d'un document en cours d'impression. Mais certainement pas d'un billet de banque, car Chabron lui avait recommandé : « Tu racontes tout ce que tu veux à Livrozet, mais tu ne lui dis pas ce que tu es en train de faire ».

Les jurés n'auront pas plus d'éclaircissements sur l'identité des commanditaires. Les policiers ont saisi les faux billets dans l'imprimerie. Aussi, lorsque M. Thierry Fagart s'étonne que l'on n'ait pas employé la technique du « double passage accompagné » utilisée dans les trafics de

drogue et qui consiste à suivre les livraisons pour remonter la filière, les policiers de l'office central de la répression du faux monnayage lui répondent sèchement : « Chez nous, on privilégie la marchandise par rapport aux hommes. » Les trafiquants de fausse monnaie ne sont pourtant pas moins dangereux que ceux de la drogue, car Chabron, interrogé sur ses commanditaires, répond seulement : « Je ne veux pas et je ne peux pas. C'est trop grave. J'ai une famille. J'ai des enfants... »

Le seul doute concerne donc Livrozet qui ne se pardonne pas de ne pas avoir discuté avec Chabron pour l'aider à se sortir d'une situation difficile. A l'entendre, il aurait péché par « semi-confiance », et l'impression des faux billets se serait faite à sa « semi-insu ». Est-ce cette situation ambiguë qui a conduit le président Maurice Colomb à prévoir une question supplémentaire posée aux jurés relative à la complicité ?

MAURICE PEYROT

La double instruction, à Lyon et à Paris

## Affaire Touvier : la Cour de cassation devra choisir

La chambre criminelle de la Cour de cassation devrait être prochainement saisie pour décider qui, de Paris ou de Lyon, instruirait le dossier de Paul Touvier, ancien chef de la Milice. Le procureur général de Paris va, en effet, très rapidement signaler au procureur général près de la Cour de cassation la situation juridique assurément complexe créée, depuis le 27 octobre, par l'existence de deux instructions dans l'affaire Touvier (le Monde du 14 novembre).

Il appartiendra dès lors au procureur général près la Cour de cassation de saisir la chambre criminelle « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ». On indique de source judiciaire que la chambre criminelle pourrait trancher au début du mois de décembre. L'irritation des milieux judiciaires devant la confusion engendrée par la « concurrence » des deux instructions se dissiperait alors.

La décision de la Cour de cassation est d'autant plus attendue que M. Jean-Pierre Getti instruit le dossier à Paris depuis de longs mois — il a dirigé l'enquête conduisant à l'arrestation en mai dernier de Paul

Touvier — et que M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, devrait à son tour inculper l'ancien chef du service de renseignement de la Milice à Lyon d'ici « quelques jours ». La prolongation de cet état de fait pourrait assez rapidement entraîner des problèmes d'intendance.

Paul Touvier restera-t-il détenu à l'hôpital des prisons de Fresnes à Paris ou sera-t-il transféré à Lyon ? L'administration pénitentiaire aura-t-elle le temps de lui aménager une cellule isolée comme celle où se trouve Klaus Barbie ?

D'autre part, M. Marie-France Garraud, ancien conseiller du président Georges Pompidou à l'Elysée, invité le 14 novembre de « Radio Communauté » (94,8 MHz), a déclaré à propos de la grâce signée par le président de la République en novembre 1971 : « Je n'ai pas du tout été au courant de l'affaire. Je l'ai connue par la presse quelques mois après. On ne m'en a pas parlé. J'ai le sentiment d'ailleurs que ce n'était pas tout à fait innocent. Je pense qu'on n'a pas voulu m'en parler. » M. Garraud, conseiller politique, suivait aussi les dossiers judiciaires sensibles.

Les « anomalies » dans la gestion de l'ancien maire d'Angoulême

## La fédération socialiste de Charente désavoue M. Jean-Michel Boucheron

Après la défaite de M. Jean-Michel Boucheron, maire socialiste sortant d'Angoulême, lors des élections municipales du 12 mars, le nouveau maire, M. Georges Chavanes (CDS), demande un audit financier sur la gestion de son prédécesseur. Cet audit fit apparaître un déficit de 35 millions de francs dans le budget apparemment en équilibre. A son tour, la chambre régionale des comptes, saisie par le préfet, estima ce déficit à 47 millions et décela des anomalies telles qu'elle saisit directement le parquet. Aujourd'hui, la fédération PS de Charente désavoue M. Boucheron.

Angoulême

de notre correspondant

Angoulême a beaucoup rêvé entre 1977 et 1989, du temps où M. Jean-Michel Boucheron en était le maire : Selon international de la bande dessinée, concentration de voitures de collection, installation de demeure du Centre national de la bande dessinée, etc. Parallèlement, la carrière politique du maire s'envolait. Député à trente-deux ans, secrétaire d'Etat dans le pre-

mier gouvernement Rocard, le temps de la campagne législative de juin 1988, il paraissait appelé à de hautes destinées.

La défaite de M. Boucheron, toujours député, devant M. Georges Chavanes (CDS) aux élections municipales a permis de découvrir l'envers du décor. Un sursaut que le président d'une association de citoyens, M. Marcel Dominié, d'Angoulême depuis plusieurs années a dénoncé à coups de photocopies largement diffusées.

« Contrôle technique »

Dès son élection, M. Chavanes ordonna un audit financier, qui fit apparaître un déficit de 35 millions de francs sur un budget primitif de 600 votés en équilibre apparent. Les socialistes critiquent à la manœuvre, mais la chambre régionale des comptes, saisie par le préfet, estima, elle, le déficit à 47 millions.

Et, surtout, la chambre trouva des anomalies telles qu'elle saisit directement le parquet d'Angoulême. Des anomalies susceptibles de constituer le délit d'infraction ou de corruption. Ces anomalies sont, par exemple, l'appel systématique à un bureau d'études bordelais qui a la même adresse et les mêmes dirigeants qu'une société financière... qui a versé à M. Boucheron un salaire mensuel de 35 000 francs pendant trois mois, avant l'ancien maire. En réalité, pendant neuf. Et autres bizarreries.

Des exemples ? Sans être officiellement mandaté par la municipalité, un ami de l'ancien maire a obtenu du vendeur une commission dans la vente de courts de tennis à la ville. Et cet ami est gérant de fait d'une société qui a signé sept chèques pour un montant de 140 000 francs transférant par le compte personnel du maire. On en fut encore la société d'économie mixte de l'eau qui, dès sa mise en place, s'empressa de sous-affermier la production d'eau potable à la Compagnie générale des eaux sans l'autorisation du conseil municipal, mais avec des commissions importantes au même bureau d'études bordelais pour « contrôle technique ».

Bref, on a le sentiment d'être en face d'un ensemble de sociétés-écrans, avec les mêmes dirigeants. Ces sociétés furent largement rémunérées pour des prestations dont on saisi mal la raison d'être, et parfois même la réalité.

M. Jean-Michel Boucheron plaide, aujourd'hui, à demi coupable : il fallait bien financer les campagnes électorales, dit-il. M. Jérôme Lambert, député PS de Charente (et petit-neveu de M. Mitterrand), a contredit cette affirmation : en sa qualité de délégué général aux fédérations Rue de Solferino, il affirme que le PS n'a rien reçu. Les bureaux d'études auxquels faisait appel le maire d'Angoulême n'ont rien à voir avec les circuits de financement quasi officiels du PS.

L'ancien maire d'Angoulême devait alors multiplier les déclarations, se contredire, recouvrer la mémoire ou la perdre, au fil des découvertes des journalistes de la presse régionale. Lundi soir 13 novembre, le bureau de la fédération s'est réuni longuement pour « débattre de la situation créée par l'absence de transparence » dans les explications de M. Boucheron, selon un communiqué. Et les socialistes avouent leur « trouble » devant la publication de dossiers « qui tendraient à démontrer que le paiement des campagnes électorales ne peut justifier à lui seul l'utilisation des sommes mises en cause », poursuit le même communiqué. Pour la quasi-totalité des élus fédéraux, il s'agit réellement d'une découverte. Pour eux, M. Boucheron a menti.

S'agissant d'un élu national, d'un ancien secrétaire d'Etat, le bureau fédéral a demandé à rencontrer M. Daniel Vaillant, secrétaire national aux fédérations, rencontré qui était prévu mercredi 15 novembre. Mais déjà la fédération de Charente a annoncé qu'elle prendra une décision dans quelques jours, et qu'elle demandera à M. Boucheron de s'y conformer. On voit mal quelle pourrait être cette décision, sinon de lui demander de démissionner de son mandat de député.

JEAN-PIERRE DUFRENE

## FAITS DIVERS

A Marseille

## La police aurait identifié les responsables de l'assassinat du propriétaire d'une clinique

L'auteur présumé du meurtre, le 18 mai 1988 (le Monde du 20 mai 1988), du propriétaire de la polyclinique Nord de Marseille, Léonce Moutte, assassiné d'un coup de fusil de chasse au sortir de son établissement, et les commanditaires présumés de ce meurtre ou leurs complices, une dizaine de personnes au total, ont été placés, mardi 14 novembre, en garde à vue à Marseille. Cette série d'interpellations, sur laquelle la police judiciaire garde la plus grande discrétion, intervient après dix-huit mois d'enquête dans les milieux des cliniques marseillaises.

Le 18 mai 1988, vers 17 h 30, Léonce Moutte, soixante-douze ans, propriétaire de la polyclinique Nord de Marseille, située dans le quartier Sainte-Marthe dans le quatrième arrondissement, avait été abattu, au fusil de chasse, par le passager d'un véhicule qui avait bloqué volontairement la Mercedes de la victime. Cet assassinat, plus typique du milieu que des milieux médicaux, orientait les enquêteurs sur la thèse d'un meurtre commandité et commis par des tueurs à gages.

A plusieurs reprises, la polyclinique Nord avait été au centre

d'affaires judiciaires mineures, ne pouvant évidemment expliquer cet assassinat. Deux ans avant le meurtre de Léonce Moutte deux graves accidents post opératoires s'y étaient produits ainsi que plusieurs autres affaires douteuses y compris l'implication dans un trafic de fausses ordonnances d'un des médecins ayant exercé dans cette polyclinique.

Sans qu'aucun lien ne puisse être établi avec ces affaires, les enquêteurs de la PJ, après des mois d'une enquête extrêmement serrée et discrète, ont réussi à identifier le meurtrier présumé de Léonce Moutte, un petit mafieux local, et surtout, les commanditaires présumés parmi lesquels se trouveraient le directeur de quelques cliniques privées marseillaises et plusieurs de ses collaborateurs.

Toutes ces personnes dont les identités n'ont évidemment pas été révélées, sont placées, depuis mardi 14 novembre, en garde à vue à l'hôtel de police de Marseille et entendues par les enquêteurs. On se borne à indiquer, de source policière, que, au terme de ces gardes à vue, plusieurs inculpations pourraient intervenir dans les prochains jours.

Après l'incendie de la chambre d'agriculture d'Ajaccio

M. Pierre Joxe : « Une erreur et un crime »

Après l'incendie criminel de la chambre régionale d'agriculture de Corse du Sud, lundi 13 novembre (le Monde du 15 novembre), le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a condamné ce nouveau recours à la violence. « Cette violence est à la fois une erreur et aussi un crime. Les attentats à l'explosif, mais aussi bien l'agression contre un haut fonctionnaire, le directeur départemental de l'agriculture, déshonorent ceux qui s'y livrent. » Avant l'incendie, les locaux de la chambre régionale avaient en effet été occupés par des militants nationalistes du Syndicat corse de l'agriculture (SCA), qui auraient quelque peu malmené le directeur, M. Lucien Tirrolo.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), quant à elle, « condamne énergiquement l'attentat. S'étendant de « l'apparente passivité des forces de l'ordre », la FNSEA estime par ailleurs que « cet acte d'agression démontre que la politique agricole ne peut être définie et mise en œuvre qu'avec des organisations responsables ».

## Deux femmes handicapées après des opérations doivent rembourser les indemnités reçues

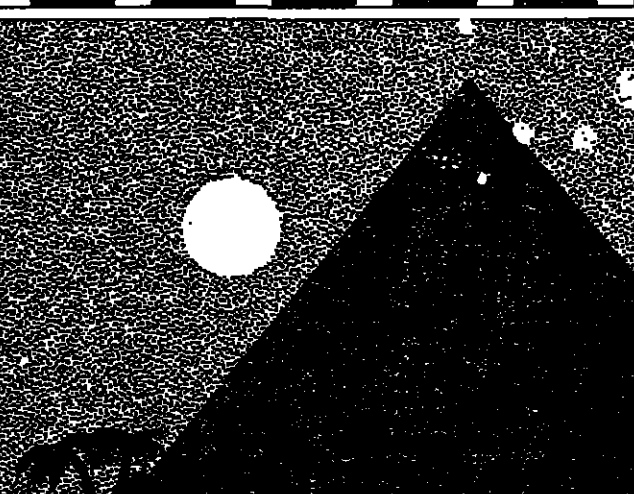
## Préjudices définitifs, réparations précaires

Madeline: Graildo doit rembourser au centre hospitalier régional de Lille (Nord) une somme de 650 000 francs avant le 9 décembre. A moitié paralysée à la suite de l'opération d'une sciatique, en 1980, elle s'était adressée au tribunal administratif de Lille en 1984 avant d'obtenir, dans une plaidoirie, une indemnité immédiatement exécutoire de 500 000 francs. « Cette somme était une juste réparation du préjudice subi, explique son avocat, M. Daniel Bernard-Fuech. Mme Graildo, qui a cinquante-sept ans, est sortie de l'hôpital paralysée d'un côté. » Le tribunal administratif, qui constatait « une infirmité grave » liée à une « opération banale », décelait alors « une présomption de faute ».

Mais le centre hospitalier introduisait un recours en Conseil d'Etat et obtenait, le 10 mai dernier, l'annulation du jugement lillois. Madeline Graildo doit donc aujourd'hui rembourser les 500 000 francs accablés en 1984... accompagnés de 150 000 francs d'intérêts. « Ma cliente est incapable de retrouver une somme pareille, explique M. Bernard-Fuech. Elle vit avec son mari,

qui est retraité, dans une petite maison louée à Comines, et elle ne possède que quelques meubles. » Les huissiers viendront sans doute à la fin du mois de novembre. La vente des biens de Mme Graildo est prévue pour le 9 décembre.

Opérée d'un méniéque à l'hôpital de Roubaix, en décembre 1970, M. Odetta Devieger devait, elle, être amputée de la moitié du mollet à la suite d'une phlébite. Elle sort incapable de travailler et se déplaçant avec difficulté. Le tribunal administratif de Lille lui avait alors alloué 720 000 F à titre de dommages et intérêts. Mais, en juin dernier, elle a été condamnée par la cour d'appel de Nancy à rembourser, avant le 15 novembre, 437 000 F. Une somme correspondant, dans son cas, au réajustement des indemnités jugées trop élevées. M. Devieger se rebelle. Cette mère de famille de trente-huit ans (elle a deux enfants, de quatorze et seize ans) avait décidé de s'installer devant l'Elysée, mercredi 15 novembre, et d'attendre qu'on le rembourse. « L'argent, je ne l'ai plus. Ma vie est suffisamment gâchée comme ça. Pas question de rembourser ! »



**EGYPTE**  
CROISIÈRE SUR LE NIL  
8500 F

**PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER**

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges.  
Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à

**REV VACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Ch: LMFG

Toutes les villes d'Europe à l'exception de la Corse

Fourni complétement par France/France (à partir de 150 000 F)

50 من الاجل

## SOCIÉTÉ

« Stars à la barre » sur Antenne 2

## Intégrismes télévisés

L'intégrisme religieux fait recette à la télévision. Il s'est défilé tout au long de l'émission « Stars à la barre », mardi soir 14 novembre sur Antenne 2, à propos de la place de la religion à l'école, qui méritait un débat plus sérieux. Dès le début de l'émission, les habituelles têtes d'affiche de l'intégrisme catholique, juif et musulman montaient à la barre, annonçant un débat complètement piégé, d'où tout souci d'équilibre et de représentativité avait été écarté.

Providence de ces duels télévisés, l'abbé Laguerie, curé schismatique de Saint-Nicolas-Charbonnet à Paris, n'est pas plus représentatif des catholiques que n'importe lequel des vingt-cinq mille autres curés de paroisses en France. Le rabbin Nissimbaum est, quant à lui, le chef d'une secte juive, les loubavitch, ultra-orthodoxe mais aussi ultraminoritaire, considérée comme folklorique dans la communauté juive. On a également revu Aboul Farid Gabteni, fondateur

de la Voix de l'Islam, association groupusculaire qui n'a aucune crédibilité dans la communauté musulmane de France. Puis Daniel Youssouf Laclerc, Français converti, président de la Fédération nationale des musulmans de France, qui a traité de « mégère » à l'écran M<sup>me</sup> Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits de la femme.

## Réconfort

Bénédiction de l'actualité : on avait sorti pour l'occasion une conférence de presse donnée le matin même par Mgr Lefebvre qui, vieillissant et perdu dans sa solitude d'Ecône, a soutenu un discours sur l'islam qui remonte aux premiers temps du colonialisme et que le racisme le plus inculte n'oserait plus exprimer aujourd'hui (lire par ailleurs).

Que cherche-t-on à prouver ? Le danger des intégrismes, en assurant leur visibilité ? L'archaïsme des religions,

on ne dépeignant que leurs aspects les plus obscurantistes ? Seuls ont émergé du naufrage Harlem Désir, protestant contre ce festival d'intégrismes musulmans aussi représentatifs de l'islam que Mgr Lefebvre l'est de catholicisme, Théo Klein, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives, Hamed Elaid, représentant à Paris de la Ligue arabe, et Jellid, une jeune fille d'origine turque qui, malgré une éducation rigoriste, a fait le choix d'abandonner le foulard. Elle a tenté de convaincre Fatima, la collégienne voilée de Creil, qu'on peut être une bonne musulmane en gardant la tête nue. « Ce qui est important, c'est que tu restes à l'école et que tu puisses avoir d'autres idées », la supplia Jellid. Ce fut le seul moment de réconfort dans cet étalage d'intégrisme télévisé.

HENRI TINCQ.

Dans une conférence de presse à Paris

Mgr Lefebvre affirme que les musulmans devraient « rentrer chez eux »

Mgr Marcel Lefebvre, quarante-trois ans, chef de file des catholiques intégristes, excommunié en juin 1988, a affirmé mardi 14 novembre, au cours d'une conférence de presse à Paris, que « les musulmans, pour les musulmans, seraient qu'ils restent chez eux ». L'évêque schismatique, qui s'apprête à fêter dimanche au Bourget (Seine-Saint-Denis) le sixième anniversaire de son sacerdoce, a dénoncé « l'islamisation de la France ».

Les musulmans vont « petit à petit imposer leurs lois. Le droit chrétien ne peut pas concorder avec le droit islamique (...). Les musulmans ne peuvent pas être catholiques, ils ne peuvent pas être vraiment français. Il ne faut pas leur permettre de s'organiser, ni sur le plan politique, ni sur le plan religieux », a affirmé le prélat. Selon lui, la construction de mosquées en France est une « catastrophe ». « Ce sont vos femmes, vos filles, vos enfants qui seront kidnappés, en enlèvements dans des quartiers réservés comme il en existe à Casablanca », a ajouté Mgr Lefebvre.

Interrogé sur la rencontre prochaine entre Jean-Paul II et Mikhaïl Gorbatchev, Mgr Lefebvre, qualifiant M. Gorbatchev de « bourgeois » qui « envoie des chrétiens, des prêtres dans des camps de concentration », a regretté que le dirigeant soviétique soit reçu « comme s'il était aussi respectable que George Bush ».

## DÉFENSE

Avec l'aide de l'aménagement du territoire

## La vallée de l'Ubaye devra apprendre à se passer de l'armée

NICE de notre correspondant régional

L'annonce faite, le vendredi 10 novembre, par M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions, du remplacement du 11<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) — qui sera dissous en juillet 1990 — par deux nouvelles unités militaires (le Monde daté 12-13 novembre), a provoqué un soulagement dans la vallée de l'Ubaye. Le Centre d'entraînement en montagne qui sera implanté à Barcelonnette comprendra cent soixante-cinq permanents et cinq cent vingt stagiaires à l'année, tandis que le groupement d'entraînement créé sur la commune voisine de Jausiers aura cent cinquante permanents et deux cent soixante-cinq stagiaires appelés à servir dans diverses unités de la V<sup>e</sup> région militaire. Au total plus d'un millier d'hommes, soit à peu près l'équivalent des effectifs du 11<sup>e</sup> BCA.

M. Chérèque a d'autre part informé les élus de la mise à disposition du préfet du département d'un fonds de 5 millions de francs pour la réalisation de projets s'inscrivant dans un plan de redéploiement des activités locales. En outre, les services publics de la vallée de l'Ubaye, notamment ceux dépendant du ministère de l'éducation nationale, seront maintenus, et le programme de réhabilitation des casernes militaires de Barcelonnette et de Jausiers sera nor-

malement conduit à son terme par le déblocage d'une somme de 15 millions de francs.

« La catastrophe que nous redoutions est évitée », a déclaré le maire (RPR) de Barcelonnette, M<sup>me</sup> Françoise Meyran-Bouscarle. « Je ne crois pas à la pérennité de l'installation des deux nouvelles unités militaires, mais cela nous donnera le temps de réfléchir aux problèmes économiques et de proposer des solutions ».

De son côté, M. Jean-Pierre Aubert, maire (PS) de Jausiers, estime que la vallée « a obtenu, sur le plan militaire, une compensation inespérée en terme de population. L'élément le plus important est, aujourd'hui, que la vallée de l'Ubaye devienne une zone de reconversion prise en charge par l'aménagement du territoire. L'objectif est de rendre cette vallée moins dépendante de la présence militaire. Maintenant à nous de travailler et d'établir un plan de développement économique cohérent ». Enfin, M. Jean Chabre, ancien maire (RPR) et conseiller général de Barcelonnette, estime, lui aussi, que les décisions prises conjointement par les ministères de la défense et de l'aménagement du territoire sont « positives », avant de déclarer : « Ma seule crainte réside dans le suivi. Si, comme je l'espère, les projets que nous allons présenter sont étudiés avec attention et sont dotés de moyens financiers appropriés nous serons sauvés ».

GUY PORTE

## Mgr Honoré défenseur de la laïcité

Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours, ancien président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, qui s'était distingué dans la querelle sur l'école privée de 1984, a exprimé, au cours de son homélie du dimanche 12 novembre, une position favorable au respect des règles de la laïcité à propos de l'affaire du voile islamique. « Le port du voile risque de paraître signifier autre

chose qu'une simple question vestimentaire », a déclaré Mgr Honoré. « Quoi qu'il en soit des sentiments de celles qui le portent, le voile islamique ne peut manquer d'apparaître comme une sorte de défi à l'égard de la laïcité de l'espace scolaire. Il semble remettre en cause le principe de laïcité qui est l'un des biens de la paix sociale ».

Grève d'enseignants contre un foulard. — Les enseignants du groupe scolaire Louis-Lumière de Montigny (Val-d'Oise), où une éducatrice convertie à l'islam porte le foulard, ont décidé d'observer, à partir de jeudi 16 novembre, une grève quotidienne d'un quart d'heure en signe de protestation contre une situation qu'ils jugent « inadmissible » (le Monde du 15 novembre).

## BIBLIOGRAPHIE

## Les politiques de l'immigration depuis 1945

Intitulé « De l'immigré au citoyen », le petit volume que publie la Documentation française (1) ne pouvait mieux tomber : à l'heure où le gouvernement se voit reprocher par SOS-Racisme et d'autres de ne pas « exercer ses responsabilités » en matière d'intégration, Jacqueline Costa-Lascoux, directrice de recherche au CNRS, dresse un état des politiques de l'immigration en France depuis 1945.

L'auteur, qui passe pour l'un des meilleurs spécialistes français de cette question, en profite pour broser un tableau détaillé des « nouveaux immigrés » et de leurs rapports avec la société d'accueil. Son ouvrage se conclut par un chapitre sur l'acquisition de la nationalité française et les problèmes posés par la double citoyenneté dans la perspective de l'ouverture des frontières européennes.

(1) Notes et études documentaires, n° 4886, 30 F., 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

## Une découverte de la CNIL

## Un fichier illégal d'électeurs abstentionnistes en Corse

Une délégation de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL), conduite par son président, M. Jacques Fauvet, s'est rendue les 13 et 14 novembre en Corse pour confirmer la découverte de l'existence d'un fichier illégal d'électeurs abstentionnistes. Ce fichier comportant les noms, les adresses, les numéros de carte de ces électeurs a été constitué, à partir de la mairie d'Ajaccio, par le Centre régional de traitement de l'Informatique (CERTI) et par la Société informatique et télématique de Corse (SITTEC). Le même type de fichier aurait été constitué pour cinquante-quatre des cent vingt-quatre communes de Corse-du-Sud. « En considérant que l'abstentionnisme est une opinion, ce fichier est non conforme à l'article 31 de la loi qui exige l'acceptation de la personne concernée pour que soit informatisée son origine raciale, religieuse, politique ou syndicale », a souligné M. Fauvet.

Au cours de la mission de contrôle de la CNIL, il est apparu que les services de la préfecture étaient connectés sur le système informatique de la mairie d'Ajaccio, où d'autres irrégularités ont été relevées.

## RELIGIONS

## Une communauté religieuse de Corrèze passe à l'Eglise orthodoxe

## Les sœurs ennemies d'Aubazine

Une communauté religieuse catholique de rite oriental vient de passer à l'orthodoxie, à Aubazine, en Corrèze. Cette initiative suscite un double conflit, religieux et immobilier, car le monastère d'Aubazine est l'un des plus beaux ensembles romans du Massif Central et l'un des hauts lieux de l'histoire religieuse du Limousin.

## AUBAZINE (Corrèze)

de nos envoyés spéciaux

Le petit village d'Aubazine (Corrèze) est complètement déboussolé depuis que la communauté de religieuses, installée depuis 1965 dans la commune, a choisi de rompre avec l'Eglise catholique pour se placer sous l'autorité spirituelle du patriarche orthodoxe d'Antioche, Ignace IV. Un petit écriteau en bois présentant le nouveau « monastère orthodoxe de la Théophanie » est, en effet, subitement apparu, le 31 juillet dernier, sur la porte de l'ex-monastère de la Résurrection, tandis que les catholiques se sont vu dès lors refuser la communion au cours des offices.

Le bureau des cultes du ministère de l'Intérieur, officiellement saisi d'une demande de changement d'Eglise émanant des Sœurs d'Aubazine, se trouve aujourd'hui « bien embarrassé » par cette affaire et laisse entendre qu'il faut laisser émerger une solution amiable.

Cette dissidence suscite en Limousin un différend spirituel entre les autorités catholiques et orthodoxes, mais aussi un conflit temporel puisque la congrégation d'Aubazine est propriétaire de l'abbaye cistercienne, fondée en 1142 par saint Etienne d'Aubazine et qui demeure l'un des plus beaux ensembles romans du Massif Central et l'un des hauts lieux de l'histoire religieuse du Limousin. « Choquée par cette spoliation spirituelle et immobilière », plusieurs dizaines de catholiques et de laïcs ont constitué, au mois d'octobre, une association de sauvegarde, présidée par M. Etienne Parier, petit-fils de l'ancien ministre gaulliste Edmond Michelet, afin de

« maintenir l'abbaye dans le patrimoine catholique romain ». Pour Mgr Marcel Meysac, vicaire général de l'évêché de Tulle, la décision des religieuses constitue « une trahison d'intention » dans la mesure où, en 1965, l'évêque n'avait donné son assentiment à l'installation de cette communauté contre une promesse de M. de Nazareth que parce qu'elles étaient catholiques. Très attachée à ses racines méditerranéennes et à la culture orientale et arabe, la communauté, forte d'une trentaine de moniales, avait obtenu le droit de pratiquer le rite catholique grec (melchite) et se trouvait placée sous la double autorité de Mgr Lustiger, archevêque de Paris, responsable des catholiques orientaux pour la France, et du patriarche grec-catholique Méxarios Y.

## « Désert pastoral »

Vivant officiellement de la vente d'icônes et des visites guidées du monastère, la congrégation a toutefois souffert, en 1985, qu'une autre communauté religieuse vienne s'installer à Aubazine afin de participer aux frais de restauration de l'édifice jugé trop lourd. C'est ainsi qu'en février 1988 est venue s'installer dans la vie du monastère « une école de vie spirituelle, le Verbe de vie » animée par un catholique romain laïc, Georges Borneval, ancien spécialiste de gestion informatique. Cette « école » où vivent en permanence vingt-cinq personnes « venues faire le point dans la prière » et qui accueille parallèlement quelque mille cinq cents retraités par an, a vécu en plein ecuménisme avec la congrégation grecque-catholique jusqu'en 1987. Tandis qu'icônes et écrits de Jean-Paul II cohabitaient de bon cœur dans l'unique boutique du monastère, les religieuses abandonnaient progressivement les lieux en se repliant dans une ferme entièrement restaurée à la sortie du village.

Les rapports se sont toutefois dégradés depuis deux ans, la mère supérieure de la communauté, Mère Christine ne communiquant plus avec l'école du Verbe de vie que par l'intermédiaire d'un avocat parisien.

M<sup>re</sup> Jacques Vemy, « Nous avons appris le 30 juillet qu'elles devenaient orthodoxes, précise Georges Borneval, en recevant un mot glissé sous la porte ».

Car la communauté est, entretemps, entrée en conflit avec la hiérarchie catholique. Au printemps 1989, le Vatican a dépêché sur place un visiteur apostolique, le Père Beyer, pour enquêter. Et, à la suite des conclusions de l'enquête — demeurées secrètes — un décret pontifical daté du 30 novembre a déplacé les deux principaux responsables d'Aubazine : Mère Christine, appelée à Rome, et le Père Bondu, muté à dissidence. Une nouvelle supérieure, Sœur Christophora, était provisoirement nommée avec mission de préparer la tenue d'un chapitre pour ramener l'ordre dans la communauté. Mais Sœur Christophora a été chassée d'Aubazine au mois d'août tandis que la congrégation choisissait « à l'unanimité moins une voix », selon Mgr Gabriel Salbi, vicaire de l'Eglise antiochienne en France, de rallier le patriarche Ignace IV.

Mgr Salbi considère, au contraire, que « depuis leur reprise en main par Rome en 1988 (...), les moniales d'Aubazine, en butte à l'incompréhension de leur qualité de moniales orientales et se trouvant dans un véritable désert pastoral, ont décidé de revenir aux sources de la tradition orthodoxe d'Antioche ».

Sur le plan canonique, l'évêché de Tulle estime que « la conversion » de la communauté constitue « une usurpation des pouvoirs » de la part de Mère Christine dans la mesure où celle-ci n'est plus responsable de la congrégation depuis le 30 novembre 1988. Un point que l'Eglise d'Antioche n'a « nullement l'intention d'examiner », souhaite seulement « trouver une solution qui ramènerait à la disposition de l'Eglise catholique les bâtiments de l'ancien monastère cistercien ». La prochaine rencontre, prévue mi-novembre, entre Mgr Lustiger et le patriarche Ignace IV, devrait permettre d'aborder cette question.

GEORGES CHATAIN et VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

## REPÈRES

## DROIT D'ASILE

Des chiffres « insupportables » selon M. Joxe

M. Pierre Joxe a estimé, mardi 15 novembre à Europe 1, que des « milliers d'étrangers abusent du droit d'asile ». « Il y a détournement de procédure lorsque des étrangers arrivent en France non pas parce qu'ils sont menacés dans leur liberté ou leur vie, mais parce qu'ils sont au chômage », a expliqué le ministre de l'Intérieur, estimant que M. Claude Evin, ministre de la Solidarité, a « raison de dire que cela doit être modifié ».

M. Joxe a poursuivi : « Le résultat est que le nombre de demandeurs d'asile en France augmente depuis deux ans dans des proportions insupportables. Les lois et les traités internationaux nous obligent à les accueillir dans l'état actuel des droits, mais c'est d'urgence, y compris pour les véritables demandeurs de droit d'asile, qui pourraient se retrouver un jour exclus de l'asile alors qu'ils le demandent ».

## ESPACE

Ariane clouée au sol par le séisme de San-Francisco

Le prochain vol de la fusée européenne Ariane, prévu pour le 13 décembre, a été annulé en raison des dommages provoqués sur un satellite de télécommunications par le séisme qui a frappé, le 17 octobre, la région de San-Francisco. Superbird, l'un des deux satellites japonais que devait emporter Ariane, se trouvait en effet dans les usines californiennes de son constructeur, Ford Aerospace, à Palo-Alto, au moment du tremblement de terre dont le contre-coup s'est traduit par plusieurs défauts de fonctionnement de l'engin. Révision obligée, Ariane devra rester clouée au sol jusqu'en janvier 1990, date à laquelle l'attendait déjà un calendrier de tir chargé.

D'autre part le lancement de la navette américaine Discovery, qui devait avoir lieu le 20 novembre pour une mission militaire secrète, a été reporté à deux jours au moins, après que la NASA ait découvert des risques de court-circuit dans ses deux moteurs de poussée (boosters). — (AFP.)

## ÉDUCATION NATIONALE

Un statut pour les inspecteurs généraux

Les inspecteurs généraux de l'éducation nationale ont désormais un statut spécifique grâce à un décret publié, mardi 14 novembre, au Journal officiel. Ce texte confirme la réforme annoncée avant l'été par M. Lionel Jospin (le Monde du 13 juin).

La mission essentielle des cent quarante-six inspecteurs généraux sera désormais l'évaluation globale du système éducatif et non plus l'inspection individuelle des enseignants du second degré, tâche qui sera assurée par les inspecteurs pédagogiques régionaux. Les inspecteurs généraux ne seront plus seulement répartis par disciplines, mais aussi par académies et par thèmes de réflexion.

Le décret fixe aussi les conditions de recrutement de ce corps, qui, jusque-là, ne répondait à aucun critère précis : il faudra être docteur d'Etat ou agrégé, avoir exercé pendant dix ans dans la fonction publique ou cinq ans dans l'enseignement. Un cinquième des postes à pourvoir sera réservé à des personnalités extérieures nommées en conseil des ministres.

L'université de Provence fermée

L'université de Provence (Marseille-I) a connu, mercredi 15 novembre, une journée sans cours, par décision du président de l'université, M. Jean-Claude Bouvier, qui veut attirer l'attention sur les graves difficultés que rencontre cet établissement pour assurer sa rentrée. Manifestations, conférences de presse, cours sauvages dans la rue et même sur les rails de la gare Saint-Charles de Marseille se sont succédés, en signe de protestation contre l'état majeur de l'université, les locaux vétustes, ses salles exigües, son équipement pédagogique insuffisant, son personnel administratif débordé, le retard pris dans les inscriptions et surtout les effectifs d'étudiants pléthoriques.

A cheval sur Marseille (soixante-cinq) et Aix (trente-cinq) départements, cette université dispose de onze mille places assises... pour vingt mille étudiants. Le centre d'Aix, prévu pour huit mille étudiants en cinquante mille places, est saturé. Certains travaux dirigés sont dispensés à cent vingt étudiants à la fois, se transformant en cours magistraux.

L'univ



# Le Monde CAMPUS

## L'université Paris-I au bord de l'asphyxie

La grève du personnel administratif a rendu manifeste l'insuffisance dramatique de moyens de la plus grosse université de France

**P**ERSONNE ne sait plus combien il y a d'étudiants à l'université Paris-I. Depuis un mois, la première université française — par la masse de ses étudiants, par le prestige de ses enseignants, par ce numéro 1 que les technocrates des années 70 lui ont collé et qui la place en tête des universités parisiennes, enfin par son nom même, « Panthéon-Sorbonne », qui ne peut manquer d'évoquer les grands hommes auxquels la patrie est reconnaissante — depuis un mois donc, Paris-I est dans le brouillard.

La grève des personnels non enseignants, les ATOS (administratifs, techniques et ouvriers de service), déclenchée le 13 octobre, a interrompu les inscriptions administratives d'une partie des deuxièmes cycles (licences et maîtrises) et de la plupart des troisièmes cycles. Les étudiants sont-ils 37 000, 38 000 ou 39 000 ? Nul n'est aujourd'hui capable de le préciser. Peu importe, serait-on tenté de dire, tant Paris-I a, depuis des années, atteint le stade du gigantisme aveugle.

Il n'est déjà pas simple d'espérer maîtriser et gérer un ensemble de près de 40 000 étudiants, répartis dans une dizaine de disciplines, allant du droit à la géographie, de la philosophie aux sciences économiques, de l'histoire aux mathématiques, des arts plastiques à la gestion, de l'archéologie aux sciences politiques, sans oublier les études européennes ou l'administration économique et sociale. Cela devient une gageure quand on a multiplié, comme à Paris-I, des formations pointues de troisième cycle (magistères, diplômes d'études approfondies ou diplômes d'études spécialisées) et une centaine de centres de recherche. Et un casse-tête insoluble, quand on sait que les locaux de l'université sont répartis sur dix-sept sites, à Paris ou en banlieue.

A côté des trois implantations principales (les locaux de la place du Panthéon-rue Cujas, le Centre Pierre-Mendès-France, rue de Tolbiac, qui dresse ses vingt-deux étages contre les tours des Olympiades, enfin la vieille Sorbonne, où Paris-I dispute à l'Université de la Sorbonne, rue Saint-Jacques, celui de démographie, rue Vauquelin ; les arts plastiques, rue Saint-Charles et l'histoire de l'art, rue Michelet ; quelques morceaux de droit, rue Saint-Hippolyte ; sans oublier le centre Mahler dans le Marais, ou tel troisième cycle de sciences politiques dans un charmant pavillon de Bourg-la-Reine. Pour ne s'en tenir qu'à l'essentiel.

En paralysant partiellement le fonctionnement de l'institution, les quatre semaines de grève des personnels administratifs ont mis à nu les lézards de cet abominable château de cartes. Derrière la façade prestigieuse du « Panthéon », apparaissent, amplifiés, tous les maux dont souffre l'université française. A commencer par le manque de locaux et de moyens. Coups pour huit mille étudiants, le Centre

Pierre-Mendès-France en accueille près du double. Et le président de l'université, M. Georges Haddad, élu au début de l'été dernier, reconnaît volontiers que Paris-I compte une bonne dizaine de milliers d'étudiants en trop par rapport à ses capacités d'accueil. Le problème était, traditionnellement, résolu par l'absurde : à chaque rentrée universitaire, tout le monde comptait, de façon plus ou moins explicite, sur la masse des abandons pendant le premier trimestre, pour désengorger des amphithéâtres submergés et des travaux dirigés bondés.

Ce calcul ne tient plus aujourd'hui. Connaissant de la nécessité vitale de décrocher un diplôme et désireux de pousser le plus loin possible leur formation, les étudiants sont plus assidus. Du coup les amphithéâtres ne se vident plus en cours d'année et la surpopulation, qui touchait jusqu'à présent les premiers cycles, atteint les licences, les maîtrises et même les troisièmes cycles, où l'on compte couramment plusieurs centaines de demandes pour quelques dizaines de places.

Alors que les effectifs d'étudiants ont augmenté d'environ dix mille en dix ans, les locaux sont restés les mêmes, le nombre d'enseignants s'est stabilisé autour de sept cents et le personnel administratif a diminué de 15 à 20 % (lire ci-contre). Situation banale dira-t-on et que l'on retrouve dans la plupart des universités françaises de sciences humaines. Point. Mais le gigantisme et l'éparpillement de Paris-I font ressortir de façon plus aiguë encore les tares du système : isolement, anonymat et bricolage.

**Aucun endroit pour discuter**

Ce n'est pas un hasard si bon nombre de revendications formulées lors des assemblées générales étudiantes de ces derniers jours portent sur l'absence de tout lieu de vie à l'université. Alors que le Panthéon et la Sorbonne bénéficient de l'environnement immédiat du Quartier latin, le centre Tolbiac semble concentrer sur ses vingt-deux étages tout ce qu'il faut pour faire des études une purgatoire pénible. « Le sentiment d'isolement est de plus en plus fort, explique Isabelle, qui est en licence. L'absence de restaurant universitaire, une cafétéria réduite à quelques distributeurs automatiques, aucun endroit pour s'asseoir si on a envie de discuter, les ascenseurs fatigués, les sanitaires dégueulés... On n'est pas snobs, mais on en a ras-le-bol... » Le président Haddad ne dit pas les choses moins brutalement : « On n'arrive pas à imaginer que Tolbiac ait été conçu pour être une université, un lieu d'échanges. On n'a pas envie d'y étudier. Tout le monde y est malheureux. Les étudiants, bien sûr, mais aussi les enseignants qui, faute du moindre bureau, ne font que passer donner leurs cours... »

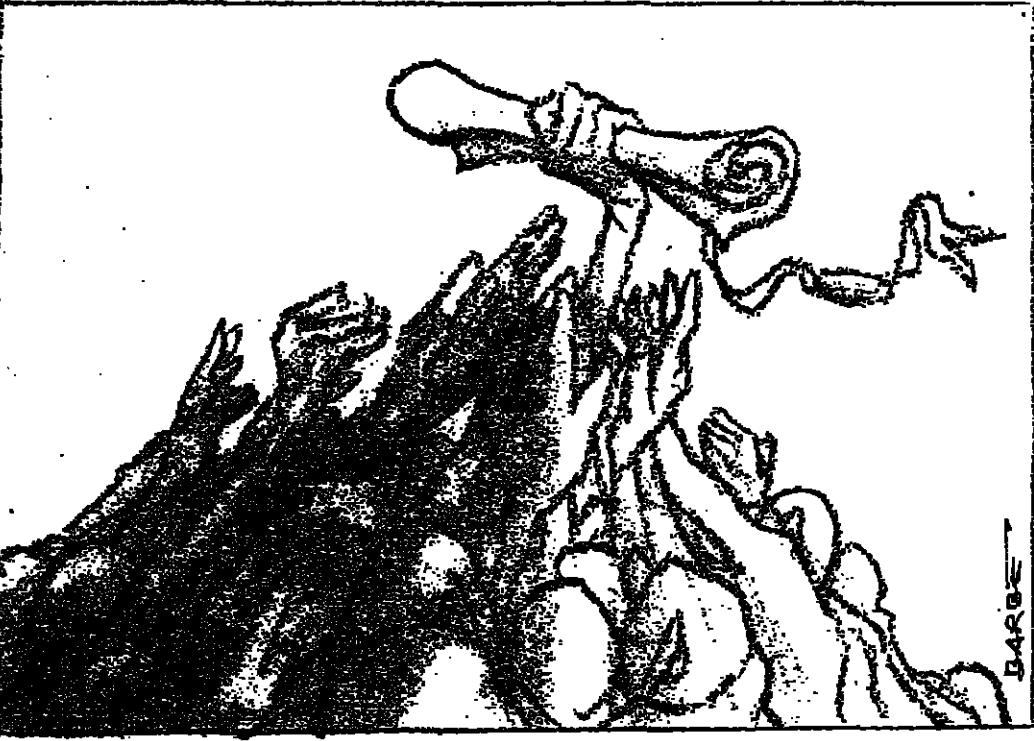
A quoi il faut ajouter les problèmes de sécurité. A la suite de deux suicides l'an dernier, l'administration a fait fermer, par un système électromagnétique, les portes

d'accès aux terrasses, qui, à 55 mètres de hauteur, ne sont protégées du vide que par une rambarde de 80 centimètres. Encore le Centre Pierre-Mendès-France, aussi triste soit-il, est-il de construction récente. Les locaux de la rue Saint-Charles sont, eux, d'une inquiétante vétusté et ceux de l'Institut de géographie guère plus brillants. Sans parler des bibliothèques — dont celle, prestigieuse, de la Sorbonne — qui, faute de moyens et de personnes, sont incapables de répondre à la demande des étudiants et des enseignants.

Enfin, l'émiettement de Paris-I et l'isolement de ses différentes composantes ont favorisé, plus qu'ailleurs, méfiance et système D. Communication, échanges et infor-

inspecteurs de la Cour des comptes, de l'inspection générale de l'administration et de l'inspection des finances...

Face à une telle situation, les mêmes mois reviennent chez les étudiants, les enseignants, les personnels administratifs ou à la présidence de l'université : la dégradation des conditions de travail à Paris-I a atteint le « seuil de l'intolérable ». « L'université a besoin de mesures immédiates d'encouragement, affirme le président Haddad, de créations de postes d'ATOS, d'une perspective pour le restaurant universitaire de Tolbiac, des crédits de maintenance et les moyens de louer, très vite, 10 000 mètres carrés de locaux pour désengorger les amphithé-



tres et les travaux dirigés et assurer aux enseignants des conditions de travail moins frustrantes... Quant aux étudiants, une petite partie d'entre eux s'efforcent de s'appuyer sur ce mécontentement pour entraîner leurs camarades dans la grève notamment à Tolbiac. Jusqu'à présent, ce mouvement est resté très minoritaire (le Monde du 11 novembre). Mais les réticences de la plupart des étudiants à utiliser un moyen de pression qui ne leur paraît pas adapté n'enlèvent rien à leur malaise général. Comme le soulignent des étudiants d'économie, lors d'une assemblée de leur UFR, la semaine dernière : « On est là pour bosser. Notre programme est déjà très chargé, et si on ne va pas en cours on sera pénalisé, car notre formation est déjà en concurrence avec d'autres filières et avec les grandes écoles. Ce qu'on veut, c'est révaloriser concrètement notre diplôme... »

**Le seuil de l'intolérable**

L'opacité du système est encore accentuée par le flou de la situation juridique de l'université. Pendant trois ans, entre 1986 et 1988, Paris-I a laissé au placard ses nouveaux statuts conformes à la loi Savary. Cette incertitude a permis aux unités de formation et de recherche (UFR) de droit et de gestion de tenter d'adopter à l'automne 1987 le statut d'« institut » qui leur aurait donné beaucoup plus d'autonomie. La tentative a fait long feu, mais elle a clairement exprimé les menaces d'implosion de l'université.

Aujourd'hui encore, les nouveaux statuts de chaque UFR n'ont pas été adoptés. Ce bricolage explique sans doute, entre autres raisons, que Paris-I ait reçu depuis trois mois les visites successives des

anarchique, vient compromettre gravement la gestion des universités... Il suffit d'exhumer ces quelques lignes au canon du rapport de 1984 de la Cour des comptes sur « le rôle du travail des personnels non enseignants dans les universités » pour faire sortir de leurs gonds les personnels ATOS (administratifs, techniques et ouvriers de service) en grève à l'université Paris-I, depuis le 13 octobre. « On en a marre d'être perçus comme des parasites », s'exclament les grévistes. Et Monique Fouilloux, responsable de l'enseignement supérieur à la FEN (Fédération de l'éducation nationale), dont les syndicats regroupent la majorité des ATOS du supérieur, n'est pas moins nette : « Les personnels ne sont ni des gamins ni des irresponsables. Ils en ont assez d'être les laissés-pour-compte de l'université... »

Les grévistes de Paris-I ne manquent pas d'arguments pour en faire la démonstration. Les deux tiers des personnels ATOS appartiennent aux catégories C et D de la fonction publique (agents techniques, agents de bureau ou agents administratifs), avec des salaires mensuels de démarrage à 4 380 francs net et, en fin de carrière, de 5 714 francs pour les catégories C. « Sans faire de misérabilisme, de tels salaires ne permettent pas de vivre », disent-ils. Et ils soulignent que les responsabilités qu'ils sont souvent amenés à assumer sont sans commune mesure avec leur rémunération ; ainsi le chef de cabinet du président de l'université n'avait pas le statut d'agent de bureau. Deuxième source de frustration : le blocage des perspectives de carrière. Le tarissement des postes mis aux concours de la fonction publique, comme la lenteur désespérante des avancements sur liste d'aptitude, empêchent, le plus souvent, tout espoir de promotion. Et la

Comment envisagent-ils la suite de leur mouvement ? S'ils ont réussi, jusqu'à présent, à sensibiliser la majorité des étudiants, ne risquent-ils pas de provoquer une réaction de rejet, au fur et à mesure que la gestion de Paris-I sera paralysée par la grève ? Les divisions syndicales enfin ne menacent-elles pas le mouvement, puisque les syndicats de la FEN (majoritaires) craignent désormais un isolement de la grève solitaire de Paris-I et veulent saisir les possibilités de négociations esquissées par le ministre de l'éducation : des groupes de travail ont été constitués, et une table ronde devrait être réunie, le 21 novembre, sur l'ensemble des problèmes de quelque 40 000 personnels ATOS du supérieur.

Toutefois, ces perspectives suscitent le scepticisme chez les grévistes de Paris-I, qui espèrent un élargissement de la grève à d'autres universités (Jussieu et Nanterre notamment) et dont les syndicats CGT, CFDT et FO appellent à une manifestation, le 16 novembre, devant le ministère : « Cela fait des années que l'on tire les sonnettes sans résultats. On ne peut plus attendre. » G. C.

## La colère des ATOS

« Les exemples analysés par la Cour permettent d'estimer entre 10 et 20 %, selon les cas, le surnombre d'agents non enseignants en service dans les universités. Les sommes indues correspondantes représentent des sommes qui suffiraient à assurer un entretien normal des locaux... »

Ces nombreuses situations abusives observées ont conduit la Cour à demander aux autorités responsables de prendre les mesures nécessaires pour qu'un terme soit mis à ces errements, qui entraînent un surcoût de près de 5 000 postes (...).

Au-delà même du laxisme qui caractérise la fixation des obligations de service théoriques, un absentéisme, parfois

rareté des possibilités de formation permanente est « d'autant plus mal ressenti que nous sommes à l'Education nationale ». « Nous faisons tourner des institutions culturelles, mais nous n'avons pas accès à la culture... »

Enfin, les conditions de travail sont de plus en plus lourdes. Alors que le nombre des étudiants a augmenté d'environ dix mille en dix ans, soixante-dix postes d'ATOS ont été supprimés. Rien d'étonnant, dans ces conditions, essentiellement, que la qualité du service et les horaires d'ouverture des bureaux se dégradent. D'autant que la multiplication des implantations de Paris-I et des types de diplômes ou de filières différenciées suppose une logistique de plus en plus complexe.

Quant aux horaires de travail (trente-cinq heures par semaine) et aux congés annuels (de l'ordre de dix à onze semaines) que la Cour des comptes et bien d'autres leur envoient régulièrement à la figure, les ATOS de Paris-I en font un casus belli : « On nous démontre en réalité de nos salaires l'équivalent de nos congés. Si on touche aux congés, ce sera l'explosion... »

Mais au-delà de ces revendications immédiates (revalorisation immédiate de 1 500 francs par mois pour tous ; refonte de la grille salariale de la fonction publique ; création d'emplois), c'est un malaise plus profond qu'expriment les personnels non enseignants. La revalorisation des carrières des enseignants, négociée au printemps dernier, n'a pas contribué à estomper le sentiment d'être les « éternels oubliés » de la politique du ministère. A titre d'exemple et bien des présidents l'admettent avec gêne, la prime administrative annuelle qu'ils touchent désormais est bien souvent aussi élevée que le salaire de leur secrétaire.

La frustration et la colère sont d'autant plus fortes que les ATOS ont conscience de jouer un rôle essentiel à l'université : les étudiants passent, les enseignants aussi, dans bien des cas, tandis que les personnels administratifs ont le sentiment d'assurer la continuité de l'institution. Et d'une institution dont ils déplorent la dégradation : « Quand on nous demande de créer des règles administratives et techniques pour rejeter tel ou tel dossier et pour tamiser le flux trop important d'étudiants, on nous fait jouer un rôle que nous ne pouvons plus accepter. Notre tâche est d'accueillir et d'informer les étudiants, pas d'exclure et de refuser... »

Comment envisagent-ils la suite de leur mouvement ? S'ils ont réussi, jusqu'à présent, à sensibiliser la majorité des étudiants, ne risquent-ils pas de provoquer une réaction de rejet, au fur et à mesure que la gestion de Paris-I sera paralysée par la grève ? Les divisions syndicales enfin ne menacent-elles pas le mouvement, puisque les syndicats de la FEN (majoritaires) craignent désormais un isolement de la grève solitaire de Paris-I et veulent saisir les possibilités de négociations esquissées par le ministre de l'éducation : des groupes de travail ont été constitués, et une table ronde devrait être réunie, le 21 novembre, sur l'ensemble des problèmes de quelque 40 000 personnels ATOS du supérieur.

Toutefois, ces perspectives suscitent le scepticisme chez les grévistes de Paris-I, qui espèrent un élargissement de la grève à d'autres universités (Jussieu et Nanterre notamment) et dont les syndicats CGT, CFDT et FO appellent à une manifestation, le 16 novembre, devant le ministère : « Cela fait des années que l'on tire les sonnettes sans résultats. On ne peut plus attendre. » G. C.



## DES LIVRES QUI ACCOMPAGNENT LES MOMENTS CLÉS DE LA VIE

• **PAROLES POUR ADOLESCENTS ou le complexe du homard**  
Françoise Dolto et Catherine Dolto-Tolitch avec la collaboration de Colette Percheminier

- UN PÉDIATRE RACONTE, Samy Ramstein
- L'AVENTURE DE L'ÂGE, Pierre Guillet

HATIER

LE SENS DE LA VIE  
une collection dirigée par Catherine Dolto-Tolitch



هكذا من الالحاح

حکذا من الاموال

CAMPUS

# Le management victime des « business schools »...

Pour le professeur Henry Mintzberg, de l'université McGill de Montréal, la formation aux MBA donnée dans les « business schools » est responsable des difficultés de gestion des organisations occidentales.

Il y a trois ans, Henry Mintzberg, célèbre professeur de management à l'université McGill de Montréal et spécialiste des organisations, décidait d'abandonner son enseignement dans le programme de MBA (master of business administration) pour exprimer son désaccord sur ce type de formation donnée aux futurs managers. Dans son dernier livre, paru en juillet aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, « *Mintzberg on Management. Inside our Strange World of Organizations* », il critique violemment l'enseignement dispensé dans les business schools américaines, qu'il tient pour responsables des difficultés de gestion que connaissent les organisations occidentales.

Henry Mintzberg a développé ses idées, lors d'un séjour qu'il vient de faire à Paris, dans le séminaire « Contradictions et dynamiques des organisations », mis sur pied par le Centre de recherche en gestion de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, avec le soutien du ministère de la recherche et lors d'une conférence qu'il a donnée à l'INSEAD. Henry Mintzberg participera, le 14 décembre à 18 heures, à l'Ecole des mines de Paris à un débat contradictoire avec le sociologue français Michel Crozier, dont le dernier ouvrage, « *L'entreprise à l'école. Apprendre le management postindustriel* » (interéditions) vient de paraître. Ce débat sur le thème « Management moderne et efficacité des entreprises » sera animé par Didier Pourquerey, journaliste au Monde.

Nous avons demandé à Henry Mintzberg de préciser les critiques qu'il porte contre un système d'enseignement longtemps considéré, en Europe, comme un modèle.

« Vous qui étiez une autorité dans le domaine du management, vous avez décidé d'arrêter votre enseignement à l'université McGill, dans le programme de MBA, pour vous consacrer à la recherche, et à la formation des managers dans les entreprises. Pourquoi cela ? »

« C'est à la suite d'une réflexion sur ce qu'on fait avec les MBA. Mes élèves étaient excellents, mais je trouvais insupportable et je suis de plus en plus convaincu de cela - d'enseigner le management à des gens de vingt-deux à vingt-cinq ans, qui pour la plupart n'ont pratiquement pas d'expérience de l'entreprise. C'est un peu comme si vous vouliez enseigner la psychologie à des gens qui n'ont jamais rencontré une autre personne. »

« Pour apprendre le management, il faut connaître les organisations et avoir montré qu'on a une aptitude au leadership, ainsi qu'une certaine intuition. Cela ne peut pas s'acquérir sans expérience en profondeur de l'entreprise, c'est-à-dire en y travaillant une dizaine d'années. Or les universités recrutent d'après des résultats à des tests ou à des épreuves très intellectuelles. »

« Cela signifie qu'on ne peut pas enseigner le management en formation initiale ? »

« Je le pense. A ce niveau, on peut enseigner des techniques - théorie des jeux, planification stratégique, développement des organisations... - mais on ne peut pas s'appuyer sur une expérience concrète des étudiants. »

« Mais la « méthode des cas » inventée par les business schools américaines tentait précisément de rendre l'enseignement plus concret. »

« Il y a deux approches de l'enseignement du management aux Etats-Unis : l'une basée sur les mots, comme à Harvard ; l'autre, sur les chiffres, comme à Stanford. La méthode des cas pratiquée à Harvard consiste à donner deux heures à un étudiant pour lire un document de vingt pages sur General Motors et à lui demander le lendemain, en quatre-vingt minutes, »



Le professeur Henry Mintzberg lors de sa conférence à l'INSEAD.

de débattre des politiques possibles et de choisir la meilleure. S'il vous dit qu'en vingt pages et quatre-vingt minutes il ne peut pas y arriver, c'est considéré comme un échec. Ce n'est pas comme cela qu'on forme des managers. On fait des gens brillants, agiles, qui parlent bien, mais très superficiels. Quant à Stanford, ou au MIT, on y enseigne des modèles mathématiques, coupés du réel. Il y a, aux Etats-Unis, une emprise des économistes, des mathématiciens et des psychologues de plus en plus néfaste. »

**Manque de sagesse**

« Les MBA américains permettent pourtant de sélectionner des gens très brillants. »

« Ils sont brillants dans le sens technocratique. Ce sont les meilleurs étudiants, mais ils manquent de sagesse. C'est normal pour un jeune de manquer de sagesse. Mais il y en a aussi qui manquent de toute aptitude à la sagesse. »

« Ce sont des gens capables de résoudre n'importe quel problème... »

« Non. Seulement les problèmes bien définis et bien posés. Ils manquent souvent de créativité. Ils ne savent pas trouver les problèmes... »

« Comment sélectionner des étudiants capables de créativité et d'intuition ? »

« C'est la question que me posait un étudiant de Montréal : « Comment peut-on faire de l'intuition un critère de sélection, puisqu'il est impossible de la mesurer ? » C'est à la fois vrai et typique de la pensée du MBA : quelque chose qu'on ne peut pas mesurer n'existe pas. On est dans une société qui refuse le jugement. En fait, on ne peut juger la capacité à la créativité que si on reçoit des gens qui ont déjà eu une activité. »

« Si vous aviez des propositions à faire pour l'enseignement de la gestion en France, que diriez-vous ? »

« Les élèves des grandes écoles françaises sont parmi les meilleurs étudiants que j'ai rencontrés. Ils sont très brillants. Mais aussi sou-

vent d'une très grande naïveté, ce qui est normal à vingt ans. Je crois qu'à vingt ans, il faut leur enseigner les disciplines de base : mathématiques, psychologie, sociologie, histoire, littérature... mais pas la gestion. La gestion, il faudra la leur apprendre dix ans plus tard, à trente ans. Ce serait une révolution, mais cela rendrait service à la société. »

« Les pays de l'Ouest ont, en effet, conçu un système de management absurde, qui consiste à diriger avec des chiffres, à recruter des responsables sur des critères quantitatifs et analytiques, à séparer les ouvriers des cadres, les gestionnaires des clients. Trop de responsables d'entreprise ne connaissent pas leurs produits, n'ont pas une connaissance personnelle intime. »

« L'entreprise n'a que deux fonctions : produire et vendre. Tout le reste - stratégie, finance, comptabilité, même marketing... - est secondaire. Or la production et la vente sont les dernières choses qui intéressent les étudiants lorsqu'ils quittent l'école. Les fonctions les plus populaires sont la finance, le conseil, le marketing, la planification stratégique... En ce sens, les MBA sont bien l'un des signes du malaise général dont souffre l'économie occidentale. »

« Face à cela, les Japonais n'ont sur l'Occident qu'une seule supériorité : le bon sens. D'ailleurs les Japonais ne démontrent pas beaucoup d'argent dans les MBA. Chez eux il semble que c'est l'apprentissage sur le terrain qui compte. »

Propos recueillis par FREDERIC GAUSSEN et JEAN G. PADIOLEAU

► Trois livres de Henry Mintzberg ont été publiés en France, aux Editions d'Organisation : *Structure et dynamique des organisations* (1982), qui a été traduit en une dizaine de langues, le *Manager au quotidien* (1984), et le *Pouvoir dans les organisations* (1986). Son dernier ouvrage, *Mintzberg on Management*, qui est un recueil d'articles, est en cours de traduction.

« Pourquoi ? »

« Parce que cela changeraient les écoles. Pour devenir ingénieur ou médecin, il y a des choses à apprendre sans expérience préalable. Mais le management n'est pas une profession. Ce qui compte vraiment - comment prendre une décision ? Comment motiver des gens... - demande d'abord une expérience et une aptitude. Ce n'est qu'après qu'on peut commencer à enseigner des choses utiles. C'est dangereux, dans une société qui se veut égalitaire, de désigner des leaders très jeunes, selon des critères intellectuels et non des qualités personnelles de leadership. Cela crée deux classes : les gens qui peuvent monter rapidement dans la hiérarchie et les autres. »

« Pourtant les entreprises recherchent de plus en plus des diplômés d'école de gestion. Il y a une très forte demande. »

« Lorsqu'on demande aux chefs d'entreprise quels diplômés ils souhaitent embaucher, ils disent : des littéraires ou des scientifiques. Mais lorsqu'on demande aux directeurs de personnel qui les engagent effectivement, ce sont les diplômés d'école de commerce. Mais est-ce vraiment leur intérêt ? En fait les écoles de gestion servent surtout à sélectionner des gens qui s'intéressent aux affaires, alors que si on prend quelqu'un qui sort de Sciences-Po, on pourra tomber sur un contestataire qui aura du mal à s'intégrer. Mais quel gaspillage ! On ferait mieux d'engager dans les entreprises des gens qui ont une bonne formation de base en histoire, en sciences ou en littérature et leur donner, dix ans plus tard, la formation en management dont ils auront besoin. »

**Un système absurde**

« Et selon vous, en quoi devrait consister la formation des MBA ? »

« D'abord, il faut éliminer les barrières entre les fonctions : marketing, finances, organisation... Maintenant, on parle de plus en plus de gestion de projet, de développement produits en équipe, avec un lien très fort entre marketing, génie et production. »

« Ensuite, je privilégierais trois dimensions : »

« La compréhension du monde managerial. L'étudiant doit comprendre le fonctionnement d'une organisation, le comportement des individus, la marche de l'économie... »

« L'aptitude au management. Il faut en particulier apprendre aux étudiants à trouver l'information, à négocier, à bâtir une culture, à regarder avec une vision... et non à jouer avec des mots et des chiffres. »

« La création ou le « design ». C'est peut-être le plus important. Apprendre à concevoir, à créer des produits, des environnements, des structures, des stratégies... »

« Peut-on imaginer une « classe de design » ? »

« Oui, s'il s'agit de jeunes cadres de trente ans ayant un problème particulier à résoudre dans une entreprise. On peut voir ensemble de quelles informations ils ont besoin, quels enseignements leur seront utiles, quels types de solutions imaginer... Il y a ensuite un feed back avec l'entreprise, qui »

## La Bourse aux stages

La troisième édition de la Bourse aux stages du « Monde » démarre le 20 novembre. Plus de 100 stages à l'étranger à gagner.

La Bourse aux stages redémarre. Pour la troisième année consécutive, cette opération, organisée par « Le Monde Campus », avec Europe 1 et la Commission des Communautés européennes, permettra à des étudiants de gagner plus de cent stages à l'étranger. Il leur faudra, pour cela, répondre aux questions publiées dans le Monde, du 20 au 29 novembre, portant sur les vingt-trois entreprises qui offrent des stages et sur la CEE. Les candidats sélectionnés seront réunis, le 7 mars prochain, à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, pour avoir des entretiens avec les représentants des entreprises.

La Bourse aux stages est ouverte à tous les étudiants ayant, en 1990, au moins le niveau bac + 3, quelles que soient leurs études et leur discipline. Un indice permettant de répondre aux questions sera diffusé chaque jour au « Journal de 20 heures » d'Europe 1, pendant la durée du concours. Cet indice peut aussi être consulté sur minitel : 3615 LM.

Les candidats qui désirent avoir des renseignements ou des témoignages plus concrets sur la Bourse aux stages pourront interroger les lauréats de l'année précédente, qui ont accepté de devenir des « délégués de la Bourse aux stages » dans leur établissement.

Ainsi, Sandrine Perrin, à l'INSA de Lyon, a été si satisfaite de son expérience chez Schlumberger à Felixstow (Grande-Bretagne) qu'elle y retourne en avril prochain pour un stage de fin d'études, avec l'espoir qu'il débouche sur un emploi. « J'ai été bien encadrée par mon chef de service, beaucoup aidée par tous les ingénieurs. Et l'on a mis à ma disposition tout le matériel informatique nécessaire », raconte-t-elle. L'entreprise lui »

avait confié un projet important : la simulation d'un nouveau compteur qui doit faire l'objet d'accords de fabrication avec British Gas. Elle a vécu dans une famille anglaise et reçu un salaire d'environ 7 000 F.

Olivier Le Mauguon, de l'ESCP, a été envoyé par la SNECMA chez Martin Baker, une entreprise de la banlieue de Londres qui fabrique des sièges éjectables. « J'ai réalisé un audit technique du système informatique utilisé par le service contrôle de gestion, explique-t-il. C'est-à-dire un travail effectué dans des conditions professionnelles réelles. » Le voyage, le logement et un salaire de 5 000 F ont été pris en charge par la SNECMA.

David Papias (Sup de Co Toulouse), a été chargé par la maison-mère allemande de France-Loisirs d'analyser les méthodes d'autres clubs. « J'ai pu travailler en toute autonomie, comme l'aurait fait un consultant professionnel. L'intérêt de mon travail était de se conclure sur des recommandations concrètes pour la politique marketing du club. »

Valérie Renault (CELSA) et Patricia Hansen (maîtrise d'information et communication de l'université de Lille-III) ont, toutes deux, été accueillies par les bureaux d'information de la CEE, la première à Rome, la seconde à Munich. « Le bureau de la Commission m'a ouvert toutes les portes. L'image du Monde était aussi un superbe passeport », explique Valérie. Quant à Patricia, c'est à Munich, reconnaît-elle, qu'elle a vraiment compris l'Europe. Elle comprend maintenant l'effet d'un programme Erasmus pour repartir, cette fois en Angleterre. F.G.

LA BOURSE  
LE 1  
AUX STAGES  
ETUDIANTS\*  
GAGNEZ  
PLUS DE 100 STAGES  
DANS LE MONDE ENTIER  
Participez à la Bourse aux stages dans le Monde  
du 20 au 29 novembre 1989 (datés du 20 au 30-11-1989)

BAC + 3 minimum  
obtenu courant 1990

Le Monde  
CAMPUS

AVEC  
EUROPE 1

AVEC LA PARTICIPATION DE  
COMMISSION DES COMMUNAUTES  
EUROPEENNES  
(programme Carnot)

AFS VIVRE SANS FRONTIERE

VIVRE UNE AUTRE CULTURE...

Apprendre une autre langue en famille et au lycée.

AFS-VSF c'est, pour des jeunes de 15 à 18 ans, la possibilité de partir deux mois, trois mois ou une année entière à l'étranger.

Une expérience unique, un atout pour la vie.

PARTAGER SA CULTURE...

... en accueillant chez soi pendant un été ou une année des jeunes du monde entier.

AFS-VSF, association loi 1901 reconnue d'utilité publique, est spécialisée depuis 40 ans dans les échanges interculturels avec 60 pays.

AFS VIVRE SANS FRONTIERE  
46, rue du Commandant Dubail - 94132 FONTENAY-SOUS-BOIS Cedex.  
Tél. (1) 43.94.11.88.



CAMPUS

# Un baccalauréat scientifique unique

Un tronc commun allégé et un choix obligatoire d'options dans les lycées. Un baccalauréat comprenant une partie de contrôle continu. Telles sont quelques-unes des propositions remises par les commissions de spécialistes à M. Jospin.

AU-DELA de la réflexion sur les contenus d'enseignement, c'est une révision complète des méthodes et de la formation des professeurs, et, en-dehors, une véritable réforme des lycées que proposent la plupart des huit commissions réunies par le ministre de l'éducation nationale (1).

Si chacun s'accorde pour rejeter un enseignement de type encyclopédique, seules les commissions de physique, et, dans une moindre mesure, de mathématiques, ont osé pousser le raisonnement au point de recommander quelques « allègements » précis de programmes. Pour les historiens, en revanche, « la lutte contre l'empilement des connaissances et la surcharge de travail ne consiste pas à supprimer telle ou telle partie du programme mais à dégager les points forts et les passages obligés de chaque partie du programme ». Le travers « indiscipliné », qui consistait chaque spécialiste à défendre « sa » discipline sans se préoccuper des autres, n'a pas été totalement écarté — la commission constituée autour des sciences de la terre et de l'univers (géologie, climatologie, astronomie, géochimie) réclame logiquement la création d'un enseignement de cette discipline, — mais les auteurs ont fait de louables efforts pour donner un contenu concret à la notion d'interdisciplinarité (voir nos encadrés ci-dessous). En réalité, la plupart des experts s'accordent pour expliquer les difficultés moins par le contenu de

l'enseignement lui-même que par les méthodes et, dans les lycées, par les structures. « Nos programmes ne sont pas particulièrement ambitieux, mais nos exigences sont quelquefois exagérées et notre système d'évaluation des élèves pilote et déforme systématiquement les programmes », écrivent les mathématiciens.

Pour assurer la réussite du plus grand nombre d'élèves, l'idée revient souvent de définir une sorte de « minimum indispensable », complété par des enseignements optionnels, les uns obligatoires, les autres facultatifs. Ce projet se traduirait dans les lycées par une diminution du nombre des filières existantes (A, B, C, D, E, F, G). Les élèves faisant des études scientifiques suivraient un tronc commun prolongé par des « modules optionnels ». Il en serait de même d'autre part, pour les littéraires et pour les « économistes ». Cette architecture générale, présente dans la plupart des rapports, se décline différemment selon les auteurs. La commission de langues se contente d'une allusion, alors que les mathématiciens et physiciens ont étudié cette réforme dans le détail. Leur raisonnement part de la nécessité de réveiller toutes les véritables vocations scientifiques aujourd'hui noyées dans des « filières multinationales et fausement élitistes ».

La commission de mathématiques rejoint celle de physique pour prôner « la création d'une filière scientifique

unique délivrant un seul bac permettant l'entrée dans toutes les filières de l'enseignement supérieur ». Ce nouveau cursus serait construit autour d'un tronc commun comprenant une vingtaine d'heures hebdomadaires de cours, dont les deux tiers de matières scientifiques. Il comporterait moins d'heures de maths que les actuelles sections « S » et « C », mais les élèves réellement motivés par cet enseignement pourraient le renforcer en choisissant une option. Tous les élèves choisiraient parmi une large palette de modules optionnels semestriels, c'est-à-dire n'occupant que l'équivalent de la moitié d'une année scolaire.

La commission de physique distingue entre des modules « de soutien », choisis par les enseignants, et des modules « de culture générale » et d'« approfondissement » choisis par les élèves selon leurs possibilités et leurs goûts. Ces modules seraient le terrain privilégié des nouvelles formes d'enseignement et de travail des élèves (interdisciplinarité, travail en équipe sur un projet, etc.). « Seuls des systèmes de modules optionnels peuvent permettre des enseignements aussi riches et aussi diversifiés pour faire éclore des talents actuellement souvent perdus et permettre une bonne orientation par les goûts personnels et non par l'échec », plaide M. Didier Daculsi, président de la commission de mathématiques, très critique à l'égard des « filières rigides », actuelles, difficiles

à adapter à l'évolution des disciplines, et inévitablement hiérarchisées.

Cette nouvelle architecture des études rejallirait logiquement sur l'évaluation des élèves. Les mathématiciens veulent établir une distinction entre les contrôles destinés à « aider à apprendre » et ceux qui sont conçus pour « juger », ces derniers étant limités à deux par trimestre. La disparition des filières sonnerait le glas du baccalauréat sous sa forme actuelle. Il faudrait « modifier, progressivement mais radicalement, la forme et l'esprit », écrit M. Pierre Bergé, président de la commission de physique, qui préconise l'abandon de l'examen terminal unique au profit d'une évaluation plus répartie tout au long de l'année et comprenant des épreuves pratiques : « deux épreuves de ce type pourraient être organisées, sous la conduite de deux professeurs, dont un appartenant pas à l'établissement concerné. Pour leur part, les experts en maths prévoient que le bac scientifique et celui d'économie pourraient comporter deux types d'épreuves, les unes nationales, de type classique ou « questionnaire à choix multiples », les autres organisées localement et sanctionnant le travail correspondant aux modules optionnels.

La commission histoire — géographie — sciences sociales, présidée par M. Philippe Joutard, ne va pas aussi loin. Elle renvoie l'examen des modules concrets d'une réforme des

cursus au conseil national des programmes créé par la loi d'orientation sur l'éducation de juillet dernier. Toutefois la commission retient le principe d'un « tronc commun équilibré pour la première et la terminale ». Destiné à « favoriser la diversité des orientations où les élèves peuvent exceller », ce tronc commun, identique pour les élèves de l'enseignement général et de l'enseignement technique, comprendrait : français, philosophie, langues vivantes, histoire-géographie-éducation civique, sciences expérimentales, mathématiques et éducation physique. La spécialisation se ferait « par des modules optionnels définis nationalement » qui représenteraient un tiers de l'horaire obligatoire de première et la moitié en terminale. De son côté, la commission sur l'enseignement des sciences de la Terre et de l'univers, présidée par M. René Blanchet, se situe elle aussi dans la perspective d'un « baccalauréat modulaire » et suggère que l'astronomie fasse l'objet d'une option, au carrefour de la formation scientifique et philosophique.

Plusieurs commissions se retrouvent aussi pour que soient enseignés aux élèves les méthodes de travail. La commission de langues vivantes estime ainsi qu'il convient d'« apprendre à apprendre », et celle de français rêve d'élèves capables de « raisonner » et d'« argumenter ». Les physiciens espèrent même en faire une discipline à part entière, assurée par l'un quelconque des professeurs.

Les mathématiciens souhaitent qu'on enseigne aux élèves à lire et à comprendre les énoncés des problèmes (tâche qui peut parfaitement être confiée à un professeur de lettres). Nombreux sont aussi les experts à exiger la mise en place d'un véritable système d'aide individuelle aux élèves intégré aux établissements, contrôlé par le professeur, mais qui peut être confié entre autres à des étudiants, voire à des élèves des grandes classes.

Ultime préoccupation, mais non des moindres : la formation des enseignants. Elle est particulièrement présente chez les scientifiques, qui sont confrontés à une crise qualifiée de « catastrophique » par les mathématiciens. Ils suggèrent que les étudiants recrutés perçoivent une rémunération, à l'instar des instituteurs, et qu'une prime soit versée à tous les reçus à un CAPES « dans une matière déficitaire » (maths, physique, disciplines technologiques...). Une suggestion qui, comme les nombreuses autres, contenues dans les pages foisonnantes des huit rapports parus, ne manquera pas de susciter bien des commentaires.

PHILIPPE BERNARD

(1) Mathématiques : sciences physiques ; biologie ; chimie ; sciences de la terre et de l'univers ; philosophie ; français, littérature, langues vivantes et sciences ; histoire, géographie et sciences sociales. Le rapport sur l'économie n'a pas encore été publié.

## Réhabiliter l'expérimentation

Le rapport rédigé sous la responsabilité de M. Pierre Bergé, chef du service de physique, du solide et de résonance magnétique du Commissariat à l'énergie atomique, plaide vigoureusement pour la réhabilitation de la physique expérimentale, après avoir lui à révéler la pression des élèves.

Sous la pression des mathématiques, l'enseignement de la physique s'est progressivement formalisé, au point de privilégier les raisonnements dogmatiques par rapport à l'expérimentation. « A ce jeu, la physique perd son âme, son intérêt et son attrait auprès des jeunes », regrette la commission de M. Bergé. Il faut donc « redonner ses lettres de noblesse à l'enseignement expérimental », « faire manipuler les élèves et leur faire appréhender le plus possible une physique proche du monde réel », et éviter de transmettre toute idée de « supériorité de la formulation mathématique sur l'observation expérimentale ».

Pierre Bergé et son collègue Didier Daculsi-Castellé, président de la commission de mathématiques, s'accordent pour affirmer que certaines notions mathématiques peuvent être introduites à partir d'une expérimentation en physique au lieu d'être considé-

rées comme un préalable nécessaire. « Démathématiser », la physique ne suffit pas, il faut trouver une « nouvelle dialectique » entre les deux disciplines.

Cette ambition exige selon le rapport que soit engagée une impressionnante série de réformes. La commission suggère que les professeurs suivent désormais quatre années de formation rémunérée après le DEUG (soit au total bac + 6), incluant une « formation culturelle » du niveau de la maîtrise. Favorable à une « solide réévaluation des salaires », elle réclame aussi « un grand plan national d'équipement expérimental » pour en finir avec la « grande misère » des « labos ».

Dans le même esprit, elle souhaite « imposer » des séances de travaux pratiques en classes dédoublées et le recrutement de personnel de laboratoire. La tonalité est comparable chez les chimistes et les biologistes, qui souhaitent que l'accent soit mis sur le mode de pensée expérimental. En chimie, une heure de « vrais travaux pratiques » devrait être organisée dans toutes les classes du secondaire, tandis qu'en biologie les « TP » pourraient donner lieu à des projets expérimentaux menés sur la durée.

## De la philosophie en première

L'interdisciplinarité fait partie des souhaits émis par les commissions de réflexion sur les programmes de français, de philosophie et de langues vivantes. En français, les membres de la commission présidée par M. Jean-Claude Chevalier, professeur à Paris-VIII, estiment que le travail sur la langue passe par un apprentissage systématique du vocabulaire de différentes disciplines. « Le professeur de français, note le rapport, rencontrera de façon privilégiée les enseignants de langues vivantes et des disciplines scientifiques expérimentales ».

En langues vivantes, les auteurs du rapport rédigé sous la direction de M. Jean Janitza, professeur à Paris-III, soulignent qu'un effort devrait être accompli en matière de civilisation des pays étrangers. Les élèves auraient ainsi intérêt à connaître, outre les mécanismes linguistiques eux-mêmes, l'histoire, la géographie ou la littérature qui fondent l'existence d'une langue. En outre, la langue vivante pourrait être utilisée comme « le véhicule de transmission d'autres disciplines », tout en faisant l'objet de départements spécifiques dans les établissements du secondaire.

La philosophie, enfin, doit accompagner la démarche des autres disciplines, tout en formulant ses propres questions. « La philosophie devrait considérer comme l'une de ses obligations et l'une de ses chances de faciliter la transition, l'interaction et la communication [...] entre les différents secteurs du savoir et de la culture », souligne le rapport de la commission présidée par MM. Jacques Derida, professeur à l'Ecole des hautes études et Jacques Bouveresse, professeur à l'université Paris-I.

Cette conception pluridisciplinaire de l'enseignement doit se traduire par une transversalité de la formation des maîtres. La commission préconise que l'enseignement de la philosophie débute en première par une « initiation » de deux heures hebdomadaires et se poursuive, après la terminale, par un « temps d'approfondissement » pour l'ensemble des cursus du premier cycle universitaire. Au baccalauréat, la formule actuelle qui comprend, au choix, une dissertation ou un commentaire de texte, pourrait être complétée par une série de questions portant sur le vocabulaire, les concepts de base et l'histoire de la philosophie. L'épreuve du baccalauréat technique pourrait être orale et porter sur un dossier constitué par le candidat en cours d'année.

## Moins d'histoire contemporaine

« Pas question de bouleverser » les programmes, annonce d'entrée de jeu Philippe Joutard, président de la commission sur l'enseignement de l'histoire, de la géographie et des sciences sociales. D'autant plus que les programmes viennent de changer dans les lycées. La commission suggère donc d'améliorer leur mise en application, en particulier en supprimant les « répétitions involontaires » (sujets redondants entre géographie, histoire, sciences naturelles ou économie). Ce toilettage devrait permettre de dégager du temps pour développer l'enseignement, actuellement négligé ou inexistant, de

l'histoire des religions, des arts, des sciences et des techniques. Pourtant, malgré ce réalisme affiché, la commission soulève deux questions explosives. Tout d'abord elle estime que le programme d'éducation civique de l'école élémentaire est « beaucoup trop complexe et difficile » ; il est donc « urgent de le réduire et de le simplifier ». D'autre part, elle juge le programme des lycées en histoire « ultracontemporain » (cinq trimestres sur neuf sont consacrés au vingtième siècle) : « On ne peut accepter, estiment les experts, cette mutilation de la discipline historique. » Le

Comité national des programmes est donc invité à étudier rapidement ce dossier, afin d'aboutir, « dans un délai raisonnable », à une révision des programmes.

Si la commission refuse d'entrer dans le « petit jeu » des horaires, elle souligne que « en deçà d'un certain seuil, un enseignement de l'histoire-géographie perd toute signification. » « C'est malheureusement le cas dans certaines parties de l'enseignement technique. » La commission propose un renforcement de l'histoire-géographie dans les séries techniques (E à H) du baccalauréat.

## DE-LIVREZ MOI



Catalogue  
Rentrée Universitaire  
sur demande

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

l'esprit de synthèse  
29,31, quai Voltaire, 75007 PARIS - Tél. (1) 40 45 70 00

LE 15 NOVEMBRE 1989

Nous quittons  
**PARIS** pour aller  
rue de **PARIS**

**PROMO J**

agence conseil en communication spécialisée  
membre de l'AFCC

15 rue de **PARIS**  
92100 BOULOGNE

☎ (1) 46 03 84 84  
télécopieur : (1) 46 04 01 21

هكذا من الاجل

هكذا من الامم



**SUP DE CO  
NANTES**

## L'expérience\* & la clé\* de l'international

■ **Des accords d'échanges concrets avec plus de 20 pays :**  
- Tous les étudiants de 2<sup>e</sup> année suivent au moins un trimestre de cours intégrés de niveau graduate aux USA (O.S.U., Illinois).  
- En projet : tous les étudiants de 2<sup>e</sup> année suivront également 1 trimestre de cours dans 6 universités européennes.  
- 20 possibilités de bourse MBA (en Amérique du Nord et en Europe).  
- Des élèves étrangers (Asie, Europe) intégrés dans le cursus SUP de CO.

■ **Des formations avec et pour des Institutions Internationales :**  
- E.M.P. - European Management Program - une Ecole Européenne avec les Universités de Glasgow et de Bilbao.  
- Des formations de longue durée pour étudiants étrangers : Norvège (Oslo) et Suède (Uppsala), summer-school (U.S.A. et Europe).

■ **Des résultats concrets :**  
- Un réseau européen d'échanges pédagogiques.  
- Formations linguistiques de haut niveau pour la pratique internationale des affaires.  
- Un réseau important d'anciens élèves - cadres et dirigeants dans plus de 20 pays.  
- 150 étudiants M.B.A. depuis 10 ans.

\* L'expérience : plus de 10 ans d'expérience.

\* La clé : nos partenaires et nos anciens élèves en témoignent.

CIME-GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE NANTES  
8, route de la Jonelière - BP 72 - 44003 NANTES Cedex 01  
Téléphone 40 37 34 34 - Télécopie 40 37 34 07

**Le Monde  
CAMPUS**

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

*l'actualité sociale,  
culturelle et pratique*

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

## CAMPUS

### Les stages de la semaine

« Le Monde Campus » publie, chaque semaine, des offres de stages en entreprise pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au (1) 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur minitel 3615 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 95 F.

Les entreprises désireuses de passer les offres sont priées de consulter directement cette association au : (1) 47-35-43-43.

#### MARKETING

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : étude de faisabilité auprès d'entreprises pour évaluer leurs besoins et leurs intérêts en matière d'apprentissage dans le secteur tertiaire. 14 606.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 4 mois à 6 mois. Ind. : 1 500 F et +. Profil : bac + 4. Mission : assistant chef de produit. Assister au développement produit, de sa conception à sa réalisation. 14 605.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Profil : bac + 3. Mission : assistant chef de produit analyse des ventes, étude de marché. 14 604.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois, mi-temps possible. Profil : bac. Mission : suivi d'un fichier client. Relances pour entretien. Homme indispensable. Bonnes dispositions commerciales. 14 603.

Lieu : Sarcelles. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 5 000 F par mois. Profil : bac + 2. Mission : Etude de marché complète sur transport et course. 14 598.

Lieu : Bagnolet. Date : immédiat. Durée : 4 à 6 mois. Ind. : 3 500 à 5 000 F. Profil : bac + 2. Mission : assister un chef de produits France dans la ligne fers à repasser. 14 597.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : mise à jour fichiers,

Conception et routage mailings. Contrats clients. 14 607.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois avec embauche éventuelle. Profil : bac + 3. Mission : réalisation d'une prospection d'entreprises pour un organisme de formation. Mailings, suivi clientèle. 14 588.

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : 3 mois minimum et embauche éventuelle. Profil : bac + 3. Ind. : 3 000 F + prime. Mission : actions de marketing direct pour produits d'imprimerie. Stage en région parisienne, études de marché, plan marketing, vente cartes club. 14 608.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : mise à jour fichiers clients - conception et routage - mailings contacts clients. 14 607.

#### COMMUNICATION

Lieu : Castellane (04). Date : immédiat. Durée : 2 mois, 2 jours/semaine. Profil : bac + 3. Indemnité : Smic ou + (selon compétences). Mission : étudiant américain (Californie) pour traduction de livres américains et relations commerciales avec USA. 18 607.

Lieu : Malakoff. Date : 15/12/89. Durée : 5 mois à mi-temps. Profil : bac + 2. Ind. : 3 500 F pour mi-temps. Mission : secrétariat, assurer la permanence d'une association médicale, et organisation de journées « débats » sur le thème médical. Edition de bulletins trimestriels. 18 598.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : jusqu'au 20/12. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : préparation d'une émission sur FR 3. Contacts avec organismes d'appui à la création d'entreprises... 18 597.

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : à définir. Ind. : à convenir. Profil : bac + 4. Mission : prospection dans le domaine du recrutement, mailings, suivi, et relations avec chefs d'entreprise. 15 599.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : Bac + 2. Mission : documentaliste, mettre en place une bibliothèque européenne, connaissance de l'anglais souhaitée. 18 603.

#### COMMERCIAL

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : % sur ventes. Profil : bac. Mission : vente sur Paris et RP. Dynamisme et bonne présentation. 15 598.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : % sur ventes d'ordinateurs. Profil : connaissances informatiques. Mission : commercial, suivi de clientèle sur fichier de prospection. 17 597.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : selon compétences, mini SMIC. Mission : vendre un produit support de l'audio visuel. 15 595.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Mission : mise en rayon, gestion de commandes. Profil : DUT commerce, distribution. 15 593.

#### GESTION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 1. Mission : mise à jour d'un service et développement d'un service télématique pour PME. 11 558.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à négocier. Mission : secrétariat comptable. TTX souhaité. 12 556.

Lieu : Armentières (59). Date : mars 90. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F/mois et 200 F de frais journaliers. Profil : bac + 2. Mission : calculer le prévisionnel de fonctionnement pour l'année en cours. 12 555.

Lieu : Vaucresson. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à convenir. Mission : participer à l'établissement de documents de gestion, tableau de bord, comptabilité analytique. DECS, école de commerce. 12 554.

Lieu : Maisons-Alfort. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : DESS de gestion. Mission : élaboration de

méthodes après audit du service paie. 12 553.

Lieu : Puteaux. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : gestion du personnel. 13 554.

Lieu : Ollainville. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4 maîtrise de gestion. Mission : 2 études à réaliser sur parcs véhicules et sur le transport en général. 11 557.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois avec embauche éventuelle. Profil : bac G2. Ind. : 2 500 F/mois. Mission : gestion d'une lettre confidentielle. Connaissance du macintosh. 11 545.

Lieu : Evreux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3. Mission : organisation de méthodes dans différents services d'un grand organisme officiel. Sciences économiques. 11 555.

#### INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Profil : bac + 2. Ind. : 3 500 F à 4 800 F. Mission : modifier et enrichir une application D base III. 17 594.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 500 F/mois. Mission : réalisation d'un système moteur en Turbo Pascal. Expérience dans le graphisme souhaitée et si possible High Screen. 17 625.

Lieu : Compiègne. Date : décembre. Durée : 6 mois. Ind. : 8 000 F/mois. Profil : DESS informatique sciences et techniques et génie logiciel. Mission : développement de logiciels. 17 605.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois ou 2. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : modification et enrichissement d'une application lourde sous D Base III. 17 594.

et de nombreux autres stages sur minitel  
**3615 JOBSTAGE**  
ou au  
**47-35-43-43**

**JUSQU'AU 30 NOVEMBRE  
RENAULT VOUS REÇOIT CINQ SUR CINQ**



## REPRISE ARGUS + 5 000 F

Reprise Argus + 5 000 F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault Supercinq. Conditions générales Argus. Diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

## FINANCEMENT SPÉCIAL

LOA sur 25 mois\*

Par exemple pour une Renault Supercinq Five 3 portes. Prix TTC clés en main 47 000 F. Location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 18 800 F (1<sup>er</sup> loyer majoré 11 750 F + dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale 7 050 F) et 24 loyers de 1 295 F. Coût total en cas d'acquisition 49 880 F.

**Coût total du financement : 2 880 F TTC.**

Ces deux offres, valables jusqu'au 30/11/89, sont réservées aux particuliers et concernent les V.P. neufs.

\* Sous réserve d'acceptation par la DIAC - SA au capital de F. 321 490 700 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221

**DANS TOUT LE RESEAU RENAULT**





# ÉDITION

## M. Christian Gallimard parrain du mariage Belfond-Masson

Après l'annonce, le 17 octobre, du rachat du groupe Belfond par les éditions Masson (le Monde du 18 octobre), M. Pierre Belfond, PDG de la maison du même nom, et M. Jérôme Talamon, PDG de Masson, ont donné, mardi 14 novembre, une nouvelle conférence de presse pour révéler l'entrée de M. Christian Gallimard dans le conseil d'administration des éditions Belfond, sans participation dans le capital.

« Il y avait un parrain aux fiançailles », des deux maisons, a déclaré M. Pierre Belfond ; « parrain honoraire symbolique », a-t-il souligné, en raison du nom qu'il porte. Petit-fils du fondateur de la célèbre maison, frère aîné de M. Antoine Gallimard, actuel PDG, M. Christian Gallimard, qui dirige Editio-Service, éditeur suisse installé sur le marché international, avait violemment mis en cause, en juin, la gestion et la politique éditoriale actuelle de son frère. Dans un entretien au *Nouvel Observateur*, il accusait ce dernier d'avoir « détruit la dynamique Gallimard : la famille et la comité de lecture » (le Monde du 7 juillet).

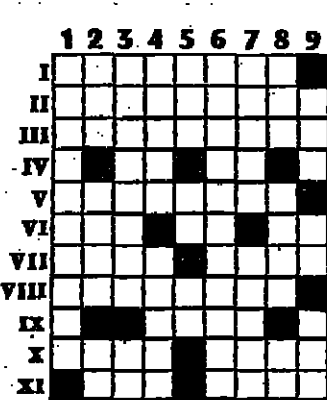
« Je ne souhaite pas entrer dans la guerre des clans du septième arrondissement », a déclaré M. Christian Gallimard, qui avait quitté en 1963 la maison fondée par son grand-père tout en demeurant actionnaire. Pour lui, « il n'y a pas d'interférence » entre « le problème personnel et familial » qui l'oppose à l'actuelle direction de Gallimard et sa décision d'entrer dans le conseil d'administration de Belfond.

Sans être « indifférent » au destin de la maison de la rue Sébastien-Bottin et se réclamant toujours de l'exemple de son grand-père (sur le plan éditorial aussi bien que sur celui de la gestion), M. Christian Gallimard souhaite apporter à Belfond son expérience internationale. Il a insisté sur les deux axes de son action à venir : diversifier et développer des relations humaines avec les auteurs.

PATRICK KÉCHICHIAN

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5132



### VERTICALEMENT

1. Comme un cœur. — 2. Orque à l'étranger. Fit un travail de cigarière. Donné par le chef. — 3. Au-dessus de l'autel. D'un auditeur. — 4. Ville du Japon. Peut qualifier un boxeur. — 5. Réagit joyeusement. Pure chinoiserie. Sortie des enfants. — 6. Quel on ne peut pas s'attaquer. — 7. La bonne c'est parfois le mariage. Peut-être assommer celui qui est à découvert. — 8. Cri dans un cirque. Pas atteint. « Terme » de mépris. — 9. Endroit où l'on voit le jour. Apparu. Carré, c'est un domaine réservé.

Solution du problème n° 5131

### Horizontalement

I. Carrefour. — II. Orailleur. — III. Ute. Laica. — IV. le. Régée. — V. Bobo. Or. — VI. Amoral. — VII. Maternité. — VIII. En. Réer. — IX. Née. Uti. — X. Tentat. Or. — XI. Réussite.

### Verticalement

1. Couinement. — 2. Arts. Anier. — 3. Réa. Bât. Ans. — 4. Ri. Romer. Tu. — 5. Eléboro. Es. — 6. Flagorneur. — 7. Cél. Aéré. — 8. Urcéol. Lot. — 9. Sémé. Hère.

GUY BROUTY

## PARIS EN VISITES

JEUDI 16 NOVEMBRE

- « La Marie sud, ses hôtels et jardins », 10 heures, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais).
- « Kathmandou, pays de la déesse vivante », 12 h 30, 6, place d'Alsace (Musée Guimet).
- « La peinture réaliste au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Chapelle, sous le rhinocéros (Arts et spectacles).
- « Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, rue Lobau. Inscription au 46-56-67-63 (D. Bouchard).
- « Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).
- « Ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et place de Furstemberg », 14 h 30, devant l'église (E. Roman).
- « Ruas et maisons du Moyen Âge autour de Saint-Martin », 14 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).
- « Grande Arche et quartier de la Défense », 14 h 30, RER la Défense, sortie 1, 104 et 105.
- « Les salons de la Bibliothèque nationale », 14 h 45, métro Bourne, sortie Bibliothèque nationale (M. Banassat).
- « L'Hôtel de Clugny », 15 h 15, 13, rue de Clugny (J. Huet).
- « Exposition « Archéologie de la France », 15 h 30, sortie métro Champigny-Clémenceau (Arts).

### MONUMENTS HISTORIQUES

« La Conciergerie, palais royal et prison révolutionnaire », 15 heures, 1, quel que l'Horloge.

## CONFÉRENCES

- 18, boulevard Haussmann, 14 h 15 et 18 heures : « Les chapelles du Nord-Pas-de-Calais », par M. Jeannen (Maison du Nord-Pas-de-Calais).
- Salle des Ingénieurs, 9 h, avenue d'Alsace : « Les églises de l'histoire », par O. Boucher (Amis du Vieux Paris).
- Association Sainte-Agnès, 23, rue Oudinot, 15 heures : « L'art grec » (Arts).
- Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « Les figures de la connaissance. Le mariage entre la culture scientifique et l'art à Florence », par P. Morel (Mariani et maritimes).
- 35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Europe de la déesse », par A. Pinto Machado, consul général du Portugal à Bayonne (Maison de l'Europe).
- 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (salle du Haut Conseil), 18 h 30 : « Regards sur l'histoire », rencontre-débat avec témoins et journalistes (Institut du monde arabe).
- 91, rue de Seine, 20 heures : « Psychologie transpersonnelle et itinéraire spirituel. Recherches contemporaines en psychologie et traditions spirituelles », par J.-Y. Laloup (L'Espace bleu).
- 148, rue Raymond-Losserand, 20 h 15 : « Affirmation de soi », par D. Varma. Entrée libre (Soleil d'or).
- 9, rue Gutenberg, 20 h 45 : « Dernier homme vraiment nouveau ? St. Aurélien et le Nouvel Âge », par Y. Laméon (L'apogée).

COLLOQUE : Politique et mystique chez les jésuites. — A l'approche d'anniversaires touchant saint Ignace et la Compagnie de Jésus (cinquième centenaire de sa naissance en 1911), le centre Sèvres organise un colloque, les 8 et 9 décembre, sur le thème « Politique et mystique chez les jésuites : hier et aujourd'hui ». Avec notamment Jean-Claude Dhôtel, Claude Langlois, Pierre Vallin, Jacques Sommet, Pierre-Yves Calvez, Jean Lacouture, etc.

Le 8 décembre de 18 heures à 20 h 30, le 9 décembre de 9 heures à 18 heures. 35, rue de Sèvres, 75006 Paris, métro : Sèvres-Babylone. Tél. : 45-44-58-51.

### DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

# AGENDA

## CARNET DU MONDE

### Naissances

— Sophia  
est née au Havre, le 5 novembre 1989, à la grande joie de ses parents.  
M. Alexis ASTRAKHAN  
et M<sup>me</sup>, née Michèle MERCIER.  
De ses cousins Paul et Marie-Pascale.  
Et de sa famille.  
La Souveraine (Creuse).  
Moscou (URSS).  
Cormelles-en-Parisis (Val-d'Oise).  
Bommes (Nord).

### Décès

— Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Marie Bouyala  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Hélène Bouyala,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Bouyala,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Bruno de Lévison,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Bouyala  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Anne Bouyala,  
M<sup>me</sup> Bernadette Bouyala  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Bouyala  
et leurs enfants,  
Les familles Bouyala d'Arnaud, de Gasquet et Repellin,  
font part du décès de

docteur Jean BOUYALA,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,

leur père, beau-père, grand-père,  
arrière-grand-père, beau-frère et oncle,  
survécu le 12 novembre 1989.

Les obsèques auront lieu le samedi  
18 novembre, à 10 h 30, en l'église des  
Chartroux, à Marseille-4.

— Meudon, Paris, Cambridge  
(Mass.). Brattleboro (Verm., E.U.).

La famille Chalufour  
à la tristesse de faire part du décès dans  
sa quatre-vingt-onzième année de

M<sup>me</sup> ALICE CHALUFOUR,  
magistrat honoraire,  
survécute le 26 octobre 1989.

La cérémonie religieuse, suivie de  
l'inhumation dans le cimetière de famille,  
a eu lieu à Neuilly-sur-Seine (Seine-  
Maritime), dans la plus stricte intimité.

— Sa famille et ses nombreux amis  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Emile COUDERC,  
Palme académique,  
survécute le 13 novembre 1989, en son  
domicile, dans sa quatre-vingt-  
seizième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité  
familiale au cimetière du Mans  
(Sarthe).

27, avenue de Suffren,  
75007 Paris.

— M. Pierre Gilie,  
son épouse,  
leurs enfants, petits-enfants,  
Toute sa famille et ses amis  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Claude GILIE,  
membre de la Société d'archéologie  
médiévale,  
survécute accidentellement le 12 novembre  
1989, dans sa soixante et unième  
année.

La messe de communion aura lieu le  
samedi 18 novembre, à 15 heures, en  
l'église Saint-Pierre de Montfort-sur-  
Risle.

Séquence,  
27290 Montfort-sur-Risle.

— M<sup>me</sup> Christiane Izern,  
M. François Murrille,  
Sa famille et ses amis,  
ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

M. Patrick IZERN,  
survécute le 12 novembre 1989, à l'hôpital  
Saint-Antoine, à la suite d'une longue  
maladie.

Une messe a été célébrée en l'église  
Saint-Julien-le-Pauvre, rue Saint-  
Julien-le-Pauvre, 75005 Paris, mer-  
credi 15 novembre, à 14 heures.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-02.

Les avis peuvent être insérés  
LE JOUR MÊME  
s'ils nous parviennent avant 9 h  
au siège du journal,  
7, rue de la Harpe, 75007 Paris Cedex 05.  
Tél. : 42-47-96-02.  
Télécopieur : 45-23-08-51.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 67 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 80 F

Les lignes en capitales grasses sont  
facturées sur la base de deux lignes.  
Les lignes en blanc sont obligatoires  
et facturées. Minimum 10 lignes.

### Naissances

— M. Alfred Izrine,  
Alain-Pierre et Michèle Laridon,  
ses enfants,  
Lise, Yannick, Marc,  
ses petits-enfants,  
Les familles Izrine, Degand, Laridon,  
Froukine, Schenkar, Wayser,  
Marmet, Nicolas,  
Ainsi que tous leurs parents et alliés,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Louise IZRINE,  
née Degand,  
survécute le 14 novembre 1989, à son  
domicile.

Les obsèques auront lieu au cimetière  
de Bagneux le jeudi 16 novembre,  
à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être adressés à  
l'Association France Alzheimer,  
49, avenue Mirabeau, 75001 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

119, avenue André-Morizet,  
92100 Boulogne.  
7 bis, avenue du Midi,  
87000 Limoges.

— M<sup>me</sup> Roger Lacroix,  
Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

colonel Roger LACROIX,  
(transmissions),  
survécute le 13 novembre 1989, dans sa  
quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu à  
l'église de Rosny-sur-Seine (78), ven-  
dredi 17 novembre, à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Claudine Chanson,  
M<sup>me</sup> Laurence Rubel,  
M<sup>me</sup> Lisbeth Camaret,  
M<sup>me</sup> Martine Waringhem,  
M<sup>me</sup> Jean-Pierre Schachet,  
ses nièces et neveux,  
ainsi que leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Paulette Bogniet,  
sa très chère cousine,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie LECUYER  
(fille de M. H. Emile Lecuyer  
et M<sup>me</sup>, née Gabrielle Ledoux),  
survécute le 4 novembre 1989, à Lau-  
sanne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chantemerle II,  
1010 Lausanne (Suisse).

— M<sup>me</sup> Bernard Lepître,  
son épouse,  
Elisabeth et Pierre-Edouard  
Garnier,  
Benoit et Marie-Anne Lepître,  
Cécile Lepître,  
leurs enfants,  
Arthur, Victoire, Tristan Garnier,  
Marine et Nicolas Lepître,  
ses petits-enfants,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard LEPLATRE,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
survécute le 13 novembre 1989, dans sa  
soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
jeudi 16 novembre, à 15 h 45, en  
l'église de Surville (Val-d'Oise) suivie  
de l'inhumation dans le caveau  
familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue du Conseiller-Collignon,  
75016 Paris.

### Anniversaires

— Le professeur  
Georges FRIEDMANN  
nous a quittés le 15 novembre 1977.

Son épouse et ceux qui l'ont connu et  
aimé lui restent fidèles.

— Il y a deux ans,  
Laurent GARSON,  
21 ans, étudiant à Paris-I,

Jérôme GARSON,  
19 ans, étudiant à Dauphine,  
étaient attachés à l'âge de toutes les  
espérances, à l'affection de leurs  
parents, leur famille, leurs amis, qui,  
par la pensée et la prière, veillent sur  
eux.

Nous n'oublions jamais.

« Comment pourrais-je jamais vous  
oublier, puisque je n'ai pas à me souve-  
nir de vous : vous êtes le présent qui  
s'accumule. » René Char.

— Il y a quatre ans, le 16 novembre  
1985,  
M<sup>me</sup> Éliane GRUNWALD,  
née Halot,

quittait les nôtres.

Que ceux qui l'ont connue et aimée  
aient une pensée affectueuse, en y as-  
sociant le souvenir de son époux

Gilbert S. GRUNWALD.

### Naissances

— Il y a dix ans, le 15 novembre  
1979, décédait subitement mon épouse  
Sandra HIPSZMAN.

Il est demandé à ceux qui l'ont  
connue une pensée pour elle.

— En souvenir de  
Jean MAITRON  
qui nous a quittés le 16 novembre 1987.

### Avis de messes

— Une messe sera célébrée le  
samedi 25 novembre, à 10 h 45, en la  
chapelle de l'église Notre-Dame-  
du-Parc-de-Secours, rue Albert-I<sup>er</sup>, à  
Antibes, à l'intention de

André HUGOT,  
qui nous a quittés le 3 septembre 1987.

### Communications diverses

— Charmettes Marcot, Fayet, Robi-  
neau, Villette exposent peintures,  
sculptures, aquarelles et linogravures  
du 17 au 30 novembre, galerie Artère,  
79, rue de Paris, Maisons-Laffitte. Tél. :  
39-62-90-92.

— L'Association internationale des  
docteurs (lettres et sciences humaines)  
des universités de France (AIDUF),  
184, boulevard Saint-Germain, Paris-6,  
organise son III<sup>e</sup> colloque internatio-  
nal le 16 décembre, de 9 h 30 à 18 h 30,  
au grand amphithéâtre de la Société de  
géographie, 184, boulevard Saint-  
Germain, Paris-6, avec douze interve-  
nants sur le thème central « Le Bicen-  
tenaire de la Révolution française ». Tous  
les membres et sympathisants sont  
cordialement invités. Entrée libre.

— L'Amicale du camp des aspirants  
organise, le vendredi 17 novembre, de  
16 h 30 à 19 h 30, à la Maison des arts  
et métiers, 9 bis, avenue d'Iéna,  
75016 Paris, une vente des œuvres  
(livres, tableaux, objets d'art) de ses  
membres, au bénéfice de ses œuvres  
sociales.

### Soutenances de thèses

— Université Paris-II, le jeudi  
16 novembre, à 9 h 30, salle des  
cours, M<sup>me</sup> Dominique Gicant :  
« Le droit au respect de l'auteur au  
droit français ».

— Université Paris-I (Panthéon-  
Sorbonne), le samedi 18 novembre, à  
14 heures, amphithéâtre Lefebvre,  
Sorbonne, M. Jean-Louis Robert :  
« Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens  
pendant la Grande Guerre et l'immédiat  
après-guerre ».

— Université Paris-I (Panthéon-  
Sorbonne), le lundi 20 novembre, à  
14 h 30, amphithéâtre 102, 9, rue  
Mablier, M. Yves Le Fur : « Esthétique  
des ciras anatomiques de Gaston Grio-  
lio Zumbro (1656-1701) à Pierre Spiz-  
ner (1834-1896) ».

— Université Paris-X (Nanterre), le  
jeudi 23 novembre, à 14 heures,  
salle E-07 (bât. G), M. El Cohen  
Abdelmajid : « Etat, classes et tribus  
au Maroc. La marche vers la déca-  
dence depuis le XVI<sup>e</sup> siècle ».

— Université René-Descartes  
(Paris-V), le jeudi 23 novembre, à  
15 h 45 (Sorbonne), salle 224, galerie  
Claude-Bernard, escalier P, 1<sup>er</sup> étage,  
1, rue Victor-Cousin, M<sup>me</sup> Nadir Zago :  
« Travail des enfants et socialisation  
dans le milieu paysan. Une étude  
supra des familles d'exploitants agri-  
coles dans l'Eilat de Santa-Catarina  
(Brésil) ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel*  
des dimanche 12, lundi 13 et mardi  
14 novembre :

### UN DÉCRET

● N° 89-833 du 9 novembre  
1989 relatif au statut particulier  
des inspecteurs généraux de l'édu-  
cation nationale.

### DES ARRÊTÉS

● Du 3 novembre 1989 fixant,  
au titre de l'année 1990, le nombre  
de places offertes aux concours  
externes et internes de recrutement  
de professeurs agrégés stagiaires de  
l'enseignement du second degré  
(agrégation) (femmes et  
hommes).

● Du 3 novembre 1989 fixant  
au titre de l'année 1990 le nombre  
de places offertes aux concours  
externes et internes de recrutement  
de professeurs stagiaires en vue de  
l'obtention du certificat d'aptitude  
au professorat de l'enseignement  
du second degré.

### UNE CIRCULAIRE

● Du 2 octobre 1989 relative à  
l'application du décret n° 86-583  
du 14 mars 1986 concernant les  
objets d'ameublement.

### DES ARRÊTÉS

● Du 8 novembre fixant le  
calendrier du concours général des  
lycées (session de 1990).

● Du 17 octobre 1989 fixant les  
taux des redevances communales et  
départementales des mines applica-  
bles pour 1989.

صك من الاصل





# A l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire Le Nouvel Observateur

présente  
la plus grande enquête jamais réalisée  
sur l'état de la société en France

# LE PRIX D'UN FRANÇAIS

Il y a seize ans, cette grande enquête, réalisée à la veille de la crise mondiale et dirigée par Josette Alia, marquait une date dans l'histoire de notre journal... et dans celle des mentalités. Quelles sont les élites ? Qui sont les privilégiés ? Quels sont les salaires, les avantages liés à votre profession, les portes qui vous sont ouvertes, les bastilles imprenables ? Où vous situez-vous sur la grande carte du Tendre - et du dur -, cette autre carte de France qu'un gros ordinateur, nourri par les résultats d'une enquête sans précédent, avait dessinée comme par magie ? 1989 : la « sortie de crise » dont on nous parle tant a-t-elle modifié ce grand tableau d'une France à la fois conformiste et surprenante ? Pour le savoir, Josette Alia a relancé notre

machine à mieux connaître les Français : 30 enquêteurs, plus de 1 200 pages d'interviews, des milliers de chiffres, des kilomètres de listing ont été nécessaires pour fixer à nouveau le portrait informatique de la société française. Oui, les élites ne sont plus ce qu'elles étaient, même si elles sont toujours aussi puissantes... Oui, bien des situations se sont dégradées, des professions nouvelles sont apparues, dont vous ignorez jusqu'au nom, des privilèges se sont estompés tandis que d'autres écarts se creusaient... Français, qui croyez avoir si peu changé, comme vous avez bougé ! Pour le meilleur ? Pour le pire ? Vous saurez tout - ou presque - en lisant cette semaine la grande enquête du « Nouvel Observateur » sur « le Prix d'un Français ».

## LES PROFESSIONS ÉTUDIÉES

ACCOMPAGNATEUR DE VOYAGES  
AGENT DE CHANGE  
AGENT DE MAINTIEN RENAULT  
AGENT DE MAINTIEN SNCF  
ARGILLEUR DU CIEL  
ARCHITECTE INDEPENDANT  
ARCHITECTE SALAIRE  
ARTISTE PEINTRE  
ASSISTANTE SOCIALE  
ATTACHEE DE PRESSE  
AVOCAT  
AVOCAT STAGIAIRE  
BALAYEUR  
BOUCHER  
BOULANGER  
CABBISTE  
CAPITAINE ARMEE  
CARDIOLOGUE  
CHANTEUR COMPOSITEUR  
CHEF DE LABORATOIRES CHIMIE  
CHEF DE PUBLICITE ENTREPRISE  
CHERCHEUR CNRS  
CLERC DE NOTAIRE  
COMEDIEN CELEBRE

CONDUCTEUR SNCF  
CONSEILLER FINANCIER BANQUE  
COUREUR CYCLISTE  
DEPUTE COMMUNISTE  
DEPUTE UDR  
DESSINATEUR  
DIRECTEUR AGENCE DE BANQUE  
DIRECTEUR AGENCE DE VOYAGES  
DIRECTEUR D'ECOLE PRIMAIRE  
DIRECTEUR DE THEATRE  
DIRECTEUR GRANDE BANQUE  
DIRECTEUR HYPERMARCHÉ  
DOCUMENTALISTE  
ECRIVAIN  
EMPLOIE DE BANQUE  
EXPLOITANT AGRICOLE  
FABRICANT DE FRET-A-PORTER  
FOOTBALLEUR PROFESSIONNEL  
GRAND PATRON HOSPITALIER  
GROSSISTE ACCESSOIRES AUTO  
GUICHETIER SNCF  
HUISSIER DE JUSTICE  
INFIRMIERE HOPITAL  
INGENIEUR CORPS DES MINES

INGENIEUR INFORMATICIEN  
INSPECTEUR DES FINANCES  
INSPECTEUR DES IMPOTS  
INSTITUTRICE  
INTENDANT LYCEE  
JOCKEY  
JOURNALISTE PARIS  
JOURNALISTE PRESSE REGIONALE  
MAGISTRAT  
MAIRE PETITE COMMUNE  
MAIRE GRANDE VILLE  
MAITRE DE CONFERENCE DE FAC  
MANDATAIRE AUX HALLES  
MEDECIN DE CAMPAGNE  
MEDECIN GENERALISTE PARIS  
NOTAIRE PARIS  
NOTAIRE PROVINCE  
OS  
OUVRIER DU BATIMENT  
PDG DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE  
PDG GRANDE ENTREPRISE  
PDG RELATIONS PUBLIQUES  
PERMANENT SYNDICAL  
PETIT COMMERÇANT

PHARMACIEN  
PILOTE D'AVION  
PLOMBIER  
POLICIER  
PRETRE  
PROFESSEUR SECONDAIRE AGREGÉ  
PROFESSEUR UNIVERSITE  
PROMOTEUR IMMOBILIER  
PROSTITUEE  
PROVISEUR  
PSYCHOLOGUE  
PSYCHIATRE  
RADIOLOGUE  
REDACTEUR EN CHEF PRESSE  
RESPONSABLE MARKETING  
ROUTIER SALAIRE  
SECRETAIRE  
SOUS-PREFET  
STRIP-TEASEUSE  
SURVEILLANTE HOPITAL  
TAXI INDEPENDANT  
TRESORIER PAYEUR GENERAL  
VENDEUSE PRISUNIC

هكذا من الامل

هكذا من الاعمال

## SPORTS

VOILE : course autour du monde en équipages

### Les eaux noires des cinquantièmes hurlants

Les premiers voiliers de la Course autour du monde en équipage ont parcouru plus de la moitié de la deuxième étape disputée entre Punta del Este (Uruguay) et Fremantle (Australie). Un équipier britannique, emporté par une vague dans les cinquantièmes hurlants, a été repêché mort de froid. C'est la troisième victime depuis le départ de Southampton.

« Nous jouons à la roulette russe, estime Lawrie Smith, skipper de Rothmans. La température est descendue à -3°C et un brouillard gyron limite notre visibilité à moins d'un quart de mille alors que nous surfons sous spinnaker à 20 nœuds à travers les icebergs », les conditions extrêmes de navigation, rencontrées par les vingt-trois voiliers de la Whitbread, la course autour du monde en équipage, ont tourné au drame dans les eaux glacées des cinquantièmes hurlants.

Trois équipiers sont tombés à l'eau, samedi 11 et dimanche 12 novembre,

et ont pu être repêchés, mais l'un d'eux, Anthony Phillips, âgé de trente-six ans, était déjà mort d'hypothermie. Le premier accident a eu lieu à bord de *Fortuna*. Ce maxi espagnol était remonté à la cinquième place après avoir battu un record pour un monocoque de compétition (1) en parcourant 376 milles (606 kilomètres) dans la journée du 7 novembre. Lorsque l'un des équipiers est tombé à la mer, les hommes de quart ont réussi à affaler le génois et à revenir au moteur vers lui en moins de vingt minutes grâce à l'émetteur radio qui permettait sa localisation.

Comme tous les navigateurs de la Whitbread, cet équipier espagnol portait pour cette étape des mers du Sud une combinaison de survie avec gilet de sauvetage lui permettant de résister quelques minutes supplémentaires dans des eaux voisines de 0°C. Ce délai n'a pourtant pas suffi pour sauver l'un des deux équipiers du voilier britannique *Creighton*. *Naturally* emporté par une vague déferlante. Lorsqu'ils ont pu être repêchés après plus d'une demi-heure d'efforts dans une mer démontée, le jeune Belge Bert Van den Dwey (vingt-cinq ans)

était encore vivant mais Anthony Phillips, un cousin du capitaine Mark Phillips, avait succombé à l'hypothermie. Après le suicide du skipper soviétique Alexei Gryschenko et l'accident de moto du Suédois Jarne Gustavsson à l'escala de Punta-del-Este (le Monde du 28 octobre), Anthony Phillips est la troisième victime de cette Whitbread depuis le départ de Southampton.

#### Le danger des growlers

L'autre danger de cette deuxième étape est constitué par la présence d'icebergs et surtout de growlers, ces blocs de glace qui s'en sont détachés et qui sont beaucoup moins détectables par les radars. Afin de réduire au maximum la distance séparant Punta-del-Este de Fremantle (-plus de 7 600 milles), les premiers voiliers ont en effet choisi de descendre très au Sud à proximité de l'Antarctique.

En naviguant le plus au Sud, sur le quarante-neuvième parallèle, le ketch néo-zélandais *Fisher and Paykel* a réussi à s'assurer un avantage d'une soixantaine de milles sur un trio composé de *Rothmans*, *Merit* et *Steinlager*, restés au niveau du cinquantième parallèle. Le vent qui souffle désormais en rafales a permis à plus de 30 nœuds en poussant les énormes montagnes de mer des cinquantièmes hurlants à toutefois permis aux plus légers des maxi comme *Fortuna* ou *Charles Jourdan* de refaire une partie de leur retard à coups de surf géant sur les vagues.

A mi-parcours de la deuxième étape, les sept premiers voiliers se retrouvent séparés par moins de 110 milles. Mais cette rivalité n'empêche pas la solidarité face au danger. Ainsi les skippers ont mis au point un système de veille permanente entre tous les maxi pour prévenir les autres des qu'un iceberg peut être localisé.

GÉRARD ALBOUY

(1) La plus grande distance parcourue à la voile en vingt-quatre heures est de 524 milles par le maxi catamaran *Formule Tag* du Canadien Mike Birch, à l'occasion de la course Québec-Saint-Malo en 1988. Le cliper américain *Lightning* avait réussi 436 milles en 1854.

#### SNOOKER

##### Joe Johnson « bétonne » à Monte-Carlo

Venu d'Outre-Manche, le snooker, billard à six poches se jouant avec vingt-deux billes, est en train de conquérir la France, et principalement les jeunes, qui s'intéressent à ce jeu stratégique pratiqué régulièrement par onze millions de Britanniques et auquel ont participé près de mille joueurs lors du premier championnat de France 1989.

Le snooker ayant été inventé aux Indes en 1875 par un officier britannique, avec pour but essentiel d'empêcher au maximum son adversaire de jouer, Joe Johnson, vainqueur de la finale du Grand Prix Norwich Union 1989, doté de 500 000 francs de prix, au Beach Plaza Hotel de Monte-Carlo, le 12 novembre, aurait sans nul doute été décoré par son auteur, Sir Neville Chamberlain, tant son art de la stratégie défensive, devant le jeune prodige écossais, Stephen Hendry, vingt ans, a confirmé au génie « militaire » dans ce mode de jeu.

G. C.  
Résultats, demi-finales : Joe Johnson bat John Parrott 4 à 3 ; Stephen Hendry bat Tony Knowles 4 à 0. Finales : Joe Johnson bat Stephen Hendry 5 à 3.

### La droite et le PC dénoncent l'insuffisance des crédits affectés à la jeunesse et aux sports

Le gouvernement a dû demander, lundi 13 novembre, à l'Assemblée nationale, la réserve du vote du budget de la jeunesse et des sports. Tout en saluant la personnalité de M. Roger Barnbeck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, les députés des groupes de droite et du centre et le groupe communiste ont dénoncé la faiblesse de ce budget, qui représente, avec

2 354 millions de francs (- 1,3 % par rapport à 1989), seulement 0,19 % du budget général de la nation.

La « rallonge » de 87 millions de francs obtenue, en principe, par le groupe socialiste n'a pas emporté la conviction des députés d'opposition. C'est le septième budget dont le gouvernement demande la réserve.

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin était présent, lundi, au banc du gouvernement pour bien marquer, par sa présence, sa solidarité avec M. Barnbeck, qui, pour la seconde année consécutive, a dû demander la réserve de ses crédits. Ancien sportif lui-même (basket), M. Jospin a estimé que « l'école est le lieu privilégié du sport pour les jeunes ». Le ministre a insisté sur sa volonté de faire avancer « le dossier difficile » de l'aménagement des rythmes de vie des enfants : « En étroite collaboration avec les collectivités locales et le mouvement associatif, nous organisons dans l'école et autour de l'école des activités culturelles, sportives et artistiques, adaptées aux besoins et aux rythmes spécifiques des enfants. Plus de trois mille cinq cents contrats seront conclus l'an prochain. (...) En donnant à chaque enfant les moyens d'exprimer davantage sa créativité et sa personnalité, on permet à nombre d'entre eux de mieux réussir leur scolarité malgré les inégalités socio-culturelles ».

M. Jospin a rappelé que les personnels du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports bénéficient d'un plan de revalorisation en faveur des enseignants conclu au printemps dernier. Ces mesures, « financées sur l'enveloppe consacrée à la revalorisation de la fonction enseignante, concernent plus de quatre mille personnes ». Elles coûtent 2,7 millions de francs en 1989, et 11,9 millions de francs l'année suivante.

#### Moins que l'Opéra-Bastille

« Mettre le sport à sa vraie place : à chacun son sport ; promouvoir l'éducation populaire » : tels sont « les mots d'ordre » lancés par M. Barnbeck. Le secrétaire d'Etat s'est attaché, tout comme M. Jospin, à souligner « la priorité essentielle » de l'aménagement des rythmes de vie des enfants. « Nous sommes en train de réussir une grande œuvre, qu'il faut non seulement continuer, mais amplifier, pour être à la hauteur de l'enjeu. Au cours de la dernière année scolaire, près d'un million d'élèves ont bénéficié d'un aménagement de leurs rythmes de vie scolaires et extra-scolaires, qui a amélioré

leur équilibre personnel et leur a permis des activités culturelles, sportives ou artistiques, facteurs d'épanouissement », a affirmé M. Barnbeck. Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne), a précisé que 30 millions de francs de mesures nouvelles au chapitre « Jeunesse » et 30 millions supplémentaires au chapitre « Développement du sport » sont consacrés à ce dossier.

M. Bapt n'a pas caché toutefois une certaine déception, même s'il a jugé ce budget « bon » dans ses structures, en progression de 4,20 % à structure constante : « Soyons francs, ce budget ne répond pas aux attentes du mouvement sportif, du mouvement d'éducation populaire, des élus locaux attentifs à la question de la jeunesse et des sports ». Plus sévère, le rapporteur de la commission des affaires culturelles, M. Georges Hage (PCF, Nord), a expliqué :

« Chaque année on dispute pour savoir si ce budget est meilleur ou pire que le précédent. Mais il est toujours aussi mauvais ! De 0,27 % du budget global en 1982,

il est passé à 0,19 % : une score budgétaire ».

« La comparaison avec d'autres budgets a de quoi choquer. Celui de la culture continue de croître : le nôtre ne permettrait même pas de construire l'Opéra-Bastille ! » s'est exclamé M. Christian Estron (RPR, Alpes-Maritimes). « Le sport français est aujourd'hui en crise, et la Jospin s'efforce d'être des spectacles surmédiasés, pris dans une inquiétante dérive financière, et des pratiques populaires que le manque de moyens réduit à l'anonymat », a-t-il ajouté tandis que M. Charles Eismann (UDF, Alpes-Maritimes) reprochait au président de la République et au gouvernement de ne pas aimer le sport : « Ils n'en parlent jamais ni à la radio ni à la télévision ».

D'autre part, M. Roger Barnbeck a précisé qu'il avait l'intention de « lancer dès l'an prochain les bases d'une nouvelle filière complète de formation qui mènera les jeunes à partir d'une pratique sportive personnelle non plus à une succession de situations précaires, mais bien à une véritable profession ».

P. S.

## AUTOMOBILE

### BMW 318 IS : les vertus des multisoupapes

L'alternative pour donner à un moteur le nerf nécessaire à des dépassements sans avertissement, c'est aujourd'hui à choisir entre la suralimentation et la multiplication des soupapes. Dans le premier cas, une compression - on alimente la mécanique avec des gaz comprimés, dans le second, on augmente le rendement du groupe par la présence plus ou moins importante de soupapes d'admission et d'échappement. La plupart des marques ont fait, à travers les modèles qu'elles commercialisent, l'expérience des deux formules... et continuent de fournir sur le marché des versions qui adoptent l'une ou l'autre solution.

BMW, depuis vingt ans et plus, a mis au point pour ses véhicules de compétition des 4 cylindres à seize soupapes. En 1978, ses modèles « M 1 » en étaient dotés. L'application fut ensuite étendue à la M 635i CSi et à la M 5, des versions très spéciales, et à la BMW M 3, plus abordable.

La marque bavaroise produit aujourd'hui un modèle public à 1,8 litre de cylindres (bien connu) agrémenté d'une culasse à 4 soupapes par cylindre. On s'en réjouit. D'abord parce qu'à l'inverse d'un dispositif à turbine, les 16 soupapes ajoutent la souplesse à l'accélération. Ensuite parce que cette 318 IS offre un tel agrément de

conduite qu'elle peut tout aussi bien convenir aux allures de « père tranquille ». Rien ne pousse aux excès, rien ne limite l'éventuelle utilisation de la voiture à des vitesses très élevées, comme une partie du réseau routier allemand l'autorise.

Deux arbres à cames entraînés par chaîne, bougies placées au centre de la chambre de combustion, gestion électronique du groupe - comme il se doit - assurent, à l'usage, une sorte de « rondour » du régime.

Sur la route, le comportement apparaît neutre, et à haute vitesse le train arrière (roues indépendantes) se révèle plus maîtrisable que sur de précédentes versions. La direction assistée, de série, favorise un léger flottement du train avant sans que cela soit déterminant pour la sécurité.

BMW propose ce nouveau modèle à 126 900 F. C'est un stout supplémentaire, bien que la voiture ne soit livrable qu'en 2 portes. En tout cas, la 318 IS plaira sûrement à ceux qui n'ont pas franchi le pas vers la voiture de sport mais qui veulent, sans dépenser, avec elle, d'un véhicule sûr et confortable. Dans l'affaire, plusieurs voitures françaises et d'autres sont vieilles.

C. L.

#### PATINAGE ARTISTIQUE

##### Surya, cristal noir

Surya Bonaly, grand espoir du patinage féminin français, a signé, samedi 11 novembre au Palais omnisports de Paris-Bercy, la première victoire importante de sa jeune carrière en remportant l'épreuve féminine du troisième Trophée Lalloue.

Un premier succès qu'elle a accueilli avec sa sérénité habituelle. « Après mon erreur sur la triple lutz, j'ai eu un peu peur, mais je l'ai repassé correctement à la fin de mon programme. » Celui-ci comportait pas moins de huit triples sauts (six réussis, un raté et un réussi à moitié). Un programme de championne du monde pour la petite Réunionnaise qui n'a pas encore seize ans, suffisant en tout cas pour dépasser l'Américaine Holly Cook, qui la précédait avant le libre. Un programme aussi difficile que celui qui lui avait valu la deuxième place des championnats du

monde sur cette même glace en mars dernier.

A l'occasion du Trophée Lalloue, les Parisiens ont découvert une Surya un peu différente. La petite fille du Mondial a mûri, sa silhouette s'est transformée. « Je mesure 1,58 mètre, j'ai dû prendre 4 ou 5 centimètres depuis mars. »

« Avant de faire de jolis programmes, nous nous attachons au contenu, indique son entraîneur Didier Gailhaguet. Les grandes compétitions internationales se gagnent avec des programmes difficiles. Elle a énormément progressé en glisse et en présentation, même si cela ne s'est pas assez vu aujourd'hui. » Troisième du dernier mondial juniors, en décembre 1988 à Sarajevo (Yougoslavie), Surya Bonaly semble armée pour faire au moins aussi bien dans deux semaines dans le Colorado pour l'édition 1989.



Philippe BOUVARD : 16h30

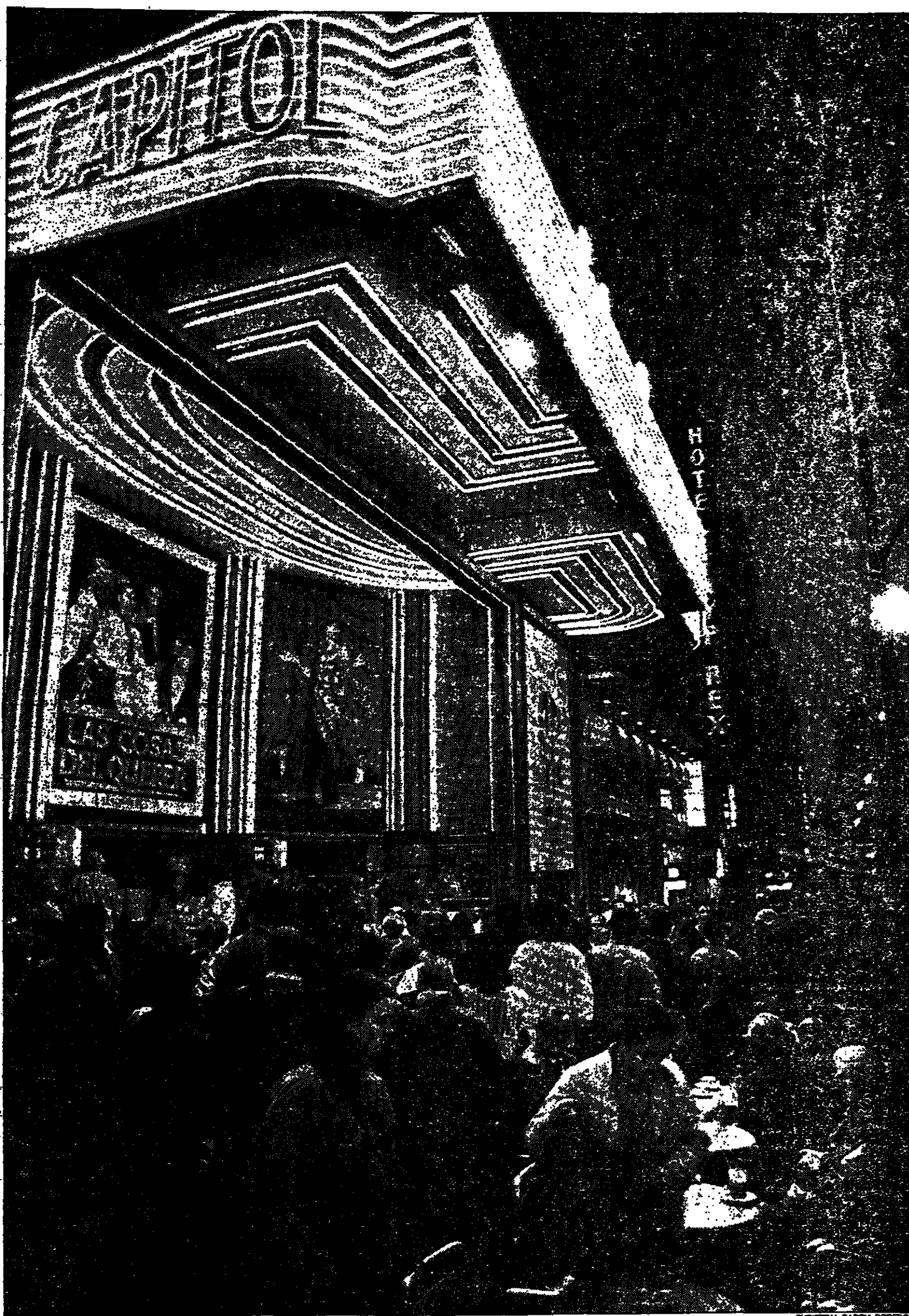
RTL

Usage abusif  
formellement  
conseillé.

RTL EN FM : PARIS 104.3 - ARCAÇON 105.1 - ANGNON 94.6 - BAYONNE 99.4 - BORDEAUX 105.1 - BREST 104.3 - CANNES 97.7 - CHAMBERY 97.7 - CLERMONT-FERRAND 104.3 - GRENOBLE 97.4 - LE HAVRE 104.3 - LILLE 92.8 - LORRAINE 104.3 - LYONS 98.7 - MARSEILLE 96.8 - METZ 104.8 - MONTPELLIER 104.7 - NANCY 105.1 - NANTES 104.3 - NICE 90.6 - NIMES 102.8 - PAU 88.7 - PERPIGNAN 94.1 - QUIMPER 104.3 - RENNES 104.3 - ROUEN 104.3 - ST-ETIENNE 105.1 - ST-MAZARE 104.3 - STRASBOURG 105.7 - TANNES 88.7 - TOULON 94.1 - TOULOUSE 99.5 - VANNES 104.3



# ARTS • SPECTACLES



UNE SEMAINE DU FILM ESPAGNOL

## Cinéma au présent

Pour la seconde fois, l'Espagne envoie une sélection de ses films à Paris (du 15 au 21 novembre au Publicis). Carlos Saura, le merveilleux Fernando Fernán Gómez, et des noms nouveaux, petits frères d'Almodóvar, enfants de Buñuel, avec une façon très particulière, très étrange, d'assimiler le polar noir hollywoodien en y introduisant le sens de l'enfer, de la déraison la plus violente, la plus incisive aussi. La frontière, c'est naturellement le franquisme. Il y a ceux qui sont venus avant, et cherchent à s'en débarrasser la

tête. Ceux pour qui le problème, c'est un présent aux couleurs pas forcément joyeuses. Le présent du cinéma espagnol n'est, en effet, pas si joyeux : baisse de fréquentation, comme partout, mais aussi un pays où ce n'est pas seulement « le cinéma qui est la vie », mais la rue. Où le parc de salles est à renouveler, l'industrie à organiser. Les autorités se montrent plus optimistes que les professionnels, comptent sur le marché ouvert par l'Europe de 1992 et les populations hispaniques des États-Unis.

Les cinéastes ont des années et même des siècles d'isolement à oublier. Ils oublient aussi le folklore « sang, volupté et castagnettes » attaché à leur pays. Ils en rient. Ils se plaignent, mais se lancent dans la bataille avec une furieuse vitalité. Ils se regardent et regardent le monde avec une lucidité détachée, un humour cruel. C'est l'Espagne contemporaine qui arrive aux Champs-Élysées. (Lire nos articles pages 27 et 28.)

COLETTE GODARD

### MUSIQUE Boulez, René Char et Paul Klee

26



Le patron de l'IRCAM revient, quarante ans après, sur l'œuvre que lui avait inspirée René Char, *Visage nuptial*, (la version revue et complétée est créée le 16 à Metz et le 17 au Festival d'Automne à Paris). Un ouvrage sur Paul Klee, peintre du sérialisme, paraît d'autre part, dont Boulez a écrit le texte en collaboration avec Paule Thévenin. L'inspiration, pour un compositeur, est forcément diverse.

### THÉÂTRE Savary gentilhomme

31



Depuis le temps — dix ans — que Jérôme Savary voulait monter *le Bourgeois gentilhomme* à Chaillot, il y est enfin arrivé. En perruque, l'œil innocent, la lippe libidineuse, il joue Monsieur Jourdain. Il est Monsieur Jourdain.

### ARTS Kupka, géomètre de la pensée

35



Formé à Prague et à Vienne, Parisien d'adoption et l'un des premiers penseurs de l'abstraction, Frantisek Kupka, héros mal connu de l'art moderne, est représenté par l'un de ses tableaux au rythme vertical, occupé à partir du 22 le Musée d'art moderne de la Ville de Paris pour une rétrospective importante.

سكنا من الاجل

صحنه من الاصل

## MUSIQUES

RENÉ CHAR A TRAVERS « VISAGE NUPTIAL » ; UN TEXTE SUR PAUL KLEE...

# Pierre Boulez, son poète et son peintre

Création à Metz, puis au Festival d'automne, d'une version revue et complétée de « Visage nuptial ». Soit quarante-trois ans de la vie de Pierre Boulez dans la fascination de René Char. Sort, simultanément, un album sur Paul Klee avec un texte du musicien. Correspondances...

**L**a création de l'ultime version de *Visage nuptial* de Pierre Boulez — d'après le poème de René Char — marque l'aboutissement d'un long processus de composition amorcé en 1946. Les trois états successifs de cette œuvre restituent désormais le mouvement des recherches, des évolutions, des choix du grand musicien. Il y a là, tangibles, audibles, les repères et les doutes, la réflexion et l'utopie volontaire, l'affrontement et l'harmonie, l'amplitude finale. C'est d'ailleurs avec une décapante franchise que Pierre Boulez accepte d'évoquer le parcours, parfois heurté, de *Visage nuptial*.

« La première version de 1946 était une réaction spontanée au poème de René Char, que je venais de découvrir, une réaction que je qualifierais aujourd'hui de juvénile. Il s'agissait de musique de chambre, avec une voix et quatre instrumentistes. Le geste était là, mais seulement à l'état d'esquisse. La confrontation avec un texte de cette ampleur se révélait forcément difficile et périlleuse, d'autant que la densité et la temporalité de ces cinq pièces verbales requéraient beaucoup de maîtrise. Je considère toujours *Visage nuptial* comme l'un des ensembles les plus forts de René Char, et l'établissement de la durée dans ces poèmes continue de m'impressionner. Je n'étais sans doute pas prêt à me mesurer pleinement avec cela : c'était une question de moyens plus que d'intuition. D'emblée j'étais entré en correspondance avec le poème, je m'étais greffé sur lui ; et, même par la suite, je n'ai jamais changé l'ambiance de cette relation entre la parole poétique et la musique.

« Mais mon problème alors était bien celui de cet établissement de la durée et, en musique, pour s'établir dans la durée, il faut une certaine masse. Pour résister dans la durée, il faut une diversité de ressources. Aussi l'amplification de ma composition est-elle allée dans le sens d'un enrichissement — pas d'une temporalité plus longue, mais plus diversifiée, — comme on parlerait d'une eau lourde en regard d'une eau ordinaire. En ayant recours à l'orchestre et au chœur, j'ai ajouté le jeu des perspectives, j'ai démultiplié une ligne simple comme dans une suite de miroirs.

### LE MÉTIER ET L'IMAGINATION

« En 1953, quand j'ai entrepris la deuxième version, j'avais le sens de l'enrichissement nécessaire, je n'en avais toujours pas les moyens. Je voyais le but mais l'outil me manquait. Vouloir forger cet outil neuf, je m'attardais trop aux concepts. La version nouvelle n'était guère mieux qu'un « grossissement » de l'initiale. La pratique de l'orchestre me faisant défaut, certaines utopies contrariaient violemment la réalisation. Par exemple, je sais désormais d'expérience qu'il est illusoire de vouloir banaliser à toute force le registre exceptionnel d'un instrument : il faut conserver au registre exceptionnel son caractère d'exception.

« Au fond, je poursuivais mon apprentissage, je me dotais du savoir-faire indispensable qui gouverne l'efficacité. Aussi l'expérience de l'orchestre, qui suivit, s'est-elle apparentée pour moi à celle d'un artisan qui peu à peu teste ses utopies, les met à l'épreuve. Car connaître le côté artisanal de la création, c'est connaître l'extension possible des limites.

« Schématiquement, on peut noter que, dans la première version, la vocalité était dérivée de mes



Pierre Boulez, 1989.



Paul Klee, 1927.

modèles (Schoenberg) ; dans la deuxième, au contraire, la réflexion sur le langage m'avait suggéré de pousser à bout les fonctions vocales sans trop me soucier des virtualités physiques de la voix ; la troisième version préserve cette volonté de tension, mais en tenant compte des possibilités réelles de la voix. C'est pourquoi cette version finale, définitive, me paraît avoir atteint l'ampleur requise et son espace d'équilibre.

« Mon long compagnonnage avec *Visage nuptial* révèle sans doute un processus organique de développement. Il y a un point de départ, un point d'arrivée, et l'on peut suivre toutes les transformations. Pourtant, encore une fois, la relation entre le poème et la musique est demeurée fondamentalement celle des origines. C'est le même geste qui s'exprime, mais un geste amplifié, plus significatif. Le côté narratif du quatrième mouvement (*Evadné*) est resté narratif, comme la réflexion tendue dans le vide de *Post-scriptum* est restée pareillement dans la stupeur de l'air.

*Visage nuptial*, en ses trois métamorphoses, offre en effet une approche privilégiée du parcours de Pierre Boulez, parcours qui allie l'élan et le savoir-faire, le concept et la main, l'extrême tension et l'équilibre du vertige. La publication simultanée de trois livres du compositeur offre d'autres repères encore dans son cheminement. L'un d'entre eux s'intitule explicitement *Jalons* et reprend dix années d'enseignement au Collège de France. Il s'agit d'une somme à l'ambition affirmée : permettre à la théorie de la musique d'aborder et d'investir les territoires inédits découverts par les compositeurs du XX<sup>e</sup> siècle après qu'ils se furent « débarrassés de pratiquement toutes les anciennes contraintes ». Et aussi de tenter d'ins-

crire, à sa place, la musique du présent. « Il n'est pas juste, écrit Boulez, de laisser la musique improviser son évolution, loin derrière les autres moyens d'expression ; il faut lui donner la chance de s'intégrer aussi totalement que possible dans la conscience actuelle, dans l'effort global d'aujourd'hui. »

Par l'étendue de son propos, par sa rigueur et sa précision, un tel ouvrage se tient au centre des enjeux, des incertitudes, des luttes qui accompagnent la création contemporaine. Surtout, il ne sépare jamais la réflexion théorique du détail des applications pratiques ni ne s'éloigne du questionnement du mystère. Comment naît l'idée musicale ? Comment s'effectue le passage de l'idée à sa réalisation ? Quels sont, dans l'acte d'invention, les rapports de la structure et du matériau, du métier et de l'imagination ?

La lecture linéaire de ce livre n'est évidemment pas la seule qui se puisse concevoir, deux index permettant de suivre à volonté tel ou tel thème, telle ou telle œuvre, tel ou tel jeu de repères. Ainsi, pour qui voudrait étendre les problèmes spécifiques soulevés par la composition évolutive du *Visage nuptial* au rapport plus général de poésie et musique, de nombreuses notations répondent, multipliant les exemples, citant les auteurs avec lesquels Boulez se sent aujourd'hui en particulière résonance.

### RIGUEUR GLOBALE ET LIBERTÉ DE L'INSTANT

« Les compositeurs face au poème réagissent, avant tout, par rapport au contenu poétique, à l'imagerie, à la structure strophique. Pour ma part, dans la deuxième improvisation sur Mallarmé et Cummings est der Dichter, j'ai cherché à greffer le temps musical sur celui du poème, à organiser la structure de la musique comme un équivalent de la structure du poème, par rapport au vers, à la quantité syllabique, à l'organisation des grammaires. La forme de l'écriture musicale y est liée à chaque qualité particulière de l'écriture poétique. »

Inlassablement, Pierre Boulez poursuit cette confrontation active de la musique et des autres moyens d'expression. Après la poésie — à travers Mallarmé, Char, Michaux, Cummings — la peinture, essentiellement autour de Paul Klee. Ce dernier est considéré par Boulez comme le peintre ayant le plus intensément réfléchi au rapport du monde avec une représentation possible, avec une transcription. *Le Pays fertile*, l'essai qu'il lui consacre, témoigne de sa fascination pour le pouvoir de déduction de Klee, pour la capacité qu'il a, en tenant à son art, de franchir les frontières et d'instituer un territoire où la musique peut aussi s'aventurer. Il est des leçons de composition visuelle dont les échos peuvent inspirer la distribution du temps et subvertir l'espace sonore. Les flèches d'*Équilibre chancelant* ne suscitent-elles pas de diver-

gentes vibrations qui, parties de l'œil, investissent l'oreille, comme si elles indiquaient l'ordre et le chaos, le sens et la rouerie du sens ? Le texte est ici admirablement servi par la qualité des illustrations (tableaux, croquis, manuscrits, partitions) et par la mise en pages. Préparé et présenté par Paul Thévenin, ce livre est un modèle d'exactitude polyphonique : une fête de l'intelligence en ses multiples expressions.

Si, au nom de la « rigueur globale », Boulez célèbre la réflexion, la prise en compte des autres expérimentations, il ne se détourne jamais de cette « liberté de l'instant » en quoi réside l'irruption, le désordre, la découverte. Les dernières pages de *Jalons*, d'une écriture fongueuse et superbe, surgissent ainsi qu'un plaidoyer pour la prise de risque du créateur, entièrement voué à la surprise de sa création et à l'effroi de l'inconnu.

« Il est certes rassurant de se trouver des antécédents, mais faut-il être toujours obsédé par des justifications, des trajectoires rectilignes, un perpétuel bien-fondé ? (...) Qu'exige de nous le modèle, même si nous nous défendons de sa présence, le suivre, le déformer, l'oublier, le rechercher, le révéler ? La mémoire ou l'amnésie ? N'ai-je pas l'âme, mais une mémoire incertaine, mémoire déformable, infidèle, qui retient de la source ce qui est directement utile et périssable.

« Une bibliothèque ? Oui ! Mais qu'elle n'exige que quand je la requiers. Et encore ! Il faut une « bibliothèque en feu... » et qui renaisse perpétuellement de ses cendres sous une forme toujours imprévisible, insaisissable. La flamme au cœur de cette bibliothèque, faut-il l'apprivoiser, la préserver, la sacraliser à l'intérieur d'un temple protégé par les interdits ? Ou faut-il, au contraire, la dérober sans cesse, répandre le feu au risque de l'embrasement ? C'est le constant combat de la *Vestale* et du *Voleur de feu* ; les deux sont punis, par la société ou par les dieux, parce qu'ils dérogent. Entre celle qui veille et celui qui dérobe se déroule le combat sans cesse renouvelé de mémoire et création. »

Pierre Boulez a choisi de voler le feu.

ANDRÉ VÉLIER

★ *Visage nuptial* : création de la version 1989 à Metz le 16 novembre, dans le cadre des Rencontres internationales de musique contemporaine, à 20 h 30 — grande salle de l'Arenas, avec Phyllis Bryn-Jones et Elisabeth Laurence et les BBC Symphony Orchestra, BBC Singers, sous la direction de Pierre Boulez. Reprise le 17, salle Pleyel à Paris, dans le cadre du Festival d'automne.

★ *Jalons (pour une dédicace)* : de Pierre Boulez, édité par Michel Fenech, Bourgois, 432 p., 140 F.

★ *Le Pays fertile, Paul Klee*, de Pierre Boulez, texte préparé et présenté par Paul Thévenin, Gallimard, 180 p., nombreuses illustrations, 300 F.

★ *Conversations de Pierre Boulez sur la direction d'orchestre* avec Jean Perle, Plume/Calmann-Lévy, 214 p., 130 F. (Un ouvrage qui aurait pu être passionnant avec un peu de rigueur éditoriale mais qui est approximatif dans l'expression, voire fautive quant aux références.)



« La marée fait flotter les villes », 1927.

TEMPS  
FESTIVAL DE CANNES 1989



LA SEMAINE DU FILM ESPAGNOL

## Images d'un pays qui a perdu la peur

Le cinéma espagnol veut s'organiser, sortir de son isolement. Plusieurs films viennent d'être présentés à Tokyo, et pour la seconde fois, se tient à Paris une Semaine du cinéma espagnol. Du 15 au 21 novembre, sont présentés au Publicis Elysées treize films inédits (plus deux surprises) tournés depuis 1987 par des nouveaux venus et des célébrités. Pedro Almodovar est absent, il n'a pas terminé son nouveau film, *Attache-moi*. Mais il y a Carlos Saura (*La Nuit obscure*, sortie nationale de 22 novembre) et Fernando Fernan Gomez (*La Mer et le temps*). Fernando Fernan Gomez sera également présent dans *le Marquis d'Esquilache* de Josefina Molina, dont il interprète le rôle-titre. On connaît déjà ce merveilleux acteur, qui travaille avec tous les grands du cinéma espagnol. Il faudra bien qu'un jour on reconnaisse en France, son singulier talent de réalisateur.



De haut en bas :  
« La Mer et le Temps »  
« Le meilleur des temps »  
« Journal d'une saison »

C'EST le film de Fernando Fernan Gomez *la Mer et le Temps* qui ouvre cette Semaine du cinéma espagnol. Un titre bizarre qui réunit effectivement deux éléments du scénario : le retour d'un homme parti au-delà des mers en Argentine et qui espère effacer le temps, se réinstaller. Mais il ne reconnaît plus rien. Sa mère, qui le croit depuis longtemps disparu dans l'Océan, refuse de le reconnaître.

Un personnage ineffable que cette mère (Rafaela Aparicio) enfouie dans sa coquette, qui a perdu un peu l'esprit et surtout le sens du temps, mais si la verdure de son langage ni son autorité tyrannique. « Elle n'est pas symbolique, affirme Fernando Fernan Gomez, c'est seulement une femme d'extrême popularité ; atteinte d'une sorte de folie mystique (mais généreuse), elle pense détenir la vérité. Je n'en ai pas vraiment connu de pareilles, mais j'ai été élevé par les femmes ».

Lui-même interprète le rôle du fils resté en Espagne, et qui a « réussi ». De maître d'hôtel dans un restaurant, il est devenu propriétaire de l'établissement. Sa maîtresse, qui tient une boutique de fringues branchées, trafiquante, connaît tout et tout le monde, peut trouver le

jour même des dollars et les papiers nécessaires à l'achat d'un magasin. L'histoire se passe à Madrid en mai 1968. Les enfants chantent la liberté dans le vent et la nature, jouent à la contestation étudiante et rêvent d'aller faire la révolution à Paris.

Fernando Fernan Gomez a d'abord voulu raconter l'histoire de ces gens qui se sont exilés en espérant pouvoir revenir rapidement. Il a commencé à écrire en 1953, mais la censure l'a empêché de réaliser son sujet. Il l'a repris et développé au début des années 70, parce qu'il voulait, dit-il, montrer deux générations, deux façons de penser opposées, deux faillites, en somme. Fernando Fernan Gomez manifeste la même déception tranquille que son personnage de fils résigné, de père désemparé. Bourru et chaleureux, il pourrait se situer entre Raimu et Noiret, avec beaucoup de finesse, de malice. Il n'est pas seulement acteur et réalisateur, il écrit : des chroniques dans *El País* et ses Mémoires.

« Sur ma vie personnelle, moins sur le métier, qui n'intéresse personne ».

Même si ses films racontent son passé, appartiennent à ses Mémoires, ils sont formidablement ouverts sur les

autres. Le regard acéré de Fernando Fernan Gomez se porte avec douceur sur des gens vulnérables, décalant sans crainte et leurs ridicules et leur humanité. Il faut vraiment que puissent être vus *la Mer et le Temps* et *le Voyage nulle part*, présenté à la Semaine du cinéma espagnol en 1987, l'un des films les plus durs et bouleversants sur les comédiens sans gloire.

Fernando Gomez dit qu'il ne veut pas se battre. « Si les spectateurs préfèrent les films américains, donnons-leur des films américains ». Il prétend ignorer la vie d'aujourd'hui, c'est pourquoi il n'a pas voulu prolonger dans le présent l'histoire de *la Mer et le Temps*. Il dit : « C'est la vie qui enferme ». Il habite avec sa femme dans une banlieue résidentielle de Madrid, des chalets parmi les arbres, un endroit privé.

Pedro Almodovar habite, lui, en plein centre du vieux Madrid, un quartier qui fait penser à ce que devient celui de la Bastille à Paris. Le triomphe de *Femmes au bord de la crise de nerfs* l'a surpris et l'a amené, dit-il, à changer du tout au tout sa manière.

« Les films vous vampirisent, il ne faut pas se laisser faire. Les succès, les échecs, sont l'effet de coïncidences

qui m'échappent. Mais, si on regarde bien, mon passé est cohérent. Je ne me pose pas d'ailleurs de questions sur ce que j'ai fait mais sur l'avenir. J'ai eu de la chance, c'est vrai, et je l'ai aidée. Les circonstances favorables à mon arrivée étaient réunies, culturellement et économiquement. On envie mon indépendance, je l'ai payée. J'ai vécu l'isolement. Je veux contrôler tout ce qui se passe autour de mes films. Hors de l'Espagne, je ne peux pas, ici, oui. Maintenant, si les Américains veulent reprendre Femmes au bord de la crise de nerfs avec Jane Fonda, je ne veux pas intervenir. Ce n'est plus mon film ».

« Me défier est malaisé. Je suis très espagnol, mais ce que je fais n'est pas ce que font les autres. Je n'aime pas le cinéma espagnol. Il me fait de la peine, je n'y peux rien. Les gens ont changé plus que le cinéma, qui est à la traîne, comme la vie politique. Mais il existe, et c'est déjà un miracle ».

(Lire la suite page suivante.)

## Programme

## MERCREDI 15 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *la Mer et le Temps*, de Fernando Fernan Gomez.  
— 16 h 45, 22 h 30 : *le Fleuve qui nous emporte*, d'Antonio del Real.

## JEUDI 16 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *Aventis*, de Vicente Aranda.  
— 17 heures, 22 h 30 : *les Brèves gaieuses*, de José María Carrero. (\*)

## VENDREDI 17 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *Bâton rouge*, de Rafael Moleón. (\*)  
— 16 h 30, 22 heures : *le Meilleur des temps*, de Felipe Vega.

— Minuit : Film surprise.

## SAMEDI 18 NOVEMBRE

— 14 h 30 : *Aventis*, de Vicente Aranda.  
— 17 heures, 22 h 15 : *Journal d'une saison*, de Francisco Regueiro.  
— 20 heures : *le Marquis d'Esquilache*, de Josefina Molina.

— Minuit : film surprise.

## DIMANCHE 19 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *l'Enfant de la lune*, de Agustín Villaronga.  
— 17 heures, 22 h 30 : *Andar et Yul*, d'Ana Díez. (\*)

## LUNDI 20 NOVEMBRE

— 14 h 30, 20 heures : *les Choses de l'amour*, de Jaime Chavarrí.  
— 16 h 30 : *Bâton rouge*, de Rafael Moleón ; *la Mer et le Temps*, de Fernando Fernan Gomez.

## MARDI 21 NOVEMBRE

— 14 h 30 : *le Meilleur des temps*, de Felipe Vega.  
— 17 heures, 22 heures : *le Vent de l'île*, de Gerardo Gormezano. (\*)  
— 20 heures : *la Nuit obscure*, de Carlos Saura.

\* Les films suivis d'un astérisque sont des premiers longs métrages.  
\* Publicis Champs-Élysées, 129, av. des Champs-Élysées. Tél. : 47-70-70-23.

## ACTUELLEMENT

## LE TEMPS DES GITANS

UNE HISTOIRE D'AMOUR

PRIX DE LA MISE EN SCÈNE  
CANNES 1989



UN FILM DE  
EMIR KUSTURICA

444 CLASSIC

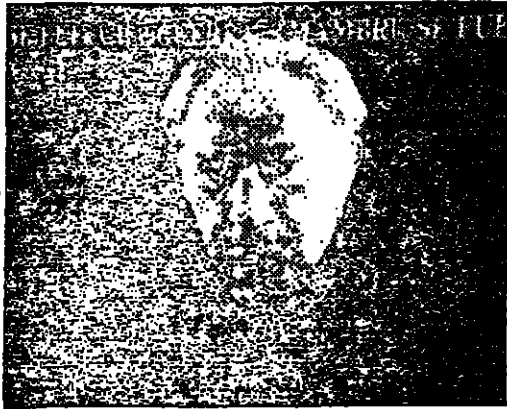


حکذا من الاجل

## CINÉMA

PRODUIRE UN FILM EN ESPAGNE

## Les héros ne sont pas fatigués



Fernando Fernán Gómez



Felipe Vega



Vicente Aranda

Il y a deux ans avait en lieu la première semaine du cinéma espagnol (le Monde du 19 novembre 1987). De part et d'autre, on en attendait beaucoup. Les Français espéraient qu'en diffusant ils seraient diffusés. Les Espagnols comptaient sur une ouverture européenne à partir d'un bureau permanent à Paris.

Les Français restent en Espagne une curiosité de ciné-club, les Espagnols n'ont toujours pas de bureau à Paris. A part ceux d'Almodovar, d'ailleurs déconvertis aux États-Unis avant de l'être en Europe, rares sont les films de l'après-franquisme sortis hors des circuits spécialisés. Il y a eu récemment, *Attends-moi au ciel*, présenté d'abord au Festival de Biarritz et non à la Semaine de Paris, d'où venait en revanche *Manolo* - titre original : les *Années de lumière*. Une sortie pas vraiment efficace, au mois d'août, sans que personne songe à faire venir les deux protagonistes, jeunes et beaux, ce qui aurait aidé à la promotion.

« Nous étions arrivés tout fringants et sûrs de nous, raconte Imanol Arias. Nous imaginions le départ d'une grande aventure, et puis rien. » Imanol Arias est acteur, une vedette, le héros d'un énorme succès national, *El Lute*, dont la première partie a été montrée à la Semaine de Paris 1987 et la seconde à Cannes. Sans résultat. Pourtant, il va tourner en France la suite d'une série télévisée de prestige, coproduite avec A 2 et Canal Plus. Bien qu'Imanol Arias se plaigne de la situation des comédiens dans son pays, il n'est manifestement pas porté à la résignation. Son talent passe l'écran, il parle anglais, saurait rapidement parler français. On va sûrement entendre parler de lui. Seul danger : que son physique l'enferme dans les personnages de gitan fébrile.

Comme partout, la télévision est partie prenante dans la production cinématographique. Mais elle commence seulement à investir. Jusqu'à présent, elle se contentait d'acheter à un prix dérisoire les droits de diffusion. Elle diffuse, pour l'instant, moins de films et de vieilles séries américaines que nos chaînes. Acteurs, réalisateurs, producteurs, rêvent d'une télévision européenne qui les ferait connaître hors de leurs frontières. Et même à l'intérieur.

« Le problème de base, explique Jose Samano, producteur du Marquis d'Esquilache, c'est que le petit écran a modifié le rapport au cinéma. Il se pose partout de façon identique, mais ici nous sommes toujours un peu en retard pour chercher des solutions. Nous ne sommes pas préparés pour ce changement. Jusqu'aux années 80, le petit écran ne nous gênait pas, les cassettes vidéo n'étaient pas répandues. L'Etat nous versait, après coup, 15 % du budget d'un film ; un succès moyen, en Espagne même, permettait de rentabiliser. Donc nous ne cherchions pas la vente à l'extérieur.

« Ensuite, Pilar Miro, alors directrice générale du cinéma, a instauré un système équivalent à l'avance sur recettes, calculées sur le budget prévisionnel du film. Qui évidemment avait plutôt tendance à être gonflé. Immédiatement, acteurs et personnels ont voulu profiter de la manne. Les coûts ont augmenté de façon invraisemblable, juste au moment où les spectateurs commençaient à désertir les salles. Il faut dire qu'ici nous n'avons aucun contrôle sur la vente des tickets. On pense que la fraude atteint 35 % des recettes. Et connaître les recettes reste aléatoire. Le Marquis d'Esquilache est sorti le 26 janvier 1989 et je n'ai encore aucun chiffre.

« Je ne parle même pas des vidéos pirates, copiées, recopiées louées des centaines de fois. Ni des vidéos communautaires. Là, évidemment, la perte est de 100 %. Le système est très simple : quelqu'un bricole des câbles qui vont d'une maison à l'autre dans une HLM ou dans un village. Il suffit ensuite d'acheter une cassette et d'inonder le quartier. En général, les commerçants du coin paient l'installation, moyennant quoi ils passent leur publicité pendant la projection. »

« Faire un film est héroïque », répète en leitmotiv Jose Samano car, aujourd'hui, non seulement la fraude et le petit écran privent le cinéma d'une partie de ses recettes, mais le nouveau ministre de la culture, Jorge Semprun, a décidé de réorganiser le système de subventions. Il dit que la profession a fini par le comprendre et le soutenir. A entendre les professionnels, ce n'est pas si sûr. Certainement, ils reconnaissent la nécessité d'une réforme, mais se trouvent actuelle-

ment dans une période intermédiaire délicate : l'industrie n'est pas encore réaménagée, et la manne s'est raréfiée. Tout au moins, elle se distribue autrement.

L'Etat et la télévision ne sont pas les seules sources de financement : les provinces autonomes peuvent également participer à la production. En principe, pour des œuvres parées dans la langue propre, mais, sans peut-être en Catalogne - et encore, - elles ne l'exigent pas. « J'aurais pu tourner le Meilleur des temps ailleurs qu'en Andalousie, dit Felipe Vega, il se trouve que la province m'a donné de l'argent. » Le Pays basque a également cofinancé *Ander et Yul*, « mais, là, l'histoire est typiquement basque. Elle n'aurait pas la même ambiance, le même processus si elle avait lieu ailleurs. » Basque elle-même, Ana Díez s'exprime en castillan avec une volubilité énergique. Pour elle, qui a vécu quatre ans au Mexique, où elle a appris les métiers du cinéma, le salut, c'est l'Europe, « où nous avons encore des histoires à raconter ». Elle regrette la disparition du décret Miro, dont son film a encore profité. Elle ne sait pas si elle trouvera une production pour le prochain. « Celui-ci a coûté 100 millions de pesetas, en a récupéré 10 depuis janvier 1989. Je ne sais pas comment va s'en sortir la production, mais tout le monde me dit que c'est bien, alors... »

Etat, télévision, provinces autonomes amènent la plus grande partie du budget, mais pas la totalité, et sont censés stimuler les producteurs. Naturellement, pour un premier film, ils ne se bouclent pas. Si Fernando Fernán Gómez a pu monter sans trop de difficultés la *Mer et le Temps* - produit par Ana Belen, - pour *Báton rouge*, Rafael Moleón a dû frapper, en vain, à beaucoup de portes, malgré la présence de Victoria Abril. Il s'est donc associé avec un ami pour monter sa propre maison, les acteurs ont participé, l'avance sur recettes est arrivée...

Pourquoi les acteurs, qui regrettent tellement de ne pouvoir prendre en main leur carrière, ne montent-ils pas plus souvent une production en mettant leur cachet en participation ? La question fait rire Imanol Arias : « Ça ne servirait à rien, on est trop mal payés. »

C. G.

## Un pays qui a perdu la peur

(Suite de la page précédente.)

« Je me réfère aux années 50, à Berlanga pour l'humour noir. A une sorte de néo-réalisme avec des éléments irrationnels très présents. C'est comme ça chez Buñuel, les comportements les plus étranges sont traités avec le plus grand naturel, sans explication. Je pratique un éclectisme très fin de siècle. Nous ne sommes plus des ingénus, nous ne pouvons plus délimiter le bien du mal. Tout se mélange. Ce n'est d'ailleurs pas mon propos, je ne suis pas sociologue.

« Je vis dans un pays qui a perdu la peur », dit Pedro Almodovar. Solide, rapide, les pieds sur terre, il en veut, et projette un optimisme attentif à l'opposé du désenchantement affiché par Fernando Fernán Gómez. Les deux hommes se ressemblent aussi peu que leurs films. Et, entre les deux, il y a encore tout un cinéma espagnol à découvrir.

Au programme de ce festival figurent en effet des noms nouveaux et des premiers films, comme *Batou-rouge*, de Rafael Moleón, histoire abracadabrante d'une fausse psychiatrie - Victoria Abril - probablement gynécologue, d'une névrosée - Carmen Maura. Pour commettre le crime parfait, elles se servent d'un gigolo milieu au cœur tendre qui rêve d'emmener son frère sourd-muet à Batou-Rouge. Tout le monde trompe tout le monde, le scénariste s'y perd autant que le spectateur. Le réalisateur fait preuve d'une truculence pour le moins rebelle dans les scènes d'amour. Moleón se situe - en moins insolentement cynique, en moins cyniquement drôle - dans la lignée d'Almodovar, avec qui il a travaillé, à qui il emprunte quelques-uns de ses comédiens favoris.

Autre premier long métrage tout aussi excentré que le précédent : *Aventis*, de Vicente Aranda. On y retrouve quelques jeunes acteurs d'Almodovar, et Victoria Abril terriblement enceinte, incarnant néanmoins la femme rêvée, pute sordide, call girl, bourgeoise. Elle a dû jouer des scènes peu ragoutantes dans la mesure où le sexe semble être pris comme une punition, sans la moindre notion de plaisir, encore moins de tendresse.

Là aussi, le scénario s'emmêle dans les retours en arrière, entre la situation réelle et les histoires que se racontent des gamins (franchement obsédés) au cours d'un jeu appelé *aventis*. Ce genre où se mêlent grotesque, obscurité et fureurs meurtrières, est typique d'une littérature catalane qui date de Franco. Les temps d'interdits ne sont pas ceux des nuances. On pense aussi à l'ironie sardonique, à ce surréalisme incandescent, l'espéranto, qui s'est développé dans les années 20, en particulier chez Valle Inclán, et qu'

« on ne peut pas plus déplacer que le naturalisme de Balzac », dit Felipe Vega, réalisateur du *Meilleur des temps*.

Si l'on en juge par la sélection du ministère de la culture, le nouveau cinéma espagnol est tout aussi paroxystique, aussi extravagant que celui de l'âge d'or. Les enfants de Buñuel côtoient ceux de Berlanga, les frères de Carlos Saura, les cousins d'Almodovar. Dans cette sélection, on rencontre des hommes graves qui parlent mieux que personne de la mort. « Elle est le personnage obligé de nos films, elle nous accompagne à tous les instants. » Francisco Regueiro, est l'auteur du *Journal d'un hiver*. On y voit un policier brutal arrêter un enfant parricide ! A huit ans, lui-même avait mis le feu à la chambre de son père, qui, toujours vivant, pratique professionnellement l'euthanasie. Sa mère, alcoolique, joue les folles, sans doute sans se forcer, réfugiée dans un couvent dont elle se fait régulièrement chasser.

## LES COULEURS DE L'ENFER

Au cours de ses aller-retour dans le temps, le policier amène en surface d'étranges personnages : un coucouvrit, quelques paysans, une clocharde qui attend peut-être un enfant de lui, une collègue en manteau rouge, une vieillarde, sa grand-mère, traînant ses souvenirs dans un bordel vide, sombre sous la verrière décorée. Symboles clairs et pensée torturée. Images splendides. « Nous avons eu un mauvais père, qui ne nous a pas interdit les polars noirs. Nous nous en sommes nourris. » Mais Francisco Regueiro a su plonger les polars qui l'ont nourri dans un enfer médiéval, primitif.

La plupart des cinéastes d'avant les années 60 ont reçu une éducation religieuse très stricte, qui donne à leurs révoltes des violences inspirées. Ils associent religion et Franco, qu'ils cherchent à extirper de leur inconscient. « La moitié au moins des Espagnols a souhaité l'assassiner, il nous a frustrés en mourant par lui-même », dit Rafael Moleón.

Parfois, le visage de ces hommes est doux, ils demandent en souriant : de quoi peut-on parler, sinon de la mort. Tel est Agustín Villaronga, Catalan de Barcelone, dont le premier film, *Derrière la vitre*, a été présenté au Forum de Berlin, et le second, *L'enfant de la lune*, qui vient à la Semaine de Paris, était au dernier Festival de Cannes (le Monde des 12 et 15 mai 1989). Il a généralement été mal accueilli, et c'est vrai que cette histoire est dure. Il s'agit d'un

film d'ambiance plutôt que d'action, qui se passe dans une pension où les enfants recueillis sont observés en vue d'expériences mystérieuses. La poésie nocturne du film est envoûtante, aucune image cruelle ne vient choquer la vue, mais les secrets cachés derrière les fronts lisses, et les sourires, sont pires que des tortures étalées.

« Je ressens les choses mauvaises, elles m'attirent, mais seulement comme bases de fiction », dit Villaronga, dont on apprendra sans surprise qu'il aime Tarovski, Kieślowski, David Lynch, ainsi que Proust et Lovecraft. « Je me suis inspiré de lui pour l'enfant de la lune, d'un extrait de sa biographie. Il raconte un long voyage avec sa mère à La Nouvelle-Orléans. A partir de là j'ai commencé à écrire. Entre-temps, j'ai fait Derrière la vitre et, à présent, il n'y a plus rien de Lovecraft. »

La sélection du ministère de la culture ne se borne pas au côté noir de l'Espagne. Le *Meilleur des temps*, de Felipe Vega, part d'un fait divers, histoire d'un petit dealer occasionnel qui, forcé d'attendre des ordres de Madrid, traîne hors saison dans une petite ville balnéaire, rencontre un ingénieur porté sur l'alcool qui veut dénoncer un scandale alimentaire, puis des jeunes filles en quête d'amour. Tous adolescents, pour qui Franco n'est pas même un mauvais souvenir. Histoire tendre et amère dans un paysage inhabituel de plages andalouses désertes et mélancoliques.

*Ander et Yul*, d'Ana Díez, se passe au Pays basque : terrorisme et drogue. Les terroristes, persuadés que le gouvernement favorise l'entrée de la drogue, se substituent à la police et, pour l'exemple, abattent les trafiquants. Ana Díez a travaillé avec Montxo Armendariz (Vingt-sept heures), dont on reconnaît l'influence chez elle : mêmes ciels crépusculaires, mêmes couleurs mouillées des rues et des murs, mêmes horizons opaques.

En Espagne, comme dans le monde entier, on a du mal à intégrer le présent dans une forme romanesque. A l'exception de Pedro Almodovar, plébiscité par ses confrères, reconnu pour savoir transmettre l'esprit nouveau. En Espagne, plus que dans la France cartésienne, on a du mal à ne pas entrecroiser les époques, les rêves et le concret. En dépit de la mainmise américaine sur l'exploitation des salles, la sélection du ministère prouve qu'un grand nombre de cinéastes, dans l'espoir d'atteindre le marché international, ne veulent pas faire et ne font pas de sous-produits hollywoodiens.

COLETTE GODARD

## L'Etat incitateur

Actuel ministre de la culture, Jorge Semprun s'est donné pour tâche de réorganiser l'industrie cinématographique, ou plutôt de l'organiser car ce n'est pas, dit-il, une tradition dans un pays où Franco avait établi une protection étatique absolue, de caractère corporatiste.

« Le système de subventions institué en 1983 par Pilar Miro a certainement ramené la production, mais a eu cet effet pervers d'augmenter le coût des films de 30 % en moyenne, dit Jorge Semprun. De plus, nous appartenons à la Communauté européenne, et la pression de Bruxelles nous oblige, dans la perspective de 1992, à modifier les aides de l'Etat, que nous maintenons mais que nous distribuons de façon différente.

« Le montant global accordé au cinéma est le même : 2,5 milliards de pesetas. Evidemment, ce n'est rien par rapport à la demande, mais la somme sera augmentée selon la réussite. Elle est destinée à stimuler la production, et favoriser la consommation, il faut absolument renouveler et rénover le parc des salles, qui sont anciennes, mal situées. Dans les grandes villes il n'y a pas de parkings accessibles. Dans les petites villes, elles ne sont pas assez nombreuses.

« D'autre part, nous sommes en train de négocier un accord-cadre de coproduction avec la télévision publique pour fixer un pourcentage de films européens. La télévision dépend de la présidence du conseil, mais pour la programmation du cinéma elle est sous tutelle du ministère de la culture. Jusqu'à présent, elle achetait pour trente ans les droits de diffusion. Nous espérons que la confrontation avec les chaînes privées, qui commencent seulement chez nous, sera positive.

« Le troisième point noir, c'est la distribution. Elle est dominée par les grandes compagnies américaines. Nous devons nous montrer capables de fournir suffisamment de films. Nous comptons sur les coproductions européennes et sur les échanges avec les Etats-Unis (notre cible sera les populations hispaniques).

« Enfin, nous avons signé avec la télévision et la communauté de Madrid un accord pour faire construire aux environs de la capitale des studios et une école. »

C. G.



# CINÉMA

DEUX REPRISES

## « Le Chagrin et la Pitié », de Marcel Ophüls

Sortie en 1971, avec un immense succès, cette chronique des années de guerre (témoignages recueillis trente ans après) révèle Marcel Ophüls, fils de Max, et cinéaste à part entière. Quant à « la Vérité », elle consacre, tout simplement, la reine Bardot.

On a discuté récemment, à « Apostrophes », autour de Bernard Pivot, du monumental ouvrage de Daniel Cordier sur Jean Moulin, qui fait beaucoup de bruit. Gilles Perrault a parlé, lui, de son livre, *L'Orchestre rouge*, réédité, et dont l'adaptation cinématographique est sortie la semaine dernière. *Section spéciale*, le film de Costa-Gavras, qui reconstitue un monstrueux déni de justice du gouvernement de Vichy sous l'Occupation, sera diffusé mardi 21 novembre sur Antenne 2. L'« affaire » Touvier est dans l'actualité...

La France de Vichy et de l'Occupation nazie n'a peut-être pas livré tous ses secrets, mais, dans la réalité comme dans la fiction, le passé ne peut plus être occulté. C'est Marcel Ophüls qui, l'un des premiers, a brisé les tabous et ramené les consciences avec son film *Le Chagrin et la Pitié*, sorti pour la première fois le 5 avril 1971, au studio Saint-Séverin, à Paris. Avec un tel succès qu'à la fin du même mois il était distribué au Paramount-Elysées. *Le Chagrin et la Pitié*, « chronique d'une ville française sous l'Occupation » en deux parties, « L'effondrement » et « Le choix » (durée totale 4 h 20) a été repris depuis. L'ORTF l'avait, comme dit Marcel Ophüls, « censuré par l'inertie » en évitant de l'acheter. Mais, en 1981, après avoir totalisé, en exploitation cinématographique, 600 000 spectateurs, le film est arrivé sur FR 3. Et personne ne pouvait plus l'ignorer.

Pourquoi, alors, une nouvelle reprise ? On vous le disait, il y a quelque chose dans l'air, et ce n'est pas un mode. On a toujours besoin de savoir, d'en savoir plus. En 1971, ce sont, en majeure partie, les jeunes générations qui sont allées prendre la mesure d'une histoire que leurs parents, mal remis des déchirements, des divisions et des souffrances, auraient préféré laisser au placard. Le choc fut salutaire. Il y a tout, là-dedans ; le traumatisme de la défaite de 1940, Pétain et l'Etat français, les collaborateurs, les résistants, les attentistes, l'oppression nazie, la honte et la peur, le courage et l'indifférence, des témoignages d'hommes politiques et de simples citoyens, et sans manichéisme aucun car, justement c'est contre le manichéisme officiel de la réconciliation nationale, qui eut la peau dure depuis la Libération, que ce film a été conçu et réalisé.

Marcel Ophüls, fils de Max Ophüls, cinéaste qui dut, par deux fois, fuir le nazisme, en 1933 et en 1940, a pris parfois des positions passionnées, quand d'autres, réveillés par son entreprise, auraient voulu faire baigner les Français dans les eaux tièdes de l'objectivité « documentaire ». Mais considérer Mar-



cel Ophüls comme un réalisateur de films documentaires, c'est considérablement le réduire. Ce cinéaste est un conteur : il fait la chasse à toutes les vérités, même celles qui ne sont pas bonnes à dire, et il les organise en récit. La chronique est un genre littéraire et la mémoire recueillie dans *Le Chagrin et la Pitié* est aussi inaltérable que celle préservée par Jean Cayrol

et Alain Resnais dans *Nuit et brouillard*, le film de la déportation et de l'extermination.

*Le Chagrin et la Pitié* commence, en mai 1969, dans une petite ville allemande, par un mariage. Un homme d'affaires, Helmut Tausend, ancien capitaine de la Wehrmacht, prononce un discours, à la fin du repas. En 1969, à Clermont-Ferrand, Marcel Verdier, pharmacien grossiste, entouré de ses enfants adolescents, parle de la déclaration de guerre de 1939. La chronique est en marche. Avec les témoins allemands, les témoins anglais, les témoins français, les grandes figures disparues de Pierre Mendès France et d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, par exemple. Disparues mais vivantes.

Avec *Le Chagrin et la Pitié*, Marcel Ophüls a inventé, à lui seul (1), une nouvelle forme de cinéma, qu'il n'a cessé de parfaire dans *Souvenirs de justice* (le procès des crimes de guerre à Nuremberg) et dans son magistral *Hôtel Terminus*, longue traque de Klaus Barbie. Rien de commun avec les films de montage, si intéressants et bien fournis en documents, aussi rares soient-ils. S'il fallait comparer Marcel Ophüls à un cinéaste de fiction, c'est à Orson Welles et à ses « enquêtes sur le passé » que l'on songe.

Faut-il après cela préciser que *Le Chagrin et la Pitié*, film d'exorcisme historique, est une œuvre d'art ?

JACQUES SICLIER

(1) Rappelons qu'André Harris et Alain de Sédouy, les jeunes lions de la télévision des années 60, ont été les producteurs délégués du film, André Harris ayant participé au scénario et aux interviews.

\* Voir salles page suivante.

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

### L'Après-October

de Moritz Alouche, avec Abdou S., Benamer Medjane, Youssouf Chahine, Ali Henguel, Karim Yacine, Isabelle Adjani, Algérie (78 min).

Un bilan officiel qui cache des dizaines de morts, des témoignages de torture accablants pour la police algérienne, la visite d'une star française et militante ; ce documentaire sur les émeutes d'octobre 1988 constitue le premier volet d'une série sur l'Algérie en démocratie. Quelle entrée en matière !

VO : L'Entreprise, handicapée, 14° (45-43-41-63).

### Johnny belle gueule

de Walter Hill, avec Mickey Rourke, Ellen Barkin, Elizabeth McGovern, Forest Whitaker, Scott Wilson, Lance Henriksen, Américain (1 h 30).

Un gangster avec la tête d'Elephant Man retrouve la face grâce à un chirurgien philanthrope, mais il ne peut échapper à son passé. Mickey Rourke doit se laisser d'être beau.

VO : Forum Horizon, handicapée, 1° (45-08-57-57) ; U.G.C. Danton, 8° (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 12° (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-55-92-82) ; U.G.C. Normandie, 12° (45-63-15-16) ; VF : Rex, 2° (42-36-83-83) ; Pathé Française, 8° (47-70-33-83) ; Les Nations, 12° (43-43-04-07) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) ; Fauvette, 13° (43-31-58-88) ; Mistral, 14° (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, 15° (45-74-92-40) ; Pathé Caen, 15° (45-22-46-01).

### Portrait craché d'une famille mobile

de Ron Howard, avec Steve Martin, Tom Hanks, Rick Moranis, Martha Plimpton, Keanu Reeves, Jason Robards, Américain (2 h 04).

On Comment devenir un bon père de famille en trois

jours. Steve Martin dirige la classe et Tom Hulse (Amadeus) s'installe près du poêle. C'est une comédie.

VO : Forum Orient Express, handicapée, 1° (42-23-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-58-92-82) ; Sept Paranaïens, 14° (43-20-32-20).

VF : La Nouvelle Mandarine, 8° (47-70-72-58) ; Paramount Opéra, handicapée, 8° (47-42-55-31) ; Fauvette, 13° (43-31-58-88) ; Mistral, 14° (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06) ; Images, 15° (46-22-47-94) ; La Gambetta, 15° (46-36-10-58).

### Quand Harry rencontre Sally

de Rob Reiner, avec Billy Crystal, Meg Ryan, Carrie Fisher, Bruno Kirby, Américain (1 h 40).

Peut-il s'établir une amitié durable entre un homme et une femme sans que le sexe s'en mêle ? Billy Crystal et Meg Ryan ont toutes les peines du monde à répondre à cette cruciale question et se battent avec leurs sentiments pendant quinze ans. Ils se réservent de belles embrouilles et nous offrent une pièce de boulevard brillante.

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2° (47-42-50-33) ; 14 Juillet Odéon, 8° (43-25-53-53) ; La Pagode, 7° (47-05-12-12) ; Gaumont Champs-Élysées, 8° (43-58-04-57) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-31-58-88) ; Gaumont Paranaïens, handicapée, 14° (43-36-30-49) ; 14 Juillet Beaumarchais, 15° (45-75-79-79) ; U.G.C. Malibou, 17° (47-48-06-06).

VF : Rex, 2° (42-36-83-83) ; Saint-Lazare-Panor, handicapée, 8° (43-87-35-43) ; Pathé Française, 8° (47-70-33-88) ; Les Nations, 12° (43-43-04-07) ; Gaumont Albi, 14° (43-27-54-53) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15° (45-22-42-27) ; Pathé Wapler, 15° (45-22-46-01).

## « la Vérité », de Clouzot

ELLE avait vingt-deux ans lorsque Roger Vadim, l'extirpant de sa chrysalide de starlette, la créa, juste avant la nouvelle vague. Elle avait vingt-quatre ans et une gloire déjà mondiale lorsque Marguerite Duras écrivit (pour *France Observateur* qui n'était pas encore l'*Obs*) cet article génial, « La reine Bardot ». Elle représentait la liberté sexuelle, l'aporalisme tranquille, le scandale. Avec une moue boudeuse et un timbre de voix comme n'en avait aucune « vraie comédienne ». On croyait tout connaître d'elle. On la voyait sans mystère.

Pourtant, avant d'écrire « La reine Bardot », Marguerite Duras avait découvert autre chose d'elle. En cas de malheur, où Claude Autant-Lara, dans l'univers naturaliste de Simonon et d'une sordide histoire d'amour, l'avait en quelque sorte forcée à jouer, à être actrice, face à ces redoutables partenaires qu'étaient Jean Gabin et Edwige Fenech. Il s'en fallait encore d'un film pour que B.B. devienne, réellement, Brigitte Bardot. Ce fut *la Vérité* en 1960. Celle d'Henri-Georges Clouzot, auteur-réalisateur, aussi élogé, lui, l'homme du *Corbeau*, de *Quai des Orfèvres* et du *Salut de la peur*, de la nouvelle vague que du cinéma de Claude Autant-Lara.

Ce fut aussi sa vérité à elle. Brigitte Bardot était sous contrat avec Raoul Levy, le producteur de choc qui avait lancé Vadim et qui, plus tard, se suicida, peut-être bien par amour. Tout cela, c'est de l'histoire, comme le budget de 700 millions de

centimes pour le film de Clouzot. Film d'un procès en cour d'assises. Une jeune femme de mœurs très libres, Dominique Marceau, est accusée d'avoir tué son amant. Et voilà Brigitte Bardot dans le box entre deux gendarmes. Les cheveux blonds tirés, le visage fermé. Une femme fragile, socialement à la dérive et qu'on juge sur les apparences. Avec Charles Vanel pour avocat, ce qui est immense, car on dit que le modèle du rôle était Maurice Garçon ; et René Floriot, pour l'implacable avocat général que compose Paul Meurisse.

Il faut revoir ce film, le voir plutôt parce que, depuis le temps qu'il n'a pas été montré, il semble maintenant tout neuf, et d'une facture artistique qui ne court plus les écrans. Brigitte est là, cherchant à expliquer les raisons de Dominique, par des retours en arrière. Mais qui peut croire à la vérité amoureuse de cette fille ? Les spectateurs.

Clouzot dirigea Brigitte Bardot d'une main de fer. Ce n'était pas un tendre. Mais il arracha ses masques vadiens et ceux de l'ordre social en même temps. Dur à supporter. Elle eut une dépression nerveuse pendant le tournage et tenta de se suicider. Louis Malle essaya d'expliquer cela dans *Vie privée* (1961). Sans retrouver l'éclatante évidence de la tragédie révélée par Clouzot, à jamais unique.

J.S.

\* Voir salles page suivante.

### LA NOUVELLE COMÉDIE DE ROB REINER

Deux amis peuvent-ils coucher ensemble et s'aimer encore un petit matin ?

BILLY CRYSTAL / MEG RYAN

Quand Harry Rencontre Sally...

(When Harry met Sally...)



CASTLE ROCK ENTERTAINMENT PRESENTS A NELSON ENTERTAINMENT PRODUCTION A ROB REINER FILM BILLY CRYSTAL MEG RYAN "QUAND HARRY RENCONTRE SALLY" CARRIE FISHER BRUNO KIRBY ROBERT LEIGHTON JANE MUSKY BARRY SOMMERFELD CASTING BY MARC SHADAN MUSIC BY BOB REINER ANDREW SCHENKMAN EDITOR NORA EPSTEIN EXECUTIVE PRODUCERS BOB REINER

سكنا من الاجل

هكذا من الالاحل

# CINÉMA

## Le Temps des Gitanes

de Emir Kusturica, avec Davor Dujmovic, Bora Todorovic, Ljiljana Uzelac, Hana Jasovic, Slobodan Tomic, Zlatko Muzekovic, Yousouf (2 h 15).

Tout en dénonçant le trafic des enfants yougoslaves exportés en Europe de l'Ouest pour constituer des bandes organisées de voleurs, le cinéaste de *Papa est en voyage d'affaires* poursuit son exploration dans les rêves et les cauchemars d'enfants.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2<sup>e</sup> (47-42-

72-52) ; La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 3<sup>e</sup> (42-22-57-23) ; Pathé Hautes-Seines, handicapés, 1<sup>er</sup> (46-33-79-33) ; La Pagode, 7<sup>e</sup> (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; Les Trois Brelas, 9<sup>e</sup> (45-61-10-00) ; La Bastille, handicapés, 11<sup>e</sup> (43-07-49-50) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Biervende Montparnasse, 15<sup>e</sup> (45-44-26-02).

VF : Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Faureville Bis, 1<sup>er</sup> (43-31-60-74) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, handicapés, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

## SÉLECTION

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le *Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

### Alice

de Jan Svankmajer, avec Kristyan Koloutova, Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne (1 h 24).

Comme l'héroïne de Lewis Carroll, l'Alice de Jan Svankmajer est transportée dans un pays des merveilles. Grâce aux techniques de l'animation, il la plonge, et le spectateur avec elle, dans

un monde peuplé de rêves caressants et surtout effrayants. VF : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26).

### Les Baisers de secours

de Philippe Garrel, avec Brigitte Sy, Philippe Garrel, Louis Garrel, Anémone, Maurice Garrel.



Yvette Etienne.

L'Entrepôt, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

### Baptême

de René Féret, avec Valérie Stroch, Jean-Yves Bérubet, Jacques Bonaldi, François (2 h 03).

En se souvenant des années 30, de ses parents et de ses propres débuts dans l'existence, René Féret trouve les images de sa sensibilité et renoue avec le succès après dix ans de traversée du désert.

Lacourrière, 14<sup>e</sup> (45-44-57-34).

### Cinéma Paradiso

de Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin, Salvatore Cascio, Franco-Italie (2 h 03).

Un projectionniste bourru, un gamin facétieux, une série de baisers censurés et émouvants, le cinéma italien n'a pas fini de pleurer sur les très riches heures du septième art.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8<sup>e</sup> (43-25-58-83) ; George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8<sup>e</sup> (43-59-82-82) ; Sept Parmentiers, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

VF : Pathé François, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01).

### Le Cuisinier, sa femme et son amant

de Peter Greenaway, avec Richard Bohringer, Michael Gambon, Helen Mirren, Alan Howard, Franco-Britannique (2 h).

Le trio classique du couple et de l'amant, revisité par le cinéaste esthète et philosophique de Peter Greenaway, orchestré par la musique ébéniste de Michael Nyman et épié par un observateur goguenard. C'est saignant, délicieux et à mourir de rire.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8<sup>e</sup> (43-25-58-83) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-82-82) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Parmentiers, 14<sup>e</sup> (43-36-30-40).

VF : Bretagne, 6<sup>e</sup> (42-22-57-67) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27).

### La Fille de quinze ans

de Jacques Doillon, avec Judith Godrèche, Mervé Poupaud, Jacques Doillon, Français (1 h 40).

Affrontement de regards et de mots entre un quadragénaire et une adolescente dans une villa de rêve, suspendue entre ciel et mer. A ce petit jeu, Antoine Doillon est le plus fort. Mais Judith Godrèche trouve son premier grand rôle.

Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-57-47).

### Great Boils of Fire

de Jim McBride, avec Dennis Quaid, Winona Ryder, Américain (1 h 47).

L'apogée et le déclin de Jerry Lee Lewis, celui qui voulait détruire Elvis Presley. La reconstitution est précise, presque trop fidèle. Dennis Quaid rabat une manche digne de son modèle et retrouve tous les tics du rocker.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>er</sup> (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 8<sup>e</sup> (43-25-58-83) ; Elysées Lincoln, 14<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; George V, 9<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; Sept Parmentiers, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

### Indiana Jones et la Dernière Croisade

de Steven Spielberg, avec Harrison Ford, Sean Connery, Denholm Elliott, Alison Doody, Américain (2 h 05).

Un parapluie contre un avion assicoté, un jet d'entre contre un nazi agressif, une rencontre surprise avec Hitler, Indiana Jones repart à l'aventure pour la troisième et dernière fois. Indy ne vent pas décrocher la lune, mais presque. Il cherche le Saint Graal et redécouvre son papa, aussi savant et distrait que lui. Ce n'est pas tout ! Spielberg dévoile tous les secrets du personnage, l'origine de son nom, de son fouet, de son chapeau et même de sa très charmante cicatrice au menton. Pourquoi les bonnes choses ont-elles une fin ?

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, TodAO, 1<sup>er</sup> (45-05-57-57) ; Cité Beaubourg, handicapés, 1<sup>er</sup> (42-71-52-36) ; Pathé Hautes-Seines, 9<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; U.G.C. Odéon, 8<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; George V, THX, TodAO, 9<sup>e</sup> (46-62-41-46) ; U.G.C. Normandie, 14<sup>e</sup> (43-07-49-50) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (43-07-49-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79) ; U.G.C. Mallet, 15<sup>e</sup> (47-42-60-33).

VF : Rex (Le Grand Rex), handicapés, 1<sup>er</sup> (42-36-33-33) ; Bretagne, 6<sup>e</sup> (42-22-57-67) ; U.G.C. Montparnasse, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Paramount Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Les Halles, 1<sup>er</sup> (43-31-60-74) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Bobolins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (43-20-88-52) ; Images, 15<sup>e</sup> (45-22-46-01).

### Mystère Train

de Jim Jarmusch, avec Yūki Kadoh, Mami Matsuda, Scenariste : Jay McInnis, Cinqué Les, Nicoletta Bracci, Elizabeth Bracco, Américain (1 h 50).

Un couple de Japonais en pèlerinage, deux ex-midinettes, quelques voyous dépressifs et alcooliques se croisent sans se reconnaître autour d'un coup de feu dans un hôtel crasseux de Memphis, Tennessee. Et Jim Jarmusch les observe.

### L'Orchestre rouge

de Jacques Rouffio, avec Claude Brasseur, Serge Avedikian, Etienne Chicot, Français (2 h 03).

L'histoire du réseau de renseignements et d'espionnage le plus important de la seconde guerre mondiale et celle de son chef, Raymond Trepper, dans une reconstitution stylisée de Jacques Rouffio. Claude Brasseur est saisissant.

### Inspiré d'Intolérance, de Griffith, Les Pages arrachées de l'ivre de Satan, de Carl Dreyer, est l'un des films les plus mal connus de Carl Dreyer. La maison du Danemark consacré, de son côté, à une exposition la plus fameuse du cinéaste danois : La passion de Jeanne d'Arc (142, av. des Champs-Élysées. Jusqu'à 24 décembre).

VO : Cité Beaubourg, handicapés, 1<sup>er</sup> (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon, 8<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Le Triomphe, handicapés, 8<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 9<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81).

### Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Américain (1 h 40).

Le mari yuppie d'une femme cinéaste couche avec sa belle-sœur nymphomane et torride lorsqu'un castrade de collège débarque et chamboule sa vie à coup de questions embarrassantes. En plus, le génère contemplatif récolte des confessions sensuelles et féminines sur vidéo pour lui tout seul car il est impuissant. Le voyeurisme a obtenu la Palme d'or du Festival de Cannes.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Pathé Saint-Germain, 1<sup>er</sup> (42-22-72-90) ; U.G.C. Danton, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-82-82) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Escorial, 13<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Parmentiers, 14<sup>e</sup> (43-36-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

VF : Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Bobolins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (43-20-88-52) ; Images, 15<sup>e</sup> (45-22-46-01).

### Une autre femme

de Woody Allen, avec Gena Rowlands, Mia Farrow, Gene Hackman, Betty Buckley, Marilyn Plum, Ian Holm, Américain (1 h 20).

Parce qu'elle surprend les confidences dramatiques d'une femme avec son psychanalyste, une intellectuelle de cinquante ans à la vie réglée comme du papier à musique va tout remettre en question. Gena Rowlands est pathétique dans ce film de Woody Allen, attentif et désespéré.

### Une saison blanche et sèche

de Euzhan Palcy, avec Donald Sutherland, Janet Sutherland, Jürgen Prochnow, Zohar Eshkol, Susan Sarandon, Marlon Brando, Américain (1 h 48).

Un film conçu comme un témoignage cru, violent et brutal, sur l'apartheid. En dix minutes d'un procès odieux, Marlon Brando fait une apparition légendaire.

Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Faureville Bis, 13<sup>e</sup> (43-31-60-74) ; Miramar, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-36-30-40) ; Pathé Montparnasse, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; U.G.C. Convention, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; U.G.C. Mallet, handicapés, 17<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Pathé Clichy, 18<sup>e</sup> (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20<sup>e</sup> (46-36-10-96).

### Pages arrachées de l'ivre de Satan

de Carl Th. Dreyer, avec Howard Holt, Hollander Hollander, Tams Kraft, Fredericksen, Carlo Wieth, Danois, noir et blanc (1 h 48), inédit (1926).

VO : notre photo légendaire.

14 Juillet Parmentiers, 14<sup>e</sup> (43-20-32-20).

### Flute noire

de Shōhei Imamura, avec Yoshiko Tanaka, Kazuo Kikawa, Etsuko Ichihara, Japonais (2 h 03).

Adaptation en noir et blanc d'un roman d'Ibuse, le vétéran des auteurs japonais. Loin du lyrisme de la *Balade de Noyazawa*, Imamura a filmé la bombe atomique, la mort, la peur, à la manière de son maître, Ozu.

VO : Cité Beaubourg, handicapés, 1<sup>er</sup> (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon, 8<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, 15<sup>e</sup> (48-28-42-27) ; Le Triomphe, handicapés, 8<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, 9<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81).

### Sexe, mensonges et vidéo

de Steven Soderbergh, avec James Spader, Andie MacDowell, Peter Gallagher, Américain (1 h 40).

Le mari yuppie d'une femme cinéaste couche avec sa belle-sœur nymphomane et torride lorsqu'un castrade de collège débarque et chamboule sa vie à coup de questions embarrassantes. En plus, le génère contemplatif récolte des confessions sensuelles et féminines sur vidéo pour lui tout seul car il est impuissant. Le voyeurisme a obtenu la Palme d'or du Festival de Cannes.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Pathé Saint-Germain, 1<sup>er</sup> (42-22-72-90) ; U.G.C. Danton, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (43-59-82-82) ; Pathé Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Escorial, 13<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Gaumont Alésia, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Parmentiers, 14<sup>e</sup> (43-36-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

VF : Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Bobolins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (43-20-88-52) ; Images, 15<sup>e</sup> (45-22-46-01).

### Une autre femme

de Woody Allen, avec Gena Rowlands, Mia Farrow, Gene Hackman, Betty Buckley, Marilyn Plum, Ian Holm, Américain (1 h 20).

Parce qu'elle surprend les confidences dramatiques d'une femme avec son psychanalyste, une intellectuelle de cinquante ans à la vie réglée comme du papier à musique va tout remettre en question. Gena Rowlands est pathétique dans ce film de Woody Allen, attentif et désespéré.

### Une saison blanche et sèche

de Euzhan Palcy, avec Donald Sutherland, Janet Sutherland, Jürgen Prochnow, Zohar Eshkol, Susan Sarandon, Marlon Brando, Américain (1 h 48).

Un film conçu comme un témoignage cru, violent et brutal, sur l'apartheid. En dix minutes d'un procès odieux, Marlon Brando fait une apparition légendaire.

VO : Cité Beaubourg, handicapés, 1<sup>er</sup> (42-71-52-36) ; U.G.C. Roulotte, 8<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; U.G.C. Odéon, 8<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; U.G.C. Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Escorial, 13<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-79-79).

VF : U.G.C. Montparnasse, handicapés, 8<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; U.G.C. Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; Miramar, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-36-30-40) ; Images, handicapés, 15<sup>e</sup> (45-22-46-01).

## REPRISES

### Allemagne, mère blafarde

de Helmut Sanders-Brabant, avec Eva Mattes, Ernst Jacobi, Elisabeth Stepanek, Allemand, 1980 (2 h).

Comment une jeune femme allemande qui a vécu à côté de l'histoire, prend conscience de l'horreur. En reliant l'Allemagne nazie et l'Allemagne de « miracle économique », Helma Sanders-Brabant remonte le temps, que son conflit avec la génération du nazisme dans un film douloureux et admirable.

VO : Utopie Champollion, 8<sup>e</sup> (43-26-94-94).

### Le Chagrin et la Pitié

de Marcel Ophüls, Allemagne-ouest, 1969, noir et blanc (4 h 20).

VO : Saint-André-des-Arts 1<sup>er</sup> (43-28-49-18).

### En quatrième vitesse

de Robert Aldrich, avec Ralph Meeker, Martin Carr, Américain, 1965, noir et blanc (1 h 45).

Mike Hammer fonce de vengeance dans un thriller aussi efficace que le roman de Mickey Spillane. Un modèle du film noir des années cinquante.

VO : Action Christiane, 8<sup>e</sup> (43-25-11-30) ; Mac-Mahon, 17<sup>e</sup> (43-29-79-89).

### Le Jour du vin et des roses

de Blake Edwards, avec Jack Lemmon, Les Femmes, Charles Richford, Jack Klugman, Américain, 1962, noir et blanc (2 h).

Cela commence comme une comédie conjugale, légère et optimiste. Cela s'achève comme un mélodrame sur l'alcoolisme. Dans un registre inattendu, Blake Edwards casse l'image de la gentille épouse américaine et offre à Jack Lemmon un rôle tragique inédit.

VO : Reflet Logos 8<sup>e</sup>, handicapés, 9<sup>e</sup> (43-54-42-34).

### Sur les quais

de Eli Kazan, avec Marlon Brando, Eva Marie Saint, Karl Malden, Lee John Cobb, Rod Taylor, Paul Hubsch, Américain, 1954, noir et blanc (1 h 48).

Pour Marlon Brando, sauvage et emporté dans une révolte sans issue. Pour Eva Marie Saint, lucide et désespérée dans une histoire d'amour impossible.

VO : Les Trois Luminaires, 8<sup>e</sup> (46-33-97-77).

### La Vérité

de Henri-Georges Clouzot, avec Brigitte Bardot, Sand Pory, Charles Vanel, Paul Meurisse, Français, 1960, noir et blanc (2 h 04).

VO : notre article page 29.

Reflet Média Logos, salle Louis-Jourvet, 8<sup>e</sup> (43-54-42-34) ; Elysées Lumière, 8<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; Parisiennes Opéra, handicapés, 9<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; U.G.C. Bobolins, 13<sup>e</sup> (43-36-23-44) ; Sept Parmentiers, 14<sup>e</sup> (43-36-30-40).

La sélection cinéma a été établie par Colette Gollard et Bénédicte Mathias.



# THÉÂTRE

« LE BOURGEOIS GENTILHOMME » A CHAILLOT

## Monsieur Jourdain, alias Savary

**Le Bourgeois gentilhomme est le premier classique français mis en scène par Jérôme Savary, au temps du Magic Circus. D'abord, il devait le monter à Chaillot, mais finalement l'a présenté au TEP en France, en Europe et au Brésil. Il l'a remonté en Allemagne et à Lyon. Il le joue enfin à Chaillot, il y est Monsieur Jourdain.**

C'EST une longue histoire que celle de Jérôme Savary et Monsieur Jourdain. Une histoire cabotique. Elle commence au temps du Magic Circus. Pour la première fois, les joyeux baladins qui ne juraient que par les ailes de la spontanéité abordaient un classique. André-Louis Perinetti, alors directeur du Théâtre national de Chaillot, avait réussi à convaincre Jérôme Savary. C'est lui qui avait lancé le mythe Magic Circus en accueillant *Zartan le frère mal aimé de Tarzan* à la Cité internationale, il en avait gardé un certain ascendant sur la troupe et son chef. Mais voilà Chaillot en déficit — cette histoire-là est vieille comme le théâtre — et André-Louis Perinetti interdit de production.

Puisque ses spectacles ramènent les foules, que ce soit à Paris, en France, hors des frontières, Jérôme Savary trouve sans trop de peine des salles prêtes à le recevoir. Dans la Seine-Saint-Denis et au TEP — il vient d'être nommé à la direction du Centre dramatique du Languedoc-Roussillon, mais n'a pas encore pris ses fonctions — il présente sa version du *Bourgeois gentilhomme*, avec un prologue super-Magic, où cracheurs de feu, acrobates, fanfares et magiciens en costume d'époque ou presque accueillent le public.

La comédie-ballet est devenue une comédie musicale dans laquelle Lully ne saurait s'y reconnaître. Les notes pour la plupart sont là, mais le rythme dérive vers des variations jitterbug. Un maître à danser rose et arthritique dirige un ensemble de jeunes gens pour des et languissants, les grands maigres aux mollets tordus à côté des petits trapus aux cuisses courtes, les uns et les autres s'agitant dans leurs dentelles passe-blement fripées.

Ce n'est pas tout : le maître de musique est blanc et asthmatique, le maître d'armes ficelé dans un fauteuil roulant, poussé par une infirmière moustachue de la Grande Guerre, propulse sa jambe de bois et sa redoutable épée avec de grands cris martiaux. Quant au maître de philosophie, volubile et maigrichon, il se perd sans complexe dans sa rhétorique.

Satire d'un monde rapace qui s'apprette à gruger l'ingénieur dont le tort est de vouloir grimper à l'échelle sociale, dans le seul but d'accéder à la culture, réservée en ce temps-là aux aristocrates et aux ecclésiastiques. Molière se moquait, Savary s'étendrait, d'autant qu'il joue lui-même Monsieur Jourdain.

Il faut le voir arriver en robe de chambre chamarrée et en charentaises, posant sous le tableau qui le représente tel qu'il voudrait être. Etalant sa troncance un peu grossière, il est touchant de bonne volonté vaniteuse. On a envie de l'aimer, pourtant il est odieux avec sa famille, avec sa femme et sa fille, qu'il traite pire que des meubles, parce que, tant qu'elles sont là, il ne peut rien oublier. Et elles le gênent, l'empêchent de remonter son passé. Il voudrait s'en débarrasser, l'une en lui faisant faire un beau mariage, l'autre en « la donnant à qui voudra ». C'est dans le texte, Molière non plus ne faisait pas de cadeau.



MARC ENGELHARD

Les gags se bousculent dans une loufoquerie frénétique, un bonheur du jeu qui est la marque Magic Circus, la raison essentielle de son succès. Et il y a autre chose, qui est la griffe Savary, la raison essentielle de son charme : une sorte d'humanité teigneuse, d'égoïsme innocent au bord du cynisme. Avec lui, tout paraît naturel. Monsieur Jourdain n'est pas ridicule, il s'est brutalement rendu compte du temps perdu, il a compris que sa fortune pouvait servir sinon à le rattraper du moins à compenser.

Monsieur Jourdain est amoureux d'une femme inaccessible, qui symbolise tout ce qu'il ne possède pas. Une aristocrate, reçue à la Cour. Elle s'appelle Dorimène, elle est sous la coupe d'un jeune noble sans scrupules et semble vivre d'expédients — Molière ne se faisait guère d'illusions sur la moralité de Versailles. De plus, elle est jeune et belle. Le démon de midi taraude Monsieur Jourdain.

Monsieur Jourdain est malheureux, ce dont il n'a pas l'habitude, et il ne le supporte pas. S'étonnant d'être arrivé si haut, si près du but, et de se sentir si mal, il gâche ses chances avec une obstination à la fois exaspérante et pathétique. Comme tous les personnages hautement comiques, il est un nid d'angoisses, qu'il pourrait faire apparaître de temps en temps. Ce n'est vraiment pas le genre de Jérôme Savary. Depuis

le rendez-vous du TEP, il a promené le spectacle un peu partout, en particulier au Brésil. Il l'a remonté à Hambourg et à Lyon avec Galabru, peaufinant les gags, le rythme, les éclats de burlesque et de mélancolie. A présent, parce que, dit-il, il doit montrer à son public de Chaillot tout ce qu'il sait faire, il fait l'acteur, et reprend le rôle de Monsieur Jourdain — qu'une grève l'avait empêché de tenir la saison dernière, — le personnage de cet homme solitaire et solide, qui lui colle tant à la peau.

C. G.

Théâtre national de Chaillot, du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche, 15 heures. Location : 42-27-81-15.

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Journal intime

de Luc Ferrari, mise en scène de Philippe Adrien, avec Lisette Malidor, Elise Caron et Denis Chouillet.

Voilà un objet théâtral curieux qui réunit le metteur en scène Philippe Adrien et la très belle Lisette Malidor, plus habituée aux ors et aux grands espaces du music-hall (lire rubrique « Musiques », page 33).

Lierre-Théâtre, 22, rue du Chevaleret, 13<sup>e</sup>. A partir du 20 novembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-86-55-53. Durée : 1 h 30. De 70 F à 100 F.

### Médée

d'Euripide, mise en scène de Dominique Quéhec, avec Françoise Bergé, Miro François, Yves Marbout, Sophie de la Rochefoucauld, Vincent Nemeth, Valérie Vogt, Jacques Zabor, en alternance Sacha Gajic, Stéphane Guignot et Cécile Lombardo.

Où l'on retrouve Françoise Bergé, la nouvelle « pensionnaire » du Théâtre 13, l'une des meilleures adresses de Paris depuis quelques saisons, dans l'un des plus beaux rôles et des plus beaux textes du répertoire classique.

Théâtre 13, 24, rue David, 13<sup>e</sup>. A partir du 21 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-18-30. 70 F et 100 F.

### Torquato Tasso

de Johann W. Goethe, mise en scène de Bruno Bayen, avec Marcel Bozonnet, Philippe Girard, Catherine Hiégel, Muriel Mayette et Grégoire Estermann.

Le trio Bayen-Millecamps (décors)-Varda (costumes)

a déjà prouvé son extrême habileté à servir le théâtre de qualité. Il s'attaque à l'une des plus belles œuvres de Goethe en compagnie d'une distribution où l'on retrouve avec joie Catherine Hiégel et Marcel Bozonnet. Plus que prometteur.

Théâtre National de l'Odéon, 1, place Pasteur, 8<sup>e</sup>. A partir du 21 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 2 h 15. De 57 F à 180 F.

### Les Tu et Toi ou la

### Parfaite Egalité

de Dorvigny, mise en scène de Bernard Sobel, avec Sylvie Abov, Almazia Berdj, Benoît Bourgeois, Myrtil Bourgeois, Maria Fito Vega, Vincent Fito Vega, Laila Kari, Joëlle Rahagrinzky, Johannes Rueland et Carolin Thierdorf.

Bernard Sobel, qui a beaucoup travaillé sur les rouages de la Révolution française dans son théâtre de Gennevilliers, s'était décidé à « boycotter » les célébrations du Bicentenaire. Jusqu'à ce que débarquent chez lui deux professeurs d'un collège de la ville et leur projet de monter avec leurs élèves cette comédie de Dorvigny. Et comme on sait que Sobel est peut-être le seul directeur de centre dramatique à pouvoir se lancer dans de telles aventures, il a décidé de mettre en scène ces élèves. Bravo !

Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Grésillons, 92036 Gennevilliers. A partir du 17 novembre. Les vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-25-30. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F.

**LA STATION DEBOUT**  
Compagnie 4 Litres 12  
Salle 1  
du jeudi au samedi 20 h 30  
dimanche 17 h  
Relatives  
Jeudi, mardi, mercredi  
CARTOUCHERIE  
la Tempête  
10C 43 28 36 36

**THEATRE DE L'AQUARIUM**  
CARTOUCHERIE  
**Louis**  
JEAN-LOUIS BENOIT  
43 74 99 61  
CO-PRODUCTION  
THEATRE DE L'AQUARIUM  
GENNEVILLIERS (92)

**THEATRE DE SARTRUVILLE**  
4 DERNIERES IRREVOCABLES !  
**LE BOURRICHON**  
Comédie rurale  
de Joël Jouanneau  
Du 22 au 25 novembre  
**ESPACE GERARD PHILIPPE**  
Tél. 39 14 23 77 • 39 57 64 84

**créteil** (Maison des Arts)  
GRANDE SALLE  
**LES FAUSSES CONFIDENCES DU JARDINIER**  
MARIVAUX  
MISE EN SCENE  
GILDES BOURDEL  
PETITE SALLE  
**LA PASSION**  
J-P SARRAZAC  
MISE EN SCENE  
P-HEYMANN  
Théâtre de la Salamandre • Théâtre de la Manchette  
43 80 18 88

J'en connais beaucoup qui se promènent partout  
Avec une notice indicative ou figure ils ont besoin  
Celui qui voit ce papier dit c'est beaucoup  
Mais celui qui l'a écrit dit c'est le minimum  
Mais plus d'un cependant arbore avec fierté  
Sa notice où figure un strict minimum  
B. Brecht  
T H E A T R E DE GENNEVILLIERS  
DU 11 NOVEMBRE AU 10 DECEMBRE  
TABLEAU DE PARIS AVEC GUILLOTINE  
LES MERCIER • M J. CHENIER  
SPECTACLE DE JEAN D'AUTREMY  
ET EDGAR PÉTIET  
DU 17 NOVEMBRE AU 17 DECEMBRE  
**LES TU ET TOI OU LA PARFAITE EGALITE**  
COMEDIE EN 5 ACTES DE DORVIGNY  
JOUEE PAR DES ADOLESCENTS DE GENNEVILLIERS SOUS LA DIRECTION DE BERNARD SABEL  
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE

**ODEON THEATRE NATIONAL**  
**Torquato Tasso**  
de Johann Wolfgang von Goethe  
Texte français et mise en scène de Bruno Bayen  
Décor de Michel Millecamps • Costumes de Rosalie Varda  
Lumière de Marie Nicolas  
Avec, par ordre alphabétique,  
Marcel Bozonnet • Philippe Girard, Catherine Hiégel,  
Muriel Mayette • Grégoire Estermann  
\*de la Comédie-Française  
Coproducteur Théâtre national de l'Odéon,  
Comédie-Française, Compagnie Pénlope  
**21 novembre - 31 décembre 1989**  
Soirée à 20 h 30. Matinée le dimanche à 15 h.  
Renseignements 43 25 70 32

du 9 novembre au 24 décembre  
46.61.33.33  
**Le théâtre de**  
*Compagnie de M. M. M.*  
THEATRE DU CAMPAGNOL Centre Dramatique National de la Bretagne Sud  
"La Pluie", 254, avenue de la Division Leclerc • 92250 CHATENAY MALABRY  
Nouvelle gratuite à la station R.E.R. ANTONY  
"Il faut y croire... M. M. M. est le tout entier, tel qu'en lui-même surprenant à découvrir" C. FRIEDL (P. M. M. M.)  
"Un hommage à une œuvre et à une œuvre" D. CHENIER (Le Monde) "Que pleurent quelques heures passées en telle compagnie" M. SERVIN (Les Temps Modernes)

سكن من الاجل

حکذا من الاصل

# THÉÂTRE

## SÉLECTION PARIS

### Chemin d'une âme

d'après « Degrés » de Friedrich Gorenstein, mise en scène de Joanne Rousseau, avec Albert Delpey, Eric Frey, Chantal-Marie Nogués et Joanne Rousseau.

Voici l'occasion de découvrir l'œuvre d'un auteur russe vivant depuis plusieurs années à Berlin-Ouest. *Chemin d'une âme* est tiré d'une de ses nouvelles, *Degrés*, parue à la fin des années 70 dans la première revue non censurée alors à Moscou, *Metropol*. Friedrich Gorenstein est aujourd'hui publié chez Gallimard (*Peau, le Rachat, Kim ou l'hiver 53*) et *l'Age d'Homme* (*Compagnons de route*).

Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), 18<sup>e</sup>. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-80. Durée : 2 heures. 80 F et 50 F.

### Kiki l'indien

de Joël Jouanneau, mise en scène de Michel Raskine, avec Judith Guittier, Christian Ruche, Delphin Ruche, Roman Duverne et Johann Plotogher.

Deuxième volet de la trilogie écrite par Joël Jouanneau après le splendide *Bourrichon* découvert cet été à Avignon. Cette fois-ci, la famille Jouanneau s'engage. Si l'on retrouve Gabel aux décors, Thévenon aux

lumières et l'épatante Marie-Françoise dans le principal rôle féminin — ils étaient tous trois du premier épisode —, la mise en scène est signée de Michel Raskine, qui avait commandé la pièce, et le rôle-titre est tenu par Christian Ruche, tous deux transfuges de l'extrême de la Salamandre à Lille. Premiers pas sur les planches de la fille de Marie-Françoise (Judith Guittier, dix-huit ans, magnifique !), et du fils de Christian Ruche, Delphin, onze ans (en alternance). Une histoire de famille donc, comme le veut la pièce de Jouanneau qui s'interroge, lyrique et poétique, sur l'atavisme. Un spectacle à ne pas rater tant il est cohérent, intelligent et beau.

Théâtre de Sartrouville, place Jacques-Brel, 78000 Sartrouville. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 39-14-22-77. Durée : 1 h 40. De 45 F à 95 F.

### La Mission, suivie de Au perroquet vert

de Heiner Müller, mise en scène de Matthias Langhoff, avec A. Belbachir, F. Berthel, C. Brandt, F. Bouc, R. Bourvier, L. Calame, M. Chardet, F. Chetout.



C. Cohendy et R. Escalon.

Le coup de cœur et d'éclat d'Avignon 89 signé par l'un des meilleurs metteurs en scène européens d'aujourd'hui. Un rendez-vous indispensable pour ceux qui aiment le théâtre.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 heures. De 50 F à 120 F.

## RÉGIONS

### Bordeaux

#### SYGMA 25

Le festival des avant-gardes de Bordeaux fête brillamment et courageusement son anniversaire. Habituels entretiens savants sur la situation de la création, expositions, danse contemporaine et bien sûr théâtre avec cette année l'écrotable et superbe Cirque Archéa, le chapiteau en folie d'une jeune bande rebelle de l'Hérault (immanquable !) — jusqu'au 18 novembre, horaires variables, chapiteau place Jean-Jaures : — la nouvelle création de Jean-Paul Célis, plasticien qui s'est entouré d'Hervé Ogier pour la musique et de Philippe Lacombe pour les lumières — le 15 novembre à 22 heures et le 16 novembre à 20 h 30, théâtre Hangar 5, quai Louis-XVIII : — et enfin d'un duo allemand à découvrir, Michael Aufenfeld et Hartmut Ehrenfeld, pour un spectacle comique hors et dans la tradition de la Commedia dell'Arte — le 17 novembre, à 20 h 30 et le 18, à 22 h 00, théâtre Hangar 5.

Sygma. Tél. : 56-50-39-85.

### Caen

#### Tambours dans la nuit

de Bertolt Brecht, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Paul Allio, Véronique Duburon, Christian Drilleau et Sylviane Simonet.

Pièce de jeunesse du dramaturge allemand, *Tambours dans la nuit* fut écrite juste après la fin de la révolution soviétique. Tous les défauts des hommes confrontés à l'histoire, à leur histoire.

Comédie de Caen. Théâtre d'été. Le 21 novembre à 20 h 30 et le 22 novembre à 19 h 30. Tél. : 31-50-35-00.

### Châteauroux

#### Monstre Alimé

de Javier Tornos, mise en scène de Jacques Nicolet avec Jean-Marc Bory et Charles Berling.

Ce spectacle superbement mis en scène par le directeur du centre dramatique national de Montpellier, autour de deux comédiens excellents, se présente en tournée dans toute la France.

Découverte d'un nouvel auteur contemporain espagnol qui ce travail « français » a l'air de dans son propre pays.

Nouveau théâtre, avenue du Parc de la Vierge, Du 22 au 24 novembre à 21 heures. Tél. : 54-34-18-14. 80 F et 100 F.

### La Rochelle

#### Férocé, la nuit

de Michel Drouot, mise en scène de Georges Lavandier, avec Marc Besson, Gérard Guillaumat, Sylvie Orler, Patrick Pissau et Charles Schmitz.

La nouvelle pièce de l'un des nos dramaturges les plus passionnants aujourd'hui crée l'an passé au TNP de Villeurbanne par son codirecteur, le metteur en scène absolument imprévisible et fantasque Georges Lavandier (dont on peut voir à Paris en ce moment un très beau *Lazarus*). Distribution épatante où l'on retrouve la superbe Sylvie Orler et le grand Guillaumat. Pièce inquiétante et belle qui s'en va traverser, avec la virtuosité habituelle de Drouot, les mythologies d'aujourd'hui.

Théâtre de la Mer, Du 23 au 25 novembre à 20 h 30. Tél. : 46-41-37-78. De 80 F à 110 F.

### Lille

#### La Traversée de l'hiver

de Yasmina Reza, mise en scène de Patrick Kertész, avec Pierre Vanock.

Créé récemment à Orléans — sans que nous ayons pu encore le découvrir — ce spectacle marque les retrouvailles de la « famille Reza-Kertész » qui s'était particulièrement illustrée avec la création de *Conversations après un enterrement*. Une bonne famille donc, cohérente et courageuse, brillante même.

Théâtre Roger Salengro. Jusqu'au 19 novembre à 20 h 30, le 19 à 16 heures.

### Au TNP de villeurbanne, après *Monstre Alimé*, la Mort de Danton, le grand œuvre noir d'un de nos meilleurs metteurs en scène, Klaus Gruber, avec dans le rôle-titre André Marcon, ici au côté de Dominique Cortes. Gruber prend des libertés avec le texte de Büchner mais il signe là un spectacle intellectuellement et plastiquement parfait.

### Châteauroux

#### Monstre Alimé

de Javier Tornos, mise en scène de Jacques Nicolet avec Jean-Marc Bory et Charles Berling.

Ce spectacle superbement mis en scène par le directeur du centre dramatique national de Montpellier, autour de deux comédiens excellents, se présente en tournée dans toute la France.

Découverte d'un nouvel auteur contemporain espagnol qui ce travail « français » a l'air de dans son propre pays.

Nouveau théâtre, avenue du Parc de la Vierge, Du 22 au 24 novembre à 21 heures. Tél. : 54-34-18-14. 80 F et 100 F.

### La Rochelle

#### Férocé, la nuit

de Michel Drouot, mise en scène de Georges Lavandier, avec Marc Besson, Gérard Guillaumat, Sylvie Orler, Patrick Pissau et Charles Schmitz.

La nouvelle pièce de l'un des nos dramaturges les plus passionnants aujourd'hui crée l'an passé au TNP de Villeurbanne par son codirecteur, le metteur en scène absolument imprévisible et fantasque Georges Lavandier (dont on peut voir à Paris en ce moment un très beau *Lazarus*). Distribution épatante où l'on retrouve la superbe Sylvie Orler et le grand Guillaumat. Pièce inquiétante et belle qui s'en va traverser, avec la virtuosité habituelle de Drouot, les mythologies d'aujourd'hui.

Théâtre de la Mer, Du 23 au 25 novembre à 20 h 30. Tél. : 46-41-37-78. De 80 F à 110 F.

### Lille

#### La Traversée de l'hiver

de Yasmina Reza, mise en scène de Patrick Kertész, avec Pierre Vanock.

Créé récemment à Orléans — sans que nous ayons pu encore le découvrir — ce spectacle marque les retrouvailles de la « famille Reza-Kertész » qui s'était particulièrement illustrée avec la création de *Conversations après un enterrement*. Une bonne famille donc, cohérente et courageuse, brillante même.

Théâtre Roger Salengro. Jusqu'au 19 novembre à 20 h 30, le 19 à 16 heures.

18 novembre à 20 h 30 et le 19 novembre à 16 heures. Tél. : 70-03-86-18. 80 F et 80 F.

### Montpellier

#### Le Baladin du monde occidental

de John Millington Synge, mise en scène de Jacques Nicolet avec Claude Dupuy, André Brion, Michel Nohay, et Jacques Schmitt.

Chef-d'œuvre mal connu d'un grand auteur irlandais, *Le Baladin* est une œuvre forte, poétique, violente, ambiguë, bref pain béni pour le directeur du Centre dramatique national de Montpellier. Deux jeunes acteurs du Conservatoire dans les rôles principaux étonnent par leur assurance et leurs possibilités. Malé Nahyr est toujours aussi bon. Ce spectacle encore un peu vert est en passe, avant une tournée qui le conduira au Théâtre de la Ville, d'être un grand rendez-vous de l'hiver.

Théâtre des 13 vents, Salle Grammont. Jusqu'au 19 décembre. Horaires variables. Tél. : 67-64-14-42. 75 F.

### Mulhouse

#### Tambours dans la nuit

de Bertolt Brecht, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Paul Allio, Véronique Duburon, Christian Drilleau et Sylviane Simonet.

Lire la notice de Caen. Relys Drouot. Le 17 novembre à 20 h 30. Tél. : 83-45-63-55. De 40 F à 75 F.

### Saint-Etienne

#### 1<sup>er</sup> Festival de la Convention européenne du théâtre

Pendant dix jours et dans sept villes de la région de Saint-Etienne, les compagnies cosignataires de la Convention européenne du théâtre — principaux théâtres d'art et de création de treize pays européens différents — se rassemblent pour un festival qui multiplie les ambitions et les propositions. Grands auteurs (Büchner, Tolstoj, Genet, Jarry, Sheridan, Grunberg, Copi, Brecht, Goethe, Strauss, Beckett) dans les mains de metteurs en scène et de troupes souvent passionnantes. A ne pas rater : *La Dernière Bande*, de Beckett, dans la mise en scène de Klaus Michael Gruber (Schauspiel de Frankfurt), *Une vie inopportune*, de Copi, traduit en italien par l'excellent Franco Quadri (Teatro Testoni), *Ubu Roi*, de Jarry, (Théâtre Jozsef Katona de Budapest) et bien sûr la création française néerlandaise de Daniel Benoin, directeur de la Comédie de Saint-Etienne, *Woyzeck*, de Büchner.

Renseignements et réservations : Théâtre Jean Desz, avenue Emile-Loubet, 42000 Saint-Etienne. Tél. : 77-32-79-28. Météo : 3915 Euro-théâtre. De 45 F à 70 F.

### Strasbourg

#### Éclats

de Catherine Anne, mise en scène de l'auteur, avec Hélène Alexandridis, Michel Bonpelt, Marie Carré et Nathalie Richard.

Tournée de l'un des spectacles du dernier festival d'Avignon qui a reçu alors un accueil mitigé. Mais si l'on ne connaît pas ce nouvel auteur et metteur en scène, *Éclats* est un rendez-vous que les amoureux du théâtre retiendront avec curiosité.

Théâtre national de Strasbourg, Du 21 au 25 novembre. Horaires variables. Tél. : 88-35-44-82. De 40 F à 100 F.

### Toulouse

#### Ruy Blas

de Victor Hugo, mise en scène de Jacques Roemer, avec Jean-Claude Dreyfus, Sophie Duez, François Perrot, Odile Bismet et Didier Carasso.

Le directeur du Centre dramatique national de Toulouse s'empare de la pièce la plus vive de notre Hugo national avec un acteur de grande classe, Jean-Claude Dreyfus, en tête d'une distribution alléchante. A découvrir.

Théâtre Sorano. Jusqu'au 3 décembre. Horaires variables. Tél. : 61-25-66-87. De 70 F à 110 F.

### Villeurbanne

#### La Mort de Danton

de Georg Büchner, mise en scène de Klaus Michael Gruber, avec André Marcon, André Wilms et Myriam Boyer.

Voici notre photo légendaire. TNP. Jusqu'au 19 novembre. Horaires variables. Tél. : 70-03-30-30. De 90 F à 130 F.

## DANSE

### Mardi 15

#### Santiago Sempere

Les Mœnes II. Danseur et chorégraphe d'origine espagnole, Santiago Sempere est obsédé par les Mœnes, le célèbre tableau de Velasquez. C'est la troisième fois qu'il nous son ouvrage sur le métier. Ces Mœnes III devraient être « l'aboutissement d'une longue étude amoureuse ».

Théâtre de la Bastille (à 15 m 16, 21 heures). La 15, 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 70 F à 90 F.

### Lanquar Impérial

Castor et Pollux. Dans le cadre du MARS international, le Théâtre contemporain de la danse propose Castor et Pollux, de la Compagnie Lanquar Impérial (Barcelone) ; *l'Éléphant et les faons*, de Daniel Larrien et *Symphonie solitaire*, de Kylian Crossma ; TCD Event, par la Merce Cunningham Dance Company.

Opéra-Comique, Salle Favart. 20 h 30. 80 F.

### Jeudi 16

#### Mark Degarmo and Dancers

Passionnés. Marc Degarmo, vient lui aussi pour la première fois en France. Il vient de New York et passe pour un fantasque.

Café de la Danse, 22 h 30 (+ les 17 et 18). Tél. : 43-57-05-35. De 80 F à 100 F.

### Serge de Diaghilev

Petrouchka, Le Spectre de la rose, L'Après-midi d'un faune, Les Noctes.

L'œuf et l'oreille à la fête avec les plus beaux moments des Ballets Russes ressuscités : *Petrouchka* (Stravinsky, Fokine, Benois), *Le Spectre de la rose* (Weber, Fokine, Benois), *L'Après-midi d'un faune* (Debussy, Nijinsky, Benois) et *Les Noctes* (Stravinsky, Bronislava Nijinska, Gontcharova).

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 20 F à 300 F.

### Vendredi 17

#### Compagnie Dominiq Bagouet

Parcours. Parcours, de Dominique Bagouet : un survol du répertoire du plus charismatique de nos chorégraphes, dansé par sa compagnie.

Aulnay-sous-Bois, Espace Jacques Prévert, 21 heures. Tél. : 48-48-00-22. De 100 F à 120 F.

### Samedi 18

#### Chicago Repertory Dance Ensemble

Wired, Sarcophagus, Sudden Summer, What are you going to do with Mary.

Le Chicago Repertory Dance débarque pour la première fois en France, précédé d'une réputation d'athlétisme et d'humour.

Café de la Danse, 20 heures. Tél. : 43-57-05-35. De 80 F à 100 F.

La sélection théâtre a été établie par :

Olivier Schmitt.



« JOURNAL INTIME » DE LUC FERRARI AU THÉÂTRE DU LIERRE

## Confidences buissonnières

A soixante ans, Luc Ferrari n'a toujours pas regagné le cercle des compositeurs rangés, sans doute parce qu'il n'a jamais renoncé à écrire — sur la page blanche, pas seulement sur le papier rayé —, ni à regarder son siècle et à le raconter. *Journal intime* est un titre de poète pour un spectacle de cabaret.

« C'EST un compositeur qui respire », dit de lui un autre compositeur, un fiable, un pas méchant. Non que Luc Ferrari ait au fond déplacé beaucoup d'air depuis son entrée au Groupe de recherches musicales, voici — déjà! — plus de quarante ans. Mais parce que son souffle, il l'a toujours trouvé, de son propre aveu, « à côté » de ce qu'il était censé faire, écrivant des sonates qui n'en étaient pas, des œuvres de musique concrète ressemblant de très près à des reportages sur l'actualité, des plages « planantes » caractérisées par leur tension intérieure et (marque de ce compositeur) par une extrême vigueur des timbres, écrivant encore des suites de petites pièces pour piano, nostalgiques et délicieuses, discrètement farcies d'électroacoustique, mais magnifiquement écrites pour l'instrument, pièces que tous les pianistes en activité devraient avoir envie de jouer (et cela, de nos jours, c'est une véritable rareté!). Flirté poussé côté jazz, goût pour les parodies de musiques de films muets, et pour la dérision en général.

Mais l'on découvre, au détour d'un de ses disques, après un petit drame musical d'une efficacité instantanée (A la recherche du rythme perdu), et treize minutes de jeux de rôles concrets (J'ai été compé), une véritable et formidable rhapsodie en trois parties pour grand orchestre symphonique, la très variée Histoire du plaisir et de la désolation. Musique tonante, qui respire, et comment!

## PARLER DE SOI : SUJET ESSENTIEL ?

On retrouve Luc Ferrari au Théâtre du Lierre pour un *Journal intime* penchant plutôt vers le cabaret, « drame musical en un acte » pour une réclame (Lisette Malidor), un pianiste (Denis Chouillet) et une chanteuse (Elise Caron); reprise d'un spectacle que Philippe Adrien avait déjà mis en scène cet été pour Nice et son festival des Muses; version musicalisée d'un « vrai journal », mêlant, selon les conventions du genre, et comme le confirme l'auteur, « les choses triviales et les choses sérieuses ». Le tout sur le thème habituel : passion des à-côtés :

« Journal est un titre passe-partout, un truc de romancier. Des journaux, j'en lis tout le temps, celui de Wedekind récemment. Journal signifie simplement qu'on fait autre chose dans la vie — par exemple, des romans — et que ce qu'on publie là est en plus, à côté, de surcroît. Mon Journal à moi est un vrai journal, une tranchée de mes préoccupations personnelles, entre 1980 et 1982.

— Il vous est arrivé à cette époque quelque chose de particulier ?

— Non, justement. Dans cette période, j'ai beaucoup écrit pour moi, rien d'autre. Et en même temps, j'écrivais de petites pièces pour piano. Un jour où je m'ennuyais, j'ai comparé le journal et les pièces, date par date. J'ai trouvé que leur rapprochement constituait un truc bizarre, un truc scénique, un truc de théâtre, une espèce d'histoire qui, grâce à la dynamique de la musique, se racontait là.

— Intime ?

— Fatalement. Mais il y a aussi une citation de la *Barcarolle* de Chopin. Je jouais beaucoup cette barcarolle, alors j'aime jouer cette musique pour voir comment c'est fait : c'est plein de fausses notes pour l'époque, de choses inimaginables. Ma façon de jouer du piano est un peu analytique.

— J'ai toujours essayé de faire des choses étrangères à la vie d'un compositeur, qui sortent de la composition pure et dure. Quand j'ai assisté à la naissance du Service de la Recherche, j'ai pu m'intéresser à ce



qu'était une émission de radio, j'ai réalisé des films musicaux, les *Grandes Répétitions*, des films, en Allemagne, sur des sujets que j'ignorais, comme la paysannerie française, puis des reportages sociaux, par exemple en Algérie sur l'indépendance. Personne ne savait que j'étais musicien. Pour tout le monde, là-bas, j'étais « le journaliste français ». On a beau présenter le *Journal intime* comme une pièce de théâtre, la plupart des gens la reçoivent comme une pièce de musique. Dire que c'est du théâtre signifie, au moins, que ça se situe à côté du musical.

— Vous cessez rarement de vous raconter...

— Je ne me dissimule pas, contrairement à d'autres, que c'est par moi que tout passe. Le fait de parler de moi-même comme d'un sujet essentiel ne procède pas du tout d'un regard narcissique. Pas du tout.

— La psychanalyse vous concerne ?

— C'est la plus grande invention du vingtième siècle avec la robotique. Et avec l'émancipation des femmes, évidemment. Inouï, ce que cette émancipation a pu provoquer. Je sais que, lorsqu'on est un homme, c'est un sujet avec lequel il faut être prudent. Mais tant pis, il faut bien y aller. Dans le *Journal intime*, il n'y a que de ça. La récitante et la chanteuse sont plus que mes porte-parole. Le *Journal*, c'est la parole d'un homme qui cherche à explorer sa propre parole de femme. D'ailleurs, dans ma musique, j'ai toujours l'impression de m'adresser davantage à des femmes qu'à des hommes.

— Deux années de *Journal intime* et seulement une heure et demi de spectacle ?

— Je ne suis pas un écrivain expansif. En musique aussi, j'ai appris à faire court. Je suis quelqu'un de très sérieux, j'aime beaucoup me moquer : quand je crée, j'essaie de faire les deux à la fois, et la victime

était une émission de radio, j'ai réalisé des films musicaux, les *Grandes Répétitions*, des films, en Allemagne, sur des sujets que j'ignorais, comme la paysannerie française, puis des reportages sociaux, par exemple en Algérie sur l'indépendance. Personne ne savait que j'étais musicien. Pour tout le monde, là-bas, j'étais « le journaliste français ». On a beau présenter le *Journal intime* comme une pièce de théâtre, la plupart des gens la reçoivent comme une pièce de musique. Dire que c'est du théâtre signifie, au moins, que ça se situe à côté du musical.

Propos recueillis par ANNE REY.

\* Du 20 au 25, Théâtre du Lierre, 20 h 30, Tél. : 45-85-55-83. Reprise le 8 décembre à la Maison de la culture de Grenoble.

## SÉLECTION PARIS

Mercredi 15 novembre

Bach

Le Clavier bien tempéré, livre II

Devitt Moroney (clavier).

D'avantage conçus pour être joués que pour être écoutés (surtout en concert), les préludes et fugues du *Clavier bien tempéré*, de Jean-Sébastien Bach sont tout de même au cœur du répertoire des clavecinistes (et des pianistes, même si à l'évidence cette œuvre ne convient qu'imparfaitement au piano). Rien de plus naturel, donc, que Davitt Moroney en livre au public sa lecture. Si l'on se fie à son enregistrement, il en est l'un des interprètes les plus imaginatifs et inspirés.

Maison de Radio France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 65 F.

Charpentier

Médée, opéra

en un prologue et cinq actes

Brigitte Ballemy.

Agnès Mellon.

Claire Brus (soprano).

Bernard Deletré (basse).

Howard Crook (ténor).

Nicolas Rivenq (baryton).

Les Arts Florissants.

William Christie (direction).

Moins connu que la *Médée*,

de Cherubini (ressuscitée et

immortalisée par Maria

Callas), l'opéra en un pro-

logue et cinq actes de Char-

pentier aura attendu près de

trois siècles (deux cent

quatre-vingt onze ans, exac-

tement) pour être repris à la

scène (par Michel Corboz, à

Lyon, en 1984). La musique

de Charpentier y témoigne

de sa densité habituelle, de

cette hardiesse chromatique

et harmonique qui en fait

tout le prix. Pour fêter le

dixième anniversaire de son

ensemble, William Christie

ne pouvait faire un choix

plus juste. Les Arts Floris-

sants tirent leur nom d'une

œuvre homonyme de Char-

pentier.

Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-

28-40. De 50 F à 335 F.

Mahler

Les Chants d'un compagnon

errant

Schoenberg

Musique de Noël

Johann Strauss

Le Trésor du baron tzigane

Aimer, boire et chanter

Ronde du sud

Le Vaisseau de l'empereur

Webern

Quintette pour piano et

cordes

Busoni

Berceuse étiologique

Quatuor Arditi,

Jean-Luc Chaignaud (bary-

ton),

Michele Moraghe (flûte),

Paul Meyer (clarinette),

Marc Marder (contrebasse),

Louise Bassac (piano),

Hakon Austad (harmonium),

Isabelle Bernaert (percus-

sion),

Michel Béroff (direction,

piano).

Une programmation aussi

attractive que celle de

l'Auditorium du Louvre

aurait été impensable à

Paris, il y a seulement cinq

ans. Comment ne pas s'incli-

ner devant un choix

d'œuvres aussi varié que

subtil, devant de tels inter-

prètes ? Les valses de

Strauss arrangées par

Schoenberg sont d'un chic

fou, ont une couleur instru-

mentale inimitable et témoi-

gnent d'une époque où les

compositeurs les plus radi-

caux ne considéraient pas la

musique légère avec condes-

cendance. Et quelle bonne

idée de leur avoir associé de

façon aussi perverse des

œuvres rares et sérieuses.

(Concert redoublé le lende-

main, même lieu, même

heure).

Auditorium du Louvre,

20 h 30 (+ 1e tél. Tél. : 40-

20-52-28. De 70 F à 110 F.

Mozart

Don Giovanni

Eugène Perry (baryton),

Herbert Perry,

James Patterson,

Elmore James (basse),

Dominique Lefebvre,

Lorraine Hunt,

Al-Lan Zhu (soprano),

Carroll Freeman (ténor),

Northern Sinfonia,

Ensemble vocal les jeunes

solistes,

Craig Smith (direction),

Peter Sellers (mise en scène).

THÉÂTRE DE SARTROUVILLE

Création

Comédie alpine

de

Joël Jouanneau

Michel Raskine

Dernière le 19 novembre - 16h - Tél. 39 14 23 77

Formes musicales aujourd'hui

Ville de Baguex - Service culturel

CONCERT

ENSEMBLE 2E 2M

Direction

RENAUD FRANÇOIS

Soliste Rémi LERNER

Martín Israelian Renard François

Paul Méfano Edgar Varese

DIMANCHE 19 NOVEMBRE 1989

à 17 h Théâtre Victor-Hugo

14, avenue Victor-Hugo, 92220 Baguex

RENSEIGNEMENTS : 48 82 40 11

ANIMÉ PAR NAGUI

LES INVITÉS DE SATTEL HIT

JOHNNY CLEGG &amp; SAVUKA

EN CONCERT\*

en direct

du Grand Studio

de RTL

Jeudi

16 novembre 1989

20 heures

sur RTL

RTL

\* avec 3 titres en avant-première

حكي من الراحل

صحنه من الاصل

# MUSIQUES

Don Juan a un frère jumeau, prénommé Leporello, dans ce *Don Giovanni* américain (Peter Sellars, le metteur en scène, est né voici trente-deux ans de l'autre côté de l'océan), qui transpose le dix-huitième siècle italien de Da Ponte dans le Harlem contemporain. Mozart reste tel qu'en lui-même, chanté par une troupe alerte et jeune, ce qui ne gâche rien.

Bobigny. Maison de la culture, 20 heures (+ les 18 et 20). Tél. : 48-31-11-48. Location Pmc. Agence, 240 F.

## Jeudi 16

**Spohr**  
Nouvel pour cordes et vents op. 31

**Ravel**  
Introduction et allegro, pour harpe, avec accompagnement de quatuor à cordes, flûte et clarinette

**Britten**  
Sinfonietta pour ensemble de chambre op. 1

**Mozart**  
Quatuor pour cordes et piano KV 581

Nash Ensemble de Londres, Lionel Friend (direction). Formation à géométrie variable, comme l'était autrefois le célèbre Melos Ensemble de Londres, le Nash Ensemble s'est acquis une solide réputation ces dernières années en enregistrant quelques disques aux programmes variés. Le programme choisi par ces musiciens curieux, brillants, bien dans la tradition britannique, est particulièrement attrayant en ce qu'il associe des œuvres rarement données (Britten, Spohr) à deux « tubes » de la musique de chambre (Ravel, Mozart). Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-29-28-40. 100 F.

## Vendredi 17

**Beethoven**  
Fidèle

Sigfried Jerusalem, Uwe Pappe (direction), Sabine Haas (soprano), Cornelius Hauptmann, Kurt Rydl (basse), Siegmund Himmler (baryton), Orchestre national de France.

Chœur philharmonique national de Varsovie, Lorin Maazel (direction), Giorgio Strehler (mise en scène).

Jeanine Altmeyer ayant déclaré forfait, sera remplacée, dans le rôle de Léonore, l'épouse au grand cœur, par Sabine Haas. Un choix approuvé par Lorin Maazel, chef en la fosse, à la tête de l'Orchestre national. Mais désapprouvé par Giorgio Strehler, qui a claqué la porte avant la fin des répétitions et dit très haut son mécontentement que le Châtelet n'ait pas annulé la production. Bref : les diabolies du grand opéra dans toutes leurs horreurs. Reste la superbe partition beethovenienne et un mois entier de répétitions assurées, avant la rupture, par le grand Strehler (lire l'article de Jacques Louchamp dans Le Monde du 14 novembre).

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 heures (+ les 21). Tél. : 40-29-28-40. De 60 F à 300 F.

## Chopin

Nocturnes pour piano op. 27

## Rachmaninov

Études-tableaux pour piano op. 39 n° 1, 2, 4, 5

## Schubert

Partita pour piano à quatre mains op. 763

## Stravinsky

Partita pour piano à quatre mains op. 10

Maria José Pires, Hésyris Sermet (pianos).

Maria José Pires est la vedette (un terme qui ne lui convient guère, mais c'est ainsi) d'une série de trois concerts organisés par le Théâtre de la Ville. Le premier soir, elle joue avec Hésyris Sermet, un jeune pianiste turc en qui elle croit beaucoup ; le second avec Yuri Bashmet et Michel Portal auxquels la soprano Donna Brown se joindra le troisième soir, pour interpréter des œuvres de Brahms, Schumann, Brahms, Schubert et Poulenc. Pires est une pianiste aventureuse qui suit son chemin sans s'occuper de sa carrière. Il lui arrive de mal jouer, comme cela arrivait à Clara Haskil ou à Edwin Fischer. Cela n'a

aucune importance, un artiste qui défaille reste un artiste.

Théâtre de la Ville, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 60 F.

## Bruckner

Messe en sol mineur

Collège Vocal de Gand, Ensemble Musique oblique, La Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction).

La versatilité de Philippe Herreweghe est rassurante. Voici un musicien capable de diriger avec un égal bonheur les motets de Schütz, la Passion selon saint Matthieu, de Bach comme les psaumes de Mendelssohn et ceux de Bruckner, qu'il a justement choisis pour ce concert. Hier peu connus et fort décriés hors d'Allemagne, les symphonies du compositeur autrichien ont acquis en quelques années (le disque stéréophonique y est pour beaucoup) une notoriété après laquelle sa musique religieuse court toujours inextinguiblement.

Eglise Saint-Nicolas-des-Champs, 20 h 30. Tél. : 42-33-43-00. Location Pmc. Agence, De 75 F à 120 F.

## Samedi 18

## Stravinsky

Dumbarton Oaks Concerto

## Ibert

Diversification pour orchestre de chambre

## Gounod

Partita Symphonique pour instruments à vent

## Respighi

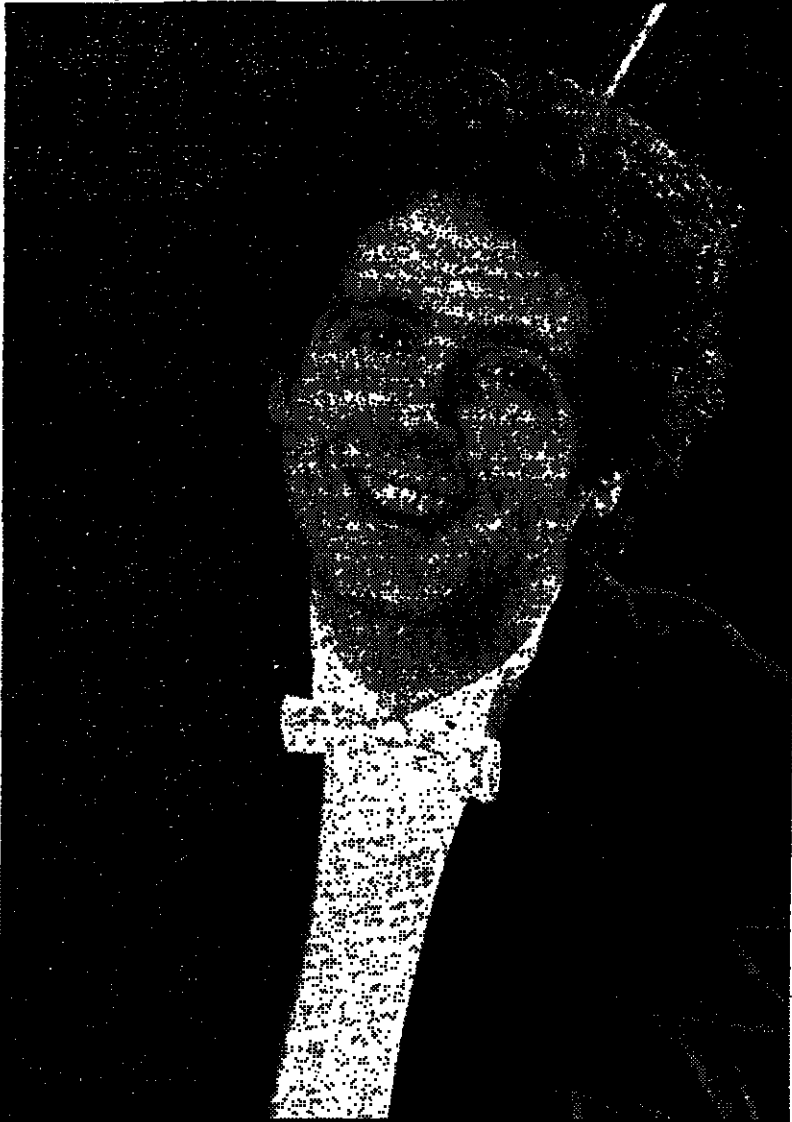
Tristano Bortolotto

## Hindemith

Kammermusik pour petit orchestre n° 1 op. 24

Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction).

Dans sa petite formation l'Orchestre philharmonique joue un ensemble d'œuvres rarement données de nos jours en concert à Paris. Des œuvres savoureuses (Gounod, Ibert, Respighi), sévères (Hindemith), virtuoses et décalées (Stravinsky) que Janowski, aidé



par les meilleurs musiciens de la formation dont il est le patron (et les meilleurs sont formidablement virtuoses : les cuivres !), devrait diriger avec son mélange inimitable de sérieux et de décontraction.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-18. 90 F.

## Chopin

24 Études pour piano

## Liszt

Études transcendentes pour piano

Michael Ponti (piano). Recordman du disque (il a enregistré pour Vox toutes

ou presque, les œuvres aussi virtuoses que bizarres de la littérature pianistique du dix-neuvième siècle), Michael Ponti se fait rarement entendre en récital.

Son programme témoigne de la transcendance de sa technique. Qu'en est-il du musicien ?

Salle Gounod, 20 h 30. Tél. : 48-52-05-07. De 90 F à 180 F.

## Beethoven

17 Sonates pour piano op. 31 n° 2

## Prokofiev

7 Sonates pour piano op. 83

## Schubert

Sonate posthume pour piano D 960

Georges Plindermacher (piano).

Admiré par nombre de ses confrères qui le tiennent pour le « plus grand pianiste français » de sa génération (si tant est que cela vaille dire quelque chose !), Georges Plindermacher agrandit de mois en mois le cercle de ses admirateurs depuis qu'il a publié coup sur coup deux enregistrements impeccables des *Études* de Debussy et des *Variations Diabelli* de Beethoven (Lyria). Ce pianiste a en effet pour lui d'être à l'aise dans tous les répertoires, de jouer avec une aisance stupéfiante les textes les plus ardu intellectuellement (de Bach à la Sonate de Bartók), sans les présenter sous un jour trop asséché.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-29-28-40. De 50 F à 195 F.

## Bartók

Suite pour piano op. 14

## Scriabine

7 Sonates pour piano

## Szymanowski

Musiques op. 34

## Schoenberg

6 Petites Pièces pour piano op. 18

## Busoni

3 Églises pour piano

## Debussy

6 Études pour piano

Hakon Austbø (piano).

Hakon Austbø s'était fait connaître, il y a bientôt quinze ans, en publiant un enregistrement scintillant des *Miroirs* de Ravel. Ce soir, il a bâti son programme autour d'œuvres plutôt

élèves de Lefébure et de Perlemuter, pour le piano.

Michael Levinas est également compositeur. Cela s'entend à sa façon « constructiviste » d'interpréter Beethoven, quasiment mieux que personne aujourd'hui (une intégrale des sonates en cours chez Adès).

L'œuvre signée par lui, qu'il crée à l'Institut, est pour piano, bien sûr, mais aussi pour dispositif électroacoustique.

Le 18, 20 heures : le 19, 16 heures. Acropolis. Tél. : 93-87-31. De 40 F à 80 F.

## Orléans

Beethoven

Sonate pour piano n° 8 op. 13 « Pastorale »

Sonate pour piano n° 32 op. 111

Scriabine

Études pour piano op. 8

Levinas

Chœur pour piano

Michael Levinas (piano).

Voir notre photo légendée.

Le 17, Salle de l'Institut, 20 h 30. Tél. : 38-52-05-88. 50 F.

## Tourcoing

Kreutzer

Paul et Virginie

Philippe Piatello, Philippe Tignat (violon), Sophie Marin-Degor, Fanny Kondo, Sophie de Béjar (soprano), Philippe Camor (baryton), Yves Goussier (mise en scène et comédien).

La Grande Escurie et la Chambre du roy, Jean-Claude Malgouyres/Mirreille Glacé (direction).

Déclatant d'une célèbre sonate de Beethoven pour piano et violon, Rodolphe Kreutzer fut non seulement violoniste mais aussi compositeur (autodidacte), auteur de cette adaptation lyrique du roman de Bernardin de Saint-Pierre, déjà donnée chez et par Malgouyres (Le Monde du 17 décembre 1988). Qualités d'orchestration, relatives faiblesses mélodiques. Mais, indéniablement, une curiosité.

Le 17, 20 h 30 ; le 18, 16 h 30. Théâtre municipal. Tél. : 20-25-06-03. De 30 F à 150 F.

Le 28 novembre à Arras, le 28 novembre à Caen, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> décembre au Havre et le 8 décembre à Boulogne-sur-Mer.

## RÉGIONS

### Bordeaux

#### Barber

Adagio pour cordes, op. 11

#### Beethoven

Concerto pour piano et orchestre n° 3 op. 37

#### Bartók

Concerto pour orchestre

Arturo Benedetti Michelangeli (piano), Orchestre national Bordeaux-Médoc (direction), Alain Lombard (direction).

C'est le plus beau concerto de Beethoven. Et c'est le plus rare des pianistes vivants puisque Arturo Benedetti Michelangeli amène systématiquement. Les chefs qui ne doivent pas lui assurer un remplaçant se comptent sur les doigts d'une main. Alain Lombard est de ceux-là !

Le 18, Grand Théâtre, 20 h 30. Tél. : 58-52-75-21. De 32 F à 96 F.

#### Mozart

Le Soir des deux

Edel-Multiples

Viens nuptial

Phyllis Bryn-Jones (soprano), Elizabeth Lawrence (mezzo-soprano), BBC Symphony Orchestra, BBC Singers.

Pierre Boulez (direction). Lire notre article page 26.

Le 18, Arènes, 20 h 30. Tél. : 97-79-29-50. De 40 F à 90 F.

#### Nice

Richard Strauss

Aut Italien

Chœur d'hommes Lieder pour soprano et orchestre

TLI Orchestre

Lucia Popp (soprano), Orchestre philharmonique de Nice, Jiri Koc (direction).

Une très célèbre Raine de la nuit d'origine tchèque, passée à un répertoire plus lourd, dans quatre lieder avec orchestre qui, pour bien des stars, ont constitué l'ultime test.

Le 18, 20 heures : le 19, 16 heures. Acropolis. Tél. : 93-87-31. De 40 F à 80 F.

#### Orléans

Beethoven

Sonate pour piano n° 8 op. 13 « Pastorale »

Sonate pour piano n° 32 op. 111

Scriabine

Études pour piano op. 8

Levinas

Chœur pour piano

Michael Levinas (piano).

Voir notre photo légendée.

Le 17, Salle de l'Institut, 20 h 30. Tél. : 38-52-05-88. 50 F.

#### Tourcoing

Kreutzer

Paul et Virginie

Philippe Piatello, Philippe Tignat (violon), Sophie Marin-Degor, Fanny Kondo, Sophie de Béjar (soprano), Philippe Camor (baryton), Yves Goussier (mise en scène et comédien).

La Grande Escurie et la Chambre du roy, Jean-Claude Malgouyres/Mirreille Glacé (direction).

Déclatant d'une célèbre sonate de Beethoven pour piano et violon, Rodolphe Kreutzer fut non seulement violoniste mais aussi compositeur (autodidacte), auteur de cette adaptation lyrique du roman de Bernardin de Saint-Pierre, déjà donnée chez et par Malgouyres (Le Monde du 17 décembre 1988). Qualités d'orchestration, relatives faiblesses mélodiques. Mais, indéniablement, une curiosité.

Le 17, 20 h 30 ; le 18, 16 h 30. Théâtre municipal. Tél. : 20-25-06-03. De 30 F à 150 F.

Le 28 novembre à Arras, le 28 novembre à Caen, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> décembre au Havre et le 8 décembre à Boulogne-sur-Mer.

## JAZZ

### Orchestre national de jazz

#### Claude Barthélemy

Fin de la période de rodage. L'Orchestre National de Jazz rentre en scène à l'Olympia. Avec ses invités, Paolo Fresu, Luther Allison et Phil Manzanera, Claude Barthélemy étend son champ d'action et son public. Une grande aventure continue.

Le 15, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-43-25-48. De 110 F à 140 F.

### Art Blakey and the Jazz Messengers

Art Blakey a soixante-dix ans et bientôt quarante de Jazz Messengers. C'est lui qui avait nettement l'air d'être le plus jeune et le plus dynamique du groupe. Pour cette tournée anniversaire, il effectue un retour aux sources avec quelques-uns des plus célèbres messengers historiques du jazz : Benny Golson et Jackie McLean.

Le 18, New Morning, 19 heures et 22 heures. Tél. : 46-23-81-41.

### Annecy

#### Escopé et Anzola

Guitare, violoncelle, contrebasse, accordéon : avec String plus, Christian Escopé donne dans la grande tradition du jazz. Comme il le fait avec une technique et une sensibilité modernes, tout sans de façon instinctive. Un des meilleurs groupes du moment.

Centre d'action culturelle, Bonlieu, 74000. Le 17 novembre, à 20 h 30. Tél. : 50-45-28-58. 75 F et 80 F.

## ROCK

### Soul Sister Kingsnakes

Les Kingsnakes jouent du rock'n'roll avec l'énergie et la passion de ceux qui sont nés trop loin d'Aïn. Ces Français aspirent à devenir les Thunderbirds hexagonaux, et si une parodie existe, ils y arriveraient sans doute. Ensuite, Soul Sister, leurs compagnons de l'été, ont un répertoire plus léger, dans quatre lieder avec orchestre qui, pour bien des stars, ont constitué l'ultime test.

Le 18, 20 heures : le 19, 16 heures. Acropolis. Tél. : 93-87-31. De 40 F à 80 F.

Samedi 18 au Palais des Sports, 20 h 45.

### Orléans

Beethoven

Sonate pour piano n° 8 op. 13 « Pastorale »

Sonate pour piano n° 32 op. 111

Scriabine

Études pour piano op. 8

Levinas

Chœur pour piano

Michael Levinas (piano).

Voir notre photo légendée.

Le 17, Salle de l'Institut, 20 h 30. Tél. : 38-52-05-88. 50 F.

Le 28 novembre à Arras, le 28 novembre à Caen, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> décembre au Havre et le 8 décembre à Boulogne-sur-Mer.

### Orléans

Beethoven

Sonate pour piano n° 8 op. 13 « Pastorale »

Sonate pour piano n° 32 op. 111

Scriabine

Études pour piano op. 8

Levinas

## VOTRE TABLE CE SOIR

© Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE	
JOHN JAMESON	10, rue des Capucines, 2 <sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08	T.L.J.	An 1 <sup>er</sup> et, le premier restaurant irlandais de Paris, 68, avenue de la République, 1 <sup>er</sup> arr. Au rez-de-chaussée, KITTLY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiances à la fois exotiques et traditionnelles. Le plus gr. choix de whiskies du monde. Jusq. 2 h du mat.
RELAIS BELMAN	37, rue François 1 <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup> 47-23-54-42 F. sam. dim.	Jusq. 22 h 30. Cuisine entièrement rénovée. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVOLES DU ROYAN. Soirée aux cornues. FILET A L'ESTRAGON. Glaces de jant.	T.L.J. Jusq. 1 h du mat. Halibut et fruits de mer toute l'année. Pâtisseries du marché. Canecones.
LE BELAN DECUSSIER	6, place de la République, 11 <sup>e</sup> 45-00-24-77	45-00-24-77	Accueil NONSTOP Jusq. 1 h du mat. Une table gastro, avec vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir, fruits de mer. Pâtisseries. Langues et homards du vivier. Terr. Dég. d'aff. Menu à 98 F + carte.
LE PRESBOURG	3, av. de la Grande-Armée, 16 <sup>e</sup> 43-80-01-41 (pl. Persée)	43-80-01-41 (pl. Persée)	Cuisine traditionnelle française personnalisée, menus bourgeois 195 F. Soirée particulière de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.
LE GOURMAND CANDELE	6, pl. Maréchal-Juin, 17 <sup>e</sup>		

RIVE GAUCHE		SOUPERS APRÈS MINUIT	
RESTAURANT THOUVENOT	79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup> 47-05-49-75	Spécialité de confit de canard et de croustade au confit de canard. Service jusq. 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, y compris le dimanche.	
LA FERME DU PÉRIGORD	1, rue des Fossés-Saint-Marcel (2 <sup>e</sup> ) 43-31-49-20	Près du Jardin des Plantes. Spécialités du Périgord. Cadre rustique. Déjeuners d'affaires, dîners, menus, menus 130 F et 190 F + carte (minut 11).	

LA TOUR D'ARGENT		DES RESTAURANTS OUVERTS	
HUITRES TOUTE L'ANNÉE	FOISSONS DU MARCHÉ	24 h sur 24	
Plats traditionnels - Vins à découvrir	Décor : « Brasserie de Lasse »		
JARDIN d'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille	T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin		
6, place de la Bastille, 43-42-90-32			

CONGRÈS MAILLOT	
Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée	HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
FOISSONS, VIANDES à la fois grillées	45-74-17-34 - Ouvert T.L.J.

## Pour

... de la période de rodage. L'Orchestre National de Jazz rentre en scène à l'Olympia. Avec ses invités, Paolo Fresu, Luther Allison et Phil Manzanera, Claude Barthélemy étend son champ d'action et son public. Une grande aventure continue.

Le 15, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-43-25-48. De 110 F à 140 F.

Art Blakey a soixante-dix ans et bientôt quarante de Jazz Messengers. C'est lui qui avait nettement l'air d'être le plus jeune et le plus dynamique du groupe. Pour cette tournée anniversaire, il effectue un retour aux sources avec quelques-uns des plus célèbres messengers historiques du jazz : Benny Golson et Jackie McLean.

Le 18, New Morning, 19 heures et 22 heures. Tél. : 46-23-81-41.

Escopé et Anzola

Guitare, violoncelle, contrebasse, accordéon : avec String plus, Christian Escopé donne dans la grande tradition du jazz. Comme il le fait avec une technique et une sensibilité modernes, tout sans de façon instinctive. Un des meilleurs groupes du moment.

Centre d'action culturelle, Bonlieu, 74000. Le 17 novembre, à 20 h 30. Tél. : 50-45-28-58. 75 F et 80 F.

## ROCK

Soul Sister Kingsnakes

Les Kingsnakes jouent du rock'n'roll avec l'énergie et la passion de ceux qui sont nés trop loin d'Aïn. Ces Français aspirent à devenir les Thunderbirds hexagonaux, et si une parodie existe, ils y arriveraient sans doute. Ensuite, Soul Sister, leurs compagnons de l'été, ont un répertoire plus léger, dans quatre lieder avec orchestre qui, pour bien des stars, ont constitué l'ultime test.

Le 18, 20 heures : le 19, 16 heures. Acropolis. Tél. : 93-87-31. De 40 F à 80 F.

Samedi 18 au Palais des Sports, 20 h 45.

### Orléans

Beethoven

Sonate pour piano n° 8 op. 13 « Pastorale »



# ARTS

UN INÉDIT DE KUPKA

## Pour une géométrie des pensées

Le Musée d'art moderne de la ville de Paris propose, à partir du 22 novembre, une grande exposition Kupka. Organisée en collaboration avec la Galerie nationale de Prague, elle retrace tout l'itinéraire du peintre, pionnier de l'art non figuratif.

**F**RANTISEK KUPKA figure dans toutes les histoires de l'art moderne parmi la poignée d'inventeurs de la peinture abstraite. Son œuvre est pourtant loin d'être connue du public et son abstraction loin d'être clairement située.

D'où vient cette peinture, que l'on dit volontiers décorative, et qui sera prochainement présentée dans tous ses développements au Musée d'art moderne de la ville de Paris ? Longtemps on l'a perçue à travers le seul contexte parisien, dans la foule des recherches menées par les amis de Jacques Villon, dont Kupka était le voisin à Puteaux. Aujourd'hui, on tend à la rattacher aux racines slaves du peintre et à ses années de formation à Prague et à Vienne. Cela à la lumière de ses écrits, notamment de son essai théorique *La Création dans les arts plastiques* (1), contemporain de ses premières peintures abstraites, de ses premiers tableaux de rythmes verticaux.

Kupka n'y prétend pas établir une esthétique, mais seulement « poser le problème des moyens à travers lesquels les idées de l'humanité trouvent à s'exprimer ». Problème qu'il pose aussi dans de nombreux manuscrits inédits, écrits en marge de cet essai, dont celui que nous publions (1913) avec l'aimable autorisation de Karl Flinker (2).

G.R.

(1) Ce livre, écrit en français entre 1910 et 1913, mais publié seulement en tchèque, à Prague, en 1923, vient de faire l'objet, enfin, d'une édition à Paris : collection « Diagrammes » au Cercle d'Art, préface de Philippe Dagen.

(2) Karl Flinker a été chargé par Eugène Kupka, la veuve du peintre, de conserver les nombreux manuscrits que son mari avait accumulés dans leur appartement de Puteaux.

Kupka en 1923.



## L'inévitable séparation

Tout artiste est libre soit d'adopter d'emblée les pratiques établies dans le domaine où il est entré, soit d'en modifier l'usage selon ses convictions. C'est même son devoir. Il lui est également permis d'examiner les principes mêmes de son art, d'en refaire pour son compte une à une les étapes — comme je le fais depuis plus de seize ans pour n'avoir pu, rien comprendre à l'adage de rigueur : « Faire la nature mais ne pas la faire telle qu'elle est ».

Car s'agit-il d'exprimer l'observation des particularités physiologiques ? Aujourd'hui la photographie, faite par un homme intelligent, les rend très exactement. Le cinéma en donne les aspects successifs et parfaitement exacts dans toute la complexité des effets d'éclairage et des localisations dans l'espace. Oui, il y manque le « je ne sais quoi », une patine psychique et le magique charme, que dégageait surtout les œuvres maladroites du temps de la sorcellerie.

Si le poète est le point vital de l'art, on ne saurait trop confondre le lyrisme des poètes écrivains avec une poésie possible en peinture. En paroles, on peut impunément remanier les stries et les choses, on suscite seulement une représentation

mentale, individuelle chez chaque lecteur. Mais quand le peintre s'élève sur les plates-bandes fleuries de l'excitation lyrique, quand il transpose l'ordre naturel des formes constituées logiquement, c'est un désastre d'autant plus visible qu'il est présenté sous formes immuables — et trop visibles sont ou l'ignorance ou les symptômes intéressants les psychiatres.

D'autre part, lorsque le peintre possesseur de belles visions leur veut donner aussi le caractère d'existence réelle, il recourt — selon l'enseignement reçu — aux modèles pris dans la simple nature. Peut-il concilier alors l'aspect des figures métaphysiques, les situations spatiales du rêve avec celles du monde trop concret ? Au nom de l'art, il doit sacrifier les mirages de beauté de la nature, les subjuguer à la construction de son tableau et cela pour procurer au spectateur une jouissance esthétique. Là encore on arrive à la conviction que la raison la moins saine ne peut admettre qu'une extériorisation faite « de chic » — et il faut voir le résultat. Autrement on trahit toujours ou son modèle ou sa vision — qui est un autre complexe, subjectif, celui des assimilations.

Le mieux serait d'abandonner complètement ce métier formé au temps où l'on n'y regardait pas de si près. Mais on ne peut rien contre la préparation atavique : être peintre. Alors il nous reste la dernière tentative à faire. C'est de séparer les deux éléments inconciliables, dont l'un est, aujourd'hui, l'inutile travail d'imitation et l'autre précisément l'art même, c'est-à-dire le domaine de ces rythmes et de ces données, trop abstraites pour être faciles à saisir et qui ont présidé à toutes les compositions — une sorte de charpente arabesque et dans laquelle les peintres inscrivent, selon la vieille routine, le vocabulaire des formes prises dans la nature.

A sacrifier cet élément intrus on s'expose évidemment à parler une langue inaccoutumée ; cependant une sorte de géométrie picturale des pensées, la seule qui reste possible, entraîne le peintre à moins de mensonges. Voilà ma tentative, simple amorçe, mais qu'est-elle en regard des milliers de siècles de vie à venir pour les hommes et pour les peintres ?

FRANTISEK KUPKA

## NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

### De l'instabilité

Vidéos, installations, et images informatiques d'artistes d'aujourd'hui ayant renoncé au médium traditionnel de la peinture, comme à l'idée d'un art traitant de la réalité à travers des images fixes. Ces artistes, ce sont notamment Jean-Pierre Bertrand, Jochen Gerz, Alain Jacquet, Thierry Kuntzel, Peter Greenaway.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris-9. Tél : 46-83-90-95. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Du 16 novembre au 10 décembre.

### Dijon

#### « Une autre affaire »

Pour savoir de quelle « affaire » il s'agit, il faudra circuler en ville, à travers un nombre impressionnant d'expositions, en fait dans neuf lieux, où sont annoncés des œuvres d'Armand, Fontana, Mangold, G. Metz, Lavier, Richter, Buren, Boltanski, entre autres représentants des tendances conceptuelles, minimales et géométriques.

Informations : Hôtel de la place d'Armes, 8, rue Rambeau, Dijon. Tél : 80-30-37-03 et 80-30-75-23.

## SÉLECTION PARIS

### Arabesques et jardins de paradis

Une exposition d'art islamique, la première organisée dans l'enceinte du Louvre. Elle tourne autour des images de la nature et réunit des miniatures, des textiles, des reliures, des céramiques du huitième au dix-huitième siècle appartenant aux collections publiques françaises.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par le pyramidion. Paris-1<sup>er</sup>. Tél : 40-20-63-17. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h. (Fermeture des caisses à 21 h 30). Jusqu'au 15 janvier 1990. 25 F (possibilité de billets coupés avec billet d'entrée du musée).

mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 novembre. 20 F.

### Claude Monet, Auguste Rodin, centenaire de l'exposition de 1889

En 1889 Monet et Rodin exposent ensemble à Paris. En réunissant peintures et sculptures qui y avaient figuré, le musée Rodin commémore ce qui fut l'un des grands événements de l'époque. Voir Mirbeau.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris-7<sup>e</sup>. Tél : 47-06-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 20 h. Jusqu'au 20 janvier 1990. 20 F.

### Honoré Daumier

« Ce gaillard-là a du Michel-Ange sous la peau », disait Balzac de Daumier. Soit, mais d'un Michel-Ange du grotesque et de la dérision. Lithographies et sculptures venues en abondance de collections privées témoignent de son étonnante fécondité.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boulay, Paris-18<sup>e</sup>. Tél : 42-26-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 4 février 1990. 25 F.

### David (1748 - 1825)

Cette exposition clôt la célébration du Bicentenaire. Introduit en France du néo-classicisme, le peintre célèbre les grandes heures de la Révolution et siège à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie de la pyramide, direction Denon, Paris-1<sup>er</sup>. Tél : 40-20-63-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45. Fermeture des caisses à 17 h 15. Ne pas oublier le mercredi et un lundi sur deux. Jusqu'au 12 février 1990. 35 F (prix d'entrée du musée).

### Berlin : architecture et utopie

Berlin-Ouest, enclavée dans l'Allemagne de l'Est, atrophie de l'essentiel de son centre historique, cherche depuis la construction du mur son avenir dans le rêve architectural. Après avoir confié des quartiers entiers à des architectes de l'avant-garde, elle leur a demandé d'aller plus avant dans l'imaginaire. Cela donne un curieux catalogue des modes et snobismes contemporains.

Musée de l'Arsenal, 21, boulevard Malesherbes, Paris-8<sup>e</sup>. Tél : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 décembre.

### Scott Burton

On connaît mal en France ce sculpteur américain qui a évolué du minimalisme vers un art plus monumental. Burton emprunte à la nature des blocs de pierre qu'il scie, qu'il découpe et dont il polit les formes arrondies.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris-1<sup>er</sup>. Tél : 42-60-32-14. Tous les jours sauf

Galerie TENDANCES  
105, rue Quincampoix, 75003 Paris - Tél : (1) 42 78 61 79 - Fax 42 73 12 75  
**ESTEVE**  
Estampes  
16 novembre - 23 décembre  
Ouvert du lundi au samedi de 14 h à 19 h

6 OCTOBRE - 2 DÉCEMBRE 1989  
**HISTOIRE DE LIEUX ORDINAIRES**  
**KLASSEN**  
PEINTURES  
GALERIE LOUIS CARRÉ & CIE  
10, AV. DE MESSINE  
75008 PARIS  
Catalogue 96 p.  
ŒUVRES SUR PAPIER  
GALERIE FANNY GUILLON-LAFFAILLE  
133, BD-HAUSMANN  
75008 PARIS  
monographie 160 p.

EXPOSITION  
**LES TROIS COULEURS D'OCUMICHO**  
Dix artisans et la Révolution Française  
DU 15 NOV. 1989 AU 20 JAN. 1990  
CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE  
28, Bd Raspail (7) - 45 48 16 26  
Lundi à Vendredi 10 h - 19 h  
Samedi 14 h - 19 h, Entrée libre

Galerie Beaubourg  
**Cesar**  
c/o  
**Marianne & Pierre Nahon**  
3 RUE PIERRE AU LARD PARIS 42 71 20 60

**art makondé**  
Tradition et modernité  
MUSEE NATIONAL DES ARTS AFRICAINS ET OCEANIENS  
293, avenue Daumesnil, 12<sup>e</sup>, du 25 OCTOBRE AU 6 JANVIER  
en semaine, sf mar. 10h/12h et 13h 30/17h 30 - sam. et dim. 10h à 18h  
Ministère des Affaires Étrangères Secrétariat d'Etat aux Relations Culturelles Intern.  
Association Française d'Action Artistique  
46, rue de la Chapelle, 10<sup>e</sup> Ministère de la Coopération et du Développement  
20, rue Monsieur - 7<sup>e</sup>

**CENTRE CULTUREL SUÉDOIS**  
Hôtel de Marie, 11, rue Payenne (9<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> St-Paul - Tél. : 42-71-82-20  
**« L'ESPRIT GUSTAVIEN »**  
La création d'un art de vivre  
Photographies par INGALILL SNITT  
**LARS LERIN** aquarelles  
**DAN LEKBERG** dessins  
du mardi au dimanche, de 12 h à 18 h - Entrée libre

Galerie de la Présidence  
90, fg St-Honoré  
75008 Paris - 42 65 49 60  
**GROMAIRE**  
50 années de dessins  
du 13 oct. au 30 nov.

**ROHNER**  
16 novembre  
20 janvier  
GALERIE FRAMOND  
3, rue des St-Pères, VII<sup>e</sup>

سكن من الاجل

هكذا من الامل

ARTS

**Château de Versailles, salle du Sacre, appartement de M<sup>re</sup> de Maubert, Versailles, 78000.** Tél : 30-34-74-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h 45 à 17 h 30. Jusqu'au 12 février 1990. 23 F.

**Eloge de la navigation hollandaise au dix-septième siècle**

Les Néerlandais étant, comme chacun sait, un peuple de navigateurs, leurs peintres ont excellé dans le genre marin, particulièrement au dix-septième siècle. A preuve ces tableaux, dessins et gravures de la collection Frits Lugt, qui montrent périples et péripéties du commerce, de la guerre et de l'exploration. Le musée de la Marine traite du même sujet, en l'amenant jusqu'au vingtième siècle.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris-7. Tél : 47-06-88-88. Tous les jours sauf lundi de 13 h à 19 h. Jusqu'au 17 décembre.

**Eros grec, amour des dieux et des hommes**

Les dieux de la Grèce antique n'étaient pas de petits saints, en tout cas pas tels qu'on se les imagine, certains actes sexuels commis avec leur bénédiction pour être considérés comme des actes de piété. Voir en particulier ce qui se passe sur les vases à fond noir et fond rouge dans l'exposition du Grand Palais.

Grand Palais, Galerie nationale, 107, rue de Rivoli, Paris-1<sup>er</sup>. Tél : 42-80-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h. Nocturne mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 février 1990. 28 F.

**« Je suis le cahier : les carnets de Picasso »**

Les carnets de Picasso forment le journal de bord de l'artiste, qui raconte ses recherches et ses trouvailles. D'une inventivité à effrayer les plus blasés des amateurs.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris-1<sup>er</sup>. Tél : 42-80-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre. 20 F.

**Le crayon qui parle**

Soit les écrits de Picasso, pour lui-même, les amis, le théâtre. Le dessinateur écrit, l'écrivain dessine. Mots et images s'enchevêtrent. Partout la vie.

Musée Picasso, hôtel Solé, 5, rue de Thorigny, Paris-3<sup>e</sup>. Tél : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 janvier 1990. 28 F (prix d'entrée du musée).

**L'invention d'un art**

Il y est question, entre autres, de la relation de la photographie avec les beaux-arts. C'est l'exposition centrale du cent cinquantième de la photographie, et c'est la première fois que le cinquantième étage du Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

Centre Georges-Pompidou, musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**L'invention d'un regard**

L'exploration, des origines à 1918, d'un art de la photographie qui invente d'emblée un langage neuf, et modifie tout aussi promptement notre façon de voir.

Musée d'Orsay, quai Anatole France, Paris-7<sup>e</sup>. Tél : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi de 9 h 45 à 18 h, jeudi de 9 h 30 à 21 h 45, dimanche de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 décembre. 20 F (billet jumelé exposition musée : 32 F).

**1839 : la photographie révélée**

Hommage aux pionniers du huitième art : Niepce, Daguerre, Bayard, Talbot. Institutions et collectionneurs privés ont réuni des « incunables » rarissimes, et profondément étonnantes, qui ne seront plus visibles avant cent ans.

Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3<sup>e</sup>. Tél : 40-27-60-00. Tous les jours sauf mardi de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 17 décembre. 12 F (dim. 8 F).



**Medigliani**

Modigliani sans légende ? Est-ce possible sur la Butte, dont le peintre a été l'un des habitants ? L'exposition réunit un choix de dessins et de sculptures, et présente pour la première fois au public, des documents originaux, photos, lettres, provenant des Archives Legales Amedeo Modigliani.

Musée de Montmartre, 12, rue Cortot, Paris-18<sup>e</sup>. Tél : 48-08-61-11. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 18 h, dimanche de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 décembre. 16 F.

**Paris et le Daguerrotypie**

Dans un espace splendide et aménagé, le procédé de Daguerre est mis à l'honneur en 160 plaques anciennes représentant des vues de Paris. Fragiles et précieuses, précises et vivantes, ces vues, ponctuelles de daguerrotypes contemporains de Jan Paterson et Patrick Bailey-Maitre-Grand, suscitent un climat magique.

Archives nationales, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris-3<sup>e</sup>. Tél : 40-27-60-00. Tous les jours sauf mardi de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 17 décembre. 12 F (dim. 8 F).

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3<sup>e</sup>. Tél : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 février 1990. 20 F.

**Denis Roche Photographies 1965-1989**

Par la mise en œuvre d'un dispositif fictionnel, Denis Roche convertit la prise de vue en espace littéraire. Quatre-vingt tirages retracent l'évolution de son parcours photographique au cours de plus de vingt années de travail.

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carnée, 4 à 8, Grande-Galerie (40-26-87-12). T.L.J. et lun. de 13 heures à 18 heures, sam. dim. jusqu'à 19 heures. Entrée : 7 F. Jusqu'au 3 décembre 1989.

**Bram van Velde**

En organisant cette rétrospective, le Musée national d'art moderne fait plus que réparer un oubli et une injustice : il met Bram van Velde à son vrai rang, celui

de peintre majeur de l'histoire de l'abstraction.

Centre Georges-Pompidou, musée d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**GALERIES**

**Josef Albers**

On d'une figure géométrique simple élevée au rang d'icône par un ancien du Bauhaus, qui connaissait toutes les recettes susceptibles de faire vibrer les couleurs à l'infini. Et l'a prouvé en peignant des centaines, voire plus d'un millier d'« Hommages au carré ».

Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Filles, Paris-4<sup>e</sup>. Tél : 42-76-03-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 décembre.

**Paul Klee**

Récemment ouverte, la galerie Gianna Sisti n'avait pas de proposer que des choses un peu rares en deux ou trois expositions par an. Par exemple ce choix de dessins de Klee de 1913 à 1938.

Galerie Gianna Sisti, 28, rue de l'Université, Paris-7<sup>e</sup>. Tél : 42-72-41-53. Tous les jours sauf dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre.

**Loacase**

Une petite exposition précieuse de choses peu connues : les collages réalisés dans les années 30 par Joseph Loacase, peintre abstrait de la meilleure heure, mais qu'on a un peu oublié.

Galerie Cella Martin, 17, rue des Beaux-Arts, Paris-4<sup>e</sup>. Tél : 48-53-04-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 h à 19 h, samedi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 2 décembre.

**Grete Stern**

Trente épreuves aux tons centrés, presque incandescents, révèlent cette opératrice allemande de quatre-vingt-cinq ans formée par le Bauhaus et totalement inconnue en France. Réfugiée en Argentine, Grete Stern portait Sabato, Borges encore voyant et Brecht à Londres en 1934.

Galerie Viviane Sadars, 40, rue Pascal, Paris-13<sup>e</sup>. Tél : 43-31-10-10. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 9 décembre.

**RÉGIONS**

**Arras**

**Elvire Jan**

Américaine, née en 1904 en Bulgarie, elle habite en France depuis 1925. C'est un vieux peintre injustement oublié, qui a mûri dans l'entourage de Bazaine et de Manessier, et dont l'abstraction néanmoins très personnelle continue d'évoluer, à son rythme. Car Elvire Jan peint toujours.

Musée des beaux-arts, 6/8, rue des Capucins, 62000. Tél : 21-71-30-12. De 15 heures à 19 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 21 janvier.

**Bordeaux**

**Qu'est-ce qui est contemporain ?**

Une exposition en forme de points d'interrogation, et en trois temps, qui va occuper le CAPC jusqu'au printemps prochain. En y réunissant des œuvres d'artistes d'aujourd'hui témoignant de situations plurielles et apparemment antinomiques. Premier temps : Bagny, Decon, Koons, Schütte, Solano, Steinbach, Verneuse.

CAPC Musée d'art contemporain, Entrée Lelid, rue Foy, 33000. Tél : 58-44-16-36. De 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre. Deuxième et troisième parties du 9 janvier au 4 mars et du 13 mars au 6 mai.

**Darnétal (Rouen)**

Sculpteur Baschitz, Immeuble Kirkeby, Lipert, Penck : cinq peintres allemands qui font aussi de la sculpture, certains depuis longtemps. C'est la première fois qu'une exposition importante les réunit pour leur œuvre sculptée.

Union Fromage, Ecole d'architecture de Normandie, 27, rue Lucien-Fromage, 78160. Tél : 36-08-07-70. De 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

**Dôle**

**Gaston Chaissec**

Ultime étape d'une exposition fort bien faite. Qui, de chaudrons peints en totans très personnalisés et de collages en parties de placard historiques, révèle fort bien tout le petit monde du « peintre rustique moderne », comme Chaissec se définissait.

Musée municipal, 35, rue des Arènes, 39100. Tél : 84-72-27-72. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

**Lorient**

**Les rencontres photographiques**

Pour leur huitième édition, les Rencontres photographiques de Bretagne accueillent une installation originale de Tom Donahue. Et font la part belle à la photo sérielle. Vus par Michel Dheurle, le poisson-lune, l'oiseau-mouche, tirés de leur cadre naturel, convient le visiteur à une fantaisie venue nous guider dans le temps.

8<sup>e</sup> Rencontres photographiques de Bretagne, Lorient : 22 expositions à Lorient, Locmestat, Hennebont, Landerneau, Quimper, Larmor-Plage, Vannes, Quiberon. Tél : 57-21-18-02. Jusqu'au 30 novembre.

**Marquén-Baraoul**

Gustave Moreau et ses élèves Gustave Moreau le symboliste ne fut pas seulement

« l'assembleur de rêves » qui fascina Breton. Professeur, il sut engager ses élèves sur les voies qui étaient les leurs. Ces élèves : Matisse, Roussel, Marquet, dont les œuvres de jeunesse exécutées dans l'atelier du maître sont présentées à côté des siennes.

Fondation Bretonne, 68700. Tél : 20-48-28-37. De 14 heures à 18 heures de mardi au samedi. Le dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 janvier.

**Marseille**

**Peinture cinéma peinture**

De l'influence du 7<sup>e</sup> art sur la peinture du vingtième siècle, ses thèmes, son espace. Un beau sujet curieusement ignoré jusqu'ici, et que les Marseillais traitent en grand : quelques trois cents œuvres, de Léger, Richter et Duchamp à aujourd'hui, sont en effet réunies à la Vieille Charité.

Centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél : 51-58-28-33. De 18 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier.

**Nantes**

**Soridis**

Ses petites aquarelles, au nombre de 103, ont tout de notations imprévisibles de voyages intérieurs. Jusqu'à restées inédites, ses 42 peintures à l'huile, réalisées à l'automne 1985 et regroupées sous le titre « 42 heures du Loup », sont comme un condensé de tous les thèmes qui lui sont chers. La présentation de ces deux ensembles nous fait donc l'occasion d'approcher d'un peu plus près l'œuvre de Soridis, le plus secret des artistes d'aujourd'hui.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-41-65-65. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45. Le dimanche de 11 heures à 17 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 janvier.

**Nice**

**Martin Barré**

Voir notre photo légende. Galerie des Pouchettes, 77, quai des États-Unis, 06300. Tél : 93-82-31-24. Galerie d'art contemporain, 59, quai des États-Unis, 06300. Tél : 93-82-37-11. De 10 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le lundi et le dimanche matin. Jusqu'au 7 janvier.

**Saint-Priest**

**Zen 49**

On la renaissance de l'art, abstrait allemand, dans le même temps que naissait la République Fédérale. C'est à travers un groupe d'artistes, Zen 49, dont faisaient partie, entre autres, Willi Baumeister, Fritz Winter et Julius Bissler.

Galerie municipale, centre d'art contemporain, place Ferdinand-Bolton, 63000. Tél : 78-20-02-50. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 28 novembre.

**Clermont-Ferrand**

**Judit Reigl**

Peintre, très bon peintre de la génération d'Hantai, Depierre, Jean Mitchell, Judit Reigl a cessé d'être au fil du temps peintre et est devenue, accidentelle et gesticulante, écrivain, écrivain automatique et matérialiste des tableaux. Les grands formats ne lui ont jamais fait peur. Elle les affrontait d'ailleurs très bien. L'exposition, qui vient d'Orléans, présente ses peintures de 1986 à 1989.

Fonds régional d'art contemporain Auvergne, Espace de Chantrel, Rue de l'Oratoire, 63000. De 9 h 15 à 12 heures et de 13 heures à 18 heures. Fermé le dimanche et le lundi. De 16 novembre au 20 janvier.

La collection Arts a été établie par : Genevieve Brucette, Philippe Dagen, Frédéric Edelmann, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.



38 Les camions Mack (Renault) en lourde perte  
39 La réforme de l'ANPE

40 TGV-Est : les propositions de Philippe Essig  
41 Ile-de-France

46 Marchés financiers  
47 Bourse de Paris

## BILLET

## Accélérer la construction européenne

Les événements qui se produisent dans les pays de l'Est, en RDA tout particulièrement, plongent le patronat français dans la perplexité. Perplexté active puisque, lundi 13 novembre, lors de sa réunion mensuelle, le conseil exécutif du Conseil national du patronat français (CNPF) a adopté, sur proposition de son président, M. François Perigot, quelques mesures non pas d'urgence, mais de bon sens. Les responsables des firmes installées à l'Est ou commerçant avec les pays de l'Est vont se réunir pour décider d'actions à mener : soixante chefs d'entreprise accompagneront M. Perigot en URSS du 6 au 8 décembre... Mais là n'est pas, bien sûr, l'essentiel. L'essentiel, on le trouve dans une phrase sibylline du communiqué du CNPF informant que son conseil « avait donné mandat à François Perigot pour intervenir au plus haut niveau afin que l'Europe soit en mesure de jouer le rôle historique qui doit être le sien face aux pays de l'Est en train de construire une nouvelle identité ».

Il est clair que le rapprochement des deux Allemagnes — économique sûrement, politique peut-être — va poser très rapidement le problème de la construction européenne. Une construction qui s'annonçait déjà très difficile avant l'ouverture du mur de Berlin, avec les rebuffades essuyées par la Commission dans ses projets d'union monétaire ou d'harmonisation fiscale. La Grande-Bretagne ne manifestait déjà pas un enthousiasme excessif dès qu'il s'agissait d'abandonner un gramme de sa souveraineté nationale. Voici maintenant la RFA traillée par l'Est. « La construction européenne et l'unification allemande vont de pair », vient de déclarer M. Kohl, formule qui, d'une certaine façon, n'est pas rassurante.

Le CNPF a bien vu le danger qui menace la construction européenne telle qu'elle avait été imaginée en décembre 1985 au sommet de Luxembourg. Il est intervenu auprès des organisations patronales des autres pays européens pour qu'une prise de position commune soit adoptée avant le sommet des chefs d'Etat les 8 et 9 décembre. Face au problème posé par les événements extraordinaires qui viennent de se produire, la seule solution pour éviter une dilution de l'Europe des Douze n'est-elle pas d'accélérer sa construction ?

## INSOLITE

## Perestroïka électronique

L'URSS a commandé au géant néerlandais de l'électronique Philips un système de vote électronique pour le Palais des congrès du Kremlin... Il permettra à six mille représentants de voter publiquement ou secrètement. Le système, qui coûtera environ 10 millions de florins (30 millions de francs), sera livré le 15 mai 1990. Selon le porte-parole de Philips, la livraison d'un système d'une telle ampleur est unique.

## Le financement de la retraite à soixante ans

## L'Etat pourrait prolonger son aide aux régimes complémentaires

Le gouvernement envisage d'accorder une aide à la structure financière, chargée de compenser auprès des régimes complémentaires le surcoût de l'abaissement de soixante-cinq à soixante ans de l'âge de la retraite, au-delà de la date fatidique du 31 mars 1990. Sa contribution serait toutefois sérieusement revue à la baisse.

Six ans après son entrée en vigueur, l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite n'a pas encore été parfaitement digéré par les régimes de retraite complémentaires. Les conséquences financières de cette mesure préoccupent les gestionnaires de l'AGIRC (régime des cadres) et perturbent les négociations qui visent de s'ouvrir à l'ARCCO (retraites complémentaires de l'ensemble des salariés) comme à l'UNEDIC (l'assurance-chômage).

Gestionnaires de ces différents organismes, les partenaires sociaux en appellent au gouvernement pour qu'il continue de les aider à absorber un surcoût qui représente une charge importante (40 milliards de francs en 1989). De leur côté, les pouvoirs publics sont jusqu'à présent restés de marbre : pas question d'aller au-delà de la convention de 1983 prévoyant que les engagements budgétaires cesseraient au 31 mars 1990. Mais, pressé par le patronat et les syndicats, le gouvernement assouplit quelque peu sa position. Aujourd'hui, il envisage — prudemment — de subventionner les régimes de retraite complémentaires si l'association pour la structure financière (ASF), l'organisme créé en 1983 pour éponger le surcoût de l'abaissement de l'âge de la retraite, éprouve des difficultés de trésorerie.

## La durée de cotisation

L'ASF doit fonctionner jusqu'au 31 mars prochain selon un schéma prévoyant un financement assuré pour un tiers par l'Etat (12,6 milliards de francs cette année) et pour les deux tiers par un prélèvement de deux points sur les cotisations d'assurance-chômage (27,9 milliards de francs la même année). Aux termes de l'accord de 1983, le gouvernement n'a prévu de ne consacrer à l'ASF que 3,2 milliards au titre de 1990. Or les partenaires sociaux estiment qu'ils ne peuvent dans ces conditions continuer de gérer normalement leurs régimes complémentaires.

Avec un tel ensemble, ils ont, une nouvelle fois, pressé le gouvernement de proroger sa participation en réduisant, le 8 novembre dernier, une motion à l'occasion de l'ouverture des négociations sur l'avenir de l'ARCCO. Une unionnisme qui apparaît fragile : pour le patronat, il s'agit d'apporter une illustration du « non-sens » que représente selon lui l'abaissement de l'âge de la retraite, alors que les syndicats tiennent fermement à cet acquis mais cherchent aussi à préserver l'équilibre des régimes complémentaires.

servir l'équilibre des régimes complémentaires. « Il faut rediscuter de la contribution de l'Etat. Celle-ci doit être significative. Elle pourrait, par exemple, couvrir une partie des dépenses de gestion, au sein desquelles le poids de la convention générale de la sidérurgie, directement impulsée par les pouvoirs publics, ne va pas cesser de grandir », estime M. Michel Molle-Mijon (CFIC).

Au gouvernement, au retour que qu'une pérennisation des subventions au profit de l'ASF signifierait implicitement que la gestion des régimes complémentaires ne relève plus exclusivement des partenaires sociaux. En outre, on fait valoir que les dernières projections des comptes de l'ASF tablent, l'été dernier, sur un déficit de 5,1 milliards en 1990 (mais un solde excédentaire de 1,3 milliard avec les excédents antérieurs) mais sur des soldes positifs pour les années suivantes (0,1 milliard en 1991, 2,8 milliards en 1992, 5,1 milliards en 1993).

Cependant, compte tenu de la décision des syndicats et du patro-

nat d'attribuer, dès avril prochain, à l'ARCCO 0,2 point sur les 2% prélevés auprès de l'UNEDIC, peut-on véritablement être serein quant à l'évolution financière de l'ASF ? L'aide que les pouvoirs publics se proposent d'accorder, sous certaines conditions, au bénéfice de la structure financière pourrait être la bienvenue.

Derrière ce différend pointe un autre débat, plus vaste, sur l'âge de la retraite. S'ils veulent éviter que le déséquilibre croissant de l'assurance-vieillesse ne remette en cause le choix de l'abaissement à soixante ans de l'ouverture des droits à taux plein (socialement plus juste pour ceux ayant eu des carrières longues et des métiers pénibles), syndicats et gouvernement devront bien un jour se résoudre à envisager un allongement de la durée de cotisation (soit cinquante trimestres aujourd'hui), comme le préconisent d'ailleurs les travaux du X<sup>e</sup> Plan. La perspective est admise par tous, mais elle n'enthousiasme personne.

JEAN-MICHEL NORMAND

## Le conflit chez Nynex autour de la couverture sociale

## Les cent jours de grève du téléphone new-yorkais

Entamée au début d'août dernier, la grève des employés de la compagnie du téléphone de New-York (Nynex) paraît avoir trouvé une issue dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 novembre, et le travail pourrait reprendre le 20. Un accord de principe a en effet été signé entre les dirigeants de Nynex (une des sept baby bells, les compagnies régionales pri-

viées de téléphone américaines) et les représentants des deux syndicats des employés grévistes.

La longue grève de Nynex illustre le durcissement de certains conflits sociaux aux Etats-Unis — chez Boeing par exemple — et le refus des employés de prendre en charge une partie des frais liés à leur couverture sociale.

## NEW-YORK

## de notre envoyée spéciale

Pour les deux syndicats, Communications Workers of America et International Brotherhood of Electrical Workers, la victoire paraît acquise. Ils ont parvenus, aux termes de l'accord, à empêcher que Nynex fasse supporter à ses employés une partie de leur couverture sociale, même s'ils ont dû accepter des augmentations de salaires moins importantes que prévu.

La grève des employés de Nynex est révélatrice de tendances importantes apparues récemment dans la vie des entreprises américaines. Si les grèves y sont plus rares qu'en France, elles sont depuis quelque temps plus longues et plus violentes, même dans le secteur des services publics, renouant avec une certaine tradition sociale américaine. Une gréviste postée devant le siège de Nynex, sur la 38<sup>e</sup> Rue, à Manhattan, affirmait, lundi 13 novembre, qu'il était « prêt à continuer longtemps, et que, après tout, les employés d'AT and T ont fait grève pendant sept ou huit mois en 1971 ». A côté de schémas sympathiques, comme les distributions de café aux grévistes par les policiers chargés

de la surveillance du siège de Nynex, le conflit a connu des moments tragiques — un employé de la compagnie est mort écrasé par une voiture alors qu'il montait la garde devant le siège.

Plus révélateur encore est l'aspect relatif aux prestations sociales. Le débat sur ce thème est actuellement en cours dans un grand nombre d'entreprises américaines en proie à l'explosion des dépenses de santé, avec parfois la même réaction négative des employés. Nynex a d'ailleurs dû faire machine en arrière, tout comme la plupart des autres baby bells, qui ont, elles aussi, été victimes de conflits sociaux à la fin de l'été.

Au total, la grève des employés du téléphone de New-York « n'a pas, étrangement, véritablement perturbé les services téléphoniques », remarque M. Toole, analyste de la firme Merrill-Lynch. Sans les installations de lignes nouvelles, la réparation des lignes existantes, l'accès à certains services téléphoniques et la maintenance des cabines publiques (dont l'état actuel de dégradation rappelle la situation parisienne antérieure à l'introduction des cartes magnétiques) n'ont pas été assurés. Mais ces perturbations n'ont pas manqué de provoquer le mécontentement de la

population de New-York et de la Nouvelle-Angleterre : « Je voudrais bien déménager mais j'attends que la grève soit finie », soupire une jeune New-Yorkaise quelques jours avant la fin du conflit.

Les résultats de Nynex n'ont pas été sans souffrir du conflit. Ainsi, si la perte de trafic a été minime, le bénéfice net de la compagnie est tombé à 288,7 millions de dollars (1,8 milliard de francs environ) au troisième trimestre, contre 338 millions au cours de la même période l'année précédente.

Le plus important, soulignent la plupart des observateurs, réside dans la perte de confiance en la compagnie engendrée par de tels conflits. Si Nynex possède, depuis le démantèlement de AT and T, en 1984, le monopole de la gestion des lignes et des communications locales dans la région de New-York, les concurrents réussissent tout de même à s'infiltrer. Certaines grandes entreprises ont réussi à sous-traiter des lignes auprès d'autres compagnies. Et, au plus fort de la grève, les employés de Nynex conseillaient eux-mêmes aux usagers déçus de s'adresser à des techniciens privés.

FRANÇOISE LAZARE

## La construction de l'Europe financière

## Les deux premières banques danoises vont fusionner

Coup de théâtre mardi 14 novembre à Copenhague. Au milieu de l'après-midi, les directeurs des deux plus grandes banques du royaume, MM. Knud Soerensen (Den Danske Bank — le numéro un) et Hans Ejvind Hansen (Handelsbanken le numéro deux), annonçaient, lors d'une conférence de presse convoquée, à la hâte qu'en principe leurs deux établissements fusionneraient le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

## COPENHAGUE

## de notre correspondante

La surprise a été totale d'abord, parce que les négociations qui ont mené à ces « fiançailles » avaient été tenues secrètes. Mais surtout parce que — même si des rumeurs de rapprochement entre différentes banques danoises n'avaient cessé de circuler depuis des mois — personne n'avait jamais pensé qu'elles pouvaient concerner les deux ban-

ques en question opposées depuis toujours par une compétition acharnée et implacable.

Laquelle des deux a « avalé l'autre » ? « Aucune... Il s'agit là d'une union parfaitement équilibrée, où il n'y a ni vainqueur ni vaincu », ont souligné les deux directeurs, qui ont indiqué que la nouvelle banque ainsi créée sera en importance la seconde de l'Europe du Nord, et qu'elle portera le nom de Den Danske Bank, avec le logo-type de la Handelsbanken.

Reste maintenant à faire approuver ce grand projet par les assemblées générales d'actionnaires. A ceux de la Handelsbanken sera proposée la remise de quatre actions de Den Danske Bank contre cinq des leurs.

Les dirigeants des deux banques ont expliqué leur décision par leur désir de renforcer leurs possibilités dans le cadre du grand marché européen de 1993 et de mieux se placer face aux implantations des banques étrangères.

Une véritable fièvre de fusions dictée par des motifs analogues à d'ailleurs saisi le Danemark depuis le début de cette année, mais, jusqu'ici, cette vague avait essentiellement touché l'industrie, les services, ainsi que quelques petites caisses d'épargne, tandis que certaines compagnies d'assurances cherchaient des alliances de style transfrontières.

## Problèmes spécifiques

Le secteur bancaire danois avait ses préoccupations spécifiques. Depuis une dizaine d'années, il avait connu de violents remous et des transformations profondes : apparition de sociétés d'investissements jouant sur des avantages fiscaux ; modification du statut des caisses d'épargne ; diversification des compagnies d'assurances, notamment dans l'immobilier.

Parallèlement, une crise économique prolongée, de nombreuses faillites et saisies, dont le chiffre s'est sensiblement accru depuis 1987, et un endettement quasi incurable de trop de citoyens moyens peu habitués à se restreindre plaçaient les banques devant des difficultés. D'autant plus que, dans l'euphorie des années 60 et au début des années 70, elles avaient assez inconsidérément multiplié leurs guichets.

La nouvelle banque comptera plus de cinq cents succursales et douze mille employés. Ses responsables ont déjà annoncé qu'ils se donnaient trois ans pour rationaliser cet appareil lourd et coûteux, à l'aide essentiellement de départs volontaires ou de préretraites.

Le nouvel établissement aura un capital de 19 milliards de couronnes (autant de francs), ce qui est assez modeste par rapport à celui des grandes banques occidentales. Son chiffre d'affaires devrait atteindre environ 300 milliards de couronnes.

CAMILLE OLSEN

## Eurostaf Dafsa

Europe Strategie Analyse Financière

vous annonce la parution de l'étude :

## Le capital risque en Europe

- présentation des spécificités du capital risque et de ses règles de gestion
- particularismes propres à chaque pays (évolution de l'environnement, statuts juridiques, fiscalité)
- présentation des principaux acteurs : environ 160 organismes européens sont décrits et une vingtaine font l'objet d'une analyse stratégique et financière détaillée.

vous informez de ses prochaines parutions :

- Les industries du lait en Europe
- Les pâtes-papiers-cartons dans le monde

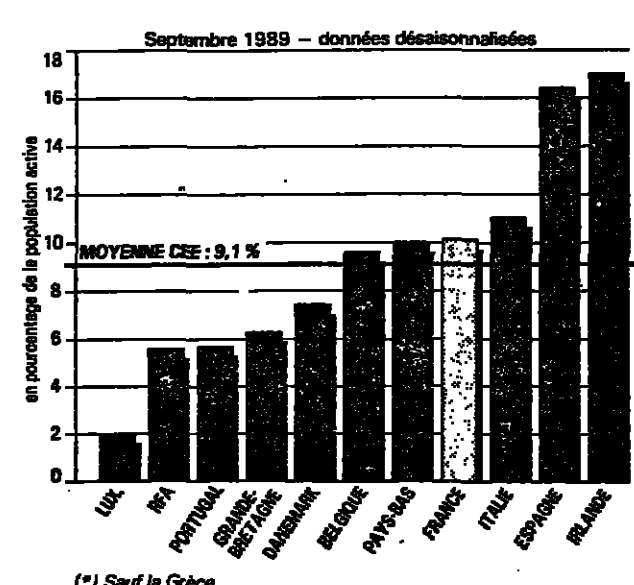
Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Strategie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Téléc. : 670 383. Nos représentants à l'étranger : — ESPAGNE : BERR ACTION à Madrid — Tél. : 275 45 39. Téléc. : 431 27 48. — ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80 52 855. Téléc. : 865 573. — PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57 55 75. Téléc. : 157 1738. — BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647 08 76. Téléc. : 640 38 57.

## Chômage en légère baisse dans la CEE

Le taux de chômage par rapport à la population active a légèrement diminué en septembre pour l'ensemble de la Communauté européenne, indique Eurostat, l'office statistique de Bruxelles. On comptait 9,1 % de demandeurs d'emploi contre 9,2 % la mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières et standardisées pour rendre les données nationales comparables. Au cours des derniers mois, le niveau de chômage a très peu baissé, alors qu'il correspondait à 9,8 % de demandeurs d'emploi en septembre 1988.

Au total, et pour le mois d'août cette fois, les chiffres en provenance des Pays-Bas n'étant pas disponibles, le nombre brut des chômeurs pour l'ensemble des Etats membres s'élève à 14,2 millions, en augmentation de 0,2 % par rapport à juillet, et en diminution de 0,9 % par rapport à août 1988.

Par pays, et en données corrigées comparables, le classe-



(\*) Sauf la Grèce

ment selon les taux de chômage s'établit comme suit : Irlande (17 %), Espagne (16,4 %), Portugal (11 %), France (10,1 %), Pays-Bas (10 %), Belgique (9,8 %), Danemark (7,4 %), Grande-Bretagne (6,3 %), Portugal (6,7 %), RFA (5,6 %) et Luxembourg (2 %). Les données de la Grèce ne sont pas disponibles.

سكنا من الاجل

حکذا من الاموال

# ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

Mauvaise conjoncture et « mauvaise gestion »

### Les camions américains Mack (Renault) en lourdes pertes

Les camions Mack vont mal. L'entreprise américaine affiche une perte de 87,5 millions de dollars pour le troisième trimestre et de 106 millions (650 millions de francs) pour les neuf premiers mois de l'année. Son actionnaire principal, Renault-Véhicules industriels (RVI), avec 45 % des parts, estime que cela ne peut plus durer et tient à le faire savoir haut et fort.

M. Jean-Pierre Capron, ancien administrateur général du CEA et nommé en septembre PDG de RVI, menace : « Mack doit faire preuve rapidement de sa volonté de redressement et doit compter sur ses propres forces. » RVI n'apportera son soutien que s'il est mérité. Pas question de faire les fins de mois », a-t-il ajouté, mardi 14 novembre, au cours d'une conférence de presse.

La conjoncture dégradée explique en partie les pertes. Pour M. Capron, « le camion est un indicateur avancé de l'économie », et

Mack souffre donc du ralentissement américain. Les commandes ont chuté de 40 % ces derniers mois, et les livraisons de 20 % à 25 %. Rien de tel n'était prévu en mars, puisque, à cette date, le PDG, M. Philippe Gras, devenu, depuis, directeur général adjoint de la Régie Renault, prévoyait encore un profit pour 1989 de 50 millions de dollars.

M. Capron, qui prend les rênes, est beaucoup plus critique. Au-delà de la conjoncture, Mack souffre « de coûts de production trop élevés, d'avoir mal maîtrisé l'introduction de nouveaux modèles et de problèmes de gestion ». La direction a été complètement renouvelée cet été avec l'arrivée de M. Ralph Reins comme PDG. Mais l'entreprise doit obtenir des baisses de prix de ses fournisseurs et surtout des concessions du syndicat américain de l'automobile UAW. Les effectifs, déjà passés de 9 350 en 1988 à

7 700 aujourd'hui, devront être réduits encore de 1 000 personnes. Si cela est fait, RVI pourra soutenir sa filiale dans la recherche, inévitable, d'emprunts nouveaux. M. Capron refuse pour l'instant d'augmenter sa part de 45 % au capital. « Le redressement sera progressif », poursuit-il, la plus grande partie de l'année 1990 sera déficitaire. Il espère un retour à l'équilibre d'exploitation vers la fin de l'année 1990.

Les résultats de Mack affectent les résultats de RVI, qui seront inférieurs à 1,5 milliard de francs en 1989 (1 milliard en 1988). Mais conserver cette branche américaine, qui représente un tiers des ventes, est « stratégique ». De surcroît, les camions américains sont en avance sur les mesures antipollution qui constituent désormais le principal problème des constructeurs.

E.L.B.

## SOCIAL

La crise du textile

### Le gouvernement va aider la métropole lilloise

M. Michel Rocard, premier ministre, a reçu, le 14 novembre, les élus de la métropole lilloise, particulièrement touchée par les licenciements dans l'industrie textile (le Monde du 3 novembre). M. Pierre Mauroy, président de la communauté urbaine de Lille, était accompagné de M. Robert Dilligent, maire CDS de Roubaix, et de M. Jean-Pierre Baldryck, maire PS de Tourcoing, les deux communes du versant nord-est.

Pour « le développement économique et l'insertion à l'implantation industrielle », le gouvernement a décidé la création d'une « cellule de conversion » placée sous l'autorité du préfet de région. Par ailleurs, une « société de conversion » recevra une dotation

en capital de 30 millions de francs afin d'accroître les activités créatrices d'emplois. Un « fonds de conversion » consacrera 10 millions de francs en 1989 et autant en 1990 pour l'accueil des entreprises. Enfin l'addition des mesures d'aide à la création et à la recherche déjà prévues dans les contrats de plan et le plan productique notamment représente une enveloppe de 130 millions de francs.

Un observatoire de l'industrie textile

En ce qui concerne les plans sociaux, « le gouvernement veillera à ce que l'ensemble des mesures existantes soient mobilisées et

assemblées au cas par cas si nécessaire ». M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui a reçu les organisations syndicales du Nord, a confirmé ces mesures et a indiqué la mise en place « d'un programme exceptionnel pour l'emploi et la formation dans cette région ».

A Bruxelles, le conseil des ministres de l'industrie a consacré une partie de son ordre du jour à l'industrie textile. Les États membres sont en majorité tombés d'accord sur « la mise en place éventuelle d'un observatoire de l'industrie textile, la nécessité d'un effort accru de recherche et développement dans ce secteur ainsi que d'une transparence accrue des aides ».

F. Ch.

Les difficultés des parcs de loisirs

### Un administrateur provisoire nommé à Mirapolis

Mirapolis, l'un des premiers grands parcs de loisirs ouverts en France, après sa troisième saison d'exploitation, n'est pas parvenu à assurer son équilibre et prépare une nouvelle restructuration, après un premier remaniement en 1988. L'assemblée générale des actionnaires prévue en novembre a été repoussée au début de décembre et un administrateur provisoire, M. Hubert Lafont, a été nommé.

Dès le départ, Mirapolis, dont le géant Gargantua domine la plaine de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), a connu des déboires. Au début de 1987, les difficultés de son principal actionnaire, l'homme d'affaires saoudien Gaith Phareson (qui détient 32,2 % du capital), avait laissé planer des incertitudes. A la veille de l'ouverture, en mai 1987, le parc avait été envahi et en partie saccagé par des forains, furieux de la concurrence. Surtout, la première saison s'est montrée bien

éloignée des espoirs. Les installations ne retiennent pas les visiteurs qui passent dans le parc moins de temps et dépensent moins qu'on ne prévoyait. La saison s'est soldée par 600 000 visiteurs seulement, au lieu des 2 millions annoncés, et un déficit de 35 millions de francs.

#### 100 millions de francs

Cela a entraîné une première restructuration pour 1988. L'exploitation sera confiée à un homme du Club Méditerranée (lequel détient 4 % du capital), M. Marc Tombez. Les actionnaires devront apporter 100 millions de francs, les exploitants réduire leurs coûts de 40 % tout en améliorant les installations. Et en 1989 on fera appel aux ennemis de la veille, les forains, pour l'animation du parc.

Résultat : grâce à de nouvelles attractions, la fréquentation a pro-

gressé en 1988 puisqu'elle atteint un million d'entrées, sans toutefois parvenir au seuil d'équilibre ramené à 1,1 million. Et ce progrès demeure fragile puisque, en 1989, le nombre de visiteurs est retombé à 640 000, sans doute par suite de la concurrence du parc Astérix (qui a ouvert près de Roissy), et le déficit cumulé s'élève à 85 millions de francs bien qu'un ait approché l'équilibre sur l'année.

Une double transformation a été approuvée par le conseil d'administration. D'une part, reconstruire le parc, dont le thème, les légendes et contes de France, est encore trop flou, en parc d'attractions et de jeux à clientèle régionale; d'autre part, pour réduire les frais financiers, séparer la société d'exploitation de la société propriétaire du foncier. Mais cela n'exclut pas une restructuration de l'actionariat.

Les conflits aux PTT

### Fin de la grève au centre de tri de Sotteville

En grève depuis le 9 novembre, les agents du centre de tri PTT de Sotteville-les-Rouen ont décidé, le 14 novembre, en assemblée générale, de reprendre le travail. Le vote, intervenu en soirée, est justifié par « la non-extension du conflit aux autres centres de tri », selon la CGT. Pour la direction régionale des postes, « 45 % des personnels participaient mardi à la grève », et on assistait à un mouvement de reprise.

A l'origine, l'intersyndicale CGT, CFDT et Force ouvrière avait lancé ce mouvement pour s'opposer à la réforme de statut.

Avec des préoccupations locales plus marquées, le conflit se poursuit au centre de tri de Lille-Lezennes, où deux millions

de colis sont en souffrance à la suite de débrayages, sous la forme d'un arrêt de travail d'une heure par brigade.

D'autre part, la fédération CGT des PTT affirme dans un communiqué que « la mobilisation s'est élargie dans les PTT » le 14 novembre, jour de l'examen du projet de budget des PTT par l'Assemblée nationale. Des conflits sont répertoriés au centre de tri de Rennes et dans les postes de Bourg-en-Bresse, de Saint-Dié, de Gueugnon ou de Chigny. Ailleurs, notamment à Nantes et dans les Alpes-Maritimes, où elle aurait recueilli plus de deux mille signatures, la CGT poursuit sa campagne de pétition.

Dans l'attente d'un médiateur

### Nouvelle manifestation des salariés des Chantiers de l'Atlantique

Six mille personnes au moins ont manifesté le 14 novembre à Saint-Nazaire pour soutenir les salariés des Chantiers de l'Atlantique qui réclament depuis plusieurs semaines une augmentation de 1 500 F de leur salaire de base. Au cours d'une réunion avec le sous-préfet de Loire-Atlantique, M. Philippe Boisadan, les représentants de l'intersyndicale ont indiqué qu'ils accepteraient une réunion avec un médiateur sur la base de leurs revendications.

Dans la matinée du 14 novembre, le PDG des Chantiers, M. Alain Grill, avait donné son accord à la proposition de nommer une mission de conciliation, formée au nom du gouvernement par le ministre de la santé, M. Claude Evin (également élu mazarin). La direction avait toutefois rappelé « les contraintes propres à la situation de la construction navale européenne ».

En attendant la nomination d'un médiateur et un rendez-vous avec le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, les manifestants ont une nouvelle fois occupé le pont de Saint-Nazaire qui enjambe la Loire pour demander aux automobilistes une contribution financière en signe de solidarité.

## ÉTRANGER

### Delta Airlines commande 260 avions de ligne

La compagnie aérienne américaine Delta Airlines a annoncé, le 14 novembre, qu'elle achèterait, en commande ferme et en option, 260 avions de ligne, soit 160 McDonnell-Douglas MD90, de 150 places et 100 Boeing 737-300 de 120 places. Les premiers Boeing lui seront livrés en 1993 et les MD90, à partir de 1994. Le montant de cette commande record s'élève à 10 milliards de dollars (63 milliards de francs).

Les MD90 seront motorisés avec le réacteur V2500 construit par le consortium IAE (Pratt et Whitney, Rolls-Royce, MTU, Fiat et Japanese Aero Engine) et les Boeing 737, avec le réacteur CFM56 fabriqué par l'américain General Electric et le français SNECMA.

Avec cette commande géante, Delta rejoint American Airlines en tête des meilleurs clients des avions et des moteurs du monde entier. Celle-ci a acquis 570 appareils de toutes tailles quand Delta annonce 519 achats. La croissance du trafic mais aussi la nécessité de renouveler des flottes de plus de dix ans d'âge moyen expliquent ces avalanches de commandes qui auront caractérisé l'année 1989.

La production industrielle aux États-Unis a reculé de 7 % en octobre, a annoncé, mardi 14 novembre, le Bureau fédéral américain (Fed). Les experts tablent généralement sur un repli limité à 0,2 %. La production industrielle était restée stable en septembre mais avait progressé de 0,3 % en août. La Fed estime que le ralentissement de l'activité industrielle en octobre a été amplifié par des facteurs conjoncturels, la grève qui affecte Boeing depuis le début du mois et le troublantement de terre en Californie principalement.

### M. Racamier perd deux mandats de dirigeant

#### Improglio juridique chez LVMH

Un conseil de surveillance, un arrêté de cour d'appel et une audience au tribunal de commerce : pour les protagonistes de l'affaire LVMH (Moët Hennessey Louis Vuitton) et leurs avocats, la journée du 14 novembre a été riche en nouvelles péripéties.

Dès 11 heures du matin, au siège de la société, M. Henry Racamier s'est efforcé de démontrer devant le conseil de surveillance que les actions judiciaires en cours n'étaient pas nuisibles au fonctionnement du groupe. Mais il était parti lorsque M. Bernard Arnault l'a fait révoquer de son mandat de vice-président du conseil, dont il reste membre, et de directeur général de LVMH.

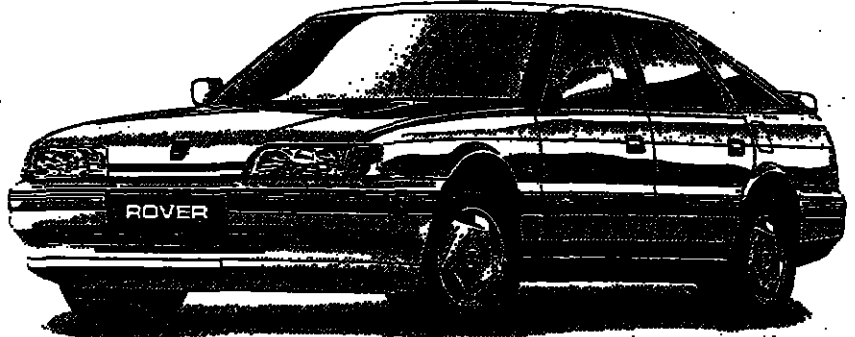
L'après-midi a débuté à la cour d'appel de Paris, où les magistrats ont confirmé la décision du tribunal de commerce reportant l'assemblée générale de Louis Vuitton, prévue pour le 15 novembre, d'ici au 15 mars prochain.

Un peu plus tard, tout le monde s'est retrouvé dans le bureau du président du tribunal de commerce pour écouter les plaidoiries sur la mise sous séquestre des obligations à bons de souscription en actions (ORSA) émises en 1987 par Moët Hennessey et qui représentent 12 % du capital de LVMH demandée par certains petits actionnaires et par le clan Vuitton. Pour s'y opposer, M. Bernard Arnault avait reçu lui aussi le soutien de petits actionnaires de sociétés telles que Financière Agache, Bouscat Saint Frères ou la Bon Marché, maris à l'idée que cette bataille judiciaire pourrait avoir un effet sur le cours de leurs actions. Ordonnance le 21 novembre.

F. Ch.

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 14 novembre dans l'article intitulé « Les chefs d'entreprise ouest-allemands se préparent à un nouveau miracle économique », M. Alfred Herrhausen n'est pas « le tout-puissant chef de la Bundesbank » (l'institut d'émission) mais le président de la Deutschebank, la première banque commerciale privée ouest-allemande.

## L.O.A. "FORMULE" ROVER DES AVANTAGES RENOUVELÉS



JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 89 FINANCEMENT EXCEPTIONNEL SUR TOUS LES MODÈLES ROVER SÉRIE 800 (Prolongation de l'offre du 16 Octobre au 11 Novembre 1989)

#### AVANTAGE n°1

**0 F LA PREMIÈRE ANNÉE**  
Jusqu'au 31 Décembre 1989, ROVER reprend votre voiture aux conditions générales ARGUS. Si sa valeur couvre le 1<sup>er</sup> versement de votre location avec Option d'Achat, vous partirez au volant de la ROVER 800 de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.

Location avec Option d'Achat sur 60 mois :  
1<sup>er</sup> versement : 50 % (\*) du prix TTC de votre ROVER 800 (Dépôt de Garantie 15 % + 1<sup>er</sup> loyer 35 %) pouvant être représenté en totalité ou en partie par la reprise de votre voiture, ensuite 0 F pendant 1 an, puis 47 loyers de 1,33 % du prix TTC de votre ROVER 800 (hors assurances).

#### AVANTAGE n°2

**COÛT TOTAL EN CAS D'ACQUISITION SUR 5 ANS SEULEMENT 12,51 % DE PLUS QUE LE PRIX COMPTANT**  
Au bout des 60 Mois, vous pourrez devenir propriétaire de votre ROVER 800 sans rien déboursier. L'option d'achat étant couverte par le dépôt de garantie déjà versé. Votre ROVER 800 ne vous aura coûté que 112,51 % du prix comptant TTC (hors assurances).

#### AVANTAGE n°3

**OPTION D'ACHAT EXCEPTIONNELLE A LA FIN DU 13<sup>e</sup> MOIS**  
Si vous ne résistez pas à l'envie de devenir propriétaire plus tôt de votre ROVER 800, achetez-la au bout du 13<sup>e</sup> mois. L'option d'achat à verser, déduction faite du dépôt de garantie initial ne sera alors que de 50 % du prix comptant TTC de votre ROVER 800.  
1<sup>er</sup> versement de 50 % à la livraison + 0 F la 1<sup>re</sup> année + option d'achat de 50 % à la fin du 13<sup>e</sup> mois : vous ne paierez que 100 % du prix comptant de votre ROVER 800 malgré les 13 mois écoulés.

Cette offre est valable jusqu'au 31 Décembre 89, chez les concessionnaires ROVER effectuant l'opération, sur tous les modèles ROVER Série 800 et sous réserve d'acceptation de votre dossier par ROVER FINANCEMENT, département de LOCUTIVES, 51 Bd des Dunes, 13022 Marseille, SA au capital de 22.000.000 F RCS Marseille B 071 001 120.



(\*) D'autres propositions de LOA avec apport initial de 30 % ou 40 % peuvent aussi vous être proposées. ROVER Série 800, une gamme de 8 modèles Berlin et Fastback à partir de 117.800 F TTC Taxe Cdt en plus au 01/01/89 (Modèles 80).

## ROVER SÉRIE 800

VERS UNE AUTRE CONDUITE



Pour connaître votre concessionnaire, téléphonez au 05 102 102 (appel gratuit) ou composez sur votre minitel le 36-15 ROVER.



# AFFAIRES

## EMPLOI-FORMATION

### La réforme de l'ANPE et du service public du placement

Annulée depuis des mois dans l'incertitude générale, la réforme de l'ANPE prend corps. M. Jean-Pierre Soisson a profité de la présentation du budget de son ministère devant l'Assemblée nationale, le 2 novembre, pour tracer les grandes lignes du projet de loi qui sera soumis à la session de printemps (le Monde daté 5-6 novembre). Le ministre du travail a également indiqué que cette réforme a pour objectif de profondes modifications au sein du service public de l'emploi, entièrement remanié.

L'ANPE va changer de statut. Son personnel devrait être mieux rémunéré et ses effectifs augmentés. Les conditions matérielles de travail devraient être améliorées. Les divers services confiés au ministère du travail - la délégation à la formation professionnelle, la délégation à l'emploi, les directions régionales et départementales du travail et de l'emploi, etc. - vont être réorganisés et leurs tâches respectives redéfinies.

On connaît maintenant les orientations générales du projet de réforme de l'ANPE et du service public de l'emploi que prépare M. Jean-Pierre Soisson. Lors de la présentation du budget de son ministère, le 2 novembre, il a expliqué les principes sur lesquels il a annoncé qu'un projet de loi serait examiné au cours de la session parlementaire de printemps. D'ici là, un certain nombre de circulaires ayant un effet immédiat seront publiées. Elles permettront la mise en œuvre, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1990, du plan-emploi arrêté en septembre dernier, et qui suppose que les attributions de chaque service soient revues. Pendant ce temps, M. Gérard Vandepotte, directeur général de l'ANPE, a reçu mandat de négocier avec les organisations syndicales de son établissement sur le changement de statut du personnel. Quant au ministre, il mènera des discussions avec les syndicats des services extérieurs et va solliciter les partenaires sociaux sur l'ensemble de ses propositions.

#### Silence sur les rapports

Pour l'instant, ce programme est relativement bien accueilli et ne suscite pas de réactions de rejet. Dans un communiqué, par exemple, la CFTC « enregistre avec satisfaction » les intentions ministérielles et affirme que « les mesures annoncées vont dans la bonne direction ». Nombre de partenaires sociaux se déclarent surpris que M. Soisson envisage d'aller aussi loin, notamment pour

aménager le statut. Les mêmes affaiblissent un certain scepticisme quand, au printemps dernier (le Monde du 10 juin), M. Soisson avait indiqué sa volonté de s'attaquer à ce dossier brûlant.

C'est toutefois pour maintenir ce climat que le ministre s'est résolu à ne pas publier le rapport que M. Marie-Thérèse Join-Lambert et M. Philippe Lescaudré lui ont remis le 17 octobre, contrairement à ce qui avait été envisagé. Après les documents secrets de Semagroup Consultants et d'une agence en communication (le Monde du 9 novembre), déjà très accablants, leur texte confirme l'état de l'ANPE, et conduit à l'urgence d'une réforme. Surtout, il se montre très explicite sur les questions statutaires et propose des solutions qui, divulguées, auraient gêné M. Vandepotte dans ses contacts. Explicite, pour cette partie au moins, le rapport est donc jalousement caché et ne sera diffusé qu'en fin de parcours, dans une version expurgée.

#### Chaque maître chez soi

Ainsi que M. Soisson l'a rappelé devant les parlementaires, « les moyens de l'agence n'ont pas évolué parallèlement aux charges ». Les effectifs sont insuffisants, le statut du personnel « se donne pas aux agents les contreparties attendues et l'établissement n'y trouve pas la souplesse nécessaire ». La réforme vise à donner à l'agence l'« autonomie », la « capacité d'adaptation », et à lui attribuer les « moyens » dans le cadre d'un « contrat de progrès » conclu pour trois ans.

En contrepartie de son engagement à atteindre les objectifs fixés, pour le placement et l'accueil des demandeurs d'emploi, l'ANPE obtiendra les « emplois supplémentaires nécessaires » et le financement d'un programme spécial. Dès la première année, soit pour 1990, l'Etat versera 100 millions de francs de plus en crédits et autorisera la création de trois cents emplois nouveaux.

Au-delà, la réforme entraînera une réorganisation des méthodes d'intervention, qui, au fil des années de crise, se sont singulièrement compliquées au point de perdre toute cohérence. Les relations entre l'ANPE et les autres services extérieurs de l'emploi doivent être clarifiées et, a précisé le ministre, « les responsabilités doivent être complémentaires et non plus concurrentes, comme elles le sont aujourd'hui ». Concrètement, cela veut dire que l'agence se recentrera sur ses missions de base, le service apporté aux demandeurs d'emploi et aux entreprises. Elle continuera à suivre l'organisation pratique de l'agence, quand il sera destiné à la formation des chômeurs, mais les autres fonctions - formation

professionnelle ou actions spécifiques - seront assurées par les autres services extérieurs. Par exemple, l'ensemble du dispositif des contrats de retour à l'emploi (100 000 places) sera géré par l'ANPE, tandis que les directions du travail se chargeront des contrats locaux pour l'emploi et la solidarité, successeurs des TUC et autres PIL.

Restructurée, les services régionaux vont retrouver leur véritable vocation, coordonner les interventions de l'Etat, des régions et des branches professionnelles, définir les orientations, programmer, contrôler et évaluer les actions. Une enveloppe globale étant fournie au préfet de région, ils pourront mener des opérations en tenant compte des besoins réels, après concertation d'objectifs, et bénéficieront de la création d'une cellule de planification commune à tous, doublée d'un observatoire régional de l'emploi et de la formation. Les outils dérogatoires leur échapperont et n'appartiendront donc plus à l'ANPE, comme c'est encore le cas.

Le grand bouleversement touchera surtout les directions départementales du travail et de l'emploi, aux missions plus précises. Elles porteront plus d'attention au « contrôle de l'application de la réglementation du travail », pourront appuyer la modernisation négociée, développer un rôle d'« experts en relations sociales », soutenir les initiatives locales pour l'emploi et assurer de nouvelles responsabilités dans la gestion des actions de formation.

#### Mise en place début 1990

Dernier grand ensemble concerné par ce réaménagement, la délégation à la formation professionnelle sera soulagée des tâches de gestion liées au développement des programmes de formation. Dans la foulée, les délégués régionaux se garderont d'intervenir comme prescripteurs pour l'occupation de la main-d'œuvre, de la coordination, de la programmation, de l'évaluation et du contrôle. M. Soisson et M. Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, souhaitent mettre en place des cellules qui seraient pour fonction de veiller à l'offre de formation, en ce qui concerne, en outre, les délégués à la formation ne seraient plus jugés et partis. De leur côté, les services utilisateurs n'auront plus à créer des actions de formation.

Réelles les unes, aux autres, ces diverses modifications se mettront progressivement en place à partir du début de l'année 1990, et donc avant que la réforme de l'ANPE de l'ANPE. Mais il y aura aussi des prolongements. Le lancement du plan-emploi aura pour effet, à terme, d'obliger à la révision des principes établis pour le crédit formation, pour cause de cohérence d'ensemble. Les dispositions en faveur des adultes devraient être prêtes pour le milieu de l'année, et le dispositif mis au point pour les jeunes pourra alors être adapté, sans doute en septembre prochain, pour le faire coïncider avec les autres formules en vigueur.

Au passage, cela pourrait permettre au ministère du travail de s'attirer le réseau des quatre cents coordinateurs de zones que M. Laignel vient de constituer et qui lui fait paraître défiant dans la perspective de la réorganisation. Dès lors que M. Soisson souhaite voir ses services intervenir au plus près des réalités locales, avoir des représentants dans les bassins d'emploi devient indispensable.

Enfin ? Tant M. Laignel que M. Soisson évoquent déjà la nécessité d'une réforme de l'AFPA, l'Association pour la formation professionnelle des adultes, partenaire obligé de toutes les actions en faveur de l'emploi. Celle-ci viendra mettre un point final à une vaste opération de remodelage des moyens, justifiée par les désordres causés par des années d'improvisation, sous la poussée des chiffres du chômage. Les outils de la décennie à venir sont l'objet de ce qui se prépare.

ALAIN LEBEAUX

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

Le Tribunal de grande instance de Paris, par jugement du 10 juin 1987, a condamné la société HOLA à verser au Prince AGA KHAN et à la Reine AGA KHAN des dommages et intérêts pour atteinte au droit à l'image et à la vie privée de leur fils Rahim, ainsi qu'à leur vie privée propre, portée dans les numéros 2198 et 2202 des 7 et 28 octobre 1986 de la revue « HOLA ».

### Le plan antichômage se heurte à des difficultés d'application

Actuellement en préparation, la mise en place du plan-emploi arrêté au conseil des ministres du 13 septembre (le Monde des 14 et 15 septembre) se heurte à quelques difficultés techniques. Il n'est pas certain que toutes les mesures soient rendues applicables pour le 1<sup>er</sup> janvier, contrairement à ce qui avait été annoncé.

Ainsi pour les contrats locaux emploi-solidarité (CLES), appelés à remplacer les déficits TUC (travaux d'utilité collective) ou PIL (programme d'initiative locale), etc. En faisant passer les futurs bénéficiaires du statut de stagiaire de la formation à celui de titulaire d'un contrat de travail, la nouvelle formule permet, certes, une amélioration d'autant plus appréciable que le revenu est aligné sur le montant d'un SMIC à mi-temps, mais elle provoque aussi quelques perturbations imprévues.

#### Anciens TUC et nouveaux CLES

Jusqu'à présent, un tuciste ou un chômeur adulte employé au titre des PIL dans une collectivité locale, une association ou un établissement public était rémunéré directement par l'Etat, même si, parfois, le versement intervenait avec retard. Puisqu'il y aura un contrat de travail, la même personne sera désormais payée par son employeur, lequel sera ensuite remboursé par les finances publiques. Outre le délai de règlement, les utilisateurs de CLES devront donc supporter le coût financier d'une avance de trésorerie consentie pour le compte de la politique de lutte contre le chômage menée par le gouvernement. Une situation pour le moins paradoxale, et embarrassante pour les finances locales, alors que les mêmes sont incités à embaucher des TUC et des PIL au nom de la solidarité.

Alors, le ministère du travail, on cherche activement le moyen d'éviter

ce qui apparaît comme une pénalisation susceptible de nuire à la mobilisation des élus ou des dirigeants sollicités. L'objectif des 300 000 CLES dans l'année en dépend, ainsi que la bonne tenue des chiffres du chômage.

A propos des anciens TUC, une autre difficulté préoccupe également les responsables du programme. Il s'agit cette fois de l'obligation faite aux « employeurs » de verser un complément de salaire s'élevant à 500 francs par mois à chaque chômeur, jeune ou vieux, embauché au titre des CLES.

Dans la version précédente des TUC, ce complément était facultatif et pouvait être réglé en nature ou en espèces. Environ la moitié des employeurs s'en acquittaient, dont 50 % en prestations diverses, comme la cantine gratuite ou la carte orange. Pour partie, la modicité de la dépense, pour l'utilisateur final, expliquait le succès, aujourd'hui bien écorné, de la formule des TUC. Elle justifiait aussi les réserves des syndicats de la fonction publique, qui y voyaient une solution trop facile pour abaisser le coût de la main-d'œuvre et ne pas créer d'emplois de titulaires.

Là encore, la modification proposée risque de calmer les ardeurs des utilisateurs habituels de TUC, bien que la disposition nouvelle ne soit pas en elle-même contestable. Depuis des semaines maintenant, M. Jean-Pierre Soisson ne rate pas une occasion, lors de ses déclarations publiques, pour en appeler au civisme des élus locaux. Le ministre du travail redoute une chute des effectifs, dans son entourage, on évoque l'éventualité d'un passage à vide de trois à six mois, alors que l'on comptait encore près de 130 000 TUC en octobre.

Pour cette raison, le ministère réfléchit à des formules transitoires qui viendraient atténuer un possible effondrement des TUC. Dans certains cas précis, on pourrait maintenir l'ancien dispositif pendant quelque temps encore. Il est aussi question d'un fonds de com-

pensation, qui permettrait à des collectivités locales de poursuivre leur effort sans avoir à respecter toutes leurs obligations. On envisage des solutions « au coup par coup », qui seraient fonction de la qualité de l'insertion offerte. Des montages financiers seraient imaginés lors de négociations et, d'ailleurs, un préfet, M. Gérard Lambotte, vient d'être chargé de la relance de la cellule d'animation qui avait déjà accompagné la première campagne pour les TUC, en 1984.

Il apparaît aussi que M. Soisson est tout disposé à consentir de réels sacrifices pour réussir le pari le plus délicat du plan-emploi et qu'il est prêt à fermer les yeux sur quelques pratiques contestables. Par exemple, l'obligation d'un complément salarial devrait empêcher l'embauche de CLES ex-TUC par les associations des amis de la préfecture, qui ne disposent pas de revenus propres. Mais l'on se prépare à leur accorder des subventions pour qu'elles puissent le faire et ainsi déjouer la réglementation, comme l'avait déjà fait observer la Cour des comptes. Les administrations et la fonction publique en général n'ont, en effet, pas le droit de recourir à des TUC et n'ont pas le faire qu'en créant des associations écran, dans le cas des préfets par ailleurs chargés par les ministres du travail successifs de « faire du chiffre » pour la réussite du traitement social.

Ainsi, l'Etat paierait le CLES par les deux bouts, pour le traitement équivalent à un demi-SMIC et par le financement du complément payé, en théorie, par le relais d'associations de circonstance. Mais on rétorque que cela ne serait pas scandaleux. Après tout, fait-on remarquer, les établissements publics ou les hôpitaux, qui ont le droit d'employer des CLES, sont bien amenés à les financer par leur budget, lequel est au bout du compte financé par les deniers publics... « Il y a beaucoup d'hypocrisie dans tout cela », vient-on croire au ministère.

A. L.



**LE PLUS PETIT DES GRANDS PROS.**  
BD 2810 Toshiba.

Ne vous laissez pas tromper par les dimensions réduites du nouveau copieur Toshiba: le BD 2810 est certes petit mais il offre des performances étonnantes par ses nombreuses fonctions qui sont généralement lapanage des grands copieurs. Le BD 2810 copie en trois couleurs. Il est fiable, d'une commande aisée et suffisamment petit pour trouver sa place partout. BD 2810 Toshiba, tout ce que vous attendez d'un copieur à cet prix et avec le besoin. Du BD 2810 au copieur professionnel, Toshiba a toujours la solution adaptée à votre problème. Toshiba BD 2810 - le plus petit des grands pros.



L'Empreinte de Demain  
**TOSHIBA**

TOSHIBA SYSTÈMES (FRANCE) SA, 7, Rue Ampère, 92804 Puteaux, Tél. 1-47282828

**HORS SÉRIE**

# CHALLENGES

LE PLUS EUROPÉEN DES MAGAZINES ÉCONOMIQUES

# IMMOBILIER D'ENTREPRISE

# LE GUIDE COMPLET

ÉTAT DES LIEUX ■ PRIX PARIS-PROVINCE  
ET VILLES ÉTRANGÈRES ■ LES PIÈGES DU BAIL ■ LES RISQUES DES ASSURANCES ■  
LES PROMESSES DES FINANCEMENTS ■ LES NOUVELLES VALEURS DE L'ARCHITECTURE ET DU DESIGN.

حکومت الراج

صكنا من الاموال

## AFFAIRES

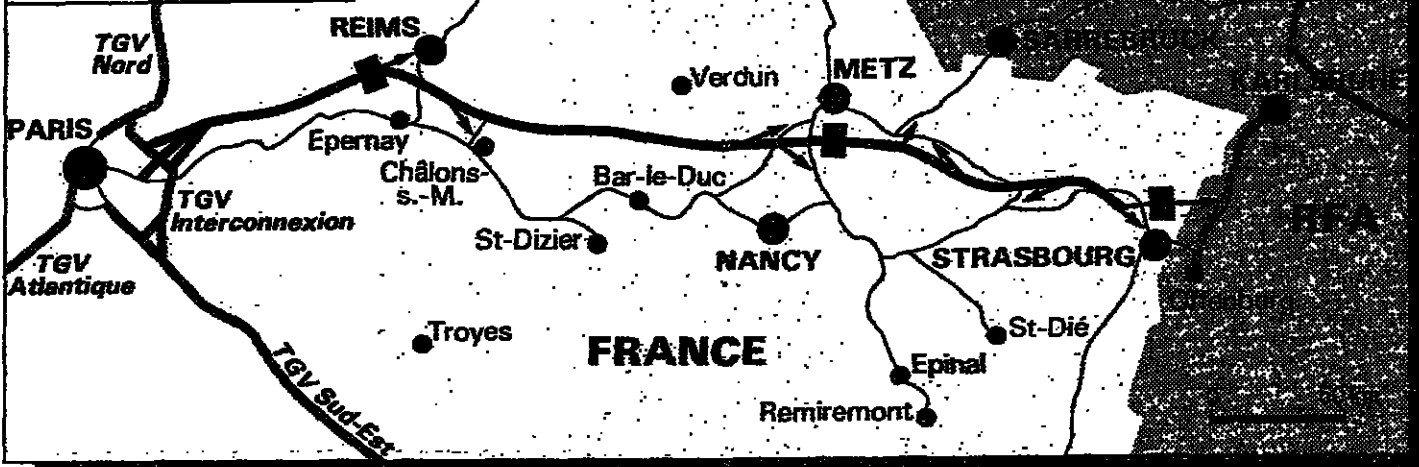
### La proposition de M. Philippe Essig pour le TGV-Est Paris-Strasbourg en 1 h 50

Pour que le TGV-Est relie, vers 1997, Paris à Strasbourg en 1 h 50 et à 320 km/h, M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF, devrait remettre au ministre de l'équipement dans les prochaines semaines ses propositions en matière de financement et de tracé. Celui-ci passerait par Reims, entre Metz et Nancy, non loin de Sarrebourg et du col de Saverne, et supposerait la construction de 430 km de voies nouvelles ainsi qu'un investissement de 25 milliards de francs.

M. Philippe Essig, ancien président de la SNCF et actuel président de TransManche Link (TML), consortium qui creuse le tunnel sous la Manche, a été guidé dans sa recherche du meilleur tracé par deux idées-forces. D'abord, trouver un chemin pour créer la ligne la moins chère possible, donc la plus courte à une exception près : l'inflexion vers le nord pour frôler Reims et toucher son marché potentiel de 600 000 habitants. D'autre part, relier le plus commodément possible la ligne à grande vitesse au réseau existant pour permettre aux TGV d'aller chercher sa clientèle jusque dans les Ardennes et dans les Vosges. C'est dans ce but que M. Essig proposera de multiplier les raccordements et les électrifications vers Epinal, Remiremont et Saint-Dié.

La ligne nouvelle débiterait à 23 km à l'est de Paris, à Vaires-sur-Marne. Peu avant Châteauneuf-Thierry, elle longerait l'autoroute de l'est pratiquement jusqu'à Reims qu'elle éviterait, par le sud, en suivant la future autoroute de contournement. Une première gare — la gare « Champagne » — est prévue au sud de l'agglomération reimoise. Un embranchement faciliterait le passage des TGV vers le réseau qui conduit à Charleville-

**LIGNES A GRANDE VITESSE :**  
— Tracé proposé  
— Raccordements  
— Lignes existantes ou en cours de construction  
■ Gare  
**LIGNES EXISTANTES :** —



Mézières et aux Ardennes. Un autre embranchement, plus à l'est, les conduirait à la voie qui mène vers Châlons-sur-Marne et Bar-le-Duc. Passant au sud de la forêt d'Argonne, les voies franchiraient la Moselle à peu près à mi-chemin entre les villes de Metz (vers Sarrebruck) et de Nancy (vers Epinal, Remiremont et Saint-Dié), vers lesquelles elles se débrancheraient successivement. Une deuxième gare — la gare « Lorraine » — est prévue sur l'axe Pont-à-Mousson — aéroport de Louvigny. Au col de Saverne, un tunnel de 2,5 km devrait être percé : il déboucherait dans le val de Winterthal. La ligne nouvelle entrerait dans la plaine du Rhin où elle comporterait un embranchement vers Strasbourg et une jonction à grande vitesse vers le réseau ouest-allemand sur laquelle se trou-

verait la troisième gare, la gare « Alsace ». L'infrastructure serait dessinée pour autoriser une vitesse de 350 km/h (pente maximale de 35 millimètres par mètre). Les gains de temps seraient significatifs entre Paris et Reims (0 h 45 au lieu de 1 h 27 aujourd'hui), Charleville (1 h 30 au lieu de 2 h 20), Metz (1 h 30 au lieu de 2 h 40), Luxembourg (2 h 15 au lieu de 3 h 33), Nancy (1 h 30 au lieu de 2 h 36), Epinal (2 h 20 au lieu de 3 h 25), Strasbourg (1 h 50 au lieu de 4 h 12), Francfort (3 h 10 au lieu de 5 h 52) et Munich (4 h 25 au lieu de 8 h 42). Grâce à la voie d'interconnexion à grande vitesse contournant Paris par l'est, Strasbourg se trouverait à 3 h 15 de Bruxelles, à 1 h 55 de l'aéroport de

Roissy-Charles-de-Gaulle, à 4 h 25 de Rennes et à 5 h 25 de Bordeaux. Pour une augmentation tarifaire de 15 % correspondant à celle qui a été appliquée sur le TGV Atlantique, le nombre annuel des voyageurs bondirait de 7,4 millions sur les lignes actuelles à 14,5 millions grâce à la grande vitesse. Le taux de rentabilité s'élèverait à 4,5 %, ce qui est largement au-dessous du seuil minimal de 8 % fixé par la SNCF. Aussi sur les 25 milliards de francs estimés pour les infrastructures (embranchements et gares compris) la société nationale pourrait-elle en supporter

13 milliards, l'Etat 7,5 milliards et les régions desservies 4,5 milliards. Pour tenir compte de l'inévitable pesantier budgétaire qui pousse l'Etat à ne pas tenir ses engagements, M. Essig propose de minimiser les remboursements en les calculant sur trente ans au lieu de vingt ans.

#### Une économie de 10 %

En ce qui concerne le matériel roulant, la SNCF projette de l'acquiescer en location-vente et de banaliser son parc TGV de sorte qu'on ne distingue plus les rames de chaque réseau (Sud-Est, Atlan-

tique, Nord, Est). Pour la part des infrastructures de la SNCF, M. Essig proposerait la création d'une société d'économie mixte chargée de rassembler les capitaux et qui nommerait la SNCF maître d'ouvrage délégué. Il a imaginé que au lieu de découper la construction de la nouvelle ligne en lots de 30 km et d'imposer tracé et solutions techniques, la SNCF propose des lots de 150 km et charge les entreprises de BTP de réaliser la voie la plus économique possible. « J'ai reçu un accord de principe des autorités concernées pour la constitution d'un groupement d'intérêt économique réunissant SNCF et entreprises et qui deviendrait maître d'œuvre », explique M. Essig. Les entreprises apporteraient leur imagination et la SNCF sa compétence. Nous pourrions économiser 10 % du coût grâce à ce changement d'échelle et à ce regain de concurrence.

M. Essig, qui doit rendre son rapport définitif d'ici à la fin de l'année, estime qu'une décision devrait intervenir rapidement si le gouvernement ne veut pas que l'unité précieuse obtenue des élus sur le tracé et sur le financement ne s'effrite au fil des semaines. Une décision politique au début de 1990 permettrait que les TGV parviennent en 1997 à Strasbourg. La SNCF préférerait — et de loin — la prolongation du TGV Sud-Est vers Marseille, Nice et Barcelone à la ligne Paris-Strasbourg. Il ne serait pas forcément de mauvaise politique de lui promettre que les travaux de TGV « rentable » (Sud-Est) et ceux du TGV « politique » (Est) bénéficieraient de la même priorité dans le cadre du schéma directeur des TGV que prépare le ministre de l'équipement.

ALAIN FAUJAS

#### Deux ans après la réforme des marchés à terme

### MATIF SA va acquérir la Banque centrale de compensation

Deux ans environ après l'adoption en décembre 1987 de la loi de réforme des marchés à terme instaurant l'unification de la Bourse de commerce et du Marché à terme international de France (MATIF), un accord vient de parachever ce processus de fusion. MATIF SA, la chambre de compensation des instruments financiers, va acquérir la Banque centrale de compensation (BCC), son homologue opérant pour les marchandises.

La transaction, annoncée lundi 13 novembre et dont le montant est de 47,5 millions de francs, concerne l'intégralité du capital de cette petite banque spécialisée employant quarante-huit personnes, aux fonds propres de 56 millions de francs, et dont les résultats ont diminué de moitié entre 1987 et 1988, tombant de 3,5 à 1,12 million de francs. La BCC sera ainsi progressivement absorbée par MATIF SA, firme de deux cents salariés qui a dégagé l'an dernier un bénéfice de 85 millions de francs. L'accord reste soumis à l'approbation du conseil de la BCC et à l'agrément du comité des établissements de crédit.

Cette opération logique de rapprochement a aussi une autre ambition : redynamiser enfin le marché des matières premières, mais à mal depuis des années par la concurrence britannique. La priorité jusqu'à présent avait été de réussir le lancement des contrats de « futures » et de jouer un rôle prépondérant au niveau mondial dans ce domaine. L'objectif étant désormais atteint, Paris se classant à la troisième place internationale pour ce type de produits, l'heure est à présent à la reconstruction d'un véritable marché de marchandises.

« Le succès de nos contrats à terme financiers nous donne maintenant les moyens de relancer les contrats commerciaux », assure M. Gérard Pfauwadel, président du MATIF. « Avant-guerre, rappelle-t-il, les produits négociés à la Bourse de commerce étaient au nombre de sept ou huit. Aujourd'hui ils ne sont plus que quatre (sucre blanc, robusta, cacao d'Afrique, beurre de cacao), et les deux derniers sont quasiment à l'abandon. »

Le principe retenu pour attirer de nouveaux investisseurs est de rendre plus accessible l'accès à ce marché et surtout de sauver le seul contrat véritablement actif, celui sur le sucre, en cassant les prix. Pour cela, l'infrastructure de MATIF SA, tant au niveau de son « clearing » que de sa recherche-développement, devrait permettre de diminuer les coûts.

De plus, pour stimuler les échanges, une relocalisation de ces produits devrait être décidée rapidement. Les contrats sur les marchandises, négociés jusqu'à présent rue de Vienne à la Bourse de commerce, devraient rejoindre le dernier étage du palais Brongniart pour être échangés dans les mêmes salles que les contrats financiers.

Les dirigeants de MATIF SA n'excluent pas aussi de se développer dans certaines niches régionales, à l'exemple de ce qui se fait pour la pomme de terre à Tourcoing. Des projets locaux devraient voir le jour prochainement. « Des produits sor-

tirom de la politique agricole commune. Il faut être les premiers à proposer les négociations », affirme M. Pfauwadel. La même politique de spécialisation pourrait être appliquée aux métaux et, pourquoi pas, à certaines matières pétrolières. Enfin, l'idée d'un contrat sur l'or, évoquée périodiquement depuis plusieurs années, est toujours dans l'air, contrairement aux souhaits des commissionnaires. Mais celui-ci ne servirait pas de moteur à la relance prévue car rien ne sera entrepris tant que les dispositions réglementaires (taxations) sur le métal jaune ne seront pas plus précises.

DOMINIQUE GALLONS

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



#### ACTIVITÉ DU GROUPE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 1989

Chiffre d'affaires consolidé par secteur (en millions de francs belges)

	1988	1989	Variations
Secteur ferroviaire	5,3	5,6	+ 5,7 %
Secteur de tourisme	7,2	8,2	+ 13,9 %
Secteur de hôtellerie	6,0	6,6	+ 10,0 %
Secteur de restauration	16,3	18,0	+ 10,4 %
Location de voitures	0,7	4,0	N.S.
Activités diverses	1,8	2,4	+ 33,3 %
	37,3	44,8	+ 20,1 %

La progression du chiffre d'affaires dans le secteur de la location de voitures n'est pas comparable d'une année sur l'autre, le premier semestre 1988 n'enregistrant que notre part dans le chiffre d'affaires EUROPCAR du 15 mai au 30 juin, alors qu'en 1989 l'activité résultant de la fusion EUROPCAR-INTERRENT est enregistrée à partir du premier janvier.

La progression de ce secteur nouveau est satisfaisante quoique non pleinement conforme aux prévisions en termes de résultats.

Les autres activités du groupe progressent globalement de 11,5 % par rapport à l'année précédente :

- le secteur ferroviaire poursuit sa progression régulière dans les principaux pays européens où cette activité est exercée ;
- dans un contexte mondial devenu plus favorable, le secteur de tourisme renforce ses positions sur la plupart des marchés ;
- la croissance du chiffre d'affaires de l'hôtellerie provient d'une très sensible augmentation des taux d'occupation des hôtels confirmant, outre la bonne conjoncture générale, le succès des nouvelles marques commerciales Pullman et Albi.

An sein du secteur de la restauration, EUREST, dans un climat de vive concurrence affectant les marges, améliore ses positions sur le marché de la restauration de collectivités dans la plupart des pays. Par ailleurs, les activités de restauration sur les aires d'autoroutes en France continuent à se développer.

Les comptes consolidés du groupe arrêtés à fin juin 1989 dégagent un bénéfice net, hors intérêts minoritaires, de 369 MF contre 617 MF pour la même période de 1988. Cette hausse semestrielle ne doit pas être extrapolée à l'exercice entier. En effet, les mois d'été exercent traditionnellement une influence décisive sur l'ensemble des activités du groupe. Si cette influence est positive, cette année, sur les secteurs ferroviaire, de tourisme et de hôtellerie, il n'en sera probablement pas ainsi sur les secteurs de la location de voitures et de la restauration collective. De plus, les résultats devront prendre en compte les charges financières inhérentes à la prise de participation dans SODEXO opérée en août. Participation qui ne figure pas à la consolidation des résultats du groupe WAGONS-LITS qu'au cours du prochain exercice.

#### Dans Télérama cette semaine

### Les enfants malades de la télévision, est-ce bien sûr ?

La télévision mauvaise nourrice ? La télévision qui traumatise les enfants, qui les pousse à la violence ? Tout le monde le dit... sauf certains spécialistes des enfants. Au-delà des idées reçues, un débat contradictoire et... violent, que Télérama vous rapporte cette semaine. La Perestroïka vue dans les rues de Moscou et de Leningrad. Un reportage de Télérama, surréaliste et inquiétant sur un peuple désorienté. A propos du Prix Goncourt, vous vous amusez à lire les portraits drôles et vachards des écrivains de leur temps, les frères Goncourt. Et toujours dans Télérama, les livres, les films, les musiques, la radio et tous les programmes TV heure par heure.



Télérama : l'intelligence des plaisirs.  
Chaque mercredi, chez votre marchand de journaux.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Objectif Capitalisation !

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1989, la capitalisation des revenus des OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières) est autorisée en FRANCE. Un avantage dont peut bénéficier immédiatement toute la clientèle des SICAV suivantes :

- PLACEMENT J, SICAV monétaire court terme.
- PLACEMENT M, SICAV monétaire court terme (pour les souscriptions ultérieures au 17/11/89).
- PLACEMENT COURT TERME, SICAV de trésorerie.
- PLACEMENT PLUS, SICAV OBLIGATAIRE de moyen terme.
- PLACEMENT PREMIER, SICAV OBLIGATAIRE long terme de 1<sup>re</sup> catégorie.

Les conseils d'administration de ces SICAV se sont tenus le 27 septembre 1989 et ont approuvé la résolution concernant la non-distribution des intérêts des revenus (sous réserve de l'approbation d'une AGE à venir), transformant ainsi pour l'exercice en cours et les suivants, toutes ces Sociétés en SICAV de CAPITALISATION.



SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT  
LES VALEURS SÛRES



# ILE-DE-FRANCE

Une initiative en « ville nouvelle »

## Le théâtre chez soi

L'idée paraît simple mais il fallait y penser. Puisque les Français, dans leur immense majorité, ne mettent jamais les pieds au théâtre, ce sont les comédiens qui vont se produire à domicile. Concept ingénieux en effet mais d'application difficile.

Si dans le passé les salons des châteaux pouvaient se transformer, l'espace d'un soir, en salle de théâtre, nos modestes appartements de citadins modernes paraissent bien trop exigus pour cela. Et, par ailleurs, comment convaincre des gens qui ne sont pas spontanément attirés par le comédien de recevoir des « salimbanches » chez eux ?

collectivité groupées au sein de la ville nouvelle.

« La Coupole », c'est son nom, marche fort bien avec ses quatre-vingts soirées annuelles, ses cinquante-cinq mille spectateurs, dont deux mille abonnés, et son budget de 9,5 millions dont plus du quart provient des entrées payantes. Mais Buisson et Grasset se désolent de constater que 90 % des habitants de la région ne viennent pas à leurs spectacles alors que beaucoup se disent tout de même intéressés. Aussi, depuis trois ans, et fort de l'expérience qu'ils ont acquise ailleurs, notamment au Théâtre de l'Est parisien qui dès 1982 allait jouer à domicile et dans les bistrotiers (Le Monde du 16 mai 1983), ils vont

vécu une expérience qu'ils n'oublieront pas. Les comédiens étaient arrivés une heure auparavant pour « reconnaître le terrain » — 50 mètres carrés dans un immeuble d'I.H.M. — organiser la mise en scène et s'habiller dans la salle d'eau grande comme un mouchoir de poche. Point de décor évidemment, celui de l'appartement faisant l'affaire. La pièce, une succession de sketches illustrant la vie quotidienne d'un couple, s'est déroulée à la fois dans le coin salle à manger, dans l'entrée et dans la chambre à coucher. Les spectateurs suivaient les acteurs au gré des scènes.

Dans le décor de tous les jours

Jamais les Morlot et leurs invités n'avaient vu des comédiens d'aussi près, quasiment mêlés à eux, écoutant leurs confidences et sentant presque leur odeur. Dans la scène de passage — en tout bien tout honneur — sur le lit conjugal, cela confondait au voyeurisme. Bien entendu les pièces du théâtre à domicile sont soit écrites spécialement soit choisies dans un répertoire intimiste. Elles mobilisent peu d'acteurs et ceux-ci peuvent retenir leurs gestes et leurs intonations. Une mimique suffit à la fois dans une salle de quatre cents places il faudrait une ample gestulation.

Après la « représentation », les Morlot ont proposé un buffet à leurs hôtes, spectateurs et comédiens mêlés. « Cela me fait grand plaisir d'offrir une telle soirée à mes amis », disait Isabelle ; moi j'ai trouvé passionnant de voir des acteurs évoluer dans mon décor de tous les jours et utiliser mes objets familiers », expliquait Jean-Luc. Quant aux comédiens, pressés de questions, ils avouaient que jouer dans ces conditions est un exercice périlleux. « Le moindre faux de ton ou de mise en scène saute aux yeux. Ça ne pardonne pas », dit Jean-Luc. « Ça ne pardonne pas », dit aussi Jean-Luc. « Ça ne pardonne pas », dit aussi Jean-Luc.

Ainsi durant plus d'un mois, ce sont environ huit mille barbouilles de l'Est parisien qui se sont initiées aux petits secrets et aux fortes émotions du théâtre. Après l'avoir reçu à domicile, il lui rendront peut-être demain la politesse en allant à « La Coupole ». C'est en tout cas ce que souhaitent le directeur de cette salle et les élus qui la subventionnent.

MARC AMBROISE-RENDU



Plusieurs troupes ont pourtant triomphé de ces obstacles et, en Ile-de-France comme dans d'autres provinces, elles se produisent fréquemment chez des particuliers. Elles se sont même réunies du 24 octobre au 19 novembre dans la ville nouvelle de Melun-Sénart... Seine-et-Marne, pour le « premier festival mondial du théâtre à domicile ». Outre une douzaine de groupes français, des audacieux venus d'Italie, du Canada et de Belgique avaient fait le voyage.

L'initiative de cette manifestation originale revient à Georges Buisson, trente-neuf ans, et Alain Grasset, un ancien prof de philo de quarante-deux ans, qui dirigent le beau théâtre que l'architecte Jean Nouvel (au crayon duquel on doit aussi l'Institut du monde arabe) a fait construire, voici trois ans, sur la commune de Combe-la-Ville, l'une des huit

au-devant de leur public potentiel pour lui donner envie de sortir un soir à « La Coupole ».

Cet automne ils ont risqué le tout pour le tout en organisant le festival. Résultat : deux cent cinquante familles de Seine-et-Marne et du Val-de-Marne ont eu droit à une soirée théâtrale à domicile, tout comme au Grand Silex XIV recevait Molière et ses acolytes dans les appartements privés de Versailles.

L'autre soir, par exemple, à Yerres, Jean-Luc et Isabelle Morlot — lui est paysagiste, elle institutrice — hébergèrent pour quelques heures une quinzaine de comédiens et des comédiennes. Linette, la compagne Fievet-Païes, qui ont interprété l'une des pièces de leur répertoire Croq' d'Amour.

Assis sur leurs talons dans le living, serrés sur les canapés, ces jeunes ménages bienheureux ont

Dans le neuvième arrondissement

## Le nouvel hôtel de Bony

Au fond d'une longue allée privée ouvrant 11, rue Biot, dans le neuvième arrondissement de Paris, l'entrepreneur René Bony avait fait construire, sans doute par l'architecte Jules Jean Baptiste Joly, peu après 1924, un hôtel isolé, cube harmonieux destiné à la maîtrise des villas de Palladio, enfermé dans un espace clos planté d'arbres que l'ouverture de la rue de Trévise en 1936 vint discrètement dévoiler aux passants. Les appartements avaient été décorés avec le plus grand raffinement dans le style néo-consulaire (peintures, stucs, statues), et formaient un véritable conservatoire de l'art ornemental de la Restauration.

Cet hôtel s'était complètement dégradé et était menacé de démolition. Tout ce qu'on obtint des propriétaires délaissés, c'est que les autorités compétentes mettent cette maison hors d'eau et enfin que l'hôtel de Bony soit classé le 8 avril 1976. Les travaux commencèrent, et il était question que la Ville de Paris y installât une sorte de maison de la culture et des arts pour l'arrondissement. Le projet

n'eut pas de suite, et finalement, l'hôtel a été racheté par une société financière, et les travaux de restauration et de reconstitution des parties vestigiales ou dispersées ont été exécutés sous le contrôle des architectes des Monuments historiques.

Si l'hôtel de Bony a ainsi retrouvé toute sa beauté originale, il le doit aux efforts de Mme Tanret, qui lutte depuis près de trente ans pour la conservation des plus belles et des plus anciennes maisons de Paris, va recevoir le 15 novembre des mains de Mme Nebout, maire adjoint chargé de l'environnement à la mairie de Paris, la grande médaille de vermeil de la Ville.

Pour tout cela et pour beaucoup d'autres fructueuses interventions, Mme Tanret, qui lutte depuis près de trente ans pour la conservation des plus belles et des plus anciennes maisons de Paris, va recevoir le 15 novembre des mains de Mme Nebout, maire adjoint chargé de l'environnement à la mairie de Paris, la grande médaille de vermeil de la Ville.

ANDRÉE JACOB

A La Roche-Guyon

## Une région en forme de forêt

Deux mille élus de l'Ile-de-France, maires et conseillers généraux, étaient invités le 9 novembre par le président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg, et celui de l'Agence des espaces verts, M. Edouard Bonnetous, à venir planter symboliquement « leur » arbre dans le nouvel arborétum de La Roche-Guyon : un espace de 12 hectares dans le Val-d'Oise, à la limite de la Normandie, au sud-ouest du Vexin français.

L'objectif est de sauver et de réhabiliter la forêt d'Ile-de-France, fortement menacée, particulièrement par les autoroutes, comme ce fut le cas dans le massif des Trois-Pignons, à Fontainebleau, ou dans la forêt de Marly, et comme cela risque de l'être dans la forêt de Saint-

Germain, qui doit être traversée par l'A14 ou l'A86.

L'arborétum de La Roche-Guyon reproduit au sol la carte de l'Ile-de-France, avec ses huit départements, son fleuve et ses rivières.

Chaque « département » comptera autant d'arbres — mais chaque fois d'une seule espèce — que de villes. Ainsi Paris plantera 20 platanes ; la Seine-et-Marne, 524 châtaignes rouvres ; les Yvelines, 262 hêtres communs ; l'Essonne, 196 érables-planes ; les Hauts-de-Seine, 36 tilleuls à petites feuilles ; la Seine-Saint-Denis, 40 merisiers ; le Val-de-Marne, 47 charmes ; le Val-d'Oise, 185 frênes communs. Les allées seront bordées de résineux comme des séquoias, des pins

A Boissy-Saint-Léger

## Une bibliothèque sonore pour les malvoyants

Michel Mignard, PDG de Gestetner-France, élu entrepreneur de l'année 1989, a créé à Boissy-Saint-Léger une association pour promouvoir le mécénat d'entreprise et notamment celui des PMI et PME. Dans ce cadre, il vient d'ouvrir une bibliothèque sonore pour les malvoyants. Rien qu'elle soit riche de huit cents œuvres et notamment d'ouvrages pour enfants, il entend dépasser la simple notion de prêt sur stock en offrant aux utilisateurs la possibilité de faire enregistrer le livre de leur choix dans un délai de quinze jours.

Si l'Association pour le développement du mécénat fournit les moyens logistiques et techniques, elle manque cependant de voix. C'est pourquoi elle est à la recherche de volontaires souhaitant enregistrer une œuvre soit seul soit en dialogue. Ils seront conseillés par l'animatrice d'une troupe de théâtre, qui testera le timbre de leur voix et les conseillera.

FRANCIS GOUGE

POINT DE VUE

La réorganisation de la région parisienne

## Un chantier mal mené

par Claude Heurteaux

Qui n'a pas rêvé que Paris devienne la capitale économique de l'Europe ? C'est au moment où certains indices favorables apparaissent à commencer par l'attrait que l'Ile-de-France exerce sur les investisseurs étrangers — que l'Etat frappe : alourdissant de la fiscalité, création d'une nouvelle taxe sur les bureaux, rétablissement d'un agrément administratif. Tous les instruments rouillés du dirigisme sont extirpés de la boîte à outils de la technocratie. Londres, Bruxelles, Francfort et quelques autres villes peuvent se réjouir. Paris risque, dans l'avenir, de ne plus représenter pour elles une concurrence dangereuse. Moins à cause des déséquilibres existants que de la manière dont le gouvernement entend y remédier.

Ce n'est pas la première fois qu'il est constaté que l'Ouest parisien se développe plus rapidement que l'Est parisien. Néanmoins, il est vrai que ce phénomène a connu une certaine accélération ces dernières années. Près de la moitié des surfaces de bureaux faisant l'objet d'une demande de permis de construire se sont localisées dans les Hauts-de-Seine. Mais il est tout aussi vrai de remarquer que cet état de choses résulte principalement d'importantes et nombreuses libérations de terrains à un même moment. Plus de 45 hectares pour les seules installations Citroën. Près de 20 hectares pour Renault. Sans compter le départ d'autres grandes entreprises de Lavallois, Boulogne ou Issy-les-Moulineaux. Et comme la nature a peur du vide, la construction d'immeubles de bureaux a immédiatement suivi la destruction de bâtiments industriels devenus vacants. Phénomène d'autant plus spectaculaire que l'Ile-de-France n'échappe pas à la dynamique de la tertiarisation. Et c'est tant mieux.

Est-ce à dire pour autant que l'Est se soit effondré ? Sûrement pas. Le triangle gare de Lyon/Bercy/Tolbiac n'est pas encore d'or mais devient d'argent. L'axe Vincennes/Marne-la-Vallée est une réalité, Disneyland un attrait potentiel considérable. De grands groupes s'installent dans l'Est parisien venant du centre de la capitale.

Les effets de l'agrement

Le développement économique ne se décrit pas du fond de quel que ministère à coupe de textes et de taxes. Il s'opère par la mise en place d'infrastructures adaptées aux besoins des entreprises et de ceux qui y travaillent. Là encore, l'Est l'emporte sur l'Ouest. Avec la Francilienne, l'autoroute A 86, l'interconnexion TGV, l'aéroport de Roissy, etc. A l'Ouest, le programme d'équipement se révèle moins ambitieux. Le projet de l'autoroute A 86 à péage en est un exemple.

A l'Est, les terrains se développent et les infrastructures existent et le marché immobilier est actif. Autant d'atouts qui permettent d'affirmer que ce secteur deviendra dans un proche avenir ce qu'est l'Ouest aujourd'hui. Et ce sans avoir besoin de recourir à une réglementation contraignante et anti-économique comme on sait en créer.

Trop de bureaux à l'Ouest et pas assez de logements à l'Est ? Ce constat est exact pour un certain nombre de communes qui privilégient les bureaux aux logements. Il en ira ainsi aussi longtemps que les collectivités auront pour préoccupation essentielle d'attirer des entreprises pour bénéficier de taxes professionnelles. Ceci pose le problème de la fiscalité locale par rapport aux charges qui incombent aux communes.

Meis lorsque ce déséquilibre est évoqué, on ne peut s'empêcher de poser cette question : à qui la faute ? Si faute il y a, l'Etat n'a-t-il pas été le premier à montrer la voie ? En autorisant quelque deux millions de mètres carrés de bureaux, n'a-t-il pas voulu faire de la Défense la vitrine de la France des affaires ? Et, que je sache, il a choisi l'Ouest pour cela. Paris gagné. Ce dont il faut se féliciter. Paris perdu si demain l'Etat condamnerait la politique de l'Etat.

A l'heure où chaque pays européen, concurrent des autres, s'emploie à attirer les investisseurs étrangers, quelle image donne la France ? Celle d'une bureaucratie envahissante, changeante, intervenant d'une façon désordonnée sur les marchés et ne tenant pas compte des réalités économiques.

L'histoire de l'agrement en est la meilleure illustration. Durant des années, il a existé en région parisienne une double autorisation administrative préalable. L'une visait la construction de « bureaux en blanc » (c'est-à-dire de locaux dont on ignorait à l'origine les destinataires) ; l'autre la location ou l'acquisition de bureaux en vue de leur utilisation. Envisager une réforme de cette procédure était souhaitable. Il pouvait s'agir, soit de supprimer ces deux sortes d'autorisation, soit de maintenir la première et de supprimer la seconde. Contre toute logique économique, le gouvernement Fabius, en 1985, fit différemment. Il supprima l'agrement promoteur et laissa l'agrement utilisateur. Ce qui signifiait pour les bureaux la liberté recouvrée d'en construire et la limitation maintenue de les utiliser.

Qui doit payer les infrastructures ?

Et les dirigeants aujourd'hui de s'en prendre à la loi du marché et de réclamer le rétablissement de l'agrement promoteur pour une partie de l'Ouest parisien. Il faut être clair : les soubresauts du marché trouvent une explication dans l'interventionnisme étatique sous la forme de l'agrement. Cette procédure a constamment faussé le marché : en gros, surproduction de 1972 à 1975 ; pénurie de 1980 à 1985 ; crainte de surproduction de 1986 à 1991. Le rétablissement prévisible de cet agrément risque d'aboutir de nouveau à une situation de pénurie qui profitera aux autres capitaux européens, qui ignorent de telles procédures.

Bien évidemment il en résultera une accélération de l'augmentation des prix et valeurs locatives.

Il est évident qu'en Ile-de-France, les équipements tels qu'autoroutes, transports en commun, logements sociaux sont devenus insuffisants. Les entreprises en font l'expérience quotidiennement. Les Franciliens également. A cela, rien de bien surprenant. En France, l'habitude est de créer les infrastructures postérieurement à l'installation des activités économiques. C'est regrettable, mais c'est ainsi. Toutefois, en Ile-de-France, le retard est important, l'addition sera lourde. Et la question est de savoir qui va payer. L'Etat affirme que ce ne sera pas lui. Jamais, affirme-t-il, le Parlement, constitué pour une large majorité de parlementaires de province, n'acceptera de financer des infrastructures pour l'Ile-de-France. Et l'Etat de se retourner vers les utilisateurs potentiels sous la forme d'une taxe annuelle sur les bureaux, modulée selon les secteurs géographiques.

La solution manque d'originalité. Elle est dénuée de toute ima-

gination et a souvent été pratiquée dans le passé. A écouter le gouvernement, on peut se demander où est la solidarité nationale. Le Parlement ne serait-il qu'une addition de représentants d'intérêts locaux, voire d'intérêts de clocher ? On ne peut l'imaginer. D'autant que l'Ile-de-France est un excellent produit d'appel pour attirer les entreprises étrangères en France. Le développement de la première région de notre pays, loin de nuire au développement des autres régions, le précède et l'accompagne.

« Taxe sanction »

Par ailleurs, où est la logique du raisonnement qui nous est proposé ? Le gouvernement affirme que les utilisateurs doivent payer les infrastructures à créer. Dont acte. Mais alors pourquoi faire porter cette nouvelle charge principalement sur les entreprises installées à l'Ouest alors que les équipements projetés intéresseront essentiellement l'Est ?

Reste une dernière observation. Est-il vrai que seules les entreprises utilisatrices des infrastructures à créer les financeront au lieu et place de l'ensemble des contribuables ? Sûrement pas. En effet, que va entraîner cette taxe annuelle ? A coup sûr, une augmentation du coût de revient des produits et services que les entreprises répercuteront dans leur prix de vente. Qui, en définitive, supportera cette charge nouvelle si ce ne sont les clients de ces entreprises ? Sans distinction entre ceux qui sont en Ile-de-France, en France ou à l'étranger.

Quant au montant de cette « taxe sanction » qu'en sera-t-il ? Un montant faible la rendrait inefficace. Un montant élevé nuirait à la compétitivité des entreprises concernées. Sauf pour celles-ci à se transférer ailleurs. Et qui pourrait assurer qu'elles resteraient en France ?

Le problème est simple : veut-on faire de Paris une capitale européenne ? Si oui, la politique que le gouvernement entend mettre en œuvre, affaiblissant du même coup la France tout entière. La voie est claire : il faut d'abord revoir profondément le SDAU de l'Ile-de-France qui a plus de vingt-cinq ans. Que d'évolutions en un quart de siècle ! Il faut ensuite renforcer le pouvoir du SDAU. A la différence du précédent, il ne doit pas se contenter d'interdire mais il doit obliger à faire. Aux collectivités territoriales ensuite à prendre leur responsabilité en s'y adaptant.

Mais une condition essentielle doit exister : ce travail de réflexion pour l'avenir doit être conduit de concert par l'administration, les élus et les acteurs économiques du développement régional. En un mot, une vraie concertation menant à un réel consensus. L'économie de marché fera le reste. Il le fera bien. En tout cas, mieux que l'Etat.

► CLAUDE HEURTEAUX est président du groupe Auguste-Thourard.

## LA VIE PASSIONNÉE D'UN IMMENSE GÉNIE

Gilbert Sinoué  
AVICENNE  
ou  
LA ROUTE  
D'ISPAHAN

Denoël



552 من الاموال

صكنا من الاحل



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

## CEI Consultants Ltd PROJECT MANAGER/PRINCIPAL CONSULTANT BRUSSELS



CEI is an innovative international consultancy, based in the UK, which specialises in local economic development, human resources, urban and rural regeneration and the management of change.

We have recently opened an office in Brussels, in addition to our 3 offices in the UK, to extend our business in other European countries and to work for the European Commission. Currently we are managing a major 3-year contract for the EC on long-term unemployment - the ERGO Programme.

We are now about to appoint someone to lead our Brussels team and to manage the ERGO Programme. You are required to be fluent in English and French. Other languages would be an advantage. Senior experience of consultancy or project management is required, preferably in economic or social issues. The post is based in Brussels and involves regular travel in Europe.

For further information phone or write to:  
Cheryl Philipps, CEI Consultants Ltd., Trident House, 31-33 Dale Street, Liverpool, L2 2HF, United Kingdom. Tel: 051-236 6360.

Closing date for applications: November 28th.

We welcome applications from suitably experienced people regardless of gender or ethnic origin.

## CEI Consultants Ltd DIRECTEUR DE PROJETS/CONSULTANT BRUXELLES



CEI est un cabinet de Conseil international basé au Royaume Uni, spécialisé dans les domaines d'innovation du développement économique local, des ressources humaines, de la régénération rurale et urbaine et de la gestion du changement.

Afin d'élargir nos contacts avec d'autres pays européens et de travailler avec la Commission Européenne, nous avons ouvert un nouveau bureau à Bruxelles, en complément des 3 bureaux dont nous disposons au Royaume Uni.

A présent nous gérons pour le compte de la CE un important programme de 3 ans en faveur des chômeurs de longue durée, le programme ERGO.

Nous souhaitons recruter un directeur de projets pour ERGO qui dirigerait notre équipe bruxelloise.

Une pratique courante de l'anglais et du français est indispensable; la connaissance d'autres langues serait un avantage.

Une expérience de consultant senior ou de gestion de projets est demandée, de préférence dans les domaines sociaux et économiques. Le poste est basé à Bruxelles et requiert de fréquents voyages à l'étranger.

Pour plus d'information contactez:  
Cheryl Philipps, CEI Consultants Ltd., Trident House, 31-33 Dale Street, Liverpool, L2 2HF, United Kingdom. Tel: 051-236 6360.

Date limite de dépôt des candidatures: 28 Novembre.

Nous considérons toutes applications de candidats répondant à nos critères d'expérience et de qualification sans distinction de sexe ou d'origine ethnique.

## CATALYSEURS AUTOMOBILES

Notre unité de production est implantée à Florange en Lorraine, et fabrique des catalyseurs automobiles. Pour faire face à la demande croissante de nos partenaires et à notre important développement, nous sommes amenés à renforcer nos structures.

### DIRECTEUR DE FABRICATION

En collaboration avec la direction générale dont vous dépendez, vous coordonnerez les activités de fabrication en moyenne série de produits de haute technicité. Ingénieur chimiste ou génie chimique, vous justifiez de 5 années d'expérience dans la direction d'une unité de production. Votre maîtrise des méthodes modernes de contrôle de process, de gestion des coûts et des délais, et votre sens du management ont su conquérir vos équipes. Bien sûr, vous parlez anglais couramment.

Pour ces deux opportunités, la rémunération est à la hauteur des responsabilités. Votre formation sera assurée aux Etats-Unis et vous pourrez participer pleinement à notre challenge.

Adressez votre dossier complet à:  
ALLIED SIGNAL AUTOMOTIVE CATALYST SA  
21 Ste Agathe - 57190 FLORANGE  
UNE FILIALE DE ALLIED SIGNAL INC. MORRISTOWN, NJ, USA



### DIRECTEUR QUALITE

En liaison avec la direction de fabrication et en collaboration avec la direction générale, vous prendrez en charge notre service qualité (respect des normes, procédures d'audit...). Ingénieur chimiste, vous avez démontré au cours d'une expérience dans des fonctions équivalentes que la "qualité" est votre principale préoccupation. Vous nous apporterez votre sens du contact et de la négociation technique que vous pourrez mener indifféremment en anglais et en allemand.

Le 1er ouvrage de référence dans le domaine des Ressources Humaines Européennes.

GUIDE EXCEL  
PARUTION DÉCEMBRE 89



Le Monde  
CAMPUS

## LE 1<sup>er</sup> GUIDE EUROPEEN DU RECRUTEMENT ET DES FORMATIONS D'EXCELLENCE

Renseignements et souscriptions: HCE 6, Rue Monigny 75002 PARIS. Tél: 42 86 08 22

## Le Monde INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 A

L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) recherche des candidats pour des postes de Consultant technique principal en stratégie industrielle pour des projets de coopération technique dans des pays africains francophones. La mission est d'une durée d'un an (avec possibilité de prolongation). Elle consiste à animer une équipe de consultants spécialisés chargés d'aider le gouvernement à organiser et à gérer un dispositif de concertation avec les industriels, les financiers et les autres opérateurs économiques concernés dans la formulation et la mise en œuvre de stratégie et de plans d'action pour le développement d'un nombre sélectionné de filières industrielles. Qualifications : diplôme universitaire en économie industrielle et/ou en management d'entreprise avec une expérience confirmée d'au moins 10 ans dans la formulation et la mise en œuvre de stratégie et dans l'organisation et le fonctionnement de dispositifs de concertation entre l'Etat et le secteur industriel. Aptitude aux contacts humains et esprit d'équipe. Rémunération : en rapport avec qualification et expérience et selon la grille des salaires de l'ONUDI. Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé et photo à :

ONUDI  
Service du Recrutement  
des agents engagés au titre  
de projets  
Région : PARIS/SH  
B.P. 300  
A-1400 Vienne  
FRANCE

### OFFRES D'EMPLOIS

OXFORD  
collège et anglais Ltd  
recherche agents sur  
Paris pour informer les étudiants  
sur nos cours de langues.  
Ecrire : Oxford college of  
english, 1, Alfred street,  
Oxford, Angleterre.

Recherche  
**INGÉNIEUR  
ELECTRONICIEN**  
Bonne connaissance analogique pour étude, conception et planification de l'assemblage des processus de fabrication, dans le respect des coûts et délais fixés.  
LEU DE TRAVAIL  
ST-QUENTIN-EN-YVELINES  
Tél. : 34-88-81-48

1er réseau mondial d'agences de voyages, avec 786 agences implantées dans 35 pays développant un volume d'activité de 11,5 Milliards de francs, recherche pour sa Direction Internationale

## Contrôleur de Gestion Adjoint du Directeur Amérique Latine

Mission :  
- assurer le suivi budgétaire des filiales en Amérique Latine,  
- veiller à l'homogénéité des procédures conformes aux normes de la compagnie,  
- consolider et former en matière de contrôle de gestion et de comptabilité les responsables locaux,  
- suivre les dossiers informatiques.

Profil :  
- Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion/Commerce,  
- bonnes bases de comptabilité,  
- 3 à 5 ans d'expérience,  
- parfaitement bilingue français/espagnol,  
- disponible pour des déplacements de l'ordre de 50 % du temps.  
Le poste est basé à Paris.

Envoyer lettre de candidature, curriculum vitae et prétentions sous n°2081MO à : Wagons-Lits, Direction du Personnel et de la Communication, 14 rue d'Athènes, 75008 PARIS.



## DEMANDES D'EMPLOIS

Homme 30 ans, DUC  
**JURISTE FISCALITE**  
(4 ans) rech. cabinet en  
société pour poste fiscaliste.  
31-74-76-69.

Technicien Supérieur  
**DUT BIOLOGIE**  
Option IAA, 3 ans expérience en  
recherche et développement  
(produits naturels rech. poste  
senior avec respons., dans  
entreprise Paris ou Province,  
région indif. pouvant offrir per-  
spective d'évent.).  
Ecrire sous n° 1776/M  
à PARFRANCE Annonces,  
12, rue Ch.-Lamou, 75015 PARIS.

Professeur d'anglais  
(langue + commercial)  
cherche position en France.  
Préférence enseignement aux  
adultes. Maximum :  
25 h/semaine. Libre jeudi. R.D.  
Contacteur Claire Kizmina,  
378, Derby Road, Larnaca,  
Nicosie, N°7 200, G.-C.

Profil : 42 ans, exp. étran-  
ger, assez bonne connais-  
sance anglaise, rech. emploi  
dans entreprise étrangère ou  
Paris.  
Ecrire sous le n° 8618  
13 MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy  
75007 Paris.  
JF, BAC A7, rech. place pour  
mener 078 Groupes Gestion  
par contrat de qualification.  
47-27-88-88.

Cabinet de Conseil en Organisation  
Gestion et Systèmes d'Information  
recherche pour ses missions  
en France, en Afrique et à Madagascar

**Spécialistes Schéma Directeur  
Système d'Information et de Gestion**  
3, 4 ans d'expérience réussie, bonne connaissance Racine-Morice.

**Spécialistes Conception et Mise en Place  
de Système de Comptabilité de Gestion**  
3, 4 ans d'audit, complété par 2 ans dans ce domaine.

**Spécialistes Organisation Bancaire**

Merci d'envoyer lettre manuscrite, c.v. et prétentions à :  
EUREXCEL ASSOCIÉS - GROUPE EUROSEPT  
3, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

## JEUNE DIPLOME, 3 ANS D'EXPERIENCE



DEVENEZ RESPONSABLE ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER DE NOTRE FILIALE A ISTANBUL

Important groupe pharmaceutique, nous réalisons plus de 3,7 milliards de CA dont plus de 50% à l'export. Implantés solidement dans le monde à travers plus d'une trentaine de filiales de distribution et/ou de production, nous venons de créer par rachat, une filiale commerciale - médecine humaine - à Istanbul. Nous en recherchons le Responsable Administratif et Financier. Répondant au directeur général de la filiale et de façon fonctionnelle au directeur de la zone Europe, vous devrez créer la fonction, organiser votre service et mettre en place des procédures, conformément à la politique définie par le groupe. Vous prendrez en charge l'ensemble des opérations comptables, financières et de gestion et représenterez nos intérêts face aux autorités locales. Enfin, très proche du directeur général, vous l'assisterez dans des missions diverses.

Diplômé d'une école de gestion, vous avez de solides bases comptables et une première expérience dans l'audit, le contrôle de gestion ou la comptabilité. Vous avez une bonne pratique de la micro-informatique et parlez couramment l'Anglais et le Français. Très autonome, vous souhaitez vivre à l'international une expérience professionnelle passionnante, qui vous ouvrira de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous réf. 617 M à notre conseil, KEY MEN - 2 rue Châteaubert, 69002 LYON.



GROUPE DANIEL PONTÉ (ANNA LTANTS)

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE  
(EPFL)

met au concours,  
pour son Département des matériaux, un poste de

**PROFESSEUR DE TECHNOLOGIES  
DES COMPOSITES ET POLYMERES**

Délai d'inscription : 31 janvier 1990

Entrée en fonctions : à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier  
relatif à ce poste au :

Secrétariat général de l'École polytechnique fédérale de Lausanne,  
CE-Echiblen, CH-1015 LAUSANNE, Suisse.





International Fund for  
Agricultural Development,  
IFAD (United Nations) Rome (Italy)  
seeks candidates for  
Project Implementation Officer.

**Duties & Responsibilities:**

- analyses project implementation aspects;
- participates in supervision and review missions;
- reviews loan amendments proposals and reports thereon;
- participates in the Technical Review Committees and preparations for project implementation workshops;
- follows up on operations-related functions;
- assists in preparing Project Completion Reports;

Candidates should have advanced university degree in Agricultural Economics, Economics or Agronomy. At least 7-10 years' experience in management of agricultural projects in developing countries preferably with international financial institutions. Full command of English and French. Working knowledge of Arabic or Spanish desirable.

Depending on experience and qualifications, net base salary from US\$ 30,279 to US\$ 41,308. Cost of living allowance subject to change according to United Nations Common system, circa US\$ 14,000.

Initial contract two years.

Send applications by 13 December 1989, in duplicate, to:

Personnel Division - IFAD  
Via del Serafico, 107 - 00142 ROME - Italy

Only shortlisted candidates will receive an acknowledgement.

**SOPREMA**



SOPREMA à Strasbourg, est la maison mère d'un groupe international en expansion, qui produit des matériaux de technologie avancée pour le bâtiment et les travaux publics (quatre usines en Europe, une en Amérique du Nord), exportés dans le monde entier.

Nous recherchons un :

**JEUNE CONTROLEUR DE GESTION**

ESC-IECS (option finances  
contrôle de gestion ou sim.)

Le candidat aura 2 à 3 ans d'expérience du contrôle de gestion au sein d'une industrie performante, disposant d'un contrôle de gestion s'appliquant à la production.

Il devra affiner et exploiter les outils de contrôle de gestion des cinq usines du Groupe (France, Europe et Amérique du Nord).

Anglais efficace indispensable.

Le poste comporte de brefs déplacements périodiques sur les sites industriels du Groupe.

Poste d'avenir, évolutif.

Ad. CV dé.  
ss réf. S/1429 à

**seletec** Conseil

25 av. d'Alsace 67 030 67069 STRASBOURG CEDEX



**MITSUBISHI ELECTRIC**

We are one of the leading Japanese semiconductor companies with our major activities in Memories, Microcomputers, Gate Arrays, GaAs-Products, Laser - and Power Components.

We are selling semiconductors to all major customers in Europe via offices in Paris, Milan, Stockholm, London, Stuttgart, Munich, Frankfurt and Duesseldorf.

To strengthen our activities in our European Headquarter we are looking for

**PRODUCT MARKETING ENGINEERS SEMICONDUCTORS**

**PRODUCT MARKETING ASSISTANTS SEMICONDUCTORS**

If you have a technical or commercial business/education background (sales, marketing, engineering) and if you are willing to live in an attractive city (Duesseldorf) in West Germany, we would like to get in contact with you.

We are a young, international and highly motivated team, looking for flexible, modern and ambitious colleagues. After 3-4 years you have the opportunity to return to your mother country!

The social benefits and salaries are good and can be negotiated based on your personal job experience. Of course, we will assist you to organize all personal matters, such as flat, working permission, etc.

Please send your written application in English language to following gentlemen:

**MITSUBISHI ELECTRIC EUROPE GMBH, or**

Milano Branch Office,  
Mr. E. Cominotto,  
Centro Direzionale Colleoni,

Palazzo Perseo 2  
Via Parezello 12,  
20041 Agrate Brianza,  
Milano, Italy.

**MITSUBISHI ELECTRIC FRANCE**

Mr. J. Le Beguec,

55, Avenue de Colmar,

92563 Rueil-Malmaison,  
France.

**MITSUBISHI ELECTRIC EUROPE GMBH**

Gothar Strasse 8 - Postfach 15 48 - D 4030 Ratingen 1 - Telefon 19492102/488-0



**MEDOIL**

Mediterranean Oil Services GmbH  
Procurement Training Recruitment

**WAHA OIL COMPANY**, one of the biggest Libyan Oil Companies for Exploration, Drilling and Production located in Tripolis, is looking for a

**System Project  
Supervisor**

for the field **BULL DPS/7**

We are offering a challenging professional alternative abroad.

For this position we are seeking a candidate who has, after a terminated study, already a minimum of 5 years' professional experience in programming and systems analysis/design for commercial applications. Experience of T.D.S. and knowledge of GCOS as well as COBOL are essential. Knowledge in the scope of IDS II and IQS would be desirable.

Your contract with **WAHA OIL COMPANY** contains salary and additional contributions which correspond to the high requirements within this EDP-Department.

Please address your application incl. covering letter and tabular curriculum vitae in English to our Personnel Department under box number 0102.

**MEDOIL GMBH, Immermannstrasse 40, D-4000 Düsseldorf 1**

**PROCTER & GAMBLE INVITES  
TOP STUDENTS ACROSS EUROPE TO THE  
1st EURO FINANCIAL SEMINAR**



We offer 24 students the opportunity to enter the real business world and develop management skills working with Procter & Gamble Executives through case studies drawn from our experience.

Applicants should have the following pre-requisites:

- Qualities of leadership
- Outstanding academic record
- Graduate in 1990 or 1991
- Good knowledge of English

The Euro Financial Seminar will be held in English at Procter & Gamble's Italian headquarters in Rome from April 2-6, 1990.

Travel and accommodation expenses will be paid for those students selected.

Please send résumé with academic qualifications in English by December 15, 1989 to:

**EURO FINANCIAL SEMINAR  
PROCTER & GAMBLE  
P.O. BOX 10075 - ROME ITALY**

هكذا من الاجل

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

locations  
non meublées  
demandesIMMOBILIER  
D'ENTREPRISE

bureaux bureaux

**1<sup>er</sup> arrdt**  
**VUE SUPERBE**  
ST-EUSTACHE. Très beau duplex 78 m<sup>2</sup>, de 18<sup>e</sup> étage, beaucoup de caractères, sol, 2 050 000 F.  
40-26-42-47/40-26-42-74.

**LOUVRE**  
RUE DU PELICAN, imm. ancien, studio, 3 fenêtres, s/rue. P. 990 000 F.  
F. FAURE, 45-48-22-70.

**ST-EUSTACHE**  
GO STUDIO + terrasse. Idéal pied-à-terre.  
P. 1 680 000 F.  
F. FAURE, 45-48-22-70.

**HALLES 190 m<sup>2</sup>**  
3<sup>e</sup> ét. sac. pierre de taille, décoration d'époque. Très bon état général. 43-38-17-38.

**2<sup>e</sup> arrdt**  
**MP ETIENNE-MARCEL**  
**APPARTEMENT 4 PÈCES**  
Prof. 10, possible, 2 200 000 F. 4 pièces.  
43-42-34-10.

**BOURSE, 2 PÈCES 43 m<sup>2</sup>**  
**A SANS 695 000 F.**  
1<sup>er</sup> ét., cour, 48-04-35-35.

**MP BOURSE. Exceptionnel.**  
STUDIO. Tour confort. A rénover. 4 pièces.  
P. 580 000 F.  
CREDIT, 48-04-06-80.

**3<sup>e</sup> arrdt**  
**METRO TEMPLE**  
2 P. 53 m<sup>2</sup>, 870 000 F.  
4<sup>e</sup> ét. Bon imm. Dole expo. Trouver au pied.  
Tél. 48-04-35-35.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
**HOTEL DE VILLE, imm.**  
XVII<sup>e</sup> s. rénové, 230 000 F.  
1<sup>er</sup> ét. 48-04-35-35.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**FER-A-MOULIN, immeuble**  
privé, 2 P. 110 m<sup>2</sup>, 1 380 000 F.  
sol, beaucoup de charme.  
1 400 000 F. 48-04-35-35.

**SAINT-MEDARD**  
Gd liv. + 1 chbr 38 m<sup>2</sup>, sol, 48-04-35-35.

**EXCEPTIONNEL**  
IDÉAL PLACEMENT ou  
PIED-A-TERRER

**NEUF JAMAIS HABITÉ**  
Dernier immeuble XVIII<sup>e</sup> siècle  
Rue de la Harpe, 1<sup>er</sup> ét. 184 m<sup>2</sup>, 400 000 F. 48-04-35-35.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**ND-DES-CHAMPS**  
5 P. 150 m<sup>2</sup>, 1 500 000 F.  
1<sup>er</sup> ét. 48-04-35-35.

**PRÉS LUXEMBOURG**  
Petit studio à rafraîchir.  
16 m<sup>2</sup> environ.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**VANILLE, RUE DE SEVRES**  
Imm. pierre de t. 5<sup>e</sup> ét. 2 fenêtres  
+ chbr, 60 m<sup>2</sup> à rénover.  
sol, verres.  
F. FAURE, 45-48-22-70.

**FLEURUS**  
SPÉCIALISTE RIVE GAUCHE  
SORTIE ST-PLACIDE  
Chambre-Midi studio, 650 000 F.  
Ruep. 2 p. 1 000 000 F.  
St-Jacq. 3 p. 1 000 000 F.  
Lyonnais, 4 p. 1 500 000 F.  
St-Sulpice, 5 p. 2 200 000 F.

**RECHERCHONS**  
**APPTS TTES SURFACES**  
45-44-22-36.

**ODEON, imm. ancien, studio**  
31 m<sup>2</sup>, 2 fenêtres, vue dégagée.  
F. FAURE, 45-48-22-70.

**9<sup>e</sup> VANEAU**  
4 p. entrée, cuis., bain, w.c., 1 500 000 F.  
F. FAURE, 45-48-22-70.

**PRÉS LUXEMBOURG**  
LIV. + CHÈME + MEZZ.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**RUE BOISSONNADE**  
4/5 P. Dole liv., 3 ch. imm.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**LUXEMBOURG**  
Grand 2 p. + mezzanine tout  
conf. rénové, 1 700 000 F.  
Tél. 48-04-35-35.

**SAINT-PLACIDE**  
maison de charme grande  
réception, 3 chambres.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**FEAU RIVE GAUCHE**  
47-05-50-38.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
**7<sup>e</sup> DUREC, A VOIR.**  
DUPLIX DE GARÇONNIÈRE  
cheminée, poutre apparente,  
t. équipé, parfait état.  
1 400 000 F. 48-04-35-35.

**SOLFÉRINO, 2 P.**  
38 m<sup>2</sup>, AVEC TRAVAIL  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**7<sup>e</sup> PRES CHAMP-DE-MARS**  
2 p. 100 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BURC**  
45 m<sup>2</sup>, 3 200 000 F.  
Tél. 48-04-35-35.

**8<sup>e</sup> arrdt**  
**MADELINE, Pierre de t.**  
5 p. 130 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**400 Clichy, A SANS.**  
Petit 2 p. 2 ch. cuis., bain,  
réf., 48-04-35-35.

**9<sup>e</sup> arrdt**  
**RUE ST-LAZARE**  
à louer, 2 p. 2 ch. cuis., bain,  
sol, 48-04-35-35.

**Luxemb. Prestation imm.**  
p. de villa duplex, 4 p. 1 000 000 F.  
48-04-35-35.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**ND-DES-CHAMPS**  
5 P. 150 m<sup>2</sup>, 1 500 000 F.  
1<sup>er</sup> ét. 48-04-35-35.

**PRÉS LUXEMBOURG**  
Petit studio à rafraîchir.  
16 m<sup>2</sup> environ.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**VANILLE, RUE DE SEVRES**  
Imm. pierre de t. 5<sup>e</sup> ét. 2 fenêtres  
+ chbr, 60 m<sup>2</sup> à rénover.  
sol, verres.  
F. FAURE, 45-48-22-70.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
**MAISON 5 P.**  
RÉNOVÉE CHARMÉ.  
P. 1 500 000 F.

**4/5 P. RÉCENT**  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
**AV. FOCH MÈME**  
5 P. 150 m<sup>2</sup>, 1 500 000 F.  
P. 1 500 000 F. 48-04-35-35.

**VUE SEINE**  
5 P. 150 m<sup>2</sup>, 1 500 000 F.  
P. 1 500 000 F. 48-04-35-35.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**BROCHARD, Studio 34 m<sup>2</sup>**  
rez-de-ch. a/c pour payé,  
cuisine rénovée, à louer.  
13 000 F. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
**R. DE PARADIS, Stand.**  
3/4 P. cuis., 2 bns, 2 w.c.,  
22 m<sup>2</sup> de terr. 100 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
3 500 000 F. 43-35-18-38.

**BEAU 2 PÈCES, 525 000 F.**  
N. COLONEL-FAURE. Excep.  
immeuble, 2 p. cuis., 525 000 F.  
48-04-35-35.

**PRODIGE CANAL ST-MARTIN**  
2<sup>e</sup> ét. bal. imm. rénové, apt  
3 p. 2 ch. cuis., 745 000 F. 48-04-35-35.

**GARE DU NORD, Pierre de t.**  
2 p. 3<sup>e</sup> ét. sur rue.  
Stroile, 48-04-35-35.

**REPUBLIQUE**  
Dernier hôtel des Marchands  
très beau 5 p. cuis., 525 000 F.  
P. 525 000 F. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**MAISON 5 P.**  
RÉNOVÉE CHARMÉ.  
P. 1 500 000 F.

**4/5 P. RÉCENT**  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**16<sup>e</sup> arrdt**  
**AV. FOCH MÈME**  
5 P. 150 m<sup>2</sup>, 1 500 000 F.  
P. 1 500 000 F. 48-04-35-35.

**VUE SEINE**  
5 P. 150 m<sup>2</sup>, 1 500 000 F.  
P. 1 500 000 F. 48-04-35-35.

**17<sup>e</sup> arrdt**  
**BROCHARD, Studio 34 m<sup>2</sup>**  
rez-de-ch. a/c pour payé,  
cuisine rénovée, à louer.  
13 000 F. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**METRO VOLTAIRE**  
STUDIO, cuis., douche,  
110 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
CREDIT TOTAL  
POSSIBLE. 48-04-35-35.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
**PRES PLACE VOLTAIRE**  
Très beau 2 p. entrée, cuis.,  
bain, w.c., 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**BASTILLE, Studio 28 m<sup>2</sup>**  
imm. pierre de t. 2<sup>e</sup> ét.  
sur rue, 480 000 F.  
48-04-35-35.

**78-Yvelines**  
MANTES-LA-JOLIE  
Centre ville, proxim. gare,  
scènes, commerces, particu-  
lier vend appartement stan-  
ding 300 m<sup>2</sup>, très beau  
admir., entrée attenante,  
4 chbrs, 2 chbrs de  
bain, 3 salles de bain cou-  
leur 2 000 000 F.  
Tél. 30-94-15-83.

**92**  
**Hauts-de-Seine**  
ISSY, R. Georges-Marie,  
2 p. 100 m<sup>2</sup>, 1 000 000 F.  
P. 1 000 000 F. 48-04-35-35.

**COURBOVOIE**  
Près Gare et RER. Imm. 74.  
Gd 2 p. 67 m<sup>2</sup>, cuis., parl.,  
salle, 980 000 F.  
ALDUM 43-33-32-62.

**NEUILLY BOIS**  
120 m<sup>2</sup>, 5 p., 2 jrd. priv.  
48 m<sup>2</sup>, P. 2 200 000 F.  
ALDUM 43-33-32-62.

**BOULOGNE, Gd 2 P. s/jrd.**  
57 m<sup>2</sup> rénové, 2 p. 2 chbrs,  
cuis., 2 p. 2 chbrs, 2 w.c.,  
48 m<sup>2</sup>, P. 2 200 000 F.  
48-04-35-35.

**LE DEBUSY**  
Une note de calme au cœur  
des affaires. Des apparte-  
ments spacieux, du studio  
au 6 pièces, entrée plain  
sud, balcon, cave, box.  
Tél. 42-55-42-43.

**BOULOGNE, Gd 2 P. s/jrd.**  
57 m<sup>2</sup> rénové, 2 p. 2 chbrs,  
cuis., 2 p. 2 chbrs, 2 w.c.,  
48 m<sup>2</sup>, P. 2 200 000 F.  
48-04-35-35.

**93**  
**Seine-Saint-Denis**  
PANTIN, METRO  
BEAU 2 PÈCES  
cuis., 2 chbrs, 2 w.c.,  
48 m<sup>2</sup>, P. 2 200 000 F.  
48-04-35-35.

**94**  
**Val-de-Marne**  
**NOGENT RER**  
Frais, 4 p., 4 p., 4 p.,  
Haut stand. Imm. pierre de t.  
1 980 000 F. 48-04-35-35.

**JOINVILLE-LE-PONT**  
34 P. 84 m<sup>2</sup>, 765 000 F.  
Proche MARNE, 1<sup>er</sup> RER,  
1<sup>er</sup> ét., 1<sup>er</sup> imm. cuis., 1<sup>er</sup> chbr,  
cuis., 48-04-35-35.



# LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>								
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
Studio 31 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	189, rue de Grenelle AGF - 42-44-00-44	4.100 + 390	<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT (suite)</b>					
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 pièces, neuf 50 m <sup>2</sup> , parking	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-55-37-02	4.230 + 453	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)</b>		
Studio équipé 45 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Le Claridge 74, av. des Champs-Élysées SAGGEL - 43-59-57-97	8.500/sem. ch./serv. compris	3 pièces, neuf 66 m <sup>2</sup> + 6 m <sup>2</sup> balcon	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-55-37-02	5.270 + 590	2 pièces 50 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	3.400 + 585
2 pièces, équipé 55 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Le Claridge 74, av. des Champs-Élysées SAGGEL - 43-59-57-97	9.000/sem. ch./serv. compris	3 pièces, neuf 91 m <sup>2</sup> , duplex 30 m <sup>2</sup> terrasse + 10 m <sup>2</sup> balc., park.	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-55-37-02	7.750 + 816	3 pièces 68 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Boulogne 25, rue de Sully SGI/CNP - 45-03-61-83	5.035 + 1.197
2 pièces, équipé 65 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Le Claridge 74, av. des Champs-Élysées SAGGEL - 43-59-57-97	9.900/sem. ch./serv. compris	4 pièces, neuf 91 m <sup>2</sup> , 35 m <sup>2</sup> terr. + 10 m <sup>2</sup> balcon, parking, duplex	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-55-37-02	7.920 + 823	6 pièces, parking 120 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Boulogne 815, av. du Général-Lacour SAGGEL - 45-06-80-36	7.120 + 1.146
3 pièces, équipé 100 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage	Le Claridge 74, av. des Champs-Élysées SAGGEL - 43-59-57-97	14.400/sem. ch./serv. compris	5 pièces, neuf 107 m <sup>2</sup> , 11 m <sup>2</sup> terr. + 10 m <sup>2</sup> balcon, duplex	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-55-37-02	8.550 + 968	2 pièces équipé 52 m <sup>2</sup> , 9 <sup>e</sup> étage	Courbevoie Cartel, 6, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	6.200/sem. ch./serv. compris
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			6 pièces, neuf 128 m <sup>2</sup> , duplex 11 m <sup>2</sup> balc., 23 m <sup>2</sup> terr., park.	Angle rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-55-37-02	10.210 + 1.150	3 pièces équipé 64 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	Courbevoie Cartel, 6, bd de Neuilly SAGGEL - 47-78-75-15	8.400/sem. ch./serv. compris
5 pièces 150 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	10, rue de Maubeuge AGF - 42-44-00-44	13.500 + 1.200	5 pièces, parking 95 m <sup>2</sup> , terrasse r.-de-ch.	34, rue du Plateau CIGIMO - 48-24-50-00	5.900 + 970	5 pièces, parking 160 m <sup>2</sup> , balcon	Neuilly 26/28, rue J.-Dulud CIGIMO - 48-24-50-00	13.430 + 2.040
<b>10<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces park, en plus 78 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage	74/84, rue Petit AGF - 42-44-00-44	5.100 + 1.180	2 pièces, parking 57 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage	Putaux 16, av. Georges-Pompidou AGF - 42-44-00-44	4.000 + 570
3 pièces, parking 78 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	5/7, rue Saint-Hubert AGF - 42-44-00-44	6.120 + 590	<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 pièces, parking 84 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Putaux 18, av. Georges-Pompidou AGF - 40-99-09-45	5.900 + 950
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Studio, parking 33 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	105, rue V.-de-L'Isle-Adam SGI/CNP - 43-61-54-59	2.498 + 320	4 pièces, parking 92 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Putaux 1, rue Volta AGF - 42-04-38-14	5.324 + 830
Studio, meublé 28 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	74, rue Améot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.915 CC/SEM.	2 pièces 82 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	19, rue des Balkans SGI/CNP - 43-67-05-36	4.958 + 917	3 pièces, parking 80 m <sup>2</sup> , 9 <sup>e</sup> étage	Putaux 57/58, quai de Dion-Bouton SOLVEG - 40-67-06-99	5.100 + 800
Studio, meublé 38 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	74, rue Améot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.510 CC/SEM.	<b>78 - YVELINES</b>			<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
2 pièces, meublé 45 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	74, rue Améot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	5.295 CC/SEM.	7 pièces, parking 129 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Bailly 34, square des Maronniers SOLVEG - 40-67-06-99	6.000 + 1.650	2 pièces 44 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Montrouil 70, rue de Lagny GCI - 40-16-28-71	3.360 + 284
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Maison, 4 pièces 112 m <sup>2</sup> , garage	Guyancourt 15, allée des Genets SAGGEL - 46-08-80-36	5.086 + 127	4 pièces, parking 95 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	Pantin 19, av. Jean-Lolive LOC INTER - 47-45-19-97	4.926 + 902
5 pièces, parking 87 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	7/15, rue St-Basile LOC INTER - 47-45-19-97	7.305 + 958	Maison, 5 pièces 130 m <sup>2</sup> , garage	Guyancourt 9, allée des Genets SAGGEL - 46-08-80-36	6.000 + 210	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 pièces, parking 43 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Versailles 86, av. de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	3.320 + 375	2 pièces, parking 58 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-61-05	3.250 + 576
3 pièces, parking 68 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	8, rue de l'Ouest SGI/CNP - 43-20-54-58	5.985 + 822	4 pièces, parking 105 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage balcon	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	8.500 + 1.050	5 pièces, parking 107 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Cachan 4, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL - 42-66-61-05	6.150 + 949
3 pièces, parking 68 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	6.644 + 500	3 pièces, parking 75 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye 40, quater A, r. des Ursulines AGF - 39-73-09-34	6.290 + 430	3 pièces, parking 68 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-05	4.022 + 736
2 pièces, parking 56 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	90, av. du Maine SOLVEG - 40-67-06-99	5.345 + 788	4 pièces, parking 88 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Saint-Germain-en-Laye 40, quater A, r. des Ursulines AGF - 39-73-09-34	6.230 + 510	4 pièces, parking 84 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-05	4.678 + 696
4 pièces, parking 87 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	9.576 + 700	Maison, parking 101 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Villiers-le-Bas 57, av. de la Croix-au-Moyne SGI/CNP - 30-44-01-13	5.480 + 327	2 pièces, parking 43 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Nogent-sur-Marne 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	4.300 + 540
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE</b>			4 pièces, 2 park. 87 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Nogent-sur-Marne 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.070
2 pièces, parking 45 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	83, rue de Lormel SOLVEG - 40-67-06-99	3.914 + 357	4 pièces, parking 76 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage balcon	Corbeil 1/3, r. des Fours-à-Chaux GROUPEMA - 49-55-56-60	3.650 + 1.200	Maison 5 pièces 120 m <sup>2</sup> , 400 m <sup>2</sup> jardin, garage	Ormesson 2, av. J.-Baptiste-Lullé CIGIMO - 48-24-50-00	5.300 + 100
4 pièces, parking 144 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	69, rue Fondry SOLVEG - 40-67-06-99	11.800 + 1.000	4 pièces, parking 76 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette R&S, « Les Grandes-Coudraies » 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-69	3.363 + 750	Studio, parking 41 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	Saint-Mandé 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	3.849 + 499
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Maison, 4 pièces 105 m <sup>2</sup> , garage	Verrières-le-Buisson 4, allée des Tamaris SAGGEL - 46-08-80-36	6.200 + 155	2 pièces, parking 50 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Saint-Mandé 31, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-19-97	4.546 + 579
2 pièces 41 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	80/82, rue La Fontaine SAGGEL - 47-42-44-44	3.180 + 590	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			3 pièces, parking 70 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	5.849 + 730
2 pièces, parking 55 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	94, rue Raymond SAGGEL - 42-66-61-05	5.250 + 1.279	3 pièces 67 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Asnières 4, rue Pierre-Durand SAGGEL - 42-66-61-05	4.242 + 781	4 pièces, parking 84 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> étage	Vincennes 44, rue Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	7.783 + 940
Studio 45 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	27, av. Kléber CIGIMO - 48-24-50-00	4.915 + 485	<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					
Studio, parking 36 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99	5.100 + 300	Studio neuf 27 m <sup>2</sup> , parking	Angles rues Marin/Goubert SEFIMEG - 45-55-37-02	2.900 + 252			
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>								
3 pièces 83 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> ét., 400 F. en plus chbre serv.	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7.885 + 1.382						
3 pièces 90 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	48, bd des Batignolles GCI - 40-16-28-71	6.085 + 986						
3 pièces, parking 71 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	21, rue Vauvargues SAGGEL - 42-66-61-05	3.783 + 1.030						

## Les résidences hôtelières

Entre l'hôtellerie traditionnelle et la location d'appartements meublés, s'est développé récemment un nouveau type d'hébergement temporaire : la résidence hôtelière. Le phénomène avait d'ores et déjà fait ses preuves dans le domaine du tourisme : à la mer comme à la montagne, des promoteurs tels que Pierre et Vacances et Orion s'y sont taillés un franc succès. A de nouveaux besoins répond depuis quatre ou cinq ans un nouveau concept : la résidence hôtelière en milieu urbain. La mobilité professionnelle accrue (mutualités temporaires, stages, voyages d'affaires, séminaires...) a donné lieu à une demande importante de logements temporaires, pour des durées très variables. Les raisons d'ordre privé peuvent aussi conduire à utiliser ce mode de logement : visite de parents ou d'amis éloignés géographiquement, privation momentanée de logement pour cause de déménagement ou de travail.

Quel est alors l'intérêt des résidences hôtelières ? Elles offrent à la fois les services courants d'un hôtel et le confort d'un « chez soi », à prix moins élevé que l'hôtellerie traditionnelle.

Les services proposés varient d'une résidence à l'autre, certains sont compris dans le prix de la location, d'autres non. Le service de « base » est d'offrir un appartement meublé, avec cuisine équipée et téléphone direct, dont on peut disposer pour une semaine ou plusieurs mois, certaines résidences offrent la possibilité de s'y installer qu'une nuit... Des services « à la carte » sont proposés en sus : services d'affaires avec photocopie, télécopie, salles de réunion... ou services privés : conciergerie, ménage, linge, etc.

« Ce qui marche », explique Jean-Maurice Burtard, directeur général adjoint de Seggel-Vendôme (qui

gère entre autres les résidences Claridge et Cartel), « est la convivialité. Après une journée de travail harassante, l'homme d'affaires aime à se retrouver comme chez lui, dans un appartement cosy, de bonne taille et bien décoré. Je ne crois pas à la trop grande place faite aux services « affaires », mais plutôt à la qualité des relations humaines dans la résidence : accueil personnalisé, discrétion du personnel, par exemple. » Au Claridge, où se trouvent des appartements sous ainsi offerts à la location, et à la résidence Cartel (cinquante appartements), Seggel-Vendôme reçoit 80 % d'étrangers, fidèles d'un voyage à l'autre. S'ils viennent régulièrement, ils peuvent laisser à la résidence une valise, des dossiers, des bibelots : ils se sentent alors un peu chez eux.

Les prix varient bien sûr suivant la catégorie des résidences. Le haut de gamme se situe surtout dans les quartiers d'affaires. A titre d'exemple, la résidence Claridge, sur les Champs-Élysées, propose un studio pour une semaine à 5 500 F, pour un mois à 17 500 F. Également très haut de gamme, la résidence du Roy (groupe Maison Française), rue François-I<sup>er</sup> à Paris, propose des studios entre 5 600 F et 5 950 F suivant les saisons. Dans une gamme inférieure, les Citadines (dans le 8<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements de Paris) : une semaine dans un studio pour une personne coûte 2 800 F.

Les résidences hôtelières se développent également dans les grandes villes de province. Notamment à Lyon (les Citadines), Marseille (les Citadines), Nice (Orion, les Résidences du Roy, les Citadines), et à la porte de Genève (Orion). Un mode d'hébergement qui devrait encore se développer avec l'europanisation des affaires.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



سكن من الاجل

## MARCHÉS FINANCIERS

## L'OPA sur la Mixte

## M. Marc Fournier pousse-t-il Paribas à la surenchère ?

M. Marc Fournier, PDG de la Navigation mixte, a déclaré au cours d'une conférence de presse, mardi 14 novembre, que l'OPA de Paribas sous-évaluait la valeur de la Mixte.

L'action psychologique se poursuit, de part et d'autre. Alors que M. Michel François-Poncet, PDG de Paribas, avait émis des soupçons sur les agissements de la Mixte, M. Marc Fournier a contre-attaqué sur un autre terrain. En « regretant que le ton ait changé et soit devenu plus agressif », le patron de la Mixte a surtout évoqué la sous-évaluation de la société par « l'agresseur » Paribas.

M. Fournier a expliqué que le prix de 1 850 F valorisait les actifs de la société aux environs de 25 milliards de francs, mais ne prenait pas en compte les 10,5 milliards de francs de trésorerie inscrits au bilan à partir de 1990 ni le potentiel de développement que connaissent certaines sociétés du groupe comme Hurel Dubois (aéronautique), GTI (transports), la Compagnie française de sucrerie. En conséquence, l'OPA devrait laisser à Paribas une confortable plus-value de « plus de 15 milliards ». La Compagnie financière qui n'entend pas se laisser entraîner à une surenchère ne vigoureusement la validité de ce calcul. Pour elle, le prix de 1 850 F offert pour chaque

titre Mixte valorise le groupe dans toutes ses dimensions. Interrogé sur la solidité de son actionnariat, M. Fournier a estimé que « compte tenu des droits de vote double » Paribas n'obtiendrait pas une majorité à 55 % et que l'actionnariat stable de la Mixte n'apporterait pas ses titres à l'OPA.

Reste à savoir ce que signifient les mots « actionnariat stable » pour une société qui a vu plus de 60 % de son capital tourner en Bourse depuis le mois d'août. Au cours du seul mois d'octobre, les échanges sur le titre Mixte ont constitué 36 % du volume total. Il existe donc un fort volume de titres qui fait l'objet d'un échange permanent entre les opérateurs. Si Paribas et les AGF ont pu monter aussi rapidement dans le capital de la Mixte, c'est que ce volume est d'importance, même si Paribas n'a pas acquis ses titres uniquement sur le marché. Mercury, ex-actionnaire de la Mixte, se serait ainsi défaussé en bloc de ses 5,89 % de titres au profit de la compagnie financière.

Pour mieux situer les actionnaires stables, Paribas a envoyé des émissaires lundi au siège de la Banque pour prendre connaissance de la liste des actionnaires possédant plus de mille titres. La chose est de bonne guerre, mais on peut s'étonner qu'elle survienne en cours d'OPA au lieu de la précéder.

YVES MAMOU

## La COB transmet son rapport au procureur de la République

## Le RES de Darty en question

La Commission des opérations de Bourse a annoncé, mardi 14 novembre, qu'elle avait transmis au procureur de la République son rapport sur l'OPA effectuée par la Société financière Darty sur le capital des Etablissements Darty et fils. Motif : « manquement de nature à influencer la décision des actionnaires ».

En juillet dernier, il n'y avait même pas « d'affaire Darty », à en croire M. Jean Farge, l'ancien président de la Commission des opérations de Bourse (COB). Cinq mois plus tard, cette même Commission rend public le fait qu'il y a eu enquête et qu'elle a décidé d'en transmettre le rapport au procureur de la République afin qu'il puisse « donner à cette affaire toutes suites qu'il estimera utiles, notamment au regard de l'ordonnance de 1967, sanctionnant la diffusion d'informations trompeuses ».

Pour la COB, l'information diffusée pendant le déroulement du RES (reprise de l'entreprise par les salariés) n'a pas présenté les caractères d'exhaustivité et de précision permettant aux actionnaires des établissements Darty et fils de prendre la décision de conserver ou non leurs titres dans des conditions optimales. A l'origine, le RES Darty avait prévu la création d'une nouvelle holding, la Société financière Darty (SFD), qui devait lancer une OPA sur la totalité du capital. Au premier jour de l'OPA, la famille Darty (25 % des actions) et des investisseurs institutionnels pré-

tablement contactés (26 %) apportaient d'emblée leurs titres à la nouvelle holding pour constituer une majorité absolue qui rendait impossible toute contre-OPA. L'annonce qu'aucun dividende ne serait distribué pendant plusieurs années (endettement obligé) était diffusée parallèlement dans le public pour convaincre l'ensemble des porteurs de parts d'apporter leurs titres à l'OPA.

Un seul problème : une augmentation de capital réservée à certains institutionnels et à la famille Darty, leur permettant de récupérer dans la nouvelle holding une portion de titres proportionnelle à celle qu'ils avaient apportée à l'OPA. Les droits de vote en moins, RES oblige. C'est ce second mouvement que la COB sanctionne. Elle estime, en effet, qu'il y a eu inégalité de traitement entre les actionnaires dans la mesure où l'offre faite à certains d'entrer dans la nouvelle holding s'est révélée sélective. La Préfecture financière, Intersélections, une SICAV de la Société générale et le GAN, qui s'estimaient brimés par la manœuvre décidaient alors de conserver leurs titres et portaient l'affaire sur la place publique.

## Le refus de fusionner

Après enquête, la COB estime, aujourd'hui, que l'information diffusée pendant le déroulement de l'offre ne permettait pas aux actionnaires de prendre la décision de conserver leurs titres dans des conditions optimales. Elle ajoute qu'à l'issue de la réunion du conseil d'administration du 28 mai 1988, les dirigeants du groupe n'ont pas informé le public de leur décision d'opter pour le régime de l'intégration fiscale, renonçant ainsi à réaliser dans les cinq ans la fusion entre la nouvelle holding (SFD) et l'ancienne holding Darty et fils.

Ce refus de fusionner était principalement dû à la présence des minoritaires (GAN, PFA, Société générale) qui risquaient de voir leur petit nombre de titres (moins de 5 %) bénéficier d'un effet de levier important. Pour cause d'endettement massif dû au RES, les quelques titres subsistant de l'ancienne société Darty pouvaient voir leur valeur multipliée par cinq dans la nouvelle holding. Avec 1 % par exemple, le GAN aurait pu alors prétendre à 5 % de la SFD, ce qui mettrait l'ensemble du RES par terre. L'avenir du RES est aujourd'hui dans les mains du tribunal.

Y. M.

## NEW-YORK, 14 novembre

## Baisse

Après un début de séance très irrégulier, la Bourse de New-York s'est franchement orientée à la baisse mardi, en raison notamment des signes de ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones a perdu 16,19 points à 2 610,24. Quelque 144 millions de titres ont été échangés. Le nombre des baisses dépassait celui des hausses, à concurrence de 817, contre 623. Le cours de 514 valeurs est resté inchangé. Plusieurs statistiques ont été publiées, mardi, aux Etats-Unis. Elles confirment toutes la faiblesse de l'économie américaine en octobre, particulièrement dans le domaine industriel. En effet, la production a baissé de 0,7 %, mais, en fait, ce déficit provient, en grande partie, de la grève dans le secteur aéronautique et du tremblement de terre en Californie, qui a perturbé l'activité des groupes de l'informatique. Les opérateurs espèrent que la Réserve fédérale va assouplir sa politique de crédit, afin de redonner un coup de fouet à l'économie languissante. Pour l'instant, les quelques initiatives prises par le Fed ces derniers jours semblent trop timides. UAL, Walt Disney et Lockheed ont cédé du terrain, tandis que Digital Equipment et America Petroleum ont gagné du terrain.

VALEURS	Cours du 13 nov.	Cours du 14 nov.
Alcoa	89 1/4	88 1/4
A.T.T.	43 5/8	42 7/8
Borg	86 7/8	86 3/8
Boeing	112 1/2	111 1/2
Du Pont de Nemours	114	113 5/8
Eastman Kodak	42 5/8	42 1/4
General Electric	55 3/4	55 1/2
General Motors	44 7/8	44 3/8
Ford	44 7/8	44 3/8
IBM	160 3/4	160 1/2
Intel	55 3/4	55
Johnson & Johnson	70 1/2	69 1/2
Kimberly-Clark	52 3/8	52
Union Carbide	193 1/4	193
U.S. Steel	34 3/8	33 5/8
Westinghouse	88 5/8	88 3/4
Delta Corp.	56 3/8	57

## LONDRES, 14 novembre

## Prudence

Après le mouvement de légère baisse observé lundi, la Bourse de Londres s'est reprise mardi, tablant sur une détente de la politique monétaire de la Réserve fédérale en raison de la baisse supérieure aux prévisions de la production industrielle américaine en octobre. L'indice FT 100 a été apprécié d'un point et demi en clôture, terminant à 2 214,7. Le volume des échanges était assez réduit, 334,4 millions de titres, mais tout même légèrement supérieur à celui de la veille (283,3 millions). Mais la prudence observée mardi était due à l'attente du discours d'autonomie du chancelier de l'Echiquier, M. John Major. Si le premier des valeurs ont eu un comportement mitigé, quelques-uns se sont distingués. Le brasseur Scottish Newcastle a fortement progressé suite aux déclarations de la presse australienne sur la cession imminente de sa participation. La compagnie d'assurances Pearl Group s'est raffermissée après la publication de son document de défense contre l'OPA d'Australia Mutual Provident. De nombreux secteurs, tels que la distribution, la chimie, l'agroalimentaire, la banque et la brasserie, ont peu évolué.

## FAITS ET RÉSULTATS

Arjomari : modification de l'OPA sur Canon. Le groupe papeter Arjomari, qui va lancer une offre publique d'échange sur les 30 % de sa filiale Canon et Montgolfier non encore détenus, a annoncé une modification des termes de son opération pour tenir compte de la baisse récente du titre Arjomari. Les actionnaires recevront une action Arjomari contre quatre actions Canon, au lieu de deux pour neuf. L'action Arjomari cotait 2 895 F lorsque la cotation de Canon a été suspendue à 520 F le 23 octobre dernier. Depuis, Arjomari a cédé du terrain pour tomber à 2 750 F.

United Airlines : nouveau sur la défensive. Le président de la compagnie aérienne américaine United Airlines (UAL), M. Stephen Wolf, a repris contact avec la direction et les pilotes de celle-ci pour tenter de contrecarrer la tentative de rachat de l'investisseur Coniston Partners, qui a annoncé détenir 9,7 % du capital d'UAL. Selon toute vraisemblance, les pilotes d'UAL et sa direction essaient de trouver les moyens financiers qui leur avaient fait défaut, le 13 octobre, pour réunir une OPA sur leur propre compagnie et résister à celle du financier Marvin Davis. Cet échec des pilotes d'UAL avait provoqué un effondrement des cours à Wall Street.

## PARIS, 14 novembre

## Hésitation

La Bourse ne sait pas sur quel pied danser depuis quelques jours. L'ouverture des frontières en Allemagne de l'Est et a fait qu'accentuer le trouble qui paralysait toute initiative.

Le courant des affaires est donc « nul », les écarts à la baisse ou à la hausse dans l'ensemble modestes. A l'ouverture du marché, mardi, l'indice CAC-40 gagnait symboliquement 0,01 %, pour ensuite afficher une perte de 0,27 % en clôture.

Les milieux financiers espèrent, il y a encore peu de temps, une baisse des taux d'intérêt à court terme. Cette baisse s'est produite. En moins de huit jours, le taux au jour le jour en France a cédé 1 point, pour revenir à 9,5 %.

Aux Etats-Unis également, il semble que les taux s'indichent un peu. Mais personne n'ose vraiment jouer un rapit généralisé, confiant un analyste, en raison notamment des bouleversements qui sont intervenus en Allemagne de l'Est. Tout le monde redoute, en effet, une surchauffe de l'économie de la RFA, qui amènerait les autorités monétaires à resserrer la vis du crédit. De toute façon, la volatilité sur les marchés obligataires n'est pas de nature à doper les valeurs. Les investisseurs étaient également réticents avant la publication cette semaine de plusieurs statistiques économiques aux Etats-Unis. Mardi, ces indices ont indiqué un net ralentissement économique.

Le titre LVMH ne variait pratiquement pas, après l'annonce de l'élection de M. Henry Racamier de son poste de vice-président du conseil d'administration. Sur diverses valeurs, le titre Eurotunnel a fortement baissé, cédant 13,6 % à 45,60 F, avec 3,4 millions de titres échangés.

## TOKYO, 15 nov.

## Nouvelle avance

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse mercredi, bien qu'en deçà de ses performances du jour. L'indice Nikkei a progressé de 83,59 points, soit 0,23 %, pour terminer à 35 832,23, après avoir gagné 18,52 points mardi. La demande a surtout porté sur les valeurs japonaises de l'acier aux mines de fer. Les valeurs financières ont également bien profité du mouvement. Toutefois, comme la veille, on avait une certaine hésitation des investisseurs, qui cherchent des motifs pour prendre de véritables initiatives. En fin de séance, des ventes liées aux indices ont pesé sur les cours. Les ordres émanaient, en particulier, de la clientèle étrangère.

VALEURS	Cours du 14 nov.	Cours du 15 nov.
Alcatel	770	770
Asahi	1 940	1 940
Canon	1 780	1 780
Fujitsu	3 220	3 240
Honda	940	940
Hitachi	2 230	2 230
Hitachi Heavy	1 140	1 150
Sony Corp.	2 280	2 280
Toyota Motors	2 590	2 590

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amsted & Anstede	386	386	Mercat Communautaire	170 20	170
Asystel	128 80	128 80	Mitsubishi	258	258
B.C.	270	270	Mitsubishi	176	176
B. Danchy & Assoc.	575	575	Mitsubishi (Banc)	10	7 50
Banque Paribas	182	182	Mitsubishi	212 10	213
B.C.M.	784	784	Mitsubishi	221	221
Banque	400	400	Mitsubishi	250	250
Banque	308	308	Mitsubishi	466	466
Banque	2180	2180	Mitsubishi	845	845
Banque	800	800	Mitsubishi	948	948
Banque	736	736	Mitsubishi	91	91
Banque	1780	1780	Mitsubishi	647	647
Banque	325	325	Mitsubishi	705	705
Banque	540	540	Mitsubishi	696	696
Banque	880	880	Mitsubishi	340	340
Banque	816	816	Mitsubishi	214	214
Banque	278	278	Mitsubishi	255	255
Banque	1189	1189	Mitsubishi	625	625
Banque	389	389	Mitsubishi	297	297
Banque	162 10	162 10	Mitsubishi	109	109
Banque	580	580	Mitsubishi	486	486
Banque	1170	1170	Mitsubishi	488	488
Banque	638	638	Mitsubishi	312	312
Banque	192 40	192 40	Mitsubishi	301 70	301 70
Banque	154	154	Mitsubishi	280	280
Banque	16 20	16 20	Mitsubishi	282	282
Banque	219 80	219 80	Mitsubishi	287	287
Banque	628	628	Mitsubishi	186	186
Banque	305	305	Mitsubishi	438	438
Banque	885	885	Mitsubishi	206	206
Banque	283	283	Mitsubishi	389	389
Banque	144	144			
Banque	300	300			
Banque	1047	1047			
Banque	304 40	304 40			
Banque	278	278			
Banque	146	146			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables le 14 novembre 1989

Nombre de contrats : 20 934.

VALEURS	PRIX exercice	Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Accor	880	48	-	-	-
Bouygues	765	5,50	-	-	-
CGE	480	14,40	33	23	-
ENI-Aquitaine	528	7	22,50	-	-
Eurotunnel SA-PLC	40	9,80	16	2,80	3,30
Lafarge-Capelle	1 480	88	145	28	30
Michellie	171	6	13	11	13,50
Mit	1 480	27	-	110	-
Paribas	528	85,50	-	6	14,90
Perrier-Ricard	1 600	12	-	-	-
Renault	775	63	-	23	33
Saint-Gobain	648	16,50	48	-	-
Sauvage Perrier	1 800	118	-	86	-
Société générale	488	22,70	22,70	28	-
Suez	400	12,50	29	17	-
Thomson-CSF	189	7,50	16	13	-

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 14 novembre 1989

Nombre de contrats : 78 181.

COURS	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Dernier	105,54	105,58	105,80
Précédent	104,52	104,56	105,22

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90
106	0,19	0,53	0,63	1,34

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,24 F	PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)
Le dollar s'inscrivait en nette baisse le mercredi 15 novembre, s'échangeant à 6,24 F, contre 6,3010 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs ont réagi à la diminution plus forte que prévue de la production industrielle américaine en octobre (- 0,7 %) et attendent les résultats du commerce extérieur des Etats-Unis en septembre.	13 nov. 14 nov.
FRANCOFORT 14 nov. 15 nov.	Valeurs françaises 121,8
Dollar (en DM) 1,839 1,839	Valeurs étrangères 116,6
TOKYO 14 nov. 15 nov.	(SIF, base 100 : 31-12-81)
Dollar (en yen) 143,76 143,57	Indice général CAC 512,1 512,8
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	(SIF, base 1000 : 31-12-87)
Paris (15 nov.) 91/44 3/8 %	Indice CAC 40 1 819,51 1 814,52
New-York (14 nov.) 17/44 3/8 %	(OMF, base 100 : 31-12-81)
	Indice OMF 50 69,36 69,22
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles 2 626,43 2 616,25
	LONDRES (indice Financial Times)
	Industrielles 1 771,4 1 776,8
	Mines d'or 262,4 271,1
	Fonds d'Etat 84,35 84,04
	TOKYO
	14 nov. 15 nov.
	Nikkei Dow Jones 35 788,64 35 832,23
	Indice général 2 789,58 2 787,57

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ ha. + ba.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
S.E.-U. ... 4,2200 4,2400	+ 78 + 99	+ 105 + 191	+ 588 + 666
S. ... 3,3316 3,3376	+ 115 + 97	+ 101 + 153	+ 387 + 387
Yen (100) ... 4,3331 4,3600	+ 131 + 154	+ 229 + 283	+ 710 + 784
DM ... 3,3648 3,3648	+ 59 + 64	+ 97 + 120	+ 290 + 323
Flora ... 3,0899 3,0816	+ 26 + 46	+ 77 + 95	+ 32 + 720
FB (100) ... 16,0353 16,1594	+ 3 + 86	+ 71 + 229	+ 264 + 437
ES ... 3,8447 3,8471	+ 77 + 91	+ 152 + 174	+ 468 + 474
L (1 000) ... 4,6319 4,6366	+ 183 + 71	+ 281 + 281	+ 561 + 561
£ ... 9,9147 9,9338	+ 419 + 375	+ 782 + 782	+ 2843 + 2837

## TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.-U. ...	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16
DM ...	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
Flora ...	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
FB (100) ...	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16
ES ...	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16	14 1/16
F franc ...	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**info**

**SUR FRANCE INFO**  
**TOUTES LES DEMI-HEURES**  
Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Reille  
Toute l'information économique et financière  
• A 7 h 57, la clôture des grands marchés  
TOKYO, WALL STREET, PARIS  
• La Bourse de Paris en direct  
• La vie des affaires  
De 6 heures à 1 heure du matin.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 14 NOVEMBRE

Cours relevé:  
à 17 h 43

[illegible]

## Comptant (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Francs incl.	Rachet net
A.A.A.	1092	1065 37	France-Gesamte	268 45	267 91	Préfin Opportunists	123 07	118 05
Action France	2329	235 05	France-Index Sicar	209 40	207 02	Public Finance	533 33	531 34
Adm. Services	572 68	581 13	France-Industrie	461 27	440 26	Public Finance	89 78	88 90
Adm. Services	672 81	651 23	France-Industrie	461 27	440 26	Public Finance	177 03	174 05
Adm. Services	660 58	648 30	France-Industrie	461 27	440 26	Public Finance	684 98	684 85
A.G.E. Action Inc. (CP)	112 84	1107 16	France-Industrie	121 06	118 41	Public Finance	267 06	265 78
A.G.E. S.G.O.	616 91	683 23	France-Industrie	1297 94	1260 14	Public Finance	772 51	753 78
A.G.E. S.G.O.	1080 30	1049 80	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	1168 37	1132 72
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	7587 41	7583 72
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	1266 17	1266 17
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	5224 76	5267 51
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	116 32	112 23
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	10670 30	10659 44
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	112 46	109 48
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	23318 03	23218 03
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	125 56	122 47
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	502 75	500 34
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	3630 82	3548 44
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	1130 06	1122 08
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	859 30	807 21
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	281 77	268 78
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	236 43	226 71
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	630 41	601 87
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	552 88	527 82
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	11922 40	11874 90
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	530 35	514 04
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	784 30	764 30
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	552 35	536 76
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	11108 23	11108 23
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	703 35	682 96
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	1477 73	1476 52
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	723 21	701 27
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	426 77	416 35
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	458 14	438 88
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	670 82	651 81
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	459 81	447 29
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	213 40	211 60
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	461 84	448 08
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	2584 75	2557 44
A.G.E. S.G.O.	1080 30	122 02	France-Industrie	29 38	28 39	Public Finance	335 33	323 21</

Cote des changes	Marché libre de l'or
------------------	----------------------

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	prix.	14/11	Achat	Vente		prix.	14/11
Encaide (5 li)	8 327	6 301	6 100	6 570	Or (le kilo au baron)	78300	78200
ECU	6 976	6 874			Or fin (les lingots)	76250	76150
Allemagne (100 DM)	339 250	336 440	338	344 500	Or fin (le gramme)	762	761
Autriche (100 S)	19 736	19 191	19 800	19 680	Or fin (le gramme) (10 li)	367	
Belgique (100 li)	300 710	300 860	231 500	310 500	Pièces latines (20 li)	486	480
Danemark (100 kr.)	87 800	87 420	84 800	81 500	Pièces latines 120 li	467	480
France (100 li)	50 625	50 710	87 500	84 500	Suisses	575	577
Grèce (100 dr.)	10 160	10 160	6 500	6 400	Pièces de 50 dollars	2780	2840
Irlande (100 li)	3 768	3 785	3 860	4 250	Pièces de 10 dollars	560	560
Italie (1 000 lires)	4 647	4 638	4 400	4 900	Pièces de 5 dollars	800	
Israël (100 li)	394 850	394 490	372 500	396 900	Pièces de 50 pesetas	2880	2860
Suède (100 li)	57 830	57 580	54	101	Or de 10 libras	478	482
Suisse (100 li)	49 178	48 728			Or Londres		
Turquie (100 li)	5 382	5 398	5 150	5 700	Or Zurich		
Portugal (100 esc)	3 668	3 687	3 680	4 350	Or Hongkong		
Canada (5 can.)	5 414	5 384	5 200	5 800			

.....	180	....
.....	352	350 10
.....	150	150

me	610	610
de Zan	210	---
	287	---
chier	240	---
	910	---
mer	365	---
	179 50	179 30
collage	2160	2100
	338 20	331
	2100	1932
	568	571
de Monte	442	---
	380	---
mes	144	112 20 o
	1470	---

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

## Renseignements

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

